

Après les affrontements de Batna

**Les islamistes algériens durcissent le ton****La violence au quotidien**

Au fil des jours, l'Algérie au quotidien, qui, pour n'être pas spectaculaire, n'en est pas moins lourde de menaces. Ainsi, le bilan officiel des affrontements qui ont opposé, mardi 4 et mercredi 5 février, à Batna, des militants intégristes aux forces de l'ordre, s'élève à huit morts et à une cinquantaine de blessés. Préférant étouffer le Front islamique du salut (FIS) plutôt que de le dissoudre purement et simplement, le pouvoir n'est pas au bout de ses peines.

Arrestation de la direction intégriste, condamnation des imams rebelles, reconquête des mosquées, suppression des prêches politiques : le nouveau pouvoir tente de réduire les « barbus » au silence. Il semble y réussir de moins en moins bien tant grandit l'exaspération de la base militante, des jeunes tout particulièrement, qui ne veulent pas entendre raison, et harcèlent ceux qui cherchent à les soumettre.

LES dirigeants du FIS encore en liberté, qui n'ignorent rien des impatiences de moins en moins maîtrisables de leurs troupes, multiplient les communiqués et haussent le ton. Ne viennent-ils pas d'appeler à une « marche pacifique nationale », pour le vendredi 14 février à Alger ? Ce « grand affrontement » entre les forces du Bien et du Mal en vue de « mettre fin à la piraterie politique », les autorités locales l'ont aussitôt interdit.

D'une déclaration l'autre, le « parti de Dieu » dit sa « fierté » d'épouser « la religion comme alternative au marxisme et au libéralisme », appelle le peuple à « ne pas capituler face au désespoir et au découragement », invite les partenaires étrangers de l'Algérie à « s'abstenir de signer des contrats et des conventions ». Le pouvoir a beau faire et beau dire : les islamistes continuent à occuper le terrain, même s'ils ont prudemment renoncé à une stratégie d'affrontement direct avec ceux qui ont pris brutalement en charge les destinées du pays.

L'INTERVENTION de l'armée, sous couvert d'un « coup d'Etat légal », a, certes, sauvé une bonne partie de la population qui se résignait mal à l'arrivée des « frères » aux affaires. Mais, aujourd'hui, l'omnipotence, pour ne pas dire l'omniprésence, des militaires commence à agacer, sinon à inquiéter, ceux-là même auxquels leur retour sur le devant de la scène politique n'avait pas déplu. Il est vrai que la nouvelle équipe au pouvoir donne l'impression de manquer de cohésion, de desseins, et surtout de moyens pour les réaliser. Les islamistes jouent de ces « flottements » pour avancer leurs pions.

D'aucuns avaient cru qu'en annulant le processus électoral l'armée et ceux qui lui faisaient cortège avaient fait le choix de la paix civile. Les jours qui passent montrent que ce n'est peut-être qu'illusion.

M0147 - 0207 0 - 6,00 F



En Algérie, le Front islamique du salut durcit le ton après les deux jours d'affrontements à Batna entre militants islamistes et forces de l'ordre. Selon le bilan officiel, il y a eu huit morts et une cinquantaine de blessés.

Au lendemain de ces violences, le Front islamique du salut (FIS) a appelé à une « marche pacifique nationale » pour le vendredi 14 février, à Alger, après la prière hebdomadaire. Cette manifestation, aussitôt interdite par la préfecture de la capitale, visait à dénoncer « la piraterie politique du nouveau pouvoir constitué par le Haut Comité d'Etat ».

Le FIS, qui a durci sa position à l'égard des autorités, vient, d'autre part, de demander aux investisseurs étrangers de boycotter l'Algérie. M. Sid Ahmed Ghazali, le premier ministre, a répliqué qu'il s'agissait là « d'une invitation on ne peut plus claire faite à l'étranger pour qu'il s'ingère dans nos affaires ».

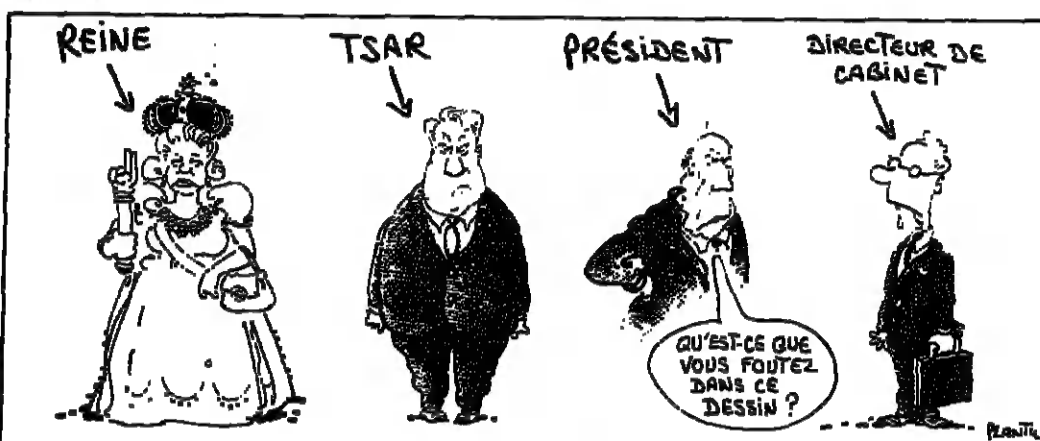
La visite de M. Boris Eltsine à Paris

**La France et la Russie négocient le dégel des crédits à l'ex-URSS**

Tandis que M. Boris Eltsine poursuit sa visite d'Etat à Paris, des négociations sont menées dans la capitale sur le transfert à la Russie des crédits français accordés antérieurement à l'URSS. Par ailleurs, le président d'El-Aquitaine, M. Loïc Le Floch-Prigent, a signé le jeudi 6 février à Moscou un important

contrat pour l'exploration et l'exploitation de pétrole à Sarov-Volgograd, dans le centre de la Russie.

M. Eltsine devait, avant son départ vendredi, être reçu, jeudi, par M. Chirac et par les présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat.



Lire pages 5 et 6 les articles d'ÉRIC FOTTORINO, DOMINIQUE GALLOIS, MICHEL TATU et la chronique de PIERRE GEORGES, page 31

**Pologne : l'an III de la réforme**

Le gouvernement de Varsovie s'interroge sur les conséquences de la « thérapie de choc » appliquée à l'économie

VARSOVIE

de notre envoyée spéciale

Un secteur privé florissant et des escrocs transférant des valises de billets par hélicoptère. Un accord d'association signé avec la CEE et des paysans tentés par le protectionnisme. Une politique monétaire stricte et un déficit budgétaire grandissant. Un simple aperçu de la situation économique polonaise suffit à comprendre pourquoi le nouveau gouvernement de Varsovie est déchiré, pourquoi le malaise

de la population s'accroît, pourquoi les experts internationaux se querellent sur la réponse à la question : a-t-on eu raison d'appliquer une telle « thérapie de choc » en Pologne et peut-on s'en inspirer ? Question d'autant plus actuelle que l'équipe en place à Moscou, M. Egor Gaidar en tête, ne manque pas une occasion de citer l'exemple polonais. Déjà, M. Marek Dobrowolski, proche de l'ancien ministre des finances polonais M. Leszek Balcerowicz, a été nommé conseiller de M. Boris El-

sine. L'équipe de l'économiste américain Jeffrey Sachs multiplie les allers-retours entre Moscou et Varsovie. Des comparaisons sont établies entre l'aide d'urgence accordée à la Pologne en 1989 et celle que l'on apporte aujourd'hui à la Russie.

Il y a deux ans donc, la Pologne se lançait à marche forcée dans l'économie de marché, libéralisant les prix, l'activité économique, rendant convertible le zloty. Expérience pratiquement inédite de conversion économique aussi bru-

ta. Seuls quelques Etats d'Amérique latine avaient connu des démarches un peu similaires. Ailleurs en Europe de l'Est, la Hongrie, la Tchécoslovaquie, la Bulgarie et la Roumanie se sont, elles aussi, lancées dans la transition vers le marché, mais à un rythme moins soutenu. Quel jugement donc porter aujourd'hui sur la « thérapie de choc » menée par le ministre des finances de l'époque, M. Leszek Balcerowicz ?

FRANÇOISE LAZARE  
Lire la suite page 17

**Effets mortels d'une hormone de croissance**

Dix cas d'une affection neurologique mortelle ont été diagnostiqués chez les enfants traités avant 1985 par une hormone de croissance extraite de cadavres humains. Mais, selon les spécialistes, les enfants traités par l'hormone de croissance biosynthétique, utilisée en France depuis 1988, ne sont nullement concernés par ce drame.

page 11

**Bruxelles limite les pouvoirs de Sir Leon Brittan**

La Commission européenne a décidé d'associer étroitement à l'instruction des dossiers sur les projets de fusion ou de concentration d'entreprises tous les commissaires concernés. Une décision qui revient à limiter de facto les pouvoirs de Sir Leon Brittan, le commissaire à la concurrence.

page 15

**Cinq tués dans un attentat à Madrid**

Quatre soldats et un civil ont été tués et sept autres personnes blessées, jeudi matin 6 février, par l'explosion d'une bombe dans une fourgonnette militaire en plein centre de Madrid. L'attentat n'a pas été revendiqué, mais la police soupçonne l'ETA, l'organisation séparatiste basque.

page 22

**Le Front national vingt ans après**

IV. - La mémoire des repentis  
Lire page 8 l'article de DANIEL CARTON

VENDREDI À CARACTÈRES

**Daniel Pennac****Comme un roman**

nrf

GALLIMARD

**La reine Elizabeth, contre vents et marées**

Après quarante ans de règne, la souveraine demeure incontestée mais l'institution monarchique souffre d'une certaine langueur

LONDRES

de notre correspondant

Après quarante ans de magistère royal souriant et incontesté, jeudi 6 février, comment ne pas parler de réussite personnelle, à défaut de plénitude, de la monarchie britannique ? A l'aube du vingt et unième siècle, dans un monde marqué par l'éclatement des empires et où tant de références s'estompent, « Elizabeth II, par la grâce de Dieu reine du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et de ses autres domaines et territoires, chef du Commonwealth, défenseur de la foi », représente toujours, pour le peuple britannique, un repère.

Elle demeure le symbole de l'unité, l'incarnation de la légitimité historique. Pourtant, l'affection un peu lointaine que lui vouent ses sujets, sa présence à la fois discrète et omniprésente, son autorité morale intacte, tout cela ne saurait dissimuler que, depuis quelques années, une certaine dichotomie est apparue entre la reine et l'institution, affaiblie, de la monarchie.

Sa gracieuse Majesté n'est pas en cause. Certains biographes disent même qu'avec tout autre monarque ce climat de moindre révérence envers la famille royale se serait transformé en vraie crise, que l'on assisterait à une poussée des idées républicaines, pour ne pas dire « révolutionnaires ». Qui sait si, dans une telle situation, Tony Benn, le vieux briscard du Parti travail-

liste, n'aurait pas recueilli une moisson de suffrages lorsque, l'année dernière, il tenta de frayer un chemin à sa proposition de loi tendant à abolir la monarchie ? La tentative échoua, et la royauté, loin d'apparaître, pour la majorité des Britanniques, comme un anachronisme dispendieux, perdure.

LAURENT ZECCHINI  
Lire la suite page 4

**Le printemps des écrivains-voyageurs**

Outre-Manche et outre-Atlantique, voilà bien longtemps que le *travel writing*, cette littérature du partir et des grands espaces qu'ont illustrée Stevenson, Conrad ou, plus près de nous, Bruce Chatwin, a conquis ses lettres de noblesse. La France succomberait-elle à son tour aux séductions des récits de voyage ? Des collections se créent ou s'épanouissent, des librairies suivent, le public va se multiplier. Bertrand Le Gendre a fait le tour de ce monde-là.

■ *Généalogie de l'absolu* : un essai de Jean-Marie Schaeffer sur l'esthétique et la philosophie de l'art ■ Hector Bianciotti, la liberté et la forme, par Octavio Paz ■ Le feuilleton de Michel Braudeau : Julien Gracq ■ D'autres mondes, par Nicole Zand.

pages 23 à 30



## DÉBATS

L'agonie yougoslave

## II. - Le circuit infernal

Après avoir analysé les origines du conflit entre la Serbie et la Croatie (le Monde du 8 février), Edgar Morin poursuit ses réflexions sur la crise yougoslave.

Le 25 juin 1991 commence en Yougoslavie un circuit infernal, comme en 1914 pour la première guerre mondiale, il est vain de chercher un responsable unique et unilatéral de la mise à feu.

Seule une causalité circulaire permet de concevoir l'engrenage tragique des événements. Certes, c'est la tentative du Serbe Milosevic de dominer le parti yougoslave qui a déclenché la sécession du Parti communiste slovène, devenant alors nationaliste. C'est la Constitution de Serbie qui, en 1989, rétablit son autorité sur le Kosovo et la Voïvodine, ouvrant une politique de répression contre les aspirations de la population albanaise. Mais ce sont les deux politiques arrogantes du Serbe Milosevic et du Croate Tudjman qui se justifient chacune par l'intransigeance de l'autre. La radicalisation serbiste de Milosevic, qui frappe les Albanais du Kosovo, nourrit la radicalisation croatisante, qui menace puis frappe les minorités serbes.

Les premières mesures et exactions antisémites en Croatie suscitent des milices et formations paramilitaires serbes, qui suscitent le développement des milices et formations paramilitaires croates. Les Serbes de Croatie menacés craignent le retour des massacres de l'État croate de Pavlevic, et le souvenir de ces massacres, conservés chez tous ceux qui ont plus de cinquante ans aujourd'hui, est largement exprimé par les témoins du martyre serbe sur les écrans de la télévision de Belgrade, ce qui réactualise pour tous les adultes et les jeunes un passé vieux de quarante-cinq ans. Avec le déclenchement des hostilités, ce passé dévore le présent dans les esprits, et les autorités de Belgrade, comme les Serbes de Croatie parlent des Croates comme s'ils étaient oustachis, fascistes ou encore instru-

ments de l'hégémonie allemande. La voix officielle des Croates, elle, préfère oublier le passé oustachi, mais se souvenir du passé tchécoslovaque, identifiant l'armée fédérale à un parti communiste qui serait toujours vivant, et dénonce la menace d'une Grande Serbie qui annexerait le plus gros de l'ancienne Yougoslavie.

Les affrontements ethniques entre Serbes et Croates ont commencé en Slavonie et en Krajina de façon sporadique dès mars 1991. Ils deviennent très violents à partir de la déclaration d'indépendance du 25 juin.

Les atrocités se multiplient de part et d'autre, chez les irréguliers, tandis que l'armée fédérale écrase brutalement les cités de Vukovar et d'Osijek. Les cadavres horriblement mutilés s'accumulent sur les écrans des télévisions serbes et croates, ainsi que dans les brochures de propagande génèreusement diffusées dans le monde par les uns et les autres. La radicalisation du conflit favorise de part et d'autre le développement des courants les plus rétrogrades. Mais, dans ce conflit, le plus fort militairement devient le plus faible politiquement. La politique de force serbo-croate et isolent la Serbie. Elle amplifie les réactions pro-croates du Vatican et de l'Allemagne fédérale. La CEE admet le juste principe de la reconnaissance sous conditions de la Slovaquie et de la Croatie, mais l'Allemagne reconnaît sans condition, de façon précoce et unilatérale, ces deux nations.

Cependant, la reconnaissance d'une Croatie n'importe quel prix ne règle rien, de même que n'aurait rien réglé le maintien d'une Yougoslavie à n'importe quel prix (1). Avance dit justement qu'il faut soigner non les symptômes de la maladie mais ses causes ; il ajoutait que, lorsque le malade est dans l'état le plus grave, il faut d'abord

soigner les symptômes, en l'occurrence, faire tomber la fièvre. D'où la nécessité première et absolue d'arrêter des combats. Il a fallu une menace américaine discrète, mais claire, pour que les serbo-fédéraux respectent le cessez-le-feu de l'ONU. La destruction d'un hélicoptère de la Communauté européenne, opérée par un clan belliste de l'armée fédérale, a affaibli ce clan provocateur, comme cela arrive heureusement parfois.

Et nous voici dans un no man's land politico-militaire-ethnique où tout est provisoirement et localement immobilisé dans une situation impossible que les uns et les autres refusent de reconnaître telle quelle, mais qu'il faut maintenir telle quelle le temps de faire décroître l'hystérie réciproque de dénonciation d'atrocités, de fascisme, de communisme.

## La montée des périls

Pour en sortir, il faut être bien conscient des périls qui menacent non seulement l'aire yougoslave mais l'ensemble européen.

Le péril immédiat serait la reprise d'une guerre pour la « Grande Serbie » ou la « petite Yougoslavie », avec le déplacement et l'amplification du conflit en Bosnie-Herzégovine, où l'hétéroclite actuelle se transformerait rapidement en libanisation. Même sans reprise de la guerre, la dislocation de l'ancienne Yougoslavie entraînerait deux périls majeurs. Le premier serait la reconstitution d'un nouveau mur retrouvant la vieille frontière Occident-Orient en rejetant hors de « notre bonne Europe » (occidentale, catholique, germanique, confortable, « développée ») les Balkaniques, sous-développés, slaves, orientaux. L'établissement de ce line occidental serait un crime contre l'Europe aux conséquences morales et politiques incalculables. Le second péril peut être exprimé ainsi : tout ce qui tend à disloquer la Yougoslavie tend à disloquer l'Europe, non seulement l'est, mais aussi à l'ouest, et contribue à aggraver la situation en Méditerranée.

A l'est, nous voyons déjà que l'éventualité d'une indépendance de la Macédoine pose, outre le problème de sa minorité islamique/albanaise, celui des frontières avec la Grèce et la Bulgarie, ce qui rallumerait un foyer de conflits balkaniques qui, violent de 1912 à 1923, s'était depuis plus ou moins assoupi. Tout cela concourrait à désorienter la Turquie, laquelle se trouve à une nouvelle croisée des chemins, avec le réveil des peuples turcs de l'ex-URSS.

Au sud, la concrétisation d'une nation musulmane en Bosnie se ferait, dans le cas conflictuel, avec le réveil de l'antagonisme chrétien/islamique, et le nationalisme musulman se développerait de plus en plus sur une base fondamentaliste et non plus laïque, ce qui aggraverait une situation elle-même conflictuelle en Méditerranée.

A l'ouest, nous avons vu apparaître la première disjonction politique entre l'Allemagne et la France. L'Allemagne a cessé d'être un vain politique en reconnaissant unilatéralement et sous conditions la Croatie, et cet évènement politique va avoir des conséquences considérables pour l'union ou la disunion, selon la direction que prendra l'Europe future. Un bloc sous hégémonie économique et culturelle de l'Allemagne est en train de reformer une Mitteleuropa. Tout cela, reste normal si la disjonction se situe sur le plan économique et confédéral des pays d'Europe de l'Est se poursuit et se développe vers la « grande confédération » souhaitée par la France.

Mais si se propagent les forces de désintégration à l'œuvre en Yougoslavie, alors les failles entre la France et l'Allemagne, puis entre les nations européennes, deviendraient des fractures, et là encore, le jeu des forces centrifuges nous entraînerait vers de nouveaux désastres.

Si, comme nous l'avons répété depuis 1990, le destin des années à venir se joue dans la lutte entre les forces de dislocation, disjonction, rupture, conflit et les forces d'association, union, confédérations, fédérations, alors le destin futur de l'Europe se joue en Yougoslavie, puisque le destin de la Yougoslavie se joue entre association et dislocation.

Ainsi, la question n'est pas seulement de reconnaître purement et simplement une Croatie indépendante, en laissant inconsidérément au nationalisme croate et à la sous-démocratie croate le soin de respecter les droits des minorités et les droits de l'homme. Il y a certes le droit des petites nations, mais il y a aussi le droit des toutes petites nations enfermées dans ces petites nations, comme nous le voyons par ailleurs pour les Ossètes et les Gagouzes.

La question yougoslave n'est pas

uniquement celle du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, et donc d'accéder à la souveraineté nationale. C'est aussi celui des minorités à disposer de leurs droits culturels et politiques : minorités serbes notamment en Croatie et en Bosnie ; minorités croates en Bosnie ; minorité islamique, majoritaire en Bosnie, qui, du fait même des événements, est devenue une nation musulmane, bien que serbe à l'origine ; minorité albanaise majoritaire au Kosovo. Les Albanais sont aussi nombreux en Yougoslavie qu'en Albanie, ce qui pose le problème d'une intégration de l'Albanie dans une nouvelle configuration.

Il y a aussi les droits du bon sens, qui est l'une des choses au monde les moins partagées. La Serbie ne peut demander pour ses minorités hors Serbie ce qu'elle refuse à la minorité albanaise du Kosovo. Les Croates ne peuvent reconnaître pour le Kosovo l'indépendance qu'ils refusent aux Serbes de Croatie. La Bosnie-Herzégovine ne saurait être dominée par l'une de ses trois composantes nationales.

Il nous faut voir le problème-ci, c'est-à-dire la contradiction entre l'État-nation et la réalité bigarrée, mêlée, d'ethnies, religions, nations issues de deux empires qui n'ont pu se transformer en confédérations. L'État-nation, de modèle français, qui suppose une unité formelle d'une communauté séculaire de destin, laquelle a intégré une très grande diversité ethnique, est totalement inadéquate aux peuples qui se sont imbriqués les uns dans les autres durant cinq siècles. De plus, les grands États-nations d'Europe de l'Ouest sont en train de se rassembler dans une communauté qui les dépasse.

Il y a un quadruple impératif : droit des peuples, droit des minorités, droit des individus, droit de l'Europe. Le quadruple impératif ne peut être respecté que par des formules à la fois démocratiques et associatives entre nations, qui s'entendent sur le respect de leurs minorités, et l'intégration de ces formules associatives dans des associations plus amples.

## Des associations de nations

Il ne s'agit pas de restaurer l'ancienne Yougoslavie. Il s'agit de refonder une nouvelle union et de situer la nouvelle association possible dans le destin associatif de l'Europe elle-même.

Il s'agit de refonder, à Sarajevo, ville symbole à la fois de l'autodestruction de l'Europe et de la coexistence pacifique des religions antagonistes, l'idée d'une nouvelle Yougoslavie.

Chaque des nations pourrait s'associer avec d'autres, selon des formules à géométrie variable. On verrait ainsi une association dans laquelle la Roumanie et l'Allemagne du Sud, une association balkanique avec Albanie, Grèce, Bulgarie, Turquie, concernant particulièrement Serbie, Macédoine, Bosnie-Herzégovine, et une intégration future dans le Marché commun et dans la nécessaire confédération européenne.

La révolution transnationale européenne, née l'été après la deuxième guerre mondiale, a cherché à lier les reconnaissances d'autonomie et les reconnaissances d'interdépendances croissantes. Ce processus d'Ouest va aujourd'hui à la rencontre d'un processus contraire venu de l'Est, et les deux processus se heurtent en Yougoslavie. Malheureusement, Maastricht est une réponse très insuffisante aux nécessités de l'Ouest et aux besoins de l'Est, le processus de gestation est très lent, encore embryonnaire, et la crise yougoslave risque de le stopper, voire de le briser.

La compréhension de la complexité yougoslave requiert d'abandonner non seulement tout manichéisme, mais toute causalité linéaire, et de comprendre les processus en boucle où les dérangements s'entre-suscitent et s'entre-multiplient, jusqu'à arriver à la température d'allumage puis à la mise à feu. La compréhension et la solution du problème yougoslave ne peuvent se faire que dans le contexte européen, et la solution du problème européen passe par la solution du problème yougoslave. Ces solutions ne sont pas acquises, elles ne sont même pas probables. Le pire est possible. Nous sommes à l'heure incertaine de l'agonie yougoslave. Mais l'agonie n'annonce pas nécessairement la mort, elle peut aussi préparer une nouvelle naissance.

EDGAR MORIN

(1) Au départ, le président Tudjman déclarait ne pas vouloir la fin de l'idée yougoslave, mais celle d'une Yougoslavie à l'importer quel prix.

FIN

REVUES

FRÉDÉRIC GAUSSEN

## Les petites choses de la vie

N'ayant plus accès à leurs « terrains » traditionnels, les ethnologues s'intéressent maintenant aux sociétés développées. De leur côté, des intellectuels créent des comités sur le malaise des banlieues. Pour les uns et les autres, la compréhension de la société contemporaine passe d'abord par l'étude du quotidien.

Les ethnologues, on le sait, ont été les victimes de la décolonisation. En attendant l'indépendance, les peuples dominés ont envoyé promener ces observateurs indiscrets, qui les examinaient comme des insectes ou des cailloux. Pour éviter le chômage - et sauver leur discipline - les ethnologues se sont donc repliés sur leurs propres territoires, en commençant par étudier les populations les plus proches de celles auxquelles ils étaient habitués : immigrés, marginaux, paysans encore ancrés dans leurs traditions, tsiganes... Puis, s'enhardissant peu à peu, ils se sont dit qu'ils pouvaient quitter la périphérie pour le centre : la politique, l'entreprise ou la haute administration relevaient, elles aussi d'un « regard » ethnologique.

Dans un numéro intitulé « Anthologie du proche », la revue *l'Homme* fait le point sur ce mouvement de recentrage, commun aux chercheurs européens et américains. Marc Abélès, le coordinateur de ce travail, observe que la conjoncture était particulièrement favorable à cette évolution. En devenant plus complexe, plus instable, plus ouverte, la société contemporaine échappe aux grandes grilles d'analyse idéologique, sociologique ou économique. Le besoin se fait sentir d'un instrument de travail plus souple, plus attentif aux détails, aux symboles, à l'affectif. C'est précisément ce qu'apportent les ethnologues, qui s'intéressent aux rituels, au langage, aux apparences, aux relations familiales et de pouvoir. Ces éléments apparemment anecdotiques sont en réalité vécus comme fondamentaux par les individus. En politique, comme la montre David Kertzer, qui va chercher ses exemples aux États-Unis et en Italie, les commémorations, les cérémonies, les « gestes » destinés à frapper l'imaginaire collectif, le choix des mots, des insignes, des couleurs... contribuent à confirmer la légitimité. Et Denis Guigo, qui a étudié une maîtrise en Argentine et une entreprise française d'automobile, explique comment, dans les grandes organisations, les réseaux souterrains relationnels, la façon de s'approprier l'espace, de s'habiller, de se comporter avec ses collègues ou d'adhérer à l'idéologie maison, sont autant d'éléments qui conditionnent la cohésion du groupe et donc sa réussite et son échec.

## L'envers des mots et du décor

L'ethnologue a sur la réalité qu'il observe un regard à la fois distant et biaisé. Il s'intéresse au petit côté des choses, au non-dit, à l'envers des mots et du décor. Il s'attache plus aux petites différences qu'aux grandes tendances. C'est ainsi par exemple, qu'observant la France, l'Américaine Susan Carol Rogers s'inscrit en faux contre la thèse habituelle selon laquelle les sociétés modernes seraient de plus en plus homogènes. Pour elle, malgré le centralisme jacobin et le nivellement de la société de consommation, les particularités régionales se perpétuent et même se renforcent. Plus la société s'uniformise, plus se développe, à l'échelon local, un système D chargé de bien marquer les différences.

Si les ethnologues tiennent à marquer leurs distances par rapport à l'objet qu'ils étudient, les « intellectuels » - sociologues, philosophes, enseignants, animateurs sociaux... - présents dans le numéro des *Temps modernes* consacré aux banlieues se veulent, eux, entièrement « immergés ». La Comité Lyon-Fraternité-Justice, qu'ils ont constitué en juin 1990 à l'occasion de la campagne de

La Pen à Villeurbanne et qui a suivi de près les événements de Vaux-en-Velin, s'est fixé pour tâche de réfléchir et d'informer sur les problèmes d'exclusion et de racisme, mais aussi d'intervenir sur le terrain et d'aider les victimes à se faire entendre. Ce comité s'inspire directement de la pensée et de l'action de Michel Foucault, lorsqu'il avait créé le Groupe Information-Prison, pour aider les prisonniers à s'exprimer et pour dévoiler la réalité de l'univers carcéral.

Les intellectuels et les chercheurs qui s'engagent dans cette voie se veulent des analystes et des révélateurs. Leur propos n'est pas seulement de théoriser sur les causes économiques du chômage et de l'exclusion ou sur les politiques urbaines à l'origine des grands ensembles, mais d'abord de permettre aux populations concernées d'exprimer leur malaise et leurs revendications, de sortir de leur passivité, de donner un sens à leur révolte. Cette « responsabilité de proximité », comme l'appelle Jeanne Colombel est, en fait, la contribution des intellectuels à la vie démocratique. En révélant les injustices qui sont au cœur des sociétés développées, elle permet à la démocratie d'être autre chose qu'un consensus mou, occultant tout ce qui dérange.

## L'ennui des banlieues

Car, pour être « vivante », la démocratie ne peut se contenter de s'appuyer sur les grands principes (les droits de l'homme ou l'égalité républicaine). Il faut aussi qu'elle signifie quelque chose dans la vie des gens, dans la façon dont ils sont accueillis, considérés, traités par leurs employeurs ou les représentants de l'ordre. Or c'est évidemment là que le bât blesse pour les jeunes Maghrébins des banlieues, sans formation et sans travail, qui traînent au pied de leurs immeubles et ont le sentiment d'être constamment soupçonnés par la police. L'ennui, le mépris, la solitude, l'isolement... tels sont les problèmes immédiats des banlieues, que sont impuissantes à régler les kyriades de décisions administratives bien intentionnées, en matière d'écoles, de transports, d'urbanisme ou d'assistance sociale. Azouz Begag, sociologue et écrivain, auteur du *Gone de Chéab* et bel exemple de ceux qui s'en sont sortis, observe que, lorsqu'on a interrogé les habitants de Vaux-en-Velin sur l'émigration des transports urbains, on a obtenu peu de réponses. Car, « en réalité, ce genre de préoccupations classiques ne correspond pas à ce dont les habitants veulent parler. Ce qui les intéresse, c'est le contexte de leur vie en général, la manière dont ils vivent leur immigration, leurs relations de voisinage, leur quartier, les problèmes de leurs enfants. » « Quand on fait cet exercice de terrain, poursuit Azouz Begag, on est contraint d'écouter la parole de chacun, et de la replacer dans son contexte particulier pour retrouver de l'émotion, de l'affect et surtout un désir de parler et d'être écouté. En somme les valeurs élémentaires de l'humanité. »

On retrouve là les préoccupations des ethnologues pour les mots, les interstices, ce qui fait le chair de la vie sociale. C'est d'une façon générale apprendre à connaître les petites choses du quotidien dont notre société a besoin, écrit Azouz Begag. Les petites choses enfouies qui font la vie, mais qui passent à travers les mailles épaisses des politiques et des technocrates.

► *L'Homme*, n° 121. 90 F, Navarin.  
► *Les Temps modernes*, n° 545-546, décembre 1991-janvier 1992, 75 F.

## Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
16, RUE FAUGUÈRE  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-26  
Télécopieur : (1) 40-65-25-89  
Tél. : 206.806F

ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 49-60-30-10  
Tél. : 261.311F

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944

Capital social :  
620 000 F

Principaux associés de la société :  
Société civile  
« Les rédacteurs du Monde »,  
« Association Hubert-Beuve-Méry »,  
Société anonyme  
des lecteurs du Monde  
Le Monde-Entreprises,  
M. Jacques Lesourne, gérant.

Imprimerie  
« Le Monde »  
12, r. M. Gendreau  
94852 IVRY CEDEX  
18000

Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 57 437  
ISSN : 0395-2037

PRINTED IN FRANCE

Renseignements sur les microfilms  
et index du Monde au (1) 40-65-29-33

## Le Monde PUBLICITE

Jacques Lesourne, président  
Michel Cro, directeur général  
Philippe Dupuis, directeur  
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avis  
75002 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-72-72  
Tél. MONDUPUB 634 128 F  
Tél. : 46-62-49-73 - Société filiale  
de la SARL Le Monde et de Médias et Régions Europe SA.

## Le Monde

TÉLÉMATIQUE  
Composée 36-15 - Tapes LEMONDE  
ou 36-15 - Tapes LM

Reproduction interdite de tout article,  
sauf accord avec l'administration

## ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 49-60-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEM.-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Vote normale-CEE
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

## BULLETIN D'ABONNEMENT

PP. Paris 01

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_ Code postal : \_\_\_\_\_

Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie



## Israël : un entretien avec le président Herzog

« Avec la France, nous sommes et resterons des amis »

Le chef de l'Etat d'Israël, M. Haim Herzog, s'est adressé, mercredi 5 février à Strasbourg, à l'assemblée du Conseil de l'Europe - au sein de laquelle les députés de la Knesset ont un statut d'observateurs - et a manifesté son « scepticisme quant aux facultés des dirigeants occidentaux à évaluer la situation » au Proche-Orient. Au cours d'un entretien qu'il nous a accordé, M. Herzog a notamment déclaré qu'en dépit de l'affaire Habache, la France et Israël demeurent « amis ».

STRASBOURG

de notre correspondant

« L'affaire Habache » a suscité des propos plutôt modérés de la part de M. Haim Herzog. Quelle est votre propre appréciation ?

— C'est avant tout une affaire intérieure israélienne. Je ne tiens donc pas à me prononcer sur ce point précis, pas plus d'ailleurs que sur l'opportunité de demander l'extradition du terroriste palestinien vers Israël. C'est été de la seule responsabilité du gouvernement de mon pays. Cela dit, je tiens à rappeler que donner une stature internationale à Yasser Arafat, qui est le patron de Georges Habache,

est légitimer le terrorisme alors qu'il n'y a pas de compromis possible avec les organisateurs et auteurs d'attentats.

— Pensez-vous qu'il faille redouter des conséquences néfastes et durables sur les relations franco-israéliennes ?

— La France et Israël ont déjà eu des crises dans le passé. Sur le plan des principes, nous sommes et resterons des amis. J'ai déjà été l'hôte de M. François Mitterrand et j'espère que je le serai encore.

— La France pourrait-elle jouer un rôle un peu plus actif dans le processus de paix au Proche-Orient ?

Les négociations actuellement en cours ne sont pas le problème de la France, ni de l'Europe d'ailleurs. Le débat concerne les pays arabes, les Palestiniens et Israël. Les conférences de Madrid, de Washington et de Moscou ont ouvert la voie de la paix. Nous sommes à un tournant historique même si le processus engagé demandera du temps pour aboutir. Certainement des mois, des années.

— Cela signifie-t-il que vous êtes optimiste quant à la recherche d'une solution pour les territoires occupés ?

— Pour l'instant, il n'y a pas de discussions à ce sujet. Nous avons des propositions qui nous paraissent raisonnables. Notre projet d'autonomie de la bande de Gaza

et de la Cisjordanie, pour une période transitoire de cinq ans, est une bonne chose. Pendant ce temps, nous apprendrons à nous connaître et à vivre ensemble.

— Reste la question des implantations de colons juifs, qui créent de sérieuses difficultés dans les relations entre le gouvernement israélien et l'administration américaine.

Cette affaire de nouvelles implantations relève du débat politique interne à mon pays et il ne m'appartient pas d'en débattre en ma qualité de chef d'Etat. Je n'ai pas l'impression toutefois que les relations avec Washington se sont dégradées depuis l'arrivée de l'administration Bush. Les discussions en cours n'empêchent pas que les relations israélo-américaines demeurent excellentes.

— En attendant vous n'avez toujours pas de réponse positive sur les garanties bancaires que vous avez sollicitées auprès des autorités américaines, alors que l'immigration en provenance de l'ex-URSS est en baisse sensible...

— Les crédits demandés nous sont nécessaires pour réussir l'insertion des réfugiés de la CEI. En deux ans, nous avons accueilli quatre cent mille personnes, soit quasiment 10 % de la population israélienne. La question du logement a été réglée. Reste la création des

emplois qui demandent des investissements autrement plus importants. Quant au nombre des réfugiés, s'il est vrai que le rythme est moins élevé en ce début de 1992 qu'au cours des deux années précédentes, il n'en reste pas moins que nous devons accueillir de six mille à huit mille personnes chaque mois, et croyez-moi, c'est beaucoup pour un pays comme le mien. D'ailleurs, nous tablons sur un million de réfugiés au total, venant de l'ex-URSS.

— La nouvelle crise gouvernementale n'accroît-elle pas la thèse selon laquelle Israël aurait besoin d'une réforme de son mode de scrutin ?

— Le système électoral dans mon pays n'est pas bon parce qu'il fait la part trop belle aux petits partis, dont le rôle d'arbitre est trop grand. Le scrutin de liste à la proportionnelle intégrale fait que les députés ne sont pas les élus du peuple mais de la direction des partis. Je suis farouchement partisan, avec d'autres responsables israéliens, d'une vraie réforme. Plusieurs systèmes sont à l'étude, inspirés notamment des modèles français et allemand, mais jusqu'à présent nous avons seulement réussi à relever le seuil au-dessous duquel un parti ne peut être représenté.

Propos recueillis par MARCEL SCOTTO

A Jérusalem-Est

## Manifestation de colère après la mort d'un Palestinien en prison

Une manifestation a eu lieu, mercredi 5 février à Jérusalem-Est, pour protester contre la mort d'un Palestinien en prison (voir dernière édition). D'autre part, un garçon de douze ans a été tué et deux autres jeunes Palestiniens ont été blessés lors d'affrontements avec les forces de l'ordre, près de Naplouse, en Cisjordanie.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

« Assassins ! Tortionnaires ! », Gilet pare-balles et pistolet-mitrailleur au poing, les jeunes policiers israéliens s'avancent calmement vers le groupe de femmes en colère. Ou là ne comprennent pas l'arabe, ou on leur a appris à ignorer les insultes. L'œil attentif et le geste lent, ils avancent. Et le groupe recule. En même temps, les cris et les injures redoublent : « Meurtres ! Vous avez tué Moustapha, notre frère ! ». On craint le geste malheureux, le moment d'affolement qui mettra le feu aux poudres. Dans la jeep qui bloque la rue, à quelques mètres de là, un jeune policier, resté en faction dans le véhicule pour couvrir les autres, joue avec le cran de sécurité de son

arme. Il ne vise personne, ne regarde personne. Il sourit. En professionnel, sûr de sa force. Toutes les femmes sont maintenant rentrées dans le hall du National Palace Hotel. Scène de maintien de l'ordre, séance d'intimidation tranquille, comme il s'en produit à toutes les heures du jour et de la nuit dans la partie arabe de Jérusalem.

Chaque fois qu'un événement important affecte la vie de sa communauté, l'élite politique et universitaire palestinienne se réunit à côté, dans un ancien théâtre, ou ici, au National Palace. Les personnalités envoyées à Madrid, à Washington, puis à Moscou pour essayer de négocier l'avenir palestinien ont tenu moult conseils et conférences de presse dans cet hôtel qui n'a de palace que le nom. L'occasion, cette fois, est la mort en détention de Moustapha Alakou, un militant jusque-là obscur du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) (le Monde du 5 février). Selon le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), qui a publié mercredi un sévère communiqué fustigeant les autorités israéliennes pour le non-respect des conventions internationales concernant les personnes détenues sans procès, Moustapha Alakou serait, depuis 1989, le cinquième détenu à trou-

ver ainsi la mort « dans les sections d'interrogatoire » dirigées par les hommes du Shin Bet, le service de sécurité intérieure du pays.

La multiplication des implantations juives dans les territoires arabes occupés, les confiscations de terres jadis communales, les coups de filet opérés par la police de l'armée dans les milieux nationalistes, bref, la frustration populaire qui monte dangereusement face à ce qui est perçu par presque tous les Palestiniens comme une absence totale de progrès dans les négociations avec l'Etat hébreu, c'est tout un contexte politique de plus en plus tendu qui explique l'importance donnée à la mort de Moustapha Alakou.

## Grève générale de protestation

Le FPLP qui est opposé, depuis le début, aux pourparlers de paix tels qu'ils ont été organisés par Washington, et qui a bénéficié, avec l'affaire Habache (du nom de son chef historique) d'un formidable coup de projecteur international « accroît de jour en jour, nous dit-on, son influence dans les territoires ».

Pour protester contre la mort de son militant, l'organisation a donné l'ordre de la grève générale. Les commerçants de Jérusalem-Est, qui

ont de plus en plus tendance à ignorer ce genre de mot d'ordre ces derniers mois, ont tout, cette fois, tiré leur rideau plus tôt que d'ordinaire. Dans la grande salle du Palace, pleine de journalistes, de diplomates et de militants, M. Fayçal Hussein lui-même, principal dirigeant local, partisan décidé des négociations de paix, et à ce titre de plus en plus contesté par la « base », a cru devoir prendre la parole. Il demande « une protection internationale efficace pour les Palestiniens ». Il lance des appels tous azimuts, aux Etats-Unis, à la CEE, aux Nations unies, pour qu'ils interviennent, pour qu'ils demandent des comptes, pour que soient punis les coupables ou plutôt « le » coupable, à savoir le gouvernement d'Israël. Celui-ci permet, depuis 1987, à ses services de sécurité d'appliquer sur les prisonniers palestiniens récalcitrants « une pression physique modérée ».

« Cela n'existe pas ! » s'écriera un avocat israélien, membre du Comité national contre la torture. « La pression modérée, c'est la porte ouverte à la torture, ni plus ni moins ». Les ennemis de la paix dans la région peuvent se réjouir, les autorités israéliennes ont livré, mardi 4 février, à la Palestine un nouveau « martyr ».

PATRICE CLAUDE

EGYPTE

## Deux Israéliens arrêtés pour espionnage

LE CAIRE

de notre correspondant

Deux ressortissants israéliens d'origine arabe, M. Farès Sobhi Misraï et sa fille Faïga, ont été placés, mercredi 5 février, en détention provisoire à la prison de Tor, au sud du Caire. Ils sont accusés par le parquet d'espionnage et de rassemblement d'informations concernant des objectifs militaires et stratégiques ainsi que des personnalités publiques en Egypte.

Selon la presse officielle qui cite des sources des services de sécurité, M. Misraï (quarante et un ans), sa fille et un ressortissant égyptien ont été arrêtés lundi 3 février dans la banlieue d'Héliopolis, au nord-est du Caire. M. Misraï aurait tenté de fuir en sautant par la fenêtre et se serait fracturé une jambe, indique la presse, qui précise que l'Égyptien a été relâché faute de preuves. Les journaux ajoutent que les services de

sécurité ont trouvé dans le meublé où habitaient les Israéliens des cartes d'identité égyptiennes falsifiées que les accusés se proposaient d'utiliser pour obtenir des passeports ainsi que des « documents importants ».

D'après des sources policières, les accusés sont déjà venus à plusieurs reprises en Egypte sous couvert de tourisme et ont noué de nombreux contacts avec des ressortissants égyptiens auxquels ils se présentaient comme citoyens arabes. L'ambassade d'Israël au Caire a déclaré ne pas avoir été informée de l'affaire.

C'est la première fois depuis le traité de paix (1978) que des ressortissants israéliens sont arrêtés pour espionnage en Egypte. La dernière affaire d'espionnage au profit d'Israël date d'octobre 1989 et impliquait un Israélien, en fuite, et un Palestinien. En mars 1990, ils étaient condamnés à quinze années de prison, l'Israélien par contumace.

ALEXANDRE BUCCIANTI

REPÈRES

COTE-D'IVOIRE

Manifestation

contre

M. Houphouët-Boigny

Environ cinq mille étudiants et lycéens ont manifesté, mercredi 5 février, à Abidjan, à l'appel de la Fédération étudiante et scolaire de Côte d'Ivoire (FESCI), officiellement dissoute, pour protester contre le refus du président Félix Houphouët-Boigny de sanctionner le général Robert Gué, chef d'état-major de l'armée, après les exactions commises en mai 1991, par des militaires, dans une cité universitaire.

Agitant des branches d'arbre, les jeunes gens ont traversé le quartier du Plateau, siège des ministères, des ambassades et des grandes sociétés, et se sont rassemblés devant la présidence. Ils criaient notamment « Houphouët est fou ! ». « Nous allons faire partir Houphouët ! ». Sur des banderoles, il était inscrit : « Houphouët vieux gaga, cynique et dictateur » et « Sanctions contre les criminels ».

La Ligue ivoirienne des droits de l'homme (LIDHO) a condamné, dans un communiqué, le refus du chef de l'Etat de « réprimer les coupables » des violences à l'université. — (AFP)

CUBA

Deux personnes accusées du meurtre de policiers

ont été condamnées à mort

Le tribunal de La Havane a condamné à mort, mercredi 5 février, deux Cubains — MM. Luis Miguel Almeida et René Salmeron — accusés d'avoir tué, le 9 janvier dernier, trois policiers et blessé gravement un quatrième, lors d'une tentative de fuite vers la Floride. Cas

condamnations devront être confirmées par la Cour suprême puis par le Conseil d'Etat, présidé par M. Fidel Castro, qui peut décider d'accorder sa grâce. Sept autres personnes se sont vu infliger des peines de quatre à quarante ans de prison. A la mi-janvier, trois émigrés cubains, accusés de s'être infiltrés dans l'île pour y effectuer des sabotages, avaient été déjà condamnés à mort. L'un d'entre eux, Eduardo Diaz Betancourt, a été fusillé. — (AFP, Reuters)

VENEZUELA

Plus de mille militaires rebelles ont été arrêtés

Le ministre vénézuélien de la défense, le général Fernando Ochoa Antich, a indiqué, mardi soir 4 février, à Caracas, que 1 089 militaires, dont 133 officiers, jeunes pour la plupart, avaient été arrêtés à la suite de la tentative ratée de coup d'Etat de la veille, qui a fait 19 morts et une soixantaine de blessés. Le général Ochoa a estimé qu'un grand nombre des soldats interpellés avaient été « trompés » en rejoignant le mouvement nationaliste « anachronique » lancé par les rebelles. Le gouvernement n'envisage pas de lancer une chasse aux sorcières ni de restructurer les forces armées, a-t-il précisé.

« Nous serons sévères avec ceux qui ont abusé de la dignité de l'armée, mais nous ne commettrons aucune injustice », a pour sa part déclaré le président Carlos Andres Perez, dont la popularité est au plus bas. Selon un sondage publié avant le putsch manqué, 81 % des Vénézuéliens déclaraient faire peu ou pas confiance à son gouvernement social-démocrate. — (AFP, Reuters, UPL)

Aux Nations unies

## Le Conseil de sécurité décide de maintenir les sanctions contre l'Irak

NEW-YORK (Nations unies)

correspondance

Au cours d'une réunion à huis clos, mercredi 5 février, les quinze membres du Conseil de sécurité ont décidé de maintenir les sanctions économiques contre l'Irak. Le président du conseil pour le mois de février, l'ambassadeur américain Thomas Pickering, a noté que de grands progrès ont été accomplis, mais que l'Irak n'a pas respecté ses obligations concernant la destruction de ses armes et le rapatriement des citoyens et des biens irakiens.

Bagdad refuse aussi de vendre du pétrole, comme l'exige la résolution 712 adoptée en août dernier, afin de permettre l'achat de vivres pour le peuple irakien. Les pourparlers au sujet de la vente de ce pétrole ont été entamés en janvier dernier à Vienne entre le représentant de l'ONU, M. Kofi Annan, et M. El Anbari, l'ambassadeur irakien à l'ONU. Ces discussions devaient reprendre au début de cette semaine à Vienne, mais l'Irak a refusé d'y prendre part. Dans un entretien téléphonique, M. El Anbari nous a déclaré que « la tutelle de l'ONU sur la vente du pétrole irakien était inacceptable, sur-

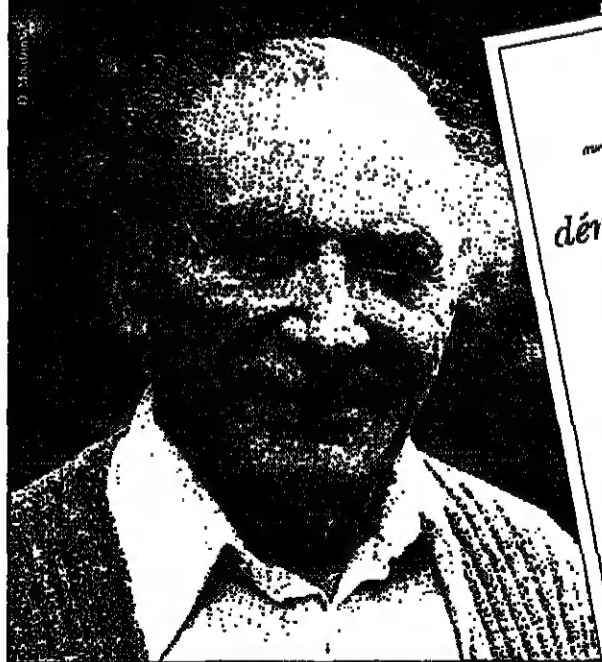
tout qu'on ne sait pas combien d'années elle peut durer ». Pour l'ambassadeur, les résolutions du Conseil de sécurité sont rédigées « pour obliger le gouvernement de Bagdad à les respecter ». C'est une attitude de la part de quelques membres permanents du Conseil de sécurité. Il a ajouté : « En fait, ils ne cherchent pas notre coopération ; tout ce qu'ils veulent, c'est nous humilier, affaiblir notre peuple ».

Les diplomates membres du Conseil de sécurité, estimant que la décision irakienne de rompre les discussions avec l'ONU est une décision « prise au plus haut niveau politique à Bagdad », se disent « très surpris » de voir le président Saddam Hussein « provoquer » de nouveaux les Occidentaux. Selon un diplomate occidental, le durcissement de l'Irak peut s'expliquer par celui des Etats-Unis. Dans son discours au sommet de l'ONU, le 31 janvier, le président Bush avait annoncé qu'aucune stabilité en Irak ne serait possible tant que Saddam Hussein resterait au pouvoir. Par ailleurs, le département d'Etat a annoncé mercredi que l'Irak était toujours en possession de « certaines de missiles Scud ».

AFSANE BASSIR POUR

## FRANÇOIS FEJTÖ

avec la collaboration d'Ewa Kulesza-Mietkowska



Un maître-livre sur la chute finale et une réflexion en profondeur sur le phénomène communiste.

Collection XX<sup>e</sup> siècle. 155 F

Editions du Seuil



## EUROPE

GRANDE-BRETAGNE : chef de file des démocrates-libéraux

## M. Paddy Ashdown confesse une «aventure féminine»

LONDRES

de notre correspondant

La rumeur courait depuis quelques jours. Certains journaux multipliaient les allusions, sans oser incriminer nommément l'intéressé. C'est finalement *The Scotsman*, une publication écossaise non couverte par la procédure judiciaire imposant le silence aux journaux anglais, qui a vendu la mèche : l'homme politique éminent que l'on savait impliqué dans un «scandale de caractère sexuel» n'était autre que le chef de file, depuis 1988, des démocrates-libéraux, le troisième parti politique de Grande-Bretagne. M. Paddy Ashdown, «Mr. Clean», comme on le surnomme, a eu, pendant cinq mois, avant les élections de 1987, une aventure extraconjugale avec son ancienne secrétaire...

Cette affaire n'avait aucune raison d'apparaître au grand jour. M<sup>me</sup> Tricia Howard, qui avait divorcé peu avant son aventure avec M. Ashdown, n'ayant tenté

aucun chantage à l'égard de son ancien patron. M. Ashdown avait cependant pris des précautions : il avait confié à ses avocats, le cabinet Bates, Wells & Braithwaite, Or, durant le week-end du 10 au 12 janvier, tous les coffres-forts de ce cabinet ont été fracturés et le précieux document subtilisé fut ensuite proposé, moyennant 30 000 livres (environ 300 000 francs), au *Journal News of the World*.

Emu, mais en possession de tous ses moyens et manifestement résolu à ne pas se laisser abattre par les révélations qu'il était désormais contraint de confirmer officiellement, le président des démocrates-libéraux a déclaré au cours d'une conférence de presse, mercredi, aux Communes : «Il est maintenant clair pour moi que, dans cette atmosphère préélectorale, moi-même, ma famille, mes amis, mes collègues du parti, ne seront pas épargnés. J'ai donc décidé de faire cette déclaration personnelle.

Cela a été une expérience douloureuse, dans laquelle nous avons tous été impliqués, tout spécialement ma femme Jane, et que ma famille et moi-même avons affronté ensemble».

Cette confession rapide et l'image d'innocence dont jouit le leader des démocrates-libéraux ont, semble-t-il, coupé court à toute exploitation politique. Le premier ministre, M. John Major, ainsi que le chef du Parti travailliste, M. Neil Kinnock, ont immédiatement manifesté leur sympathie personnelle à M. Ashdown, affirmant que cette affaire strictement personnelle ne devait pas avoir d'influence sur le débat politique. Les démocrates-libéraux ont vingt-deux députés à la Chambre des communes et leur audience dans les sondages (environ 14 % d'intentions de vote) est loin d'égaliser la cote de popularité personnelle très élevée de leur chef.

L. Z.

## La reine Elizabeth contre vents et marées

Suite de la première page

Dans l'inconscient collectif de son peuple, la reine conserve sa place, au milieu d'une foule de petites choses inutiles, un peu poussiéreuses mais essentielles, qui font de la Grande-Bretagne, aux yeux de tant de peuples, la vestale du culte des souverains. Quant aux «Anglais», comme on dit en France, ils adorent cette idée un peu surannée qu'ils ont d'eux-mêmes et surtout que l'on se fait d'eux. D'ailleurs la reine n'est-elle pas incontournable? Des sondages ont révélé que la moitié des Britanniques rêvent de la souveraineté, la moitié de ces rêves étant associés à une tasse de thé partagée avec le monarque.

«Le Roi est mort, vive le Roi!» Le 6 février 1952, conformément à la tradition, à la mort de George VI, la princesse Elisabeth Alexandra Mary Windsor, qui se trouvait avec le prince Philip au Kenya, devient reine. Les années 50, 60, 70, 80 et, enfin, 90 se sont écoulées, avec leurs bouleversements politiques, leurs modes et leurs mœurs chamboulées, et cette modernisation, plus inéluctable encore que la royauté, et qui paraît éloigner un peu plus du «pays réel», «Honi soit qui mal y pense», l'institution monarchique. Quarante années de «discours du trône», de visites officielles à l'étranger et, à travers le royaume, de rubans coupés, d'œuvres charitables parrainées, de discours prononcés...

Quarante années, et toujours ce certain sourire un peu figé, ce grand professionnalisme, cette étiquette intangible, ces premiers ministres qui se sont succédé dans les châteaux royaux pour un invariable thé et des conversations sans importance. En 1969 pourtant, la royauté semble empreinte d'une sorte de langueur. La reine, alors, de concert avec cette autre institution, la BBC, tente d'apparaître «proche des gens», au cours d'une émission télévisée de cent dix minutes : une «petite dame toute simple» fait irruption dans les foyers britanniques, à la tête d'une famille unie, qui n'hésite pas, par un

bel après-midi d'été, à organiser un barbecue, dans le parc. La recette fait miracle : la royauté, requinquée, semble plus jeune que jamais.

Les années passent. Aujourd'hui, la BBC est de nouveau sollicitée : le documentaire présenté jeudi 6 février est destiné, à redonner un «lifting» à la monarchie. Certes, apparemment, rien n'a changé : la vie des Britanniques est toujours immuablement régie par les manifestations de l'autorité de la Couronne. Leur armée demeure celle de Sa Majesté, leur monnaie est toujours frappée au nom de la reine, leurs lettres sont délivrées par la poste royale et leurs prisonniers détenus selon le «bon plaisir» de la souveraine. Le malaise est ailleurs : il tient à l'image de marque de quelques membres de la famille royale qui ont parfois perdu un peu de ce mystère et de cette distance qui font les bonnes royautés.

## Rumeur

En vivant «dans le monde», Charles, Diana, Anne, Mark, Andrew, «Fergie» et les autres, semblent s'y perdre. Cette «démocratisation» de la royauté a profité à l'industrie du papier-journal, qui a connu un «boom» sans précédent : les journaux populaires ont tracé les moindres incartades à l'étiquette. Ils brodent, souvent à partir de «petits riens», bénéficiant de la totale impunité que permet le mutisme du palais, lequel accablait la thèse d'une autorité fléchissante de la reine sur sa propre famille. Passent encore les divorces de fait des princesses Margaret et Anne, mais «on» dit aussi que la reine a du intervenir entre Charles et Diana, puis entre Andrew et «Fergie».

S'agissant de cette dernière, la rumeur a pris les proportions d'un petit scandale : l'opinion britannique est convaincue que la duchesse d'York a eu comment dire? — un début, pour M. Steve Wyatt, le fils d'un milliardaire texan. Des centaines d'articles ont été consacrés à cette princesse atypique, que la

presse accuse d'accepter une rémunération pour une interview ou une séance de photos. La monarchie, bien sûr, vit sur les relations publiques, mais elle doit alors être exemplaire sur le plan de la moralité et, peu à peu, l'idée s'est ancrée qu'elle ne l'est pas toujours. La télévision britannique se serait-elle permise, il y a vingt ans, de brocarder aussi crûment la Reine et la famille royale, comme elle le fait dans l'émission télévisée «Spitting Image»?

## Affection

Tout cela ne contribue pas au renforcement de l'institution royale. D'autant que la reine est de nouveau interrogée sur ses richesses et critiquée pour continuer à bénéficier de l'exemption d'impôts. La presse parvient à des conclusions qui donnent le vertige à une opinion publique sensibilisée par une récession économique persistante. La liste civile de la famille royale s'élève à 9,79 millions de livres (11 pour 1992, somme à laquelle il faut ajouter l'entretien des palais, train, bateau, avion et les voyages royaux... La fortune personnelle de la souveraine est, elle, difficilement estimable, certains «experts» avançant le chiffre d'environ 1 milliard de livres.

La monarchie coûte donc au total environ 37 millions de livres chaque année à la Grande-Bretagne. Est-ce peu, comparé aux «services» rendus — la promotion du tourisme, par exemple, — est-ce beaucoup? Si quatre Britanniques sur cinq sont partisans du maintien de la royauté, 59 % des moins de vingt-cinq ans déclarent avoir peu ou pas d'affection pour la famille royale.

Comment ces nouvelles générations vont-elles évoluer? Avec l'ouverture de la Grande-Bretagne sur l'Europe, la nécessité de réformes constitutionnelles se fera-t-elle davantage sentir? L'institution paraît, aujourd'hui, moins forte que ne l'est l'image personnelle de la souveraine. Est-ce pour cette raison que la reine, à Noël dernier, a annoncé qu'elle n'avait aucunement l'intention d'abdiquer, comme pour se donner le temps de remettre de l'ordre dans la maison royale? En même temps, il lui faut trouver la recette d'une sorte de «néo-monarchie» pour le siècle à venir, une alchimie qui associerait modernité et tradition. Dans une nouvelle décennie, la reine fera son jubilé d'or et ses soixante-quinze ans. D'ici là, sans aucun doute, *God save the Queen!*

LAURENT ZECCHINI

(1) Une livre sterling = environ 10 francs français.

POLOGNE : deux généraux vont être inculpés pour le meurtre du père Popieluszko. — Le ministre polonais de la justice a annoncé, mercredi 5 février, que deux généraux de la police secrète polonaise allaient être prochainement inculpés pour l'enlèvement et le meurtre du père Jerzy Popieluszko. Ce dernier, célèbre pour ses sermons anti-communistes, avait été enlevé, torturé et assassiné en octobre 1984. — (Reuters)

TURQUIE : assassinat d'un magistrat. — Le premier procureur de la Cour de sûreté de l'Etat, Yasu Gunaydin, son garde du corps et son chauffeur ont été assassinés, jeudi matin 6 février, à Istanbul. L'attentat n'a pas été revendiqué, mais les enquêteurs soupçonnent les militants du mouvement d'extrême gauche Dev-Sol (Gauche révolutionnaire). Les assaillants ont ouvert le feu sur la voiture du magistrat qui se rendait à son bureau dans le quartier de Kumkapi. — (Reuters)

L. Z.

RUSSIE : un mois après la libération des prix

## Un nouveau revenu minimum... «de survie»

MOSCOU

de notre envoyée spéciale

Un mois après la libération des prix, le gouvernement soviétique anti-inflationniste de M. Gaidar a dû céder sur les bas salaires. Le ministre des affaires sociales et de l'emploi, M. Alexandre Chokhine, a annoncé, mercredi 5 février, que le revenu minimum a été relevé. Mais si peu, que M. Chokhine, de façon fort adroite et honnête, l'a qualifié de «revenu physiologique» ou «de survie».

En prévision de la libération des prix, le gouvernement avait prévu un revenu minimum de 200 roubles, soit 10 F au taux de change pratiqué actuellement. Le Parlement est immédiatement intervenu pour le porter à 342 roubles. Mais c'était encore insuffisant : fin janvier, les prix avaient plus que triplé, et non doublé comme les autorités le prévoyaient. Le comité d'Etat aux statistiques a calculé que le revenu minimum correspondant devait être de 1 500 roubles.

Cela revenait à classer 90 % de la population au-dessous du «seuil de pauvreté». M. Chokhine, expliquant avec logique qu'aucune économie ne peut «assister» plus de 25 à 30 % de

sa population, a donc été obligé de modifier les critères du comité d'Etat aux statistiques : le calcul du revenu minimum ne se fera plus à partir des quelques trois cents postes de consommation habituels mais à partir de dix, strictement alimentaires. De plus, les prix retenus sont souvent sous-évalués : 60 roubles le kilo par exemple pour la viande, c'est-à-dire le prix auquel est vendue la viande de l'aide humanitaire de la CEE dans quelques magasins seulement de Moscou et de Saint-Petersbourg. Ailleurs, dans ces deux villes, la viande est vendue au moins 120 roubles le kilo. Résultat, le nouveau revenu minimum «physiologique» de M. Chokhine est fixé à 550 roubles, soit 208 de plus qu'en janvier.

Les retraités moscovites ont donc le droit de continuer à tenter de survivre mais pas de se soigner (le recours aux hôpitaux d'Etat a été vivement déconseillé par le corps médical lui-même, en grève cette semaine à Moscou), ni d'utiliser les transports en commun (dont les tarifs cessent d'être symboliques), ni d'acheter un des journaux qu'ils tentent de défendre la politique gouvernementale. Les journaux «démocrates» (mot utilisé

de plus en plus souvent sur le ton de la dérision si ce n'est de l'insulte) sont, en effet, beaucoup plus chers que les journaux ex-communistes qui ont, en général, tourné au national-bolchevisme.

Mais le salarié, l'étudiant ou le retraité qui touchera son nouveau revenu de survie fin février aura quand même une raison de s'estimer heureux : il ne fera pas partie de ceux qui n'auront strictement rien en raison des retards de paiement dus à la pénurie de roubles (la planche à billets n'arrive pas à suivre l'inflation malgré la mise en circulation de nouveaux billets de 500 roubles dans ce pays où les carnets de chèques sont encore inconnus).

Avec ou sans revenu «physiologique», la Russie, en tout cas, dépérit comme en période de guerre : la dernière pénurie en date annoncée à Moscou est celle... des enfants. L'an dernier déjà, c'est-à-dire avant le «grand choc», le nombre des décès a dépassé celui des naissances dans 30 % de ses régions. Mais, selon certains analystes géopolitiques, la Russie reste une des Républiques de l'ex-URSS qui aurait «les meilleures chances de s'en sortir».

SOPHIE SHIHAB

Le chancelier Kohl à Budapest

## L'Allemagne renforce sa présence en Hongrie

Le chancelier Helmut Kohl se rend pour la première fois, jeudi 6 et vendredi 7 février, dans la Hongrie «post-socialiste», pour signer un traité de coopération et d'amitié avec Budapest. Bonn a déjà conclu un traité similaire avec la Pologne et M. Kohl s'apprête à en signer un autre avec la Tchécoslovaquie, fin février, à Prague.

BUDAPEST

de notre correspondant

L'ancien Centre culturel de la RDA, en plein cœur de Budapest, est désormais occupé par... Porsche-Hongrie qui exhibe en vitrine des voitures de luxe clinquantes. Cette reconversion symbolique illustre le renforcement de la présence économique allemande dans ce pays.

Après la généralisation des paiements en dollars pour les transactions entre anciens «pays frères socialistes» au début de 1991 et la disparition du COMECON, l'Allemagne réunifiée a succédé à l'URSS, l'année dernière, pour devenir le premier partenaire commercial de la Hongrie. Les échanges entre Bonn et Budapest (9 milliards de deutschemarks en 1991) ont connu une formidable percée depuis un an : les exportations hongroises vers la RFA ont augmenté de 33 % et les importations en provenance de l'Allemagne ont progressé de 25 %.

Pour les investissements, les Allemands sont en deuxième position, derrière les Américains, et arrivent en tête pour le nombre de sociétés mixtes avec une participation dans quelque deux mille joint ventures sur les onze mille recensées dans le pays. Toutefois, l'implantation allemande est sûrement plus élevée en raison des nombreux contrats conclus par les filiales autrichiennes des entreprises d'outre-Rhin.

## «Dettes morales»

Cette vitalité des rapports économiques se reflète aussi au niveau politique. Les deux pays n'ont cessé de se rapprocher depuis l'investiture, au printemps 1990, du gouvernement conservateur de M. Jozsef Antall. Tout comme le chancelier Kohl, le premier ministre hongrois se réclame de la mouvance chrétienne-démocrate. La CDU a ouvertement soutenu le Forum démocratique (MDF), le parti de M. Antall, lors des dernières élections législatives et, pour illustrer cette complicité politique mais aussi culturelle, des représentants de la CDU assistaient souvent aux meetings électoraux et s'adressaient directement à la foule en allemand sans que leurs propos aient besoin d'être traduits.

A la différence de la Pologne et de la Tchécoslovaquie, les relations entre Hongrie et Allemagne ne souffrent pas de contentieux historiques pesants. La question de la frontière germano-polonaise a envenimé les rapports entre Bonn et Varsovie et le problème de l'expulsion des Allemands des Sudètes, au lendemain de

la dernière guerre, a considérablement compliqué les contacts avec Prague. «Il n'y a pas le moindre litige entre la Hongrie et l'Allemagne», estime un diplomate occidental qui précise que «l'approche germano-hongroise» des autorités de Budapest a porté un coup fatal au régime communiste d'Erich Honecker en autorisant, l'automne 1989, le transit des réfugiés de RDA pour se rendre en Autriche. «Nous n'oublierons jamais que la Hongrie a enlevé la première pierre du mur de Berlin», a sciemment souligné le chancelier Kohl dans une interview, mercredi, au quotidien *Népszabadság*.

Vues de Budapest, les menaces souvent proférées d'un «Anschluss économique» et d'hégémonie allemande en Europe centrale suscitent avant tout des réactions agacées. «L'influence de l'Allemagne est à la hauteur de ses engagements», répond un diplomate hongrois avant d'ajouter, non sans ironie, que «nous serions très heureux si d'autres pays en faisaient autant que les Allemands».

YVES-MICHEL RIOLS

YUGOSLAVIE

## Nouvelle mission de lord Carrington pour tenter de sortir de l'impasse

Le président de la conférence pour la paix en Yougoslavie, lord Carrington, est arrivé, mercredi 5 février, à Belgrade où il a rencontré le président serbe Slobodan Milosevic ainsi que les dirigeants de l'armée fédérale. Lors de sa visite de trois jours, il doit également se rendre à Sarajevo (Bosnie-Herzégovine), à Titograd (Monténégro) et à Zagreb (Croatie) pour évaluer les possibilités d'une reprise des travaux de la conférence, interrompus le 5 novembre.

BELGRADE

de notre correspondante

La CEE et l'ONU s'inquiètent des difficultés auxquelles se heurte le processus de paix en Yougoslavie. D'une part, la Serbie a rejeté toutes les versions du plan européen et reste, aujourd'hui, défavorable à la médiation européenne, estimant que les Douze manquent d'impartialité et soutiennent les Républiques sécessionnistes. Elle aimerait voir toutes les négociations se poursuivre sous l'égide des Nations unies.

D'autre part, le plan de l'ONU qui prévoit l'intervention de Casques bleus dans les zones de conflit est remis en cause non seulement par le refus des leaders serbes de la Krajina (enclave serbe du sud-ouest de la Croatie), mais aussi par la Croatie, «qui est revenue sur son approbation sans conditions».

comme l'a affirmé l'émisnaire des Nations unies, M. Cyrus Vance. En raison de ces obstacles, le secrétaire général de l'ONU, M. Boutros Boutros-Ghali, a exclu dans l'immédiat le déploiement de Casques bleus.

A l'occasion de sa nouvelle mission, lord Carrington se fera donc le porte-parole des inquiétudes des uns et des autres, et sa tâche consistera, avant tout, à mettre en garde les protagonistes de la crise contre les effets que pourrait avoir un blocage du processus de paix.

Le plan de paix des Nations unies achoppe sur la question de l'autorité dans les zones de crise où devront être déployés les Casques bleus. Zagreb estime que les territoires croates actuellement contrôlés par l'armée yougoslave et les autorités autonomistes serbes ne doivent pas être considérés comme des zones de conflit. D'un tiers de la Croatie — dont, après l'arrivée des forces de paix de l'ONU, revenir sous la juridiction croate. La Serbie considère, au contraire, que les territoires croates occupés, où vit une grande partie des quelque 600 000 Serbes de Croatie, doivent lui revenir après le départ des forces de l'ONU. M. Borisav Jovic, représentant de la Serbie au sein de la présidence serbo-yougoslave, qui affirme ouvertement que les troupes de l'ONU viennent «déferler le peuple serbe», explique ainsi que l'«unique obstacle au plan de Cyrus Vance est la prétention de la Croatie à exercer de nouveau son autorité sur la territoire serbe, ce qui est bien entendu impossible».

FLORENCE HARTMANN

IRLANDE DU NORD

## Cinq catholiques tués par les «loyalistes»

LONDRES

de notre correspondant

Belfast a connu un nouveau carnage, mercredi 5 février, avec la fusillade organisée par l'UFF (Ulster Freedom Fighters), un groupe paramilitaire loyaliste (protestant), dans le quartier catholique de la capitale de la province de l'Irlande du Nord. Deux hommes masqués, armés d'une mitrailleuse, ont fait irruption en début d'après-midi dans la boutique tenue par un bookmaker catholique et ont ouvert le feu sur les nombreux clients présents. En quelques minutes, rapporte l'un des survivants de la tuerie, «ce fut comme l'échappe d'un boucher, il y avait du sang partout. Les lieux étaient littéralement criblés de balles. Les gens pleuraient au sol pour se protéger, mais ils ne pouvaient s'échapper». Cinq personnes seront mortellement atteintes par les tirs et neuf autres blessées.

Ce massacre qui, comme d'habitude, a déclenché une vague de habi-

testations de la part des responsables catholiques et protestants, était, d'une certaine façon, «attendu». Selon la logique des groupes paramilitaires qui s'affrontent en Ulster, la mort de huit ouvriers protestants, le 17 janvier, tués par l'IRA au cours d'une embuscade dans le comté de Tyrone, n'avait pas été «vengée». L'UFF, qui est l'aile militaire de l'UDA (Ulster Defence Association), au même titre que, du côté catholique, l'IRA est considérée comme la branche armée du Sinn Féin, a revendiqué cette action. Après avoir tué un chauffeur de taxi catholique à Belfast, il y a trois jours (ce meurtre précédant l'assassinat d'un boulangier protestant), l'UFF avait indiqué que toute personne soutenant le «mouvement républicain» serait considérée comme une cible potentielle. La tuerie de Belfast porte à vingt-six le nombre des personnes tuées en Irlande du Nord depuis le début de l'année.

L. Z.



## DIPLOMATIE

La visite d'Etat du président russe

## La première journée d'entretiens de M. Eltsine à Paris a été centrée sur les questions de sécurité

Accueilli, mercredi 5 février à Paris, le président russe, M. Eltsine, en visite d'Etat pour trois jours en France, s'est entretenu jeudi matin avec le chef de la diplomatie française, M. Dumas. La veille, il avait eu un premier tête-à-tête avec M. Mitterrand. Après une réception à l'Hôtel de Ville et un déjeuner au Quai d'Orsay offert en son honneur par le premier ministre, M. Cresson, le président Eltsine devait être reçu, jeudi, par le président de l'Assemblée nationale, puis par celui du Sénat. Dès le premier jour de la visite, les questions de désarmement ont été au premier plan.

A son départ de Moscou, M. Eltsine semblait vouloir un peu fléchir les autorités françaises. Le président russe avait formulé l'espoir que ses entretiens permettraient d'obtenir une « réduction » de l'arsenal nucléaire français. Mais dès son

arrivée, mercredi à 16 heures précises à Orly, débarquant d'un Illyouchine aux couleurs de la Fédération de Russie, M. Eltsine, qui avait été mal reçu lors de sa précédente visite « privée et parlementaire » d'avril dernier, a eu du baume au cœur.

M. Mitterrand, venu l'accueillir à l'aéroport comme le veut le protocole pour les visites d'Etat, a d'entrée rendu hommage au courage du président russe lors du putsch manqué d'août dernier. « Nous avons pu communiquer difficilement mais utilement aux moments les plus difficiles, qui, grâce à votre courage et à votre autorité, ont permis de voir la liberté s'affirmer au moment où elle était le plus menacée à Moscou », a dit le président français lors de son discours de bienvenue dans le pavillon d'honneur de l'aéroport.

M. Eltsine, rappelant qu'il avait été invité par M. Mitterrand pendant le coup d'Etat raté, a souligné dans sa brève réponse qu'il se trou-

vait pour la première fois en France « en tant que premier président élu de la Russie indépendante et démocratique ». M. Eltsine, qui n'est « pas rancunier », comme il l'a précisé à TF1 avant son arrivée, a rendu hommage à l'attitude de M. Mitterrand lors des journées d'août.

Les deux présidents ont ensuite quitté en hélicoptère Orly pour une courte cérémonie aux Invalides, avant de se rendre dans la même voiture, escortée par la Garde républicaine au petit trot, au palais de l'Élysée pour un premier entretien. Lors de cette conversation d'une heure et demie, le président russe n'a pas demandé la réduction du programme nucléaire français ni des armes nucléaires en service, a indiqué M. Pierre Morel, conseiller diplomatique à l'Élysée.

M. Mitterrand a cependant réaffirmé au président russe la position française : Paris réduira son arsenal nucléaire quand celui des grandes

puissances sera comparable au sien. En visite d'« information » à Washington, le ministre français de la Défense, M. Pierre Joxe, a enfoncé le clou : la France n'a pas « participé à la course aux armements » et n'a donc pas « à participer à la course au désarmement », a-t-il dit.

Cette délicate question étant réglée, le conseiller diplomatique de la présidence a fait état d'une « grande convergence » entre M. Mitterrand et Eltsine sur la nécessité d'une dissuasion nucléaire « minimale », après avoir détaillé les récentes propositions russes de désarmement. Puisque les autorités françaises ne souhaitent pas séparer la coopération en matière de sécurité de la coopération économique, il a été aussi question d'aide.

M. Eltsine, qui a ensuite rejoint sa résidence du Grand Trianon de Versailles pour un dîner d'Etat, a demandé des crédits pour acheter des céréales, a déclaré M. Roland Dumas dans la cour de l'Élysée. Le président russe a fait une bonne impression. Les conseillers de François Mitterrand ont rapporté qu'il « était précis, citait des chiffres, parlait sans nous et était parfaitement à l'aise ». Lors d'une interview accordée à TF1 avant son départ pour Paris, il était apparu sûr de lui-même, déclarant qu'il n'avait « jamais eu de problème cardiaque » et que parmi tous les problèmes c'était celui de sa santé qui l'inquiétait. « Je me suis senti à l'aise », a-t-il dit. « Je ne suis pas rancunier ».

MICHEL TATU

## La Maison de Russie s'implante à Paris

«Rafinés, vous n'aidez pas la Russie avec des crédits, de l'argent, car cela servirait uniquement à acheter des produits alimentaires. Il faut s'adresser sérieusement aux hommes d'affaires qui existent dans notre pays et mettre fin à la méfiance qui existe entre nous depuis soixante-dix ans. Cet appel à l'investissement a été lancé, mardi 4 février, par M. Vladimir Rischenssev, venu annoncer à des industriels et des financiers français l'installation de la Maison de Russie à Paris.

Ce proche de M. Boris Eltsine, âgé de quarante-deux ans, ancien membre du KGB, dans les affaires depuis cinq ans, dirige la Maison de Russie, qui est la première société par actions inscrite dans l'inventaire des firmes de la Fédération. Créée en août 1990, elle a pour vocation d'organiser, en collaboration avec le gouvernement russe, des échanges économiques et commerciaux. Dès la première année, elle a constitué un réseau de quatre-vingts filiales d'intermédiation sur tout le territoire. Employant six mille personnes, elle réalise un chiffre d'affaires dans le commerce international de 120 millions de dollars (650 millions de francs). La firme a établi son premier centre international à Budapest l'an dernier. Aujourd'hui, elle aborde l'Europe de l'Ouest en installant une filiale à Paris.

Société anonyme, la Maison de Russie ouvrira son capital

aux entreprises et collectivités locales françaises. Outre une activité de courtage commercial — en particulier dans le secteur agroalimentaire — et de montages financiers, elle offrira aux entreprises tous les renseignements tant sur les possibilités d'implantation que sur la recherche de partenaires commerciaux solvables. « Les hommes d'affaires russes et français doivent échanger plus d'informations », affirme le vice-président de cet organisme, M. Sergei Brouskov, espérant par ce biais mettre un terme aux réticences actuelles.

Des réticences dues essentiellement à la fragilité des éventuels partenaires. « Il faut travailler avec les nouveaux propriétaires et entrepreneurs de Russie, mais uniquement avec ceux ayant des garanties dans des banques reconnues », souligne M. Riachentsev. La nouvelle génération entend bien faire du profit. Et de citer le secteur agricole, qui compte désormais cinquante-six mille fermiers indépendants, la finance, avec de nouvelles banques comme la Business Bank of Russia et ses quatre mille actionnaires, et les futures privatisations que la Maison de Russie sera chargée d'organiser. « Chez nous, il existe un principe selon lequel l'argent détruit l'argent. Aidez-nous à adopter la votre selon lequel l'argent produit l'argent. »

DOMINIQUE GALLOIS

## Les ors de la République pour le « tsar Boris »

Un homme rayonnant, ravi de découvrir les fastes d'une vieille République déployés pour sa « jeune démocratie ». Tout au long du dîner offert en son honneur au Trianon, mardi soir, Boris Eltsine a bien davantage montré son sourire bon enfant que le visage buté qu'on lui voit souvent dans sa « Maison Blanche » de Moscou. Une mine joyeuse qui contrastait avec les traits tristes de son hôte, un François Mitterrand arrivé passablement en retard, mais satisfait tout de même de se reposer des « affaires ».

La cadre était tout indiqué pour ces échanges interculturels franco-russes : c'est à Versailles, devant le Grand Trianon, que Pierre le Grand fit la connaissance, en 1717, du roi Louis XV, alors âgé de sept ans ; c'est dans le « cabinet du Couchant » du grand

Trianon, là où se pressaient les invités, que sont conservés les plus précieuses malachites apportées par le tsar Alexandre III lors de sa visite de 1891. Pourtant, les descendants parisiens des Russes de l'époque (Marina Vlady, Macha Maly, Robert Hossein) étaient encore peu nombreux ce premier soir : ils se donnaient rendez-vous pour vendredi, rue de Grenelle, où le « tsar Boris » et sa femme devaient les rassembler pour une réception à encore sans précédent (« une meilleure manière de passer le temps que les anciens maîtres du Trianon accordaient à Georges Marchais », notait un diplomate).

C'était donc d'abord le Tout-Paris officiel que l'on retrouvait autour des vingt tables : M. Cresson et une cohorte de ministres, un très fort contingent de PDG et

d'hommes d'affaires, Mgr Lustiger et d'autres représentants des cultes, enfin un important groupe d'universitaires conduits par tous les as de l'ex-soviétologie, d'Étienne Carrière d'Encausse à Alain Besançon. Quelques mauvais esprits s'enquerraient de la présence éventuelle de Jean-Pierre Cot, l'homme qui avait « montré la porte » du Parlement européen à Boris Eltsine l'an dernier. Non, il n'était pas là, confirmait M. Mitterrand dans un aparté avec les journalistes : soit que ses fonctions à Strasbourg ne le qualifiaient pas pour participer à la cérémonie, soit, tout simplement, qu'on « n'y avait pas pensé ». Tout aussi serein, Boris Eltsine répondait avec son large sourire : « Je ne suis pas rancunier ».

## Les discours au Trianon

## M. Mitterrand : « La Russie s'est affranchie d'un passé lourd de cris et de douleurs »

Saluant son hôte au dîner offert mercredi soir 5 février au Trianon, M. Mitterrand a dit notamment :

« J'accueille ici le chef d'un vieux et grand pays et d'une jeune démocratie à l'aube d'une renaissance si longtemps attendue (...). Je n'oublie pas l'échange que nous avons eu au moment le plus dramatique, alors qu'il fallait montrer ce que pouvait faire l'exemple du courage et de la décision à Moscou. Voilà quelques raisons de vous remercier pour cette nouvelle présence.

« La Russie s'est affranchie d'un passé lourd de cris et de douleurs, puisque, au-delà de l'empire soviétique, c'est toute forme d'oppression qu'elle refuse désormais.

« Le retour de la Russie en tant

que telle modifie profondément le paysage européen. Cette Europe où nous nous rencontrerons sera une Europe dans laquelle tous les pays seront unis par une solidarité nouvelle entre les peuples (...). Il est impératif de prévenir l'apparition des conflits liés à la nostalgie des affirmations nationales exclusives. Nous y parviendrons en multipliant les occasions et les moyens de renforcer notre solidarité.

« Il y a l'Europe des Douze, qui a à présent amorcé une nouvelle étape importante. Cette Europe se porte garante de la sécurité et de la paix. Il y a aussi la CSCE, qui regroupe tous les pays européens. Il y a en plus le Conseil de l'Europe. L'idée française d'une confédération européenne aura à jouer un rôle important dans l'intégration européenne.

## M. Eltsine : « L'Union soviétique n'existe plus mais ses problèmes demeurent »

« Pour la première fois depuis des décennies, des peuples séparés par des mythes idéologiques et des doctrines politiques ont non seulement rejeté les stéréotypes de la confrontation, mais aussi entamé un travail difficile pour organiser le monde sur de véritables principes humains.

« Un affrontement épuisant a pris fin. Il n'a fait de bien à personne, ni n'a rendu aucun peuple heureux. Au XX<sup>e</sup> siècle, les forces du mal ont pu déployer leur puissance. (...) Ces forces sont capables de tout, sauf de créer.

« Il est très important pour nous que la démocratie française, qui a passé l'épreuve du temps, et la jeune démocratie russe confirment leur attachement aux idéaux du pouvoir populaire et aux principes de liberté, de justice et de solidarité.

« L'Union soviétique n'existe plus, mais ses problèmes demeurent. Nous sommes réalistes et nous nous rendons bien compte qu'il est impossible de résoudre à la fois tous ces problèmes qui se sont accumulés

pendant des années. L'objet principal de notre attention en cette période est d'assurer un contrôle unique des armes nucléaires. Nous faisons tout notre possible dans ce domaine sensible pour exclure tout recours non sanctionné aux armes nucléaires, pour ne pas permettre leur prolifération et obtenir leur réduction considérable.

« Malgré la psychologie anti-marché et la mentalité d'assistés qui se sont développées pendant des décennies, nous nous sommes fermement engagés sur la voie de réformes radicales et nous ne nous en écarterons pas.

« Nous nous sommes entendus en principe sur le transfert à la Russie de la majorité des crédits français accordés auparavant à l'URSS. Nous apprécions beaucoup le soutien de la France pour l'adhésion de la Russie aux organisations économiques et financières internationales (...) ainsi que le rôle positif de la France dans le cadre de la coopération des Sept (pays industrialisés).

## Les porteurs de titres russes manifestent

Profitant de la visite en France de M. Boris Eltsine, président de la Fédération de Russie, le Groupe national des porteurs de titres russes (GNPTR) a décidé de tenir un « rassemblement » jeudi 6 février entre 15 heures et 17 heures devant le Palais-Bourbon.

Au même moment, M. Henri Emmanuelli, président de l'Assemblée nationale, recevra M. Eltsine à l'hôtel de Laury. L'objectif pour suivi par M. Edouard Champenois, président du GNPTR, est d'éviter que cette affaire ne tombe dans l'oubli.

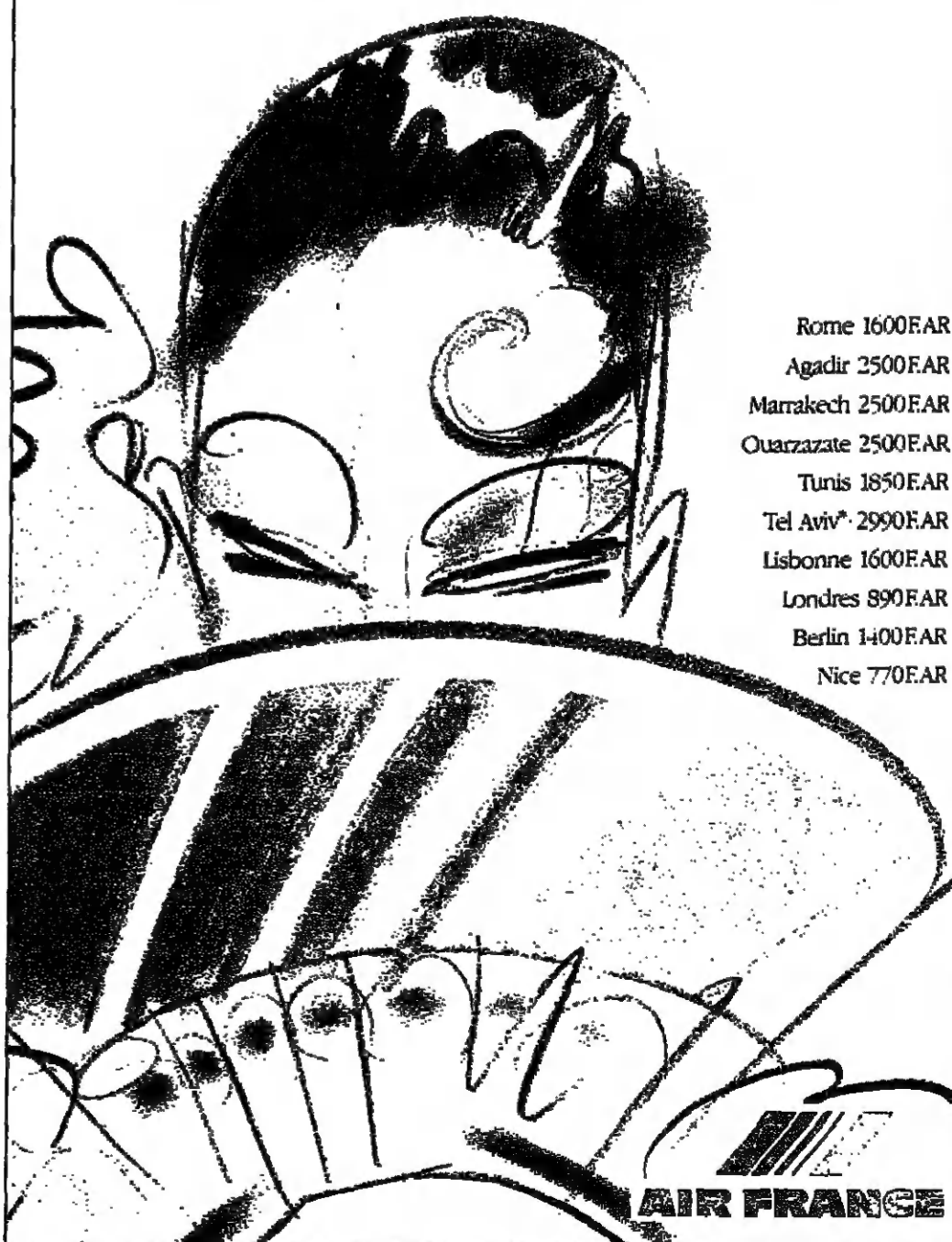
Selon les dernières estimations, il resterait en France entre 250 000 et 300 000 porteurs capables d'exiger le remboursement de quelque 1 milliard de francs-or (140 milliards de francs 1992), sans compter les intérêts.

L'Association a déposé une requête auprès du ministère des finances, s'appuyant sur un accord conclu en 1990 entre la France et l'ex-URSS, dans lequel, selon M. Vergès, son nouvel avocat, les Soviétiques acceptaient le principe de remboursement de toutes les dettes, tsaristes y compris.

Le gouvernement a quatre mois pour répondre. « Au-delà, nous entamerons une procédure judiciaire », a ajouté M. Vergès.

« Appel pour l'abolition de la loi laudant la propagation du communisme en Tchécoslovaquie. — Une vingtaine de personnalités européennes ont adressé, mercredi 5 février, une « lettre ouverte » au président Václav Havel, lui demandant « d'user de toute son autorité pour obtenir l'abolition » de l'annexion au code pénal tchécoslovaque interdisant la propagation du communisme en Tchécoslovaquie.

Les signataires de cette lettre, parmi lesquels figurent Mme Madeleine Rebérioux, Mgr Gaillot, MM. Daniel Jacoby, Carlos Saura, Gilles Perrault, ainsi que plusieurs personnalités du SPD allemand et du parti Ecolo belge, qualifient de « libératoire » cet amendement, qui « autoriserait à condamner des individus non pour des actes avérés mais pour leurs idées ». — (AFP)

Madrid: 1600FAR  
Embarquement immédiat

Rome 1600FAR  
Agadir 2500FAR  
Marrakech 2500FAR  
Ouazzate 2500FAR  
Tunis 1850FAR  
Tel Aviv\* 2990FAR  
Lisbonne 1600FAR  
Londres 890FAR  
Berlin 1400FAR  
Nice 770FAR

Tarifs applicables au départ de Paris à partir du 20 janvier 1992, soumis à des conditions particulières de vente et de transport. Prix sous réserve de modifications en fonction de la réglementation en vigueur et soumis à l'approbation gouvernementale. \* Tarif non valable du 19 février au 8 mars 1992 et du 1<sup>er</sup> avril au 7 avril 1992.



## DIPLOMATIE

La visite d'Etat du président russe

## Accord de principe sur la réaffectation de la plus grande partie des crédits français

Depuis son lit d'hôpital moscovite où il est soigné pour une pneumonie, l'économiste russe Stanislas Chataline, ex-conseiller de M. Gorbatchev, téléphonait mercredi 5 février aux *Le Monde* pour lancer un cri d'alarme : « Le problème d'une explosion sociale demeure, le sous-solier est criminel, le droit qu'il se prépare une contre-révolution dans le pays ». Le même jour, à Paris, le président russe M. Boris Eltsine, indiquant à sa descente d'avion que « les mois de février, mars et avril seront très difficiles pour la population », en raison « du manque de nourriture », estimant toutefois « pas très élevée » la probabilité de voir s'installer un régime autoritaire à Moscou. De l'URSS à la CEI, les signes d'inquiétude comme les besoins demeurent. Du pain et de l'argent, voilà ce que M. Eltsine est venu demander au nom de l'amitié, alors que la France, mêlant générosité et prudence, s'attache à préserver l'idée que seuls les bons comptes font les bons amis.

## Effort budgétaire

Dans son toast prononcé lors d'un dîner offert par le président Mitterrand au Grand Trianon de Versailles, M. Eltsine a affirmé qu'il existait « un arrangement de principe pour réaffecter à la Russie la plus grande partie des crédits français offerts antérieurement à l'Union soviétique », ajoutant même qu'il appréciait « beaucoup la contribution que la France a apportée à l'économie de [son] pays ». Jeudi matin, rue de Bercy, on admettait dans l'entourage du ministre de l'économie et des finances, M. Pierre Bérégovoy, l'existence d'un tel accord de principe, tout en jugeant prématurée l'annonce des conditions réelles de crédit faites à la Russie. Les modalités devaient être discutées pendant la journée du 6 février, dans le sens d'un relatif durcissement des garanties exigées de Moscou.

Globalement, Paris apparaît déjà comme l'un des premiers créanciers de l'ex-URSS. Le 4 janvier, les nouveaux États de la CEI ont obtenu un allègement de leurs créances de 3,2 milliards de dollars (17,3 milliards de francs), la France consentant un effort budgétaire de 3,1 milliards de francs. Ensuite, Paris occupe le deuxième rang des pays supportant l'aide communautaire (alimentaire et technique) en faveur des pays de l'ex-URSS, juste derrière l'Alle-

magne. Depuis octobre 1990, le soutien tricolore a de surcroît porté sur 9,9 milliards de francs de crédits commerciaux garantis, dont 7,45 milliards pour les produits alimentaires - 4 milliards n'ont pas été tirés - 1,45 milliard pour les produits sidérurgiques et chimiques. 1 milliard pour les produits industriels.

## Plusieurs projets

A ces subsides s'ajoutent 1,95 milliard de francs consacré au refinancement d'arriérés sur crédits commerciaux, un don de 100 millions de francs de viande bovine et un autre de 30 millions de francs de médicaments. Enfin, une assistance technique est prévue pour aider les Républiques de la CEI à mettre en place leur politique de réformes. La Rue de Bercy devrait ainsi réserver 120 millions de francs de dotations budgétaires au financement d'opérations de restructuration industrielle, en particulier pour la reconversion d'unités militaires qui employaient quelque dix millions de personnes.

La visite à Paris de M. Eltsine pourrait aussi permettre l'avancée, voire la conclusion de plusieurs projets franco-russes, dans le domaine énergétique principalement. S'agissant du pétrole, Elf et Total sont sur le point de signer des contrats d'exploitation, la Russie ayant amorcé une privatisation en profondeur de ce secteur. A terme, les investisseurs étrangers pourront détenir jusqu'à 50 % des intérêts pétroliers russes, exploration et production confondues. Un contrat est aussi sur le point d'être signé par un consortium européen conduit par Sofreaz, filiale de Gaz de France, pour l'exploitation d'un gisement de gaz naturel sibérien. Parmi les autres dossiers bien engagés figure le contrat que la firme française d'ameublement Stribo doit signer pour la création d'une société mixte dans l'Oural. Le groupe de distribution Inter-marché va, de son côté, ouvrir quatre supermarchés en Russie pendant l'année en cours, et exploiter des usines de transformation agroalimentaire avec la société russe Citron. Une banque alimentaire, créée à Saint-Petersbourg sur une initiative française, commencera à fonctionner dès la semaine prochaine, avec des légumes et de la viande en conserve expédiés depuis Paris.

ERIC FOTTORINO

## ASIE

## Intégrisme contre pragmatisme au Pakistan

Au « Pays des purs », le gouvernement et les milieux d'affaires s'opposent aux partisans de la charia

## ISLAMABAD

de notre envoyé spécial

Chaque vendredi, les autorités autorisent la tenue de « marchés sauvages » au bord d'une des grandes avenues de cette capitale érigée, il y a trente ans, par la volonté du général Ayub Khan. Le Jumma Bazaar est la seule occasion de voir des hommes et des femmes dont le teint, les manières, la tenue évoquent le pays profond. Tout le reste - palais, ambassades, banques, grands hôtels et... 300 000 habitants - paraît comme posé à la surface des choses, silencieux, propre, inodore.

Il suffit, comme le font soir et matin des dizaines de milliers de petits fonctionnaires, employés, gens de maison, d'emprunter les vingt-cinq kilomètres de route reliant Islamabad à Rawalpindi pour recevoir le choc du sous-continent indien. « Pindi », comme on l'appelle ici, avec son million d'habitants, est un faubourg d'édifices, un bric-à-brac d'échoppes aux enseignes agressives, un véritable entremêlement de piétons incommensurables et de véhicules disparates, rickshaws, tongas, bicyclettes, autos japonaises, autobus peints.

Ici coexistent, à la fois séparés mais inextricablement mêlés, deux Pakistan : l'un ouvert à tous les vents et l'autre, qui s'enracine dans la glèbe du Pendjab et du Sind, ou plus précisément basé dans la province de la frontière nord-ouest, où luttant pour sa subsistance dans l'immense Balouchistan aride ou les hautes montagnes septentrionales, profondément musulman, comme il se doit au « Pays des purs », sans pour autant céder facilement aux tentations du fondamentalisme.

« A moins d'être emmené directement de l'autre côté du monde, dans un des bidonvilles de Karachi, il n'est aucun étranger débarquant ici qui ne subisse ce que j'appelle le choc pakistanais, prévient ce diplomate. Ce pays a une si médiocre image que l'un y va nécessairement de bonne surprise en bonne surprise. »

## Le poids des forces armées

Voici donc une population de 115 millions d'habitants, fort industrieuse comme en témoigne une progression record de son PIB (près de 6 % l'an dernier), l'ensemble nourri à sa faim et de surcroît, rarement xenophobe. Le Pakistan ne s'en débat pas

moins au milieu de problèmes impressionnants. Le plus vital est qu'il se sent incertain de son avenir. A trois reprises, en effet, il a dû soutenir une guerre contre son puissant voisin, l'Inde, sept fois plus peuplé, dont il est né lors de la partition de 1947, et dont les intentions l'inquiètent.

Ce sentiment permanent d'insécurité explique qu'Ismaïlabad consacre officiellement 38 % de son budget aux dépenses militaires.

changes. Pas de doute : il a la haute main sur l'économie. Mais d'autres domaines entrent plus difficilement, au Pakistan, dans l'escarcelle d'un premier ministre : les affaires étrangères et, plus encore, la défense, où le poids des militaires et du président sont décisifs.

M. Sharif est à la tête d'une coalition disparate. Au Parlement, où elle dispose de deux tiers des sièges l'Alliance démocratique islamique (IJI) comprend, outre le

la procédure civile... ayant toutes pour particularité d'enterrer la pratique de la riba (le prêt à intérêt jugé usuraire par l'islam).

Selon la FSC, le gouvernement a jusqu'au 30 juin pour s'exécuter. Le secrétaire d'Etat à l'économie nous confirme avec un sourire malicieux ne voir là qu'un problème d'« ingénierie financière ». Il n'en demeure pas moins que le bouleversement d'une législation bancaire, en particulier, peut difficilement être opéré en si peu de mois. Appel à donc été interjeté devant la section de la charia de la Cour suprême.

Le gouvernement n'a pas osé en prendre l'initiative, en raison d'interférences de ses alliés fondamentalistes. Il a donc poussé la Banque multinationale de crédit, récemment privatisée, à le faire pour son compte. L'épisode a peu ému la communauté financière, persuadée que des formules satisfaisantes seront trouvées. Il a, en revanche, alerté l'Intelligentia et le PPP. N'indique-t-il pas qu'un pouvoir religieux supérieur à la loi est en train de s'affirmer dans un Pakistan jusqu'à la fort réservé sur ce sujet ?

Pout-être est-ce en effet la principale interrogation pour l'avenir du pays : persuadés que la meilleure façon de tenir en lisière leur intégrisme est de leur accorder de menues satisfactions, les forces musulmanes modernistes, dont le PML de M. Sharif, ne jouent-elles pas les apprentis sorciers ?

Une autre incertitude plane encore sur le pays : les chefs de la majorité et de l'opposition trouveront-ils les moyens de nouer des rapports « à la britannique » permettant d'éviter la montée d'une agitation dont les forces armées tireraient profit pour revenir sur le devant de la scène ? Profondément séparés par leur culture, leurs origines, leur éducation personnelle, aucun des protagonistes n'en a manifesté le désir, trouvant sans doute commode, pour mobiliser l'opinion, de manifester un antagonisme clair et net.

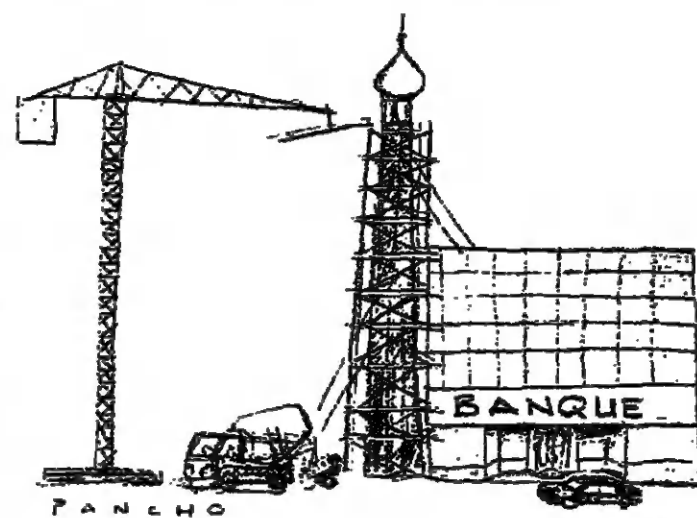
Mais l'aggravation de la répression contre le PPP dans le Sind a conduit M. Bhutto à élever la voix. Au Parlement, le 19 décembre, son groupe est parvenu, une demi-heure durant, à empêcher le chef de l'Etat de prononcer son allocution aux cris de « fasciste » et de « flic le camp pépé ». Parce qu'elle risquait d'alarmer l'armée, une telle escalade n'a pas, cette fois, laissé M. Sharif indifférent : il y va, en effet, à terme de son propre pouvoir. Aussi les spéculations vont-elles bon train sur l'éventuelle amorce d'un dialogue entre les deux jeunes ennemis, en dépit des réserves extrêmes du vieux président.

JEAN-PIERRE CLERC

## TIMOR-ORIENTAL :

## L'Indonésie s'engage à sanctionner les auteurs du massacre de Dili

« Des mesures seront prises contre tous ceux qui ont violé la loi, y compris des militaires », et Djakarta « reverra complètement sa politique à Timor-Orientale », a déclaré à Londres, mercredi 5 février, le ministre indonésien des affaires étrangères, cité par le Foreign Office. M. Ali Alatas se trouvait à Londres pour tenter de redresser la crédibilité de son pays après le massacre de civils par l'armée indonésienne le 12 novembre dernier à Dili. Le ministre indonésien de la défense et ministre des affaires étrangères par intérim, le général Benny Moerdani, a d'autre part indiqué que l'envoyé spécial du secrétaire général des Nations unies sur Timor, le Kényan Amos Wako, serait le bienvenu à condition qu'il n'effectue aucune enquête et se limite à s'entretenir avec des officiels, car « l'incident de Dili est une affaire intérieure indonésienne ». (AFP, UPI, Reuters.)



La non-résolution depuis quarante-trois ans du problème du Cachemire, relancé à la fin des années 80, entretient ici une posture martiale, justifiant, aux yeux de certains, le poids des forces armées dans la vie politique.

Si le Pakistan est ainsi bizarrement inquiet de son avenir, c'est aussi que les bases du « vouloir vivre ensemble » ne paraissent pas davantage assurées. Autour de sa capitale Lahore, le Pendjab, province la plus peuplée avec ses soixante millions d'habitants, est le noyau dur du pays, à qui il fournit l'essentiel de son administration, de son armée, de ses ressources aussi.

Les trois autres provinces ont constamment donné de graves signes d'impudence devant cette tutelle. Dans les années 70, la cause autonomiste a soulevé Balouches et Pathans de la frontière nord-ouest. Depuis près de sept ans, le Sind vit en perpétuelle ébullition, état qui confine désormais, dans les campagnes au moins, à la plus totale anarchie. Bien entendu, l'Inde est fortement soupçonnée de prêter la main à cette agitation nationaliste indienne.

Pour l'ancien premier ministre Benazir Bhutto, dont le Sind est le fief, et qui nous a reçu dans la maison de son père à Karachi, « le complet effondrement de la loi et de l'ordre » que connaît la province s'expliquerait surtout par la volonté des dirigeants conservateurs d'Ismaïlabad d'écraser son Parti du peuple (PPP). Elle n'a pas de mots assez durs pour le ministre en chef de la province, M. Jam Sadiq Ali, chargé de cette besogne : « Son gouvernement s'est mis hors la loi », observe le jeune chef de l'opposition.

Le Pakistan doit vivre avec un autre handicap : la multiplication des pouvoirs centraux retarde ou dilue bien des décisions. Les journaux parlent de « troïka » pour désigner le président de la République, le premier ministre et le chef d'état-major des armées. Ce terme irrite M. Nawaz Sharif, qu'impressionne visiblement une presse d'autant plus combative qu'elle fut musclée durant des lustres de loi martiale.

## Un président autoritaire

Le chef de l'Etat, M. Ghulam Ishaq Khan, soixante-dix ans, élu peu après la mort mystérieuse du général Zia en 1988, est un homme silencieux, mais fort présent. La Constitution lui donne de vastes pouvoirs dont il est notoirement jaloux. Technocrate ayant servi tous les régimes, bien admis par les forces armées, il est l'axe de la balance, irremplaçable, même si son crédit est aujourd'hui fort entamé.

M. Nawaz Sharif est chargé de définir la politique du gouvernement. Ce jeune politicien de quarante-deux ans, d'une riche famille d'industriels du Pendjab, a voulu frapper un grand coup en lançant dès son arrivée au pouvoir, au début de 1991, une politique de déréglementation, de privatisation et de levée du contrôle des

parti du premier ministre, la Ligue musulmane (PML), trois mouvements nationalistes provinciaux, de modestes formations laïques et le parti fondamentaliste Jamaat-e-Islami.

Ce dernier, avec moins de 5 % des voix, fait pourtant beaucoup de bruit sur la place publique et dans les médias : il se considère comme le gardien de la charia (loi coranique) face à des alliés qui, selon lui, n'ont de musulman que l'étiquette. Ainsi, M. Sharif, qui avait promis de « consacrer l'avantage d'énergie à l'économie qu'à la politique », n'est-il pas moins décrié beaucoup de temps à négocier avec ses partenaires, et ce d'autant que d'avis général, il leur concède assez peu sur le fond.

## Vers un rapprochement Bhutto-Sharif ?

Les forces armées, enfin, demeurent un facteur central. Elles ont occupé le pouvoir directement ou par des subterfuges pendant près d'un quart de siècle en quarante-cinq ans d'indépendance. Depuis 1988, elles sont retirées dans leurs casernes. Leur avis n'en a pas moins pesé dans la destitution en 1990 de M. Bhutto. M. Sharif, lui, est parvenu à établir un relatif ascendant du pouvoir civil. Contre l'avis du chef d'état-major de l'époque, il avait obtenu la participation du Pakistan à la guerre du Golfe aux côtés des Etats-Unis. Puis, en décembre, il a négocié, en avril 1991, un changement de cap dans l'affaire afghane (le *Monde* du 22 janvier).

Le nouveau chef d'état-major, le général Asif Nawaz, a promis la neutralité des forces armées dans le jeu politique, ce dont M. Bhutto lui donne acte. Il passe pour connaître sur le bout des doigts son échiquier pakistanais. On le dit aussi un nationaliste moins fervent que son prédécesseur.

Comme s'il n'était pas assez de tous ces centres de pouvoir, on a vu croître la puissance d'une institution créée en 1980 par le général Zia, le Tribunal fédéral de la charia (FSC). Cette instance, chargée de réviser toute la législation du pays afin de vérifier quels pans en sont éventuellement « incompatibles pour l'islam », a travaillé d'arrachepied. C'est ainsi qu'elle a enjoint au gouvernement de proposer au Parlement de nouvelles lois islamiques relatives au système bancaire, aux assurances, aux coopératives, à

## L'AFRIQUE DU SUD PLUS VITE ET SANS ESCALE.

South African Airways est la seule compagnie à vous offrir des vols sans escale et les vols les plus rapides vers l'Afrique du Sud. Paris-Johannesburg non-stop le mardi. Un deuxième vol direct le dimanche. Profitez également des autres avantages exclusifs offerts par SAA :

tarifs préférentiels pour l'hébergement et la location de voitures en Afrique du Sud, tarifs spéciaux sur le réseau intérieur, correspondances vers toute l'Afrique Australe. SAA. Elue « meilleure compagnie vers l'Afrique » pour la troisième année consécutive par les lecteurs du prestigieux « Travel Magazine ».

Paris-Orly	Mardi	Départ	19h25	Dimanche	Départ	19h15
Johannesburg	Mercredi	Arrivée	07h20	Lundi	Arrivée	10h50

**SAA**  
SOUTH AFRICAN AIRWAYS

Paris : 12, rue de la Paix, 75002 Tél. : (1) 49 27 05 50  
Lyon : 15, rue de la République, 69001 Tél. : 72 00 03 03

Avec Le Monde sur Minitel

GAGNEZ 100 CD de la collection

EDITIONS ATLAS

LES GÉNIES DU BLUES

36.15 LE MONDE

Tapez JEUX

après-demain  
LES COLLECTIVITES LOCALES



La convocation du Parlement en session extraordinaire

M. Giscard d'Estaing croit à une accélération des échéances

Le bureau politique de l'UDF s'est prononcé, mercredi 5 février, pour l'autodissolution de l'Assemblée nationale, afin de contraindre le pouvoir aux élections législatives anticipées. Le 2 février, par M. Valéry Giscard d'Estaing. L'ancien chef de l'Etat estime que l'actuelle crise de langage politique va obliger M. Mitterrand à précipiter les échéances institutionnelles.

L'un des hommes les mieux avisés des choses de l'opposition s'appelle... François Mitterrand. Il en connaît toutes les faiblesses et sait les exploiter. Ainsi l'avait-on vu reconforter M. Chirac quand M. Barre était au mieux de sa forme; requinquer M. Giscard d'Estaing quand MM. Chirac et Barre monopolisaient la droite. Depuis un bon moment, il encourage M. Barre à ne pas mollir devant MM. Chirac et Giscard d'Estaing. Sans parler du temps de la cohabitation où il n'eut point son pareil pour semer la zizanie dans l'équipe de M. Chirac.

Au cours de son intervention du 4 février, le président de la République n'a pas dérogé à cette habitude, qui engendre toujours chez lui un réel plaisir. Comme s'il se lassait d'avoir à toujours jouer sur cet échiquier de la droite avec les mêmes trois cavaliers, M. Mitterrand a innové en faisant avancer d'une case la tour Balladur. Pourtant peu enclin, ce soir-là, aux compliments, le chef de l'Etat a loué le « bon esprit » de l'ancien ministre d'Etat de M. Chirac. Il est vrai qu'à ses yeux M. Balladur avait eu le mérite de proposer le premier, et de la façon la plus républicaine qui

soit, que les conclusions de l'affaire Habache soient tirées devant le Parlement. M. Mitterrand a donné le sentiment d'exaucer son vœu en acceptant une déclaration du gouvernement, oubliant simplement l'absence impatiente que M. Balladur, comme M. Chirac après lui, avait demandé un engagement de responsabilité de la part de M. Cresson.

Sans doute la forme imposait-elle quelques détours. Car il est probable que M. Balladur n'a pas été insensible à l'homme rendu, qui confortait un peu plus son image d'homme responsable, raisonnable et raisonnable. M. Balladur est, de toute évidence, l'homme qui monte dans l'opposition, parvenant astucieusement à combiner l'expérience pompidolienne, le bon sens bariste et la nouveauté. Au RPR, on redoute qu'il ne veuille plus longtemps se contenter d'être le fondé de pouvoir de M. Chirac. A l'UDF, les giscardiens redoutent tout simplement d'être piégés.

M. Mitterrand sait tout cela. Comme si ce n'était pas suffisant, il ne pouvait plus faire plus mal à M. Giscard d'Estaing qu'en disant tout haut ce que, dans l'opposition, tout le monde pense maintenant tout bas. Evoquant l'emprisonnement de son prédécesseur à réclamer des élections législatives anticipées, M. Mitterrand a, en quelque sorte, enlevé les mots de la bouche de M. Chirac. « C'est fou, s'est-il écrié, de dire que M. Giscard d'Estaing redonne les primaires à droite ! C'est la seule façon pour lui d'y échapper : il voit cela comme une guillotine, ces primaires, et il voudrait bien que je l'aide. » M. Giscard d'Estaing a dénoncé le lendemain « ces raisonnements complé-

ment politiques », mais le mal est fait. L'ancien chef de l'Etat risque aujourd'hui d'apparaître comme un « agité », mot qu'il réservait jadis, dédaigneusement, à M. Chirac.

Tout se passe comme si l'ancien président de la République avait décidé de jouer le tout pour le tout. Dimanche dernier à Bordeaux, il réclamait la dissolution immédiate de l'Assemblée nationale. Mercredi, il a été le premier à se saisir de la proposition d'autodissolution de M. Barrot, qualifiée d'ailleurs de « comique » dans certains rangs de l'UDF. Est-ce la consigne que M. Chirac a prise dans les sondages un avantage irrattrapable, la certitude qu'en temps de crise il sera le mieux à même de relever le gant ?

Il est patent, en tout cas, que M. Giscard d'Estaing a décidé de jouer la carte de l'UDF et, donc, sa carte personnelle. En dépit de ses thèses récentes contre la cohabitation, Mitterrand intéresse l'ancien président de la République. Il est également persuadé, comme il le disait encore dimanche à Bordeaux, qu'il y a une sorte d'appel du destin pour sa famille de pensée. Enfin, il sait qu'avec ses quarante et une présidences de conseil général et ses douze présidences de région l'UDF peut apparaître aux prochaines échéances comme la force de l'opposition la plus mobilisée, à fortiori à ces élections extrêmement politisées. Crise morale, crise politique, banqueroute du socialisme : M. Giscard d'Estaing n'hésite plus à comparer la situation à celle de mai 1968, quand il pressait lui-même le général de Gaulle de « choisir entre l'ordre et le désordre ».

DANIEL CARTON

Le Parti socialiste s'aligne sur la position présidentielle

La réunion du bureau exécutif du PS, mercredi 5 février, a été l'occasion pour les dirigeants socialistes d'affirmer à leur tour, après M. François Mitterrand, que l'affaire Habache est maintenant terminée, selon les propos de M. Jean-Jack Queyranne, porte-parole, et de se remettre en ordre avant la session extraordinaire du Parlement du 7 février voulue par le chef de l'Etat.

Il faut « serrer les rangs » et « affirmer le soutien au président de la République et au gouvernement », a expliqué M. Queyranne après la réunion du bureau exécutif, mercredi, en soulignant que « cette cohésion a été renforcée par tous les courants » au cours de la réunion et que le PS va montrer « une attitude combative vis-à-vis de la droite, à laquelle on ne mangera pas de rappeler quelques affaires : Abou Daoud, Bokassa, etc. ».

« C'est clair : on se calme », avait déclaré, dès le matin du 4 février, M. Laurent Fabius, donnant ainsi le signal de la fin de l'agitation provoquée par cette affaire chez les socialistes. Le premier secrétaire du PS avait lui-même jugé, le 1<sup>er</sup> février, devant le comité directeur du PS, qu'il s'agissait d'une « faute grave », mais que M. Michel Rocard, invité de « Soutien à la gauche », le lendemain sur TF1, ne la déclare « grave ».

« C'est clair : on se calme », avait déclaré, dès le matin du 4 février, M. Laurent Fabius, donnant ainsi le signal de la fin de l'agitation provoquée par cette affaire chez les socialistes. Le premier secrétaire du PS avait lui-même jugé, le 1<sup>er</sup> février, devant le comité directeur du PS, qu'il s'agissait d'une « faute grave », mais que M. Michel Rocard, invité de « Soutien à la gauche », le lendemain sur TF1, ne la déclare « grave ».

M. Mitterrand avait affirmé, mardi soir, que cette affaire « n'est pas grave », les socialistes, sans se déjuger, sont contraints de s'aligner, au moins formellement, sur la position présidentielle. Au bureau exécutif, M. Gérard Le Gall, s'exprimant au nom des jospinistes, a fait valoir que ceux-ci avaient eu un comportement « responsable » et a regretté les propos, intempestifs à leurs yeux, des « membres du bureau exécutif » qui avaient réclamé des mesures allant au-delà des sanctions administratives décidées par M. Mitterrand et M. Edith Cresson.

Ce propos visait M. Claude Bartolone, proche de M. Fabius, qui avait émis le souhait d'un changement de gouvernement. M. Jean La Garrec, proche de M. Pierre Mauroy, pour qui des « décisions politiques » étaient nécessaires, M. Alain Richier, rocardien, qui avait évoqué une accélération des échéances institutionnelles.

M. Rocard n'étant pas lui-même membre du bureau exécutif, il échappe à la critique des jospinistes, mais ceux-ci ont à cœur de montrer que, dans une passe difficile, les meilleurs soutiens du président ne sont pas forcément du côté de ceux dont l'accord avait rendu possible le changement de premier secrétaire, le mois dernier, autrement dit les fabiusiens et les rocardiens.

Une image de cohésion

Néanmoins, M. Gérard Lindeberg, coordonnateur du courant de M. Rocard et numéro deux du PS, a affirmé que ce dernier doit « donner une image de cohésion derrière M. Mitterrand ». « Il n'y aura pas de censure votée par les socialistes en général et certainement pas par les rocardiens. Ce n'est pas une turbulence, même forte, qui doit débou-

cher sur une vraie crise politique », a affirmé un autre rocardien, M. Bernard Poingnant, député du Finistère et maire de Quimper.

Au bureau exécutif, M. Mauroy a affirmé que les militants socialistes sont en colère devant l'exploitation de cette affaire et « bien décidés à ne pas s'en laisser monter ». Le nouveau président de l'Assemblée nationale, M. Henri Emmanuelli, a invité les socialistes à suivre l'exemple donné par M. Mitterrand et à faire preuve de « combativité ». M. Daniel Percheron, premier secrétaire de la fédération du Pas-de-Calais, a souligné, lui aussi, « le besoin d'unité du PS dans ces circonstances ».

M. Fabius, qui s'exprimera au nom du PS à la tribune de l'Assemblée, a expliqué qu'il faut, désormais, « affirmer clairement le soutien au gouvernement et se préoccuper des problèmes concrets », car « l'affaire Habache n'est pas l'essentiel du problème des Français ». Afin de s'assurer que tel est bien l'état d'esprit des socialistes, M. Cresson a reçu, mercredi, des députés mones par M. Jean Auroux, fabiusien, président du groupe socialiste, et représentant tous les courants du PS, auxquels s'était joint M. Claude Estier, président du groupe du Sénat.

Le premier ministre, dont une partie de l'entourage avait envisagé qu'elle pose elle-même la « question de confiance » à l'Assemblée, plutôt que de laisser à l'opposition la charge de déposer une motion de censure, n'a pas retenu ce moyen de consolider son assise parlementaire. Du moins est-elle assurée de ne pas réunir contre elle une majorité de députés.

P. J.

M. Chirac affirme que « M. Rocard et les siens sont ramenés à la botte de M. Cresson »

BERGERAC

de notre correspondant  
M. Jacques Chirac, qui visitait la Dordogne, mercredi 5 février, a évoqué l'affaire Habache et la réunion du Parlement. « Le gouvernement a voulu jouer au plus fin en attendant que l'opposition dépose une motion de censure, a-t-il dit. Ce n'est pas convenable, car un gouvernement doit pouvoir démontrer qu'il a une majorité qui le soutient. »

Pour le président du RPR, « la réalité, c'est que le gouvernement va montrer que M. Rocard et les siens sont ramenés à la botte, la botte de M. Cresson ». « Une fois de plus, a-t-il ajouté, ce gouvernement va tenir par la volonté des communistes. C'est, moralement, tout à fait inacceptable, mais je ne pense pas que la morale soit la préoccupation de ceux qui nous gouvernent encore. »

D. R.

M. M. Rocard dénonce l'irresponsabilité de la droite. M. Michel Rocard, qui participait mercredi 5 février à un meeting à Pontault-Combault (Seine-et-Marne), a reproché à la droite le « déferlement d'immigrés organisés dans les années 60 et 70 ». « MM. Giscard d'Estaing et Chirac participaient à ces gouvernements, a-t-il dit, et ce sont ces gens-là qui viennent, ensuite, nous parler du droit du sang, d'immigration, d'identité, avec cynisme, en oubliant à la fois la honte qu'ils font à l'image de notre pays, l'irresponsabilité qu'ils prennent par rapport à la solution du problème actuel et leur écrasante responsabilité quant à la naissance même de ce problème. »

le journal mensuel de documentation politique après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

LES COLLECTIVITÉS LOCALES

Envoyer 80 F (timbres à 2,50 F ou chèque) à APRÈS-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 150 F pour l'abonnement annuel (60 % d'économie, qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro)

L'UDF souhaite une autodissolution de l'Assemblée nationale

L'UDF a décidé, au cours de la réunion de son bureau politique, mercredi 5 février, de proposer au RPR le dépôt d'une « proposition de loi mettant fin au mandat de l'Assemblée nationale », afin de « rendre la parole aux Français ». « Seule une dissolution de l'Assemblée nationale et l'organisation de nouvelles élections pourraient permettre aux Français de s'exprimer et de retrouver confiance », a indiqué M. François Bayrou, secrétaire général de l'UDF.

Cette proposition ne remettra pas en cause le principe d'une motion de censure qui devrait être déposée par les groupes RPR, UDF et UDC à l'Assemblée nationale, vendredi 7 février, à l'issue de la déclaration de politique générale du gouvernement.

M. Valéry Giscard d'Estaing, pré-

sident de l'UDF, a expliqué, mercredi 5 février, que cette proposition avait pour objectif de convaincre les Français de la nécessité d'élections législatives anticipées. « Il y a une Assemblée, à l'heure actuelle, qui n'est pas représentative. C'est même le dernier endroit en France où le Parti socialiste a la majorité », a-t-il indiqué sur FR 3. « L'Assemblée peut proposer de mettre un terme à son mandat », a ajouté M. Giscard d'Estaing. « Nous doutons bien que le président de la République ne dissoudra pas l'Assemblée spontanément. »

« Il faut prendre la mesure de la crise actuelle, c'est une crise sérieuse, le pays est inquiet, il ne sait pas où il va et il voudrait une solution simple et nationale pour en sortir », a conclu le président de l'UDF.

Juridiquement douteux

L'autodissolution de l'Assemblée nationale, proposée par l'UDF, est-elle juridiquement possible ? Rien n'est moins sûr. La Constitution, en son article 12, accorde au président de la République le droit de dissoudre l'Assemblée, mais n'évoque aucune autre possibilité de réduction du mandat des députés. Certes, la durée des pouvoirs de chacune des Chambres du Parlement n'est fixée que par une loi organique, qui peut donc être modifiée par un vote des parlementaires, mais une telle décision s'appliquerait-elle à l'Assemblée en place ?

Ca ne serait pas une première, c'est vrai. Lorsque l'Assemblée de la IV<sup>e</sup> République avait inventé, en mai 1951, le scrutin par apparentements, elle avait, aussi, raccourci de quatre mois son mandat en fixant au 4 juillet la fin de son pouvoir qui, normalement, n'aurait dû cesser que le 10 novembre 1951. La Constitution était totalement souveraine, alors que, depuis 1958, le Conseil constitutionnel veille à ce que les lois ne soient pas contraires à la Constitution ni aux grands principes républicains. Or il est généralement admis que ceux-ci ne permettent pas, sauf circonstances exceptionnelles, la modification de la durée d'un

mandat confié par les électeurs. Chacun admet, ainsi, que si la Constitution était révisée pour réduire de sept à cinq ans le mandat du président de la République, juridiquement, cela ne s'imposerait pas à M. François Mitterrand, mais seulement à son successeur.

Techniquement, en tout état de cause, l'affaire est bien délicate à mettre en œuvre. Pour aboutir au résultat souhaité par M. Giscard d'Estaing, il faudrait qu'une loi fût votée avant le mois de mars, ce qui impose une session extraordinaire du Parlement. Or cela n'est possible qu'à la demande du premier ministre, ou de la majorité des membres composant l'Assemblée nationale (article 29 de la Constitution). Faute de l'accord de M. Cresson, il faudrait donc que 289 députés l'exigent, or ils ne sont que 284 à suivre les consignes du RPR, de l'UDF et de l'UDC.

Politiquement la droite a une autre possibilité plus brutale : la démission individuelle de chacun de ses députés. Alors, M. Mitterrand, pour éviter plus de 250 élections partielles concomitantes, ne pourrait que dissoudre l'Assemblée nationale.

Th. B.

Le PCF dénonce la « manipulation de l'opinion » par la télévision

« Le Parti communiste a dénoncé, mercredi 5 janvier, dans une déclaration de son bureau politique, l'utilisation de la télévision comme « un moyen de manipulation de l'opinion ». Mettant en cause les chaînes publiques et privées, le PC a déploré que « ceux qui contestent la politique aujourd'hui menée (...) soient privés de leur droit légitime d'expression, par la censure pure et simple ou par l'attribution de temps d'antenne dérisoires ».

Selon la Place du Colonel-Fabien, « l'orchestration des petites phrases, des invectives échangées entre Le Pen et Tapie » répond à « une véritable stratégie, élaborée et mise en œuvre par l'Elysée », visant à « utiliser le repoussoir Le Pen afin de tenter de « rattraper » des électeurs qui rejettent la politique et les pratiques du parti au pouvoir ».

Estimant que « le seul de l'intolérable des Français », le PCF dénonce l'initiative d'une « forte manifestation populaire » devant le siège de TF1, le 27 février, date prévue par la chaîne pour la diffusion d'un face à face entre M. Bernard Tapie et M. Jean-Marie Le Pen.

En outre, M. Georges Marchais, secrétaire général du PCF, a décliné l'invitation qui lui avait été transmise par Antenne 2 de participer à l'émission « l'Heure de vérité », le 23 février. Dans une lettre adressée à M. François-Henri de Virieu, producteur de l'émission, que l'Humanité publie dans son édition du 6 février, M. Marchais propose que soit invité à sa place M. Guy Herminier, tête de liste du PCF dans les Bouches-du-Rhône pour les élections régionales, précisant qu'il restera lui-même « disponible » après le scrutin du 23 mars.

M. Beard (PCF) appelle au rassemblement contre le Front national. M. Jean-Pierre Bastié, député communiste « refondateur » de Seine-Saint-Denis, maire de Montreuil, a lancé, mardi 4 février, un appel au rassemblement contre « le danger d'extrême droite » aux prochaines cantonales. « Il faut tout faire, a-t-il notamment déclaré, pour qu'un candidat rejetant fermement le Front national soit présent au second tour. Cela suppose d'écartier de la compétition électorale les hommes politiques impliqués dans des scandales et que, par conséquent, le surnom est un conseiller général de gauche (socialiste communiste, radical de gauche) ou écologiste. Il soit, dès le premier tour, le candidat unique de rassemblement pour s'opposer efficacement à l'extrême droite lors du second tour. »

A la fin du conseil

Le premier ministre rappelle au gouvernement les « principes de responsabilité personnelle et politique »

A la fin de la réunion du conseil des ministres, mercredi 5 février, M. Edith Cresson a adressé, selon M. Jack Lang, porte-parole du gouvernement, une « sorte de rappel aux ministres des principes de responsabilité personnelle et des principes de responsabilité politique ». Le chef du gouvernement a déclaré, selon M. Lang, que « le fonctionnement de l'Etat nécessite l'attribution de délégations plus ou moins larges, qui fixent les responsabilités de chacun ». « Il est normal que ceux qui reçoivent et exercent des responsabilités les assument, a continué M. Lang. S'ils font des erreurs, il faut en tirer les conséquences. Dans le cas précis où des sanctions ont été prises à l'égard des hauts responsables, les personnes sanctionnées ont quitté leurs fonctions et retrouvent naturel-

lement leur place dans l'administration, dans leur corps d'origine et en fonction de leur grade. »

Quant à la responsabilité politique, M. Cresson a expliqué, toujours d'après le porte-parole du gouvernement, que « les autorités politiques ont, évidemment, une responsabilité globale sur ce qui se passe dans les domaines placés sous leur autorité et doivent, en particulier, s'assurer du bon fonctionnement du système dont elles ont la responsabilité : s'assurer, notamment, que les pouvoirs sont bien répartis ». « C'est aux ministres de vérifier ce système et, au besoin, de l'améliorer », a ajouté M. Lang, avant de conclure en expliquant qu'il faut que les membres du gouvernement soient « plus vigilants que jamais sur le bon fonctionnement de leur administration ».

Mac Douglas Le spécialiste du cuir

27, RUE DE PASSY 75016 PARIS TEL: 42 88 96 02  
155, FG ST HONORE 75008 PARIS TEL: 45 61 19 71  
11, RUE AUBER 75009 PARIS TEL: 47 42 01 95

LIQUIDATION TOTALE

DE TOUT LE STOCK DE VETEMENTS DE CUIR ET PEAUX LAINÉES pour hommes, femmes, enfants.

A DES PRIX SACRIFIES

Par arrêté Préfectoral (Selon la loi du 30 décembre 1906)

Ouvert le Dimanche 9 Février



## LE FRONT NATIONAL VINGT ANS APRÈS

## IV. — La mémoire des repentis

Ils ont fui M. Le Pen après l'avoir servi. Leurs témoignages accablent le chef de file de l'extrême droite

Après avoir rappelé les racines idéologiques du Front national (le Monde du 4 février), expliqué comment sont organisés ses réseaux (le Monde du 5 février) et exposé les idées de M. Le Pen en matière culturelle (le Monde du 6 février), le quatrième volet de notre enquête rapporte les témoignages de ceux qui, ayant un temps appartenu au mouvement d'extrême droite, ont pu en observer le fonctionnement « de l'intérieur ».

Pour les léninistes, ce ne sont que des renégats, manœuvrés par quelques « lobbies » mystérieux. Ils ont pourtant connu le Front national de l'intérieur. Ils ont approché Jean-Marie Le Pen, et fait, pour certains, partie de son entourage. Mais parce qu'il est pénible de confesser ses erreurs, d'admettre à défaut d'expliquer — par quel emménagement ils ont pu ainsi se fourvoyer, et aussi par crainte, les repentis du Front national préfèrent souvent le refuge d'un silence meurtri.

Il n'existe pas d'associations d'anciens combattants du léninisme. La plupart ne se sont jamais revus. Certains ont même délaissé le combat politique. La concordance des témoignages n'en prend que plus de force. Leur mémoire ne se livre qu'après beaucoup d'insistance, car ce qu'ils ont à déclarer échappe souvent aux critères habituels de la science politique. Et s'ils finissent par accepter de se souvenir de leurs années troubles, c'est qu'ils mesurent mieux que d'autres le péril que M. Le Pen représente pour le pays.

Jean-Marie Le Pen est le plus grand mystificateur que j'ai connu. Toujours un peu de vérité, mais des tonnerres de mensonges : la cinquantaine avenante, épouse d'un gros industriel, M<sup>me</sup> Françoise Bernard n'a jamais fait parler d'elle, mais elle a aujourd'hui beaucoup à dire. Attachée parlementaire d'un député RPR, elle fut pendant deux ans secrétaire générale adjointe du groupe FN à l'Assemblée nationale. Au bout de cette expérience « effroyable », elle s'en est retournée sur la pointe des pieds vers le parti qu'elle n'aurait jamais voulu quitter.

ter, le CNI. « Bien peu travaillaient, ce n'était dans ce groupe, se souvient-elle, que règlements de comptes, querelles d'argent, histoires sous la ceinture ; pour un parti qui se veut moraliste, je n'ai jamais vu cela. C'était aussi en permanence des plaisanteries autour des juifs, des Noirs et des Arabes ; quelqu'un a même tenu, crayon à la main, à me démontrer qu'il était mathématiquement impossible que les nazis aient pu exterminer six millions de juifs pendant la dernière guerre... » Quand elle se décida à quitter le navire, ce furent pendant des mois lettres anonymes de menaces et d'injures, plus un petit colis recommandé contenant un petit cercueil bleu, orné de la photo du défunt Jean-Pierre Stirbois.

## « Une conversion électorale »

M<sup>me</sup> Bernard ne fut pourtant pas la première à désertir. En mai 1984, l'ethnologue du président du Front national, le journaliste Jean Marcellin, auteur du livre *Le Pen sans bandeau*, partit s'installer dans le Sud-Ouest avec la première épouse de M. Le Pen, Pierrette. L'affaire fit du bruit, le choc de certaines photos se mêlant au poids des gros mots. M. Marcellin est aujourd'hui en quête d'un éditeur pour publier sur le même sujet un autre ouvrage dont le titre serait *Le Pen revu et corrigé*. Car son sentiment sur le président du Front national a radicalement changé.

« Le Pen, jugé-il aujourd'hui, n'a qu'un seul don : celui de se mettre en avant. Il a la certitude d'être le premier en France », M. Marcellin affirme également que M. Le Pen est aujourd'hui à la tête d'une véritable PME familiale. Mais ce qui le rend « encore plus malade », c'est la façon dont le président du Front national s'est « converti » à Jeanne d'Arc et à ses œuvres pour se vouloir aujourd'hui comme l'un des piliers majeurs de l'Eglise. « C'est moi le responsable », raconte-t-il. Mais je veux aujourd'hui qu'on sache que cette conversion de Le Pen est purement électorale. C'est moi qui, au printemps de 1984, ai convaincu Le Pen de faire revenir le

nom de Dieu dans le discours politique. J'avais été frappé, au cours des manifestations de l'époque pour la défense de l'école libre, de voir les évêques ne jamais invoquer le nom de Dieu. Un soir, en présence de Jean-Pierre Stirbois, j'ai tenté de convaincre Le Pen d'en parler dans ses discours. Quelques jours plus

l'instant. Dès qu'il y a sept ou huit personnes autour de lui, il a besoin de briller. La seule chose dont il ne voudra jamais se priver, c'est de l'admiration de ses militants. »

Mais ces neuf mois auront été politiquement fatals pour M. Chauvierre, retourné aujourd'hui dans le



hard et à ma grande surprise, au cours de son premier discours à la Mutualité pour sa campagne électorale, il prononça les huit lignes que je lui avais à tout hasard préparées. Ce fut l'ovation. C'était gagné. Mais, trop, c'était trop !

Bien qu'il se soit fait traiter par M. Le Pen de « Judas majoritairement », M. Bruno Chauvierre n'a guère, lui, eu le loisir de fréquenter les églises avec le président du Front national. Transfuge du RPR, ancien adversaire de M. Pierre Mauroy à la mairie de Lille, il fut le premier député à quitter, dès mai 1986, le groupe d'extrême droite, après le refus de ce groupe d'accorder son vote de confiance au gouvernement Chirac. En neuf mois, il avait tout compris. « J'ai tout de suite saisi que le seul problème de Le Pen était alors de casser du gaullisme et qu'il n'avait en revanche aucun projet politique. Il n'y a chez lui qu'une jouissance de

privé. « Pour le FN, concède-t-il, je suis un salaud. Pour les socialistes, un fasciste et pour le RPR, je suis le diable. » « Je sais, ajoute-t-il, que je n'aurais jamais dû y aller, mais je préfère ne plus faire de politique plutôt que d'en faire avec ce type. » M. Chauvierre voudrait tout oublier, mais les perpétuelles menaces contre sa famille l'empêchent encore, six ans après, de trouver le parfait repos.

Deux mois après lui, M. Yvon Briant, qui n'était qu'appareillé au groupe du FN, se réfugia à son tour sur les bancs des non-inscrits du Palais Bourbon. « Le Pen, se souvient-il de ses proches, ne voulait pas l'exclure. Mêmes origines populaires, même goût pour l'armée : il voyait en lui le fils qu'il voulait. » Le jeune député du CNI ne le dément pas. Peu d'états d'âme chez lui : « Moi j'étais sincère, observe-t-il. Je pensais vraiment que l'alliance des droites natio-

nale et libérale pouvait vraiment servir d'aiguillon. Mais j'ai bien été obligé de constater que la logique du Front national et de Le Pen, c'est : vous êtes avec moi ou contre moi et si vous êtes contre moi, je ne vous connais pas le droit d'exister. Quand on a trois sous de jugeote, on ne peut s'y soumettre. »

D'autres se seront soumis à cette logique plus longtemps. MM. François Bachelot, Pascal Arrighi, M<sup>me</sup> Yann Piat sont encore trop à vif. Tous trois sont partis après le jeu de mots de M. Le Pen, « Dursfour crématoire ». Député du Front national pendant deux ans, chargé avec M. Bruno Mégret de la direction de la campagne présidentielle de M. Le Pen en 1988, promoteur d'une campagne politique contre le sida, le docteur François Bachelot, aujourd'hui chef de clinique à La Garenne-Colombes, a été longtemps au cœur du dispositif de l'extrême droite.

« Ce jeu de mots fut pour moi la goutte d'eau qui a fait déborder le vase, juge-t-il maintenant. Sur l'histoire du détail, j'avais considéré que Le Pen s'était fait piéger comme un étudiant. Mais j'ai compris ensuite qu'il n'y avait plus dans ce parti de sujets tabous, que la thèse du révisionnisme était un sujet permanent de discussions. J'en ai eu la dernière confirmation quand, convoqué devant un conseil de discipline pour mon exclusion, Jean-Marie Le Pen m'a rappelé que le Front national était là pour prendre une revanche contre l'anti-France, les juifs et les francs-maçons. Je ne comprenais plus rien, moi qui, avec mon collègue Pierre Descaves, avais discrètement été chargé en juin 1987 d'une mission de confiance auprès de la Knesset, pour préparer une visite de Le Pen à Jérusalem. Comme pour Jeanne d'Arc, je me suis aperçu que cela faisait aussi partie d'une stratégie électorale bien élaborée. En réalité, Le Pen et ses amis veulent faire payer aux juifs leur mise à l'écart de la scène politique française depuis 1945. »

Après l'élection présidentielle de 1988, explique encore M. Bachelot, j'étais de ceux qui ont tenté de persuader Le Pen de changer de ton, de montrer ses capacités à gouverner. « Au contraire, nous rétorquait-il, il faut être de plus en plus dur et taper de plus en plus fort sur les

immigrants ! » Ainsi il m'a fallu plus de deux ans pour comprendre la grande astuce, la grande escroquerie de Le Pen qui consiste à gonfler le plus possible ses troupes sans jamais dire où il veut les emmener. »

Dans sa retraite de Toulon, M. Pascal Arrighi voudrait bien aussi tirer un trait. Mais pour cet ancien résistant, ce conseiller d'Etat, cet ancien député UNR du début de la V<sup>e</sup> République, les plaies sont encore trop à vif. Comme son ami Olivier d'Ormesson, M. Arrighi pense que le président du Front national s'est enfoncé délibérément « dans une stratégie du bunker » : « Il hurle que personne ne veut s'entendre avec lui, mais il fait tout pour réunir toutes les conditions pour que personne ne puisse s'entendre avec lui. »

Quand M. Arrighi commençait à avoir quelque succès sur Marseille, M. Le Pen ne l'a plus supporté : « Son seul souci est de ne jamais s'entourer de types qui peuvent lui faire de l'ombre. » De toute façon, les discours de M. Le Pen et des siens lui étaient devenus insupportables. « Juste après l'affaire du détail, Charles Pasqua qui était alors ministre de l'Intérieur, se souvenait-il, m'avait approché afin que je tâte le groupe pour le vote d'un texte condamnant tous ceux défendant les thèses révisionnistes. Le Pen et Stirbois ne m'ont jamais donné un début de réponse. Son grand tort, comme il dit, est d'avoir cru que Jean-Marie Le Pen pouvait changer. »

## « La France sera contrainte... »

M<sup>me</sup> Yann Piat, elle, l'a-t-elle cru ? Elle le connaissait trop bien. A moins que ce ne soit elle qui ait changé. Député FN du Var, exclu en octobre 1988, ayant rejoint depuis le Parti républicain, elle a les mots les plus durs pour décrire le comportement de M. Le Pen : « Sa vie n'a été faite que de revanche, explique-t-elle. Le Pen ne sera jamais respectable. »

« Une personne de qualité ne peut pas rester », approuve l'ancien député FN du Bas-Rhin, M. Robert Spieker. A la tête aujourd'hui de l'association Alsace d'abord, M. Spieker a quitté les léninistes en septembre 1989, avec une grande partie de sa fédération, pour des motifs peu politiques : M. Le Pen tentait en effet à chaque élection d'imposer la même personne, M<sup>me</sup> Marie-France Daulard. « Il adore », dit M. Spieker, vivre dans la zizanie, les complots, et tenir ses proches dans la plus grande soumission. Il ne juge les autres qu'en fonction de la vénération qu'ils lui portent. Personne n'ose le contredire, d'autant moins qu'il tient tout le monde par l'argent. »

Devenus les spectateurs d'une histoire qu'ils auront peu ou prou contribué à monter, tous ces repentis, naturellement, s'interrogent sur demain. Comme pour mieux se faire pardonner, ils voudraient se rassurer. M. Arrighi se dit convaincu que M. Le Pen ne parviendra pas, cette fois, à regagner les cinq cents signatures d'élus nécessaires pour la présentation de sa candidature à la prochaine élection présidentielle.

Mais il est bien le seul à se risquer à un tel pari. Le docteur Bachelot croit à un autre remède : « Nous sommes dans la même situation qu'avec le programme commun : la France sera contrainte de passer par l'expérimentation des thèses folles du Front national pour qu'elle soit à tout jamais rejetée dans les poubelles de l'histoire. »

Leurs anciens amis préfèrent ne pas songer au spectacle qu'offrirait un retour du Front national au Palais Bourbon. Changer le mode de scrutin pour les prochaines législatives sent, selon eux, la pire des erreurs. « Le risque est trop grand », soutient M<sup>me</sup> Piat. Un groupe à l'Assemblée nationale, entend-on encore, c'est la garantie pour M. Le Pen d'une tribune officielle à la télévision pour la prochaine campagne présidentielle et des subventions d'Etat au prorata du nombre de ses députés. M<sup>me</sup> Bernard, elle, n'a pas de réponse : « Plus le temps passe, dit-elle simplement, plus le danger est grand ! Mais je me demande encore si les Français, à la dernière minute, iront jusqu'au bout... »

D. C.

Prochain article : Les auxiliaires du révérend Moon

## Un entretien avec M. Olivier d'Ormesson

« J'ai eu la révélation que, pour Le Pen, le pardon à Hitler était nécessaire » nous déclare l'ancien député européen

Maire d'Ormesson (Val-de-Marne) depuis 1947, ancien député CNIP de Seine-et-Oise (1958-1962), parlementaire européen pendant dix ans (1979-1989) — élu d'abord sur la liste de M<sup>me</sup> Veil puis sur celle du Front national — M. Olivier d'Ormesson a rejoint le mouvement léniniste en 1984.

Chargé par M. Le Pen de présider la commission des affaires internationales de ce parti, présenté à l'époque comme l'un des principaux chefs de file des « modérés » du Front national, représentant le courant des chrétiens traditionnalistes, M. d'Ormesson a quitté le bureau politique du parti et renoncé à la présidence du comité national de soutien à la candidature présidentielle de M. Le Pen le 26 octobre 1987, un mois après l'affaire du « détail ». Dans un entretien accordé au Monde (28 octobre 1987), il avait alors reproché à M. Le Pen de n'avoir pas voulu reconnaître publiquement « son erreur ».

Plus de quatre ans après, M. d'Ormesson nous explique la véritable raison de son départ.

« Lorsque, au « Grand Jury RTL-Le Monde » du 13 septembre 1987, M. Le Pen explique que l'existence des chambres à gaz n'est qu'une simple « question de détail », dès le lendemain le Front national reprochera à la presse de faire les gros titres sur ce qui n'était à l'entendre qu'un petit dérapage verbal. Beaucoup dans ce parti soutiendront encore que ce n'était qu'une bavure. Vous-même, vous avez justifié alors votre départ par le refus d'une radicalisation d'une poli-

tique qui comporte un risque pour le destin de la France. Que voulez-vous dire ?

— En mon âme et conscience, j'affirme que ce n'était pas une bavure. Il est vrai que ses amis ont expliqué alors que « d'étant senti provoqué, Jean-Marie Le Pen n'avait fait que répondre par une autre provocation. Mais, pour moi, le fond des choses est de savoir si on accepte la théorie du « révisionnisme » ou si on la refuse. Personnellement, je l'ai toujours rejetée parce que je crois, hélas ! que les chambres à gaz ont existé et qu'elles entachent d'une façon indélébile l'histoire de l'Allemagne nazie. Je ne pouvais pas rester dans ce mouvement où cette thèse était acceptée.

## « Chassez le naturel... »

— Vous avez donc eu l'occasion de vérifier par vous-même que Jean-Marie Le Pen ne contestait pas les thèses révisionnistes ?

— Je suis affirmatif. Il me l'a dit, au cours d'une explication que nous avons eue, le lendemain même de cette affaire du détail, dans son bureau de président de groupe au Parlement de Strasbourg. Certes, il était soucieux alors de savoir comment se passait l'émission qu'il avait soulevée dans le pays. Mais il m'a tout de suite affirmé qu'il n'était pas question qu'il demande pardon. J'ai compris surtout que le moment était venu pour lui de tourner une page, pour faire face à une seule menace, celle de l'Union soviétique. J'ai eu la révélation brutale que, pour lui, les chambres à gaz n'avaient jamais existé et que le pardon à Hitler était nécessaire. Ce fut pour moi un choc d'autant plus cruel que j'avais pour l'homme une très grande considération et beau-

coup d'amitié. Mais, ayant vécu la guerre dans mon coin de banlieue rouge, appartenant à une école de pensée, dans ma propre conscience, je n'ai jamais voulu, ni de près ni de loin, avoir affaire, c'était clair, avec tout ce qui touche au nazisme.

— Cette négation de l'existence des chambres à gaz par M. Le Pen était un refus argumenté ou une affirmation nette et donc indiscutable ?

— Nous étions alors en 1987 avec tous nos interrogations sur l'avenir des relations avec le monde communiste. Nous étions de ceux qui soutenaient la thèse que l'Union soviétique avait plus de cinquante millions de cadavres sur les bras et que par conséquent il n'y avait pas de cadeau à lui faire. Se répandait alors au Front national le sentiment que la bous, les horreurs, les crimes de la dernière guerre devaient être effacés. Mais parce qu'on lutte contre le communisme sous tous ses aspects, faut-il pour autant pardonner aux nazis ? C'est cela le fond du problème : peut-on refaire une histoire où l'on mette Staline d'un côté et Hitler de l'autre, en disant : Eh bien ! Hitler, c'était tout de même mieux ? C'est cela le problème de Jean-Marie Le Pen et c'est cela le problème de son entourage.

— Comment expliquez-vous qu'il vous ait fallu plus de deux ans pour ouvrir les yeux sur cette réalité ?

— Nous n'en parlions pas. Mes positions étaient connues. Lorsque j'ai retrouvé Jean-Marie Le Pen, je lui ai dit : Tu sais, j'ai appartenu au Front national avant toi (1). Ma femme et moi avons été sollicités d'y adhérer dès la fin de 1942. Nous étions dans un département entièrement communiste où il n'y avait pas d'autres mouvements de résistance que celui-là. Jean-Marie Le Pen n'y a jamais vu d'objection. Au contraire, il m'a expliqué à l'époque qu'il s'était inspiré de la flamme de cette carte de résistant pour celle de son parti... Les

choses se sont révélées à moi peu à peu. Quand je suis arrivé, Jean-Marie Le Pen cherchait de toute évidence à se confectionner une autre image. Avec Pascal Arrighi, Michel de Camaret, nous contribuions, en quelque sorte, à le désenclaver. Je pense qu'il envisageait alors une autre démarche. Mais l'affaire du détail confirme que « Chassez le naturel, il revient au galop ».

— Le président du Front national faisait-il souvent référence à l'histoire nazie ?

— Mon sentiment est que M. Le Pen a une attirance pour la manière dont Hitler a subjugué les foules pour arriver au pouvoir. Ses meetings, d'ailleurs, sont toujours très orientés vers le culte du chef. Leur mise en scène est très proche des meetings nationaux-socialistes. Il sait emballer les foules. Il sait trouver les mots qui touchent le cœur des gens. C'est indéniable. Jean-Marie Le Pen est un homme qui aime se doper avec le succès que lui apporte une foule qui l'acclame. Un trait de caractère m'a profondément frappé chez lui : lorsqu'il a décidé de se présenter à la présidence de la République en 1988, du jour où il a fait sa déclaration publique à La Trinité, ce fut un autre homme, totalement isolé. J'ai alors parfaitement compris qu'il n'écouterait plus personne.

## « Une attirance pour les pouvoirs totalitaires »

— Sa démarche, l'année dernière, auprès de Saddam Hussein, au moment où vous paraissiez cohérents ?

— Un régime fort en Irak, un régime fort en Algérie, je vois dans ces positions de Jean-Marie Le Pen, qui vont tout à fait à l'encontre des miennes, la confirmation d'une attirance chez lui pour tous les pouvoirs totalitaires, pour des régimes

arabes forts, défendant leur patrie, lui permettant ainsi de justifier son propre discours, qu'il a abouti à se confectionner une autre image. Avec Pascal Arrighi, Michel de Camaret, nous contribuions, en quelque sorte, à le désenclaver. Je pense qu'il envisageait alors une autre démarche. Mais l'affaire du détail confirme que « Chassez le naturel, il revient au galop ».

— Comment jugez-vous l'attitude actuelle de l'opposition à l'égard du Front national ?

— Je lui reproche de n'avoir jamais cherché à approfondir les choses. Quand j'ai démissionné, ses responsables ont estimé que j'avais fait une lourde erreur et qu'il était normal que j'en paye les conséquences. Ils ne sont pas allés plus loin. Sept-vingt-cinq aujourd'hui qu'il existe dans l'entourage de Jean-Marie Le Pen une véritable école nazie et que c'est pour cela que le Front national est dangereux ? Oui, parmi ses responsables, a jamais demandé à Jean-Marie Le Pen s'il était partisan ou non des thèses « révisionnistes » ? Cette question ne mériterait-elle pourtant pas d'être posée à un leader politique avant qu'il n'occupe des charges plus importantes ? Je ne suis pas sûr qu'il oserait renier tout en bloc.

— Quant à moi, je n'ai jamais regretté d'être parti. Jean-Marie Le Pen m'avait pourtant tout promis, y compris le Quai d'Orsay ! Mais j'aime mieux être maître de la commune qui porte le nom de ma famille et finir convenablement. »

Propos recueillis par DANIEL CARTON

(1) Cité en 1941 en zone nord, le mouvement de résistance Front national, inspiré par le Parti communiste français, milita autour de lui des résistants issus de milieux sociaux, professionnels et politiques très divers.

هناك من لا يعرف



## POLITIQUE

Maire de Rezé et député (PS) de Loire-Atlantique

### M. Jacques Floch, premier élu inculpé dans l'« affaire Trager »

M. Jacques Floch, maire de Rezé et député (PS) de Loire-Atlantique, a été inculpé, mercredi 5 février, de complicité d'abus de confiance par le juge Ivan Auriel, chargé d'instruire l'affaire Trager, touchant au financement du Parti socialiste dans l'Ouest. Maire de Rezé depuis 1978 et député depuis 1981, M. Floch, âgé de cinquante-quatre ans, est le premier élu inculpé dans cette affaire qui agite depuis près d'un an les milieux socialistes de la région. Il a été laissé en liberté.

L'affaire instruite par le juge Auriel débute en 1988. A l'époque, Rezé-Renaissance, un projet de résidence-services pour personnes âgées lancé par M. Floch, connaît des difficultés. Le maire décide alors de faire appel à un promoteur du Mans, M. Serge de Siney. Pour le montage financier, les deux hommes font appel à une filiale de la Caisse des dépôts et consignations, CLF-Immo, dont le président est Raymond Douyère, député (PS) de la Sarthe.

En juillet 1989, la SCI-Rezé-Renaissance (composée de Serge de Siney, du CLF-Immo et du Crédit industriel de l'Ouest) est mise sur pied. A la fin de la même année, CLF-Immo lui accorde une ligne de crédit de 10 millions de francs, destinée en principe à la réalisation de la résidence. Or, une partie importante de cette somme va disparaître mystérieusement après avoir transité par le compte d'une société que contrôle M. René Trager, un industriel nantais dont les liens personnels et d'affaires avec M. Floch sont notoirement. M. Trager, qui se trouve mêlé à une autre affaire politico-financière, est incarcéré à Nantes depuis mars 1991.

Dans l'« affaire SCI-Renaissance », il ne faudra pas attendre bien longtemps après l'octroi du crédit CLF-Immo pour que les

choses prennent une curieuse tournure. Selon le promoteur Serge de Siney, M. Trager fait bientôt son apparition et se pose en intermédiaire obligé de tout ce qui touche au chantier de Rezé. Il commence par réclamer une commission de 300 000 F pour les frais de permis de construire et, toujours selon M. de Siney, obtient que ce dernier verse 2,1 millions de francs sur le compte d'Ingésim, une société de gestion immobilière domiciliée à Montigny-Lès-Metz (Moselle), et dont le gérant n'est autre que... M. Marcel Trager, le frère de l'industriel nantais.

Cette somme, qui semble avoir été empruntée des circuits mystérieux et compliqués, en France et à l'étranger, ne serait pas la seule détournée dans cette affaire. Des sources proches de l'instruction laissent entendre que, sur les 10 millions de francs mis à la disposition de M. de Siney par le CLF-Immo pour la réalisation de la résidence-services de Rezé, plus de 6 millions auraient été utilisés à des fins n'ayant rien à voir avec ce chantier. En avril 1990, ces détournements finissent par attirer l'attention du CLF-Immo qui, après enquête, dépose une plainte contre X... M. Jacques Floch fait de même en sa qualité de président de la Société d'économie mixte (SEM) de Rezé. Quant à M. de Siney, il sera bientôt contraint au dépôt de bilan.

#### Système de défense

Où sont allées les sommes disparues ? A qui ont-elles profité ? A M. Trager et de Siney, deux élus inculpés d'escroquerie et d'abus de confiance dans ce dossier ? A d'autres ? Ou, comme on l'a beaucoup laissé entendre - et notamment M. Trager, depuis sa cellule, - à des caisses noires utilisées par des personnalités du Parti socialiste ? M. Floch a toujours protesté de son innocence, faisant notamment valoir qu'il s'était rapidement porté partie civile. Mais ses liens étroits avec M. René Trager, ainsi que le rôle joué par ce

dernier, non seulement dans le scandale de la SCI-Renaissance mais aussi dans l'autre affaire politico-financière où il tient la vedette, mettaient depuis longtemps le député-maire dans une position délicate.

C'est d'abord M. de Siney qui se confesse au juge Auriel, en juillet 1991. Il charge ses partenaires, MM. Trager et Floch, et politise l'affaire. C'est à la demande de la SEM de Rezé, dont M. Floch est le président, que le chèque aurait été viré à Ingésim, affirme le promoteur. Selon lui, M. Trager jouait le rôle de trésorier occulte pour M. Floch dans l'affaire de Rezé. Bref, les deux hommes seraient complices. M. de Siney affirme également que les protagonistes de l'affaire SCI-Rezé-Renaissance, dont il fait évidemment partie, avaient envisagé, à l'initiative de M. Trager, de développer en France, dans certaines municipalités socialistes, un véritable réseau de résidences-services du troisième âge.

L'idée avait fait son chemin. D'une part, des contacts avaient été pris en Suisse avec des investisseurs potentiels par MM. de Siney et Trager ; d'autre part, elle avait donné lieu en France à une concertation suivie entre MM. Trager, Floch et Michel Maurice, directeur du cabinet de M<sup>me</sup> Georgina Dufour quand elle était ministre des affaires sociales. Le chèque qui est au cœur de l'affaire aurait été utilisé dans ce contexte pour mettre sur pied une société financière au Luxembourg. Un mois plus tard, en août 1991, c'est M. Trager qui se confie au juge Auriel. Et qui implique nombre de socialistes de la région. Il ne s'agit pas d'un document de l'affaire de Rezé, mais de l'exposé d'un système de financement occulte, commissions et fausses factures, dans lequel il aurait joué le rôle d'intermédiaire.

Authentiques révélations ou système de défense ? En septembre 1991, le juge Auriel décidait d'inculper M. Maurice, ex-bras droit de Georgina Dufour, pour recel et abus de confiance. Peu après, le 13 septembre, l'im-

brologie politico-financière tournait à la tragédie. Maire de Saint-Sébastien-sur-Loire, Yves Laurent, également suppléant de M. Floch, et chargé de mission au cabinet du ministre de la ville, M. Michel Delebarre, se donnait la mort. Le nom du jeune maire avait été avancé, après la « confession-accusation » de l'homme d'affaires nantais, comme l'un des bénéficiaires des largesses de M. Trager.

En octobre, la justice laissait entendre que M. Floch, placé dans une position difficile par les accusations de M. de Siney, pourrait bien être le prochain inculpé. Le maire de Rezé, très touché par le suicide d'Yves Laurent, faisait alors front. Il démentait avoir mandaté Trager dans l'affaire de la SCI-Renaissance, affirmant que toute l'affaire se résumait à une escroquerie immobilière et qu'elle n'avait aucun prolongement politique. En décembre dernier, M. Floch était d'ailleurs sorti apparemment « blanchi » du bureau du juge d'instruction à l'issue d'une confrontation marathon avec MM. de Siney et Trager. Il déclarait alors : « Le juge a tout fait pour m'inculper. Les événements ne l'ont pas permis ».

Depuis hier, les événements n'ont pas donné raison au maire de Rezé. Le conseil de M. Floch, M. Jean-Pierre Mignard, avocat au barreau de Paris, s'étonne de la décision du juge : « Il n'existe aujourd'hui dans ce dossier aucun élément susceptible de constituer une quelconque complicité de Jacques Floch », il s'élève, par ailleurs, contre « la violation systématique du secret de l'instruction, jamais respecté ni sauvegardé par quiconque dans cette affaire ». « L'opinion publique a été prise à témoin de manière partielle ou partielle », ajoute M. Mignard. Il importe de l'informer complètement en lui fournissant à l'avance tous les éléments du dossier. Un dossier qui, à l'évidence, n'a pas fini de parler.

ROLAND-PIERRE PARINGAUX

La préparation des élections régionales

### La Réunion : M. Auguste Legros veut conduire sa propre liste

SAINT-DENIS-DE-LA RÉUNION

de notre correspondant

M. Auguste Legros, député non-inscrit, ancien maire RPR de Saint-Denis et ancien président du conseil général, conduit sa propre liste aux prochaines élections régionales. Au terme de plusieurs semaines de discussions vives avec les autres principaux dirigeants de l'opposition à la Réunion, il a refusé de rejoindre la liste d'union de la droite qui sera vraisemblablement conduite par M. Pierre Lagourgue (barriste, président sortant du conseil régional) et appuyée notamment par MM. Jean-Paul Virapoulé (député et maire UDC de Saint-André), André Thien Ah Koon (député non-inscrit, maire du Tampon) et M. Eric Boyer (divers droite, président du conseil général).

En échange de son soutien total à cette liste, M. Legros revendiquait une meilleure place pour son suppléant réuni en vingt-sixième position.

Au cours d'une conférence de presse au début de cette semaine, l'ancien maire de Saint-Denis a dénoncé « les magouilles » qui

auraient marqué, selon lui, la constitution de la liste d'union de la droite. « Il faut moraliser la vie politique, les magouilles ne doivent plus être banalisées », a indiqué M. Legros. Le député de Saint-Denis a violemment critiqué M. Lagourgue, qu'il a accusé d'avoir imposé son « élitisme » à l'ensemble de la droite locale. Il s'est également pris à MM. Virapoulé et Thien-Ah-Koon, coupables à ses yeux d'avoir « trafiqué » avec la gauche, notamment après leur refus de voter la censure contre le gouvernement de M. Michel Rocard.

La tentative de M. Legros de prendre à contre-pied la liste d'union de la droite trouve toutefois ses limites dans l'audience même du député de Saint-Denis à l'échelon départemental. S'il conserve une image plutôt positive dans le chef-lieu, en revanche M. Legros n'a pas réussi à rallier à sa cause les maires « départementalistes » qui font bloc derrière la liste d'union de la droite. A la Réunion, le poids des maires dans les batailles électorales est déterminant.

ALIX DJOUX

#### EN BREF

■ Selon la SOFRES, les listes socialistes seraient largement distancées aux régionales. - Selon un sondage de la SOFRES publié dans le *Nouvel Observateur* du 6 février, les listes du Parti socialiste aux élections régionales recueilleraient 20 % des voix et seraient largement distancées par celles du RPR et de l'UDF qui totaliseraient 35 % des suffrages. Toujours selon ce sondage, effectué avant l'affaire Habache, du 21 au 23 janvier, auprès de 1 000 personnes réparties dans 78 départements métropolitains, les listes du Front national recueilleraient 14 % des voix. Les deux listes écologistes (les Verts et Génération écologie) totaliseraient 16 % des voix (9 % pour les amis de M. Antoine Waechter et 7 % pour le mouvement de M. Brice Lalonde), alors que le PCF obtiendrait 7 % des suffrages.

■ M. Estrosi (RPR) porte plainte contre M. Tapie et M. Schwartzberg. - M. Christian Estrosi, député (RPR) des Alpes-Maritimes, candidat aux élections régionales sur la liste de l'UPF, a annoncé, mardi 4 février, qu'il déposait une plainte contre M. Bernard Tapie, chef de file de la majorité présidentielle, et Léon Schwartzberg, tête de liste dans les Alpes-Maritimes, en raison de la publication, dans le quotidien *Nice-Matin* du 30 janvier, d'un encart publicitaire annonçant un meeting animé par M. Tapie et M. Schwartzberg, le même jour, au théâtre de verdure de Nice, alors que la loi du 15 janvier 1990 prohibe l'affichage et la « publicité commerciale (...) pendant les trois mois précédant la pre-

mière jour du mois d'une élection jusqu'à la date du jour du scrutin où celle-ci est acquise ». (Corresp.)

■ M. Yamagane : non à la dissolution du Front national. - M. Kofi Yamagane, secrétaire d'Etat aux affaires sociales et à l'intégration, a notamment déclaré, mardi 4 février, à Grenoble, où il participait à un déjeuner-débat : « Nous sommes dans un Etat de droit. En démocratie, personne n'est au-dessus des lois. Le Front national n'a pas inscrit dans ses statuts qu'il était raciste, donc c'est un parti politique. En tout cas sur le papier, on ne peut pas le dissoudre, on n'en a pas le droit. Je dis qu'il faut combattre le Front national sur son propre terrain en expliquant, notamment, que les cinquante mesures qu'il a proposées pour lutter contre l'immigration sont toutes des mesures antifrancophones ».

■ Une salle refusée au Front national dans le Doubs. - La municipalité de Belfort, près de Montbéliard (Doubs), a décidé de ne pas louer sa salle communale au Front national, qui voulait y organiser, mercredi 12 février, une réunion publique animée par M. Bruno Mégret, le maire. M. Jean Roffort (divers d.), a justifié la décision de son conseil municipal en expliquant qu'une telle réunion risquait d'entraîner des troubles de l'ordre public. Le Front national a exprimé l'intention de saisir le tribunal administratif. « L'attitude de la municipalité de Belfort est une atteinte grave aux droits de réunion et d'expression », a déclaré M. André Jacquot, responsable départemental du Front national.

Nouveau conflit social en Polynésie

### Le port de Papeete paralysé par des grévistes

PAPEETE

de notre correspondant

La Polynésie française subit un nouveau conflit social : le port de Papeete est paralysé, depuis le lundi 3 février, par les marins et autres gens de mer qui se sont emparés d'une dizaine d'embarcations et les ont amarrées les unes aux autres pour bloquer la rade et empêcher la circulation maritime civile et militaire.

Cette manifestation de mécontentement marque le durcissement d'un mouvement de grève déclenché le 2 décembre par le personnel navigant et les agents du port autonome qui réclament notamment aux armateurs un nouveau statut, une extension de la durée cumulée de leurs congés et une réévaluation de leurs primes de panier. Il n'en est plus aucun bateau, à l'exception des embarcations de pêche les plus légères.

Ce regain de tension survient au moment où le nouveau haut-commissaire de la République, M. Michel Jau, ancien conseiller technique à la présidence de la République, vient d'arriver à Tahiti pour prendre ses fonctions.

■ M. Gentile est nommé directeur du cabinet de M. Emmanuelli. - M. Jean-Louis Gentile a été nommé, lundi 3 février, directeur du cabinet de M. Henri Emmanuelli, président de l'Assemblée nationale.

[Né le 28 septembre 1938 à Cognac (Charente), M. Gentile, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et docteur en histoire, a été administrateur à l'Assemblée nationale à partir de 1966, puis conseiller technique au cabinet de M. Louis Mermaz, président de l'Assemblée nationale de janvier 1983 à avril 1986. Directeur du cabinet du ministre chargé des relations avec le Parlement, M. Jean Poperen, de mai 1988 à décembre 1990, M. Gentile était, depuis mai 1991, chargé de mission auprès du ministre des affaires sociales et de l'intégration, M. Jean-Louis Bianco.]

DEMANDE NOTRE SUPPLÉMENT  
Le Monde SANS VISA

### Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, mercredi 5 février, au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme des délibérations le communiqué suivant a été diffusé.

#### ● Thomson CEA Industrie

- Le premier ministre a présenté au conseil des ministres un décret modifiant le décret du 21 décembre 1983 relatif à la société des participations du Commissariat à l'énergie atomique.

La création du groupe Thomson CEA Industrie, grand pôle technologique civil constitué à partir de Thomson et de CEA Industrie, a été approuvée par le conseil des ministres du 18 décembre 1991.

Il est nécessaire à cette fin de

supprimer le cumul des fonctions d'administrateur général du Commissariat à l'énergie atomique et de président du conseil d'administration de CEA Industrie. Le président du conseil d'administration de CEA Industrie sera nommé selon le droit commun des entreprises publiques.

(Lire également page 16.)

#### ● Prévention des licenciements et aide au reclassement

(Lire page 16.)

#### ● Commerce extérieur

(Le Monde du 25 janvier.)

- Sur proposition du ministre de l'intérieur, le conseil des ministres a prononcé la dissolution des conseils municipaux des communes de Ranspach-le-Haut (Haut-Rhin) et Saulzelles (Indre).

### Mouvement préfectoral

Le conseil des ministres a décidé, mercredi 5 février, sur proposition de M. Philippe Marchand, ministre de l'intérieur, le mouvement préfectoral suivant :

#### HAUTE-GARONNE : M. Yvon Olivier

M. Yvon Olivier, préfet des Alpes-Maritimes, est nommé préfet de la région Midi-Pyrénées, préfet de la Haute-Garonne, en remplacement de M. Jean-Marie Coussourou, nommé le 22 janvier directeur de l'ENA.

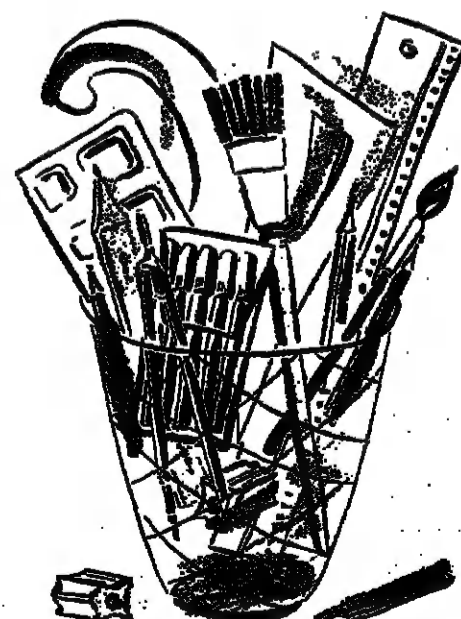
[Né le 26 août 1943, à Breu, administrateur civil au ministère de l'économie et des finances, affecté à la direction générale des impôts (ENA, 1968), M. Yvon Olivier avait été nommé, en 1980, sous-directeur du ministère de l'économie et des finances, puis en 1981, conseiller technique auprès du ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Avant de devenir trésorier-payeur général du Doubs, il était préfet, commissaire de la République de la Haute-Loire et depuis le 31 décembre 1988, préfet des Alpes-Maritimes.]

#### CORSE : M. Roger Gros

M. Roger Gros, préfet des Côtes-d'Armor, est nommé préfet de la région Corse, préfet de la Corse.

MICHEL YENGKOW

Les fabricants de stylos, gommes, règles, ciseaux, colle, perroquets, pinceaux, aquarelles, crayons de couleurs, agrafeuses, cutters et compas ont le regret de vous annoncer la naissance de...



كندا لايف



## JUSTICE

A la cour d'assises du Gard

## La famille Tangorre serre les rangs

L'avocat général, Pierre Cazez, a annoncé, mercredi 5 février, qu'il demanderait « peut-être » vingt ans de réclusion criminelle contre Luc Tangorre. Celui-ci comparait depuis le lundi 3 février devant la cour d'assises du Gard pour répondre du viol de deux jeunes Américaines, commis, à proximité de Nîmes, le 23 mai 1988. Une telle annonce, avant le réquisitoire, est particulièrement rare.

NIMES

de notre envoyé spécial

Depuis trois jours, Joseph Tangorre, soixante-cinq ans, arpente les couloirs du palais de justice de Nîmes au bras de son épouse. Petit homme rond aux cheveux blancs, il est enfilé à la barre, face à son fils. D'habitude, avec l'accent de Raimu, il se lance dans une plaisanterie où il raconte par le menu ses contacts avec le juge d'instruction et avec les gendarmes. Il est formel lorsqu'il assène d'une voix forte : « Le soir des viols, Luc a dormi à la maison ! Je vous jure que c'est vrai ! Il n'a pas bougé de la maison ». M. Tangorre a la rage de convaincre et répète inlassablement : « Je ne suis pas menteur ».

Sa conviction n'a pas entamé les remarques du président qui lui rappelle les lourdes charges pesant contre son fils, les descriptions précises de la voiture et de l'agresseur faites par les deux jeunes Américaines. « Cela m'a paru bizarre de voir tant de précision », répond M. Tangorre, qui s'empare, « Je suis contre le viol, avec force. Mais je suis contre l'erreur judiciaire. Il doute de la réalité des faits ou, à tout le moins, il affirme : « C'est

filles n'ont pas été violées par mon fils ».

Enfin, le président livre le témoin au représentant de l'accusation. Était-il indispensable que l'avocat général interroge aussi longuement M. Joseph Tangorre ? « Je ne m'acharne pas sur le témoin, c'est utile de préciser le magistrat. J'ai compris l'attachement viscéral de ce père pour son fils. Mais je vous dis que qu'un certain nombre de choses soient dites. » Et, pour discréditer ce témoignage, l'avocat général se sert d'une déposition du père, recueillie dans le procès de mai 1985 devant la cour d'assises des Bouches-du-Rhône, qui avait condamné Tangorre à quinze ans de réclusion criminelle pour une série de viols commis dans la région de Marseille.

« Pourquoi cet acharnement ? »

Depuis plus de deux heures, cet homme en pardessus se bat pour son fils, et maintenant il sanglote : « Luc est innocent. L'avenir le prouvera ! » Il va s'asseoir pour écouter son épouse. Une déposition brève, claire et catégorique : « Je viens vous dire que mon fils ne pouvait pas être à Nîmes puisqu'il était avec nous, à Marseille. » Sur les charges que le président lui énumère, Marie Tangorre n'a pas d'explication et n'en cherche pas. « Je ne suis pas sûr. Je ne comprends pas. Ce n'est pas possible », murmure la mère. Et après un silence, elle crie : « Pourquoi on le garde, mon fils ? »

Gabrielle, l'amie fidèle, a téléphoné à Luc. Quand ? Elle n'en est plus sûre. Ce n'était pas le dimanche, ni le mardi, ni le mercredi, car Tangorre n'était pas chez lui. Ça ne peut donc être que le lundi 23 mai 1988, jour des viols.

Gabrielle est certaine. Elle a téléphoné. Cette jeune femme fluette s'exprime calmement et, avec une douceur étonnante, elle glisse au président, séduit par tant de sérénité : « Si je puis me permettre, avec tout le respect que je vous dois, la justice est mal faite. Pourquoi cet acharnement sur Luc Tangorre, s'il vous plaît ? »

Une fois de plus le magistrat fait le tableau des éléments à charge et lui demande son avis. « Je ne peux pas le croire, dit-elle. Il a l'étiquette du violeur. Mais, lorsque vous connaissez Luc comme je l'ai connu, on ne le voit pas de la même façon. Le président admet l'objection et lui désigne donc les deux jeunes Américaines assises derrière elle. Et Gabrielle entame un dialogue avec les victimes qui se poursuivra après la suspension de l'audience. L'interprète traduit mais, au-delà de la langue, les trois femmes semblent se comprendre.

Au cours de ce témoignage, le visage de Tangorre a changé. Pour la première fois, l'accusé est sorti de son dossier, de sa procédure, de sa rigidité, l'espace d'un instant, pour laisser apparaître un homme aux accents affectueux. S'agit-il d'un autre Tangorre que celui reconnu par les victimes ? La défense elle-même s'est posée la question et M. Vidal-Naquet a demandé à la cour qu'elle ordonne un complément d'information avec la désignation d'un expert-psychiatre de « renommée internationale », qui serait chargé de dire si, « dans l'état actuel de la science », un dédoublement de la personnalité est possible. Et l'avocat soulignait : « Il est absolument nécessaire de savoir qui est Luc Tangorre. »

MAURICE PEYROT

Visant un haut fonctionnaire du ministère de l'intérieur

La plainte de la famille de M. Diouri sera instruite à Paris

Le 23 juin 1991, alors que M. Abdelmoumene Diouri, l'opposant marocain expulsé en urgence absolue le 20 juin, était encore au Gabon, sa femme et ses enfants avaient déposé une plainte avec constitution de partie civile contre le directeur des libertés publiques et des affaires juridiques du ministère de l'intérieur, M. Jean-Marc Sauvé et « tous autres ». Cette plainte, qui vise l'attentat à la liberté individuelle, l'attentat à la Constitution commis par un fonctionnaire public, l'arrestation illégale et la séquestration arbitraire, a trouvé un premier aboutissement mercredi 5 février : la chambre criminelle de la Cour de cassation, saisie par le procureur de la République, puisque M. Sauvé, qui est « susceptible d'être inculqué », est maître des requêtes au Conseil d'Etat, a désigné la juridiction d'instruction de la plainte et transmis le dossier au doyen des juges d'instruction de Paris, qui le transmettra lui-même à l'un des magistrats instructeurs parisiens.

Rappelant les circonstances de l'expulsion de l'opposant marocain, la plainte de la famille de M. Diouri dénonce « des actes arbitraires et attentatoires à la liberté individuelle de M. Diouri et à la Constitution ». « Ces faits [expulsion] ont été perpétrés par des agents et préposés du gouvernement ayant manifestement méconnu les limites des pouvoirs dont ils étaient titulaires », précise le texte.

D'après son dossier médical, publié par « l'Express »

M. Georges Habache a été victime d'un accident vasculaire cérébral

Dans son édition du 6 février, l'hebdomadaire l'Express publie le fac-similé du rapport médical de M. Georges Habache, établi le 29 janvier 1992 par le professeur A. Ben Hamida, cardiologue à la clinique Taoufik de Tunis. Etabli au nom d'Oussama Ennabli, ce document confirme que le leader palestinien est malade. Déjà victime en 1972 d'un infarctus du myocarde, M. Habache avait eu, en 1981, une hémorragie cérébrale temporaire gauche, qui avait nécessité une intervention chirurgicale en urgence. Les suites de cette intervention furent marquées par l'apparition d'une hémiplegie droite avec aphasie.

Au cours des dix années qui ont suivi, ce tableau clinique s'est amélioré, jusqu'à ce que M. Habache soit de nouveau hospitalisé en urgence, le 27 janvier 1992, à la clinique Taoufik, « dans un état d'obnubilation avec coma stade 1, poussée tensionnelle à 25/12, avec déficit neurologique net à droite ». La mise sous traitement hypotenseur a permis de ramener la tension artérielle à 12/8. Un scanner a montré des anomalies sans doute en rapport avec la lésion cérébrale ancienne.

« Devant l'absence d'amélioration rapide », écrit le 29 janvier le professeur Ben Hamida, et pour ne pas passer à côté d'une lésion pouvant relever d'un acte chirurgical, le recours à des examens plus spécialisés tels que la RAN (résonance magnétique nucléaire) nous a poussés à demander le transfert en urgence à l'étranger, dans un centre spécialisé et dans un avion sanitaire, pour parer à toute éventualité. »

Même s'il est permis de s'interroger sur l'opportunité de son transfert en urgence à Paris, M. Habache — du moins si l'on s'en tient à ce qui figure dans son dossier médical — était donc bien malade. On remarquera également — au vu des images le montrant descendre seul la passerelle de l'avion — qu'il a, somme toute, vite récupéré après ce qui était vraisemblablement un accident vasculaire cérébral.

F. N.

Selon l'enquête d'un journaliste anglais

Paris aurait traité avec Abou Nidal pour empêcher son groupe terroriste d'agir en France

Un livre consacré à la carrière du terroriste palestinien Abou Nidal soutient que, d'une part, la France a passé avec lui, il y a plusieurs années, un marché dans l'espoir de s'épargner des attentats et que, d'autre part, Israël aurait secrètement « manipulé » son groupe dans la lutte acharnée menée par celui-ci contre l'OLP de M. Yasser Arafat.

Le livre écrit par le journaliste anglais Patrick Seale, *Abu Nidal : A Gun for Hire* (une arme à louer) — publié lundi 3 février aux Editions Random House) et mardi en Grande-Bretagne (Hutchinson) — est essentiellement fondé sur des entretiens avec des dissidents du Fatah-Conseil révolutionnaire (CR) qui ont rejoint le mouvement de Yasser Arafat à la fin des années 80.

Un chantage de 50 millions de dollars

Patrick Seale avance que la France a entretenu un dialogue secret avec Abou Nidal en 1984 et 1985. Il écrit : « Les autorités françaises ont donné à l'occasion des visas à des membres du Fatah-CR, les ont soignés dans des hôpitaux universitaires en France, lui [Nidal] ont permis de monter des affaires commerciales, et lui ont fait don d'ambulances et de voitures Peugeot au Liban. »

Citant d'anciens membres haut placés du Fatah-CR ayant participé à ces discussions, Patrick Seale indique qu'en échange « Abou Nidal a promis de ne pas introduire d'armes en France, de n'y monter aucune attaque, et de ne pas utiliser le territoire français comme tremplin pour des opérations ailleurs ». (1). Il évoque également le cas de la Belgique, qui aurait libéré de prison un membre du CR et aurait payé 6,6 millions de dollars « déguisés en aide pour des Palestiniens nécessiteux », afin d'obtenir la mise en liberté de huit otages pris sur le yacht *Silco*, au large de la côte libanaise, en 1986.

Le journaliste anglais précise que le chantage auprès de l'Arabie

soudite et d'autres pays du Golfe a rapporté 50 millions de dollars à Abou Nidal entre 1976 et 1988. Il décrit le terroriste palestinien comme étant « obsédé par l'argent ». Enfin Patrick Seale estime qu'Israël a bénéficié de la campagne d'assassinats menée par Abou Nidal contre les « modérés » de l'OLP, à la fin des années 70 et dans les années 80 (1). Il indique que les Israéliens, grâce à une infiltration à haut niveau du Fatah-CR, ont influencé le choix des cibles. Il souligne toutefois que le Fatah-CR a été lié à des attentats sanglants contre des Juifs et des Israéliens, notamment à Rome, Vienne et Istanbul. Mais il s'étonne qu'Abou Nidal « ait été très largement ignoré » par les Israéliens et pose cette question : « Pourquoi Israël ne l'a-t-il jamais attaqué comme il a attaqué d'autres factions palestiniennes ? » — (AFP).

Le procès des fausses factures de la région parisienne

La parole est à la Cogedim

Me Jean-Marie Burguburu, l'un des trois avocats de M. Michel Maurer, PDG de la Cogedim, a plaidé mercredi 5 février devant la 31<sup>e</sup> chambre correctionnelle du tribunal de Paris. Ses confrères lui succéderont jusqu'au 11 février.

On ne fait pas plus dépouillé. Me Jean-Marie Burguburu appartient incontestablement à l'école de la sobriété. Debout, il ne bouge pas. Durant près de trois heures, il suit son plan. Sans émotion, sans effet de manches, le voilà cependant appliqué à « tirer » successivement sur le substitut du procureur de la République, sur le juge qui eut la charge d'instruire le dossier de la Cogedim et, accessoirement, sur le tribunal.

Etranges moments : nul n'ignore dans la prétoire que l'épouse de M. Burguburu assure le secrétariat général du Conseil supérieur de la magistrature, il n'empêche : sa plaidoirie sonne comme un réquisitoire contre une « justice malade ». Le tout tient du brûlot ébarbé par le savoir-faire du juriste. Car le propos n'est en rien agressif, les arguments nullement ad hominem. Foi d'avocat !

Etonnement et reproches

Bien évidemment, il est abondamment question du réquisitoire introductif daté du 16 octobre 1989 et dont la défense assure depuis l'ouverture du procès qu'il a en réalité été rédigé et signé le 6 octobre, tout en s'appuyant sur un procès-verbal du 10. « Il ne s'agit pas là d'une querelle byzantine », insiste M. Burguburu pour qui l'instruction de cet énorme dossier repose sur une nullité de procédure.

En se référant aux registres du ministère public, l'avocat s'étonne de ce que M. Alain Blanchot, substitut, n'ait pas pris « lui-même les mesures pour lancer une inscription de faux ». Evoquant « l'importance de la loyauté, l'importance de ne pas s'y dérober », il fait part de sa certitude : « Il faut à l'accusation un réquisitoire. Je crains qu'elle ne l'ait plus... »

suis sûr qu'elle ne l'a plus ». Vint alors le tour du juge d'instruction, M. David Peyron. Vincent d'innombrables reproches, notamment sur sa « technique d'interrogatoire » ainsi que sur l'emprisonnement de M. Maurer durant deux semaines. « L'avoué, pense le juge, peut être obtenu par la détention préventive... La torture n'existe plus en France, mais la pression morale existe toujours et elle est souvent pratiquée », avance M. Burguburu.

« Un mélange des genres »

Et l'avocat s'interroge sur le curieux climat qui entoure l'instruction, rapproche les dates d'une confrontation dans le cabinet du juge, un 3 avril, et l'intervention de M. Georges Kiejman, alors ministre délégué à la justice, à l'Assemblée nationale, un 9 avril. Le ministre laissait alors prévoir que le dossier de la Cogedim finirait par mettre en cause des élus de l'opposition.

« C'est un mélange des genres et l'on se demande si le juge a influencé le ministre ou le ministre le juge », lance M. Burguburu. La présidente du tribunal manifeste alors son émotion. L'avocat s'étonne : « Je vois la surprise se peindre sur votre visage... ». M. Claude Nocquet, d'une voix sèche : « Quand l'entends-je parler d'un ministre qui pourrait influencer un juge, la stupeur se peint en effet sur mon visage ».

Ce fut tout et ce fut beau. L'avocat de M. Maurer donne alors son sentiment sur ce procès au long cours : « Madame la présidente, vous nous avez dit au début, « Nous allons chasser nos bottes et aller sur les chantiers ». Vous avez essayé et vous n'avez pas toujours réussi ». Après cette appréciation médiocre du travail accompli, M. Burguburu devait cependant s'incliner devant le tribunal : « L'indépendance de la magistrature et l'indépendance de la justice résident dans la teneur des jugements que vous rendez au nom du peuple français. Et c'est pour cela que j'ai confiance. »

LAURENT GRELSAMER

Des traces suspectes sur les habits d'Omar Raddad

Expertises défavorables pour le jardinier accusé de l'assassinat de Ghislaine Marchal

Sept mois après l'assassinat de Ghislaine Marchal, la riche veuve de l'un des créateurs de la marque d'accessoires automobiles, à Mougins (Alpes-Maritimes), de nouvelles expertises, encore officieuses, viennent d'apporter des informations défavorables pour Omar Raddad, le jardinier de la victime, inculqué et écroué depuis le début de cette affaire.

NICE

de notre correspondant régional

Le jardinier avait prétendu qu'il ne s'était pas rendu, au cours des heures ayant précédé le crime, dans la cave de la villa où Ghislaine Marchal a été découverte, tuée à coups de couteau. Or, de la poussière, semblable à celle de la cave, a été retrouvée sur les semelles de ses chaussures. Les experts ont également mis en évidence, sur les pantalons du jardinier marocain, la présence de fibres de laine de verre pouvant provenir de rouleaux de ce matériau entreposés dans la cave. En revanche, aucune trace de sang n'a été détectée sur les vêtements d'Omar Raddad, sinon une tache brune sur son blouson, dont la nature n'a pas encore été déterminée.

Alors que les résultats de ces expertises ne leur avaient pas été communiqués, les avocats d'Omar Raddad, M. Gérard Baudoux (Nice) et M. Georges Girard (Grasse), ont publiquement posé, mercredi 5 février, une série de questions au juge d'instruction, M. Jean-Paul Renard. Ils réclament davantage de détails de la part des experts légistes sur la date de la mort de Ghislaine Marchal et veulent connaître la chronologie exacte des coups de couteau. Un seul

○ Précision. — Après notre coup-de-vent du rendu du procès de Foued Ali Salah (le Monde du 5 février), M. François Rudetzi, président de SOS-Attentats, nous fait remarquer que ce n'est pas seulement son association, mais les cent-dix victimes constituées à titre personnel et représentées par le même avocat, M. Jacques Chanson, qui se sont élevées contre ce renvoi.

Besoins d'argent

Par ailleurs, le magistrat instructeur a délivré une commission rogatoire aux gendarmes de la brigade de recherches de Cannes pour procéder à des vérifications sur les avoirs dont Omar Raddad prétend disposer dans une banque au Maroc. L'argent pourrait être, en effet, le mobile du crime puisque le meurtre de son agresseur, elle aurait, alors, commis volontairement une faute d'orthographe pour faire comprendre qu'elle avait agi sous la contrainte (1).

GUY PORTE

1) Selon les experts, M. Marchal a survécu de un quart d'heure à une demi-heure à ses blessures.

DÉFENSE

Nominations militaires

Sur la proposition du ministre de la défense, M. Pierre Joxe, le conseil des ministres du mercredi 5 février a approuvé les promotions et les nominations suivantes :

● Marine. — Sont nommés commissaires généraux de 2<sup>e</sup> classe les commissaires en chef de 1<sup>re</sup> classe Yvon Brébaut, Alain Roques, chargé des fonctions de directeur-adjoint à la direction centrale du commissariat de la marine, et Jean-Claude Boulet, chargé des fonctions de directeur du service central d'approvisionnement des ordonnances et des marins.

● Air. — Est promu général de division aérienne le général de bri-

gade aérienne Bernard Cyssau, nommé directeur de l'infrastructure de l'air.

Sont nommés contrôleur général des armées en mission extraordinaire le général de corps aérien Pierre Richalet, commandant de la région aérienne Atlantique, le général de division aérienne Jean-Pierre Durvillier.

● Santé. — Est nommé médecin chef adjoint de l'Hôpital d'instruction des armées « Sainte-Anne », le médecin général, médecin chef des services de classe normale René Hyacinthe.

Une ter



# SOCIÉTÉ

## MÉDECINE

A la suite d'une contamination

### Dix enfants traités par une hormone de croissance non synthétique sont atteints d'une maladie mortelle

Une série d'observations médicales, jusqu'ici confidentielles, permettent aujourd'hui d'affirmer que dix enfants ont été atteints d'une affection mortelle - la maladie de Creutzfeldt-Jakob - par une hormone de croissance extraite de glandes hypophysaires prélevées sur des cadavres. Les dix enfants, traités avant 1988 par une hormone de croissance extraite de glandes hypophysaires prélevées sur des cadavres, dont 1500 avant 1986, période supposée la plus à risque. Rien ne permet de dire si les autres enfants traités par cette hormone de croissance extraite de glandes hypophysaires prélevées sur des cadavres, dont 1500 avant 1986, période supposée la plus à risque. Rien ne permet de dire si les autres enfants traités par cette hormone de croissance extraite de glandes hypophysaires prélevées sur des cadavres, dont 1500 avant 1986, période supposée la plus à risque.

Dans le contexte, les indications se limitaient alors aux plus graves des cas, ceux qui présentaient une déficience en hormone de croissance. L'hypophyse est une glande située au-dessous du cerveau, qui sécrète l'hormone de croissance. Elle est responsable de la croissance et du développement de l'organisme. Une déficience en hormone de croissance peut entraîner une croissance retardée et une faible stature. Les traitements par hormone de croissance extraite de glandes hypophysaires prélevées sur des cadavres ont été utilisés pour traiter ces enfants. Cependant, il a été découvert que certains de ces enfants ont développé la maladie de Creutzfeldt-Jakob, une maladie neurodégénérative mortelle.

identifiée et décrite, de manière indépendante, en 1920 et 1921. Il s'agit, schématiquement, d'une encéphalopathie dégénérative rarissime, caractérisée par l'installation d'une démence rapidement progressive, accompagnée de différents troubles neurologiques et d'évolution toujours mortelle. On sait, depuis, que cette affection peut être transmise par un agent infectieux atypique, le prion, un « virus lent » ou « prion » : un cas de contamination à partir d'interventions neurochirurgicales ou ophtalmologiques ont été décrits. Les autres infections, la plus fréquente, celle de la durée d'incubation, généralement estimée à deux et quatre ans.

Les premiers cas de MCJ chez des enfants traités par des hormones de croissance extraites ont été rendus publics en 1985 (Le Monde du 11 juin 1985). On recensait alors quatre cas (trois aux États-Unis et un en Grande-Bretagne) en 1985. L'information suscitait une très vive émotion dans les milieux médicaux spécialisés. Il fut alors certains (ceux qui, en France, ont été traités par des hormones de croissance extraites) ont été traités par des hormones de croissance extraites. Cependant, il a été découvert que certains de ces enfants ont développé la maladie de Creutzfeldt-Jakob, une maladie neurodégénérative mortelle.

On y explique en particulier qu'à la suite de diverses réunions, le ministre de la Santé avait convoqué de nombreux experts pour une étude approfondie du problème. Une réunion provisoire avait, en premier temps, permis la poursuite des traitements, et après la mise au point d'un système de purification, avait jugé le risque « excessivement faible ». Parallèlement, l'information avait été donnée à deux reprises par les prescripteurs français d'hormone de croissance par l'intermédiaire de la pharmacie des hôpitaux et de Franco-Hypophyse.

attendant, les derniers renseignements ne permettent pas de confirmer les prévisions alarmistes. Pour autant la longue période d'attente de cette maladie intermédiaire forme une énigme. On doute qu'il y ait aujourd'hui en France une série d'investigations spécialisées afin de déterminer la proportion de l'origine des produits contaminés. Sans préjuger des suites qui seront données à cette affaire, il est évident que les pouvoirs publics ont l'obligation d'ouvrir une enquête officielle pour faire toute la lumière sur l'origine de ce drame qui, après celui vécu par les personnes contaminées par le virus du sida à partir de transfusion sanguine, impose, lui aussi, une enquête.

JEAN-YVES NAU

C'est aux États-Unis que l'on a commencé à traiter les enfants atteints de certaines formes de nanisme par des injections d'hormone de croissance humaine. Cette hormone était obtenue par extraction à partir d'hypophyse, glande située à la base du cerveau et siège anatomique de la production naturelle d'hormones de croissance. Cette méthode d'extraction fut, par la suite, mise en œuvre dans de nombreux pays et bénéficia, au cours des années, de plusieurs améliorations techniques. L'extraction à la purification de l'hormone.

En dépit de l'énergie déployée par les responsables de l'association France-Hypophyse et de leurs collaborateurs, l'auto-insuffisance nationale en hormone de croissance fut jamais atteinte. Les collectes françaises furent donc limitées à 65 % des besoins. La pharmacie centrale des hôpitaux distribuait le produit (pour lequel curieusement aucune autorisation de mise sur le marché n'avait été requise) et fournissait, pour le complément, auprès de firmes étrangères : Kabi Vitrum AB (Suède), Nordisk (Danemark) et Serono (société italo-américano-suisse).

Les premiers cas de MCJ chez des enfants traités par des hormones de croissance extraites ont été rendus publics en 1985 (Le Monde du 11 juin 1985). On recensait alors quatre cas (trois aux États-Unis et un en Grande-Bretagne) en 1985. L'information suscitait une très vive émotion dans les milieux médicaux spécialisés. Il fut alors certains (ceux qui, en France, ont été traités par des hormones de croissance extraites) ont été traités par des hormones de croissance extraites. Cependant, il a été découvert que certains de ces enfants ont développé la maladie de Creutzfeldt-Jakob, une maladie neurodégénérative mortelle.

On y explique en particulier qu'à la suite de diverses réunions, le ministre de la Santé avait convoqué de nombreux experts pour une étude approfondie du problème. Une réunion provisoire avait, en premier temps, permis la poursuite des traitements, et après la mise au point d'un système de purification, avait jugé le risque « excessivement faible ». Parallèlement, l'information avait été donnée à deux reprises par les prescripteurs français d'hormone de croissance par l'intermédiaire de la pharmacie des hôpitaux et de Franco-Hypophyse.

attendant, les derniers renseignements ne permettent pas de confirmer les prévisions alarmistes. Pour autant la longue période d'attente de cette maladie intermédiaire forme une énigme. On doute qu'il y ait aujourd'hui en France une série d'investigations spécialisées afin de déterminer la proportion de l'origine des produits contaminés. Sans préjuger des suites qui seront données à cette affaire, il est évident que les pouvoirs publics ont l'obligation d'ouvrir une enquête officielle pour faire toute la lumière sur l'origine de ce drame qui, après celui vécu par les personnes contaminées par le virus du sida à partir de transfusion sanguine, impose, lui aussi, une enquête.

(1) Le défaut de production d'hormone de croissance par l'hypophyse provoque une retard de croissance sévère et différents troubles métaboliques (accidents hypoglycémiques). En l'absence de tout traitement, la taille à l'âge adulte se situe généralement autour de 140 cm.

(2) Association France-Hypophyse, 2, route de Belvédère, 92100 Nanterre.

#### Entre deux et quarante d'incubation

C'est en avril de l'année 1985 que fut lancée, aux États-Unis, la première alerte quant aux risques potentiels de contamination de l'hormone de croissance extraite par un agent infectieux responsable de la maladie de Creutzfeldt-Jakob (MCJ), du nom des deux neurologues qui l'avaient, pour la première fois,

D'autres pays décidèrent, au contraire, tout en ayant connaissance du risque, de poursuivre la distribution. Ce fut notamment le cas de la Suisse, de l'Allemagne fédérale, du Danemark, de la Norvège et d'Israël. Ce fut également le cas de la France où les responsables sanitaires décidèrent de faire détruire les produits déjà conditionnés et, parallèlement, de mettre en œuvre une nouvelle procédure de purification (inactivation à l'urée) afin de se donner toutes les chances de réduire les risques potentiels d'infestation.

Pour M. Serge Kervadec, président de l'association Grandir (1) qui compte plus de mille familles d'enfants atteints de nanisme, la croissance, c'est la vie. « Un sujet très brûlant », dit-il. « Nous réfléchissons actuellement à la position que nous devons prendre face à ce drame, nous ne sommes pas prêts à nous laisser entraîner par la panique. Nous ne pouvons pas abandonner notre bulletin d'information afin d'éviter de créer un phénomène de panique, mais il est clair aujourd'hui que je ne resterai pas muet sur ce sujet. Je n'en ai pas le droit. »

Le gouvernement a décidé de faire appel du jugement du tribunal administratif de Paris, en date du 20 décembre, qui a condamné l'État à indemniser deux millions de francs un hémophile contaminé en 1985 par un virus du sida après usage de produits thérapeutiques dérivés du sang (Le Monde du 21 décembre 1991).

pool de donneurs parisiens (étaient actuellement contaminés).

Le tribunal administratif estimait que l'autorité ministérielle a été informée au plus tard et de manière certaine le 12 mars 1985. Il soulignait aussi que le docteur Brunet « relevait pertinemment que l'importance de ce message ne semblait pas avoir été perçue » et qu'en n'édicant pas immédiatement une mesure d'interdiction de distribution des produits, en droit ou en fait, l'autorité chargée de la police sanitaire a commis une faute de nature à engager la responsabilité de l'État. Aux termes de son analyse, le tribunal condamnait l'État à verser millions de francs à M. D., un hémophile dont la séropositivité avait été mise en évidence le 14 juin 1985. « Je suis profondément navré d'une telle décision, nous a déclaré M. Jean-Alain Blanc, avocat au conseil d'État, défenseur de M. D., et de l'Association française des hémophiles qui a déposé quatre cents plaintes devant le tribunal administratif de Paris. La responsabilité de l'État est engagée, non pas à compter du 12 mars 1985, mais dès l'année 1983. »

J.-Y. NAU

### Une terrible complication

par le professeur Raphaël Rappaport

La préparation de l'hormone de croissance a suivi le progrès de la chimie des protéines. Les méthodes de séparation et de purification ont permis d'obtenir une hormone de croissance humaine pure. Cependant, il a été découvert que certains de ces enfants ont développé la maladie de Creutzfeldt-Jakob, une maladie neurodégénérative mortelle.

Jusqu'en 1985, cela n'avait constitué pour l'équipe française un étrange obstacle au développement de ce traitement. Mais, à partir de 1985, les modifications techniques apportées ont permis d'obtenir une hormone de croissance humaine pure. Cependant, il a été découvert que certains de ces enfants ont développé la maladie de Creutzfeldt-Jakob, une maladie neurodégénérative mortelle.

Hypophyse a été de mettre en œuvre une politique de soins rigoureuse par les autorités sanitaires et par l'ensemble des partenaires sociaux. Cependant, il a été découvert que certains de ces enfants ont développé la maladie de Creutzfeldt-Jakob, une maladie neurodégénérative mortelle.

#### Facteurs humains et techniques

Chaque fois que l'on traite un enfant atteint d'une déficience en hormone de croissance, on a conscience des enjeux, nous avons dû prendre en compte à la fois les facteurs humains et les facteurs techniques. Nous devons nous assurer que les modifications techniques apportées ont permis d'obtenir une hormone de croissance humaine pure. Cependant, il a été découvert que certains de ces enfants ont développé la maladie de Creutzfeldt-Jakob, une maladie neurodégénérative mortelle.

La mise en œuvre d'une encéphalopathie à virus chez des enfants dont le traitement avait été commencé par des hormones de croissance extraites a été une terrible complication. Cependant, il a été découvert que certains de ces enfants ont développé la maladie de Creutzfeldt-Jakob, une maladie neurodégénérative mortelle.

#### En remplacement de Jean Hamburger

M. Jacques Friedel devient président de l'Académie des sciences

M. Jacques Friedel, qui occupait les fonctions de vice-président de l'Académie des sciences, vient de succéder à Jean Hamburger, décédé le 1<sup>er</sup> février (Le Monde du 5 février), au poste de président de cette institution. Il occupera ce poste jusqu'à la fin de l'année, date à laquelle Jean Hamburger devait quitter la présidence de l'Académie des sciences.

(Né le 11 février 1921 à Paris, M. Jacques Friedel est un spécialiste de la physique du solide. Ancien élève de l'École polytechnique (1944-1946), il fut l'École des mines (1946-1948), puis ingénieur en chef des Mines (1948-1956). Il fut directeur de l'Institut de physique de l'École des mines (1956-1960), puis professeur à l'université de Paris, M. Friedel devient directeur du laboratoire de physique de l'École des mines (1960-1969). Ses travaux remarquables dans le domaine de l'étude des défauts et de la structure des solides métalliques ou covalents lui valent la reconnaissance de ses pairs et certains s'étonnent, professeur Pierre-Gilles de Gennes (Prix Nobel de Physique 1991), qu'il n'ait pas lui aussi été honoré par le Nobel. Recommandé par l'Académie des sciences en 1977 (section physique), M. Friedel se penche sur l'avenir de la recherche française en physique, de 1979 à 1982, le président du comité des « sages », le CCRST, qu'il quittera en 1983 pour devenir membre du Conseil scientifique du CNRS.)

### Windows Draw.

#### Le logiciel

qui remplace tout.

2950 F

Mais avec un micro-ordinateur vous avez un tracé de texte. Il ne vous manque plus que Windows Draw, le logiciel de dessin révolutionnaire par ses innombrables capacités graphiques, ses caractéristiques simplifiées, sa table pré-2600 symboles ClipArt intégrés gratuitement MICROGRAPH, le dessin facile. TS. 01 69 66 95 92

MICROGRAFX



## CULTURE

## CINÉMA

## Stratégie amoureuse

LA VOIX

de Pierre Granier-Deferre

Lorraine ■ Gilles d'Inès ■ amoureux ■ la terrasse d'un ■ palme ■ entend, ■ d'Inès ■ lui, ■ voix ■ femme ■ il ■ croit ■ reconnaître, ■ il ne ■ retourne ■ pas, ■ mais ■ Lorraine ■ liaison ■ tumultueuse ■ celle ■ qui ■ est, ■ peut-être, ■ Laura, ■ une ■ rencontre ■ par ■ hasard ■ un ■ jour ■ qu'il ■ achetait ■ la ■ Monde ■ dont ■ il ■ restait ■ plus ■ qu'un ■ exemplaire ■ kiosque. ■ Ce ■ détail ■ figure ■ évidemment ■ dans ■ la ■ nouvelle ■ Drieu ■ La ■ Rochelle, ■ dont ■ le ■ film ■ l'adaptation, ■ Pierre ■ Granier-Deferre ■ avait, ■ déjà, ■ rencontré ■ Drieu ■ Le ■ pour ■ Une ■ femme ■ fenêtrée. ■ C'était ■ une ■ histoire ■ politique, ■ il ■ s'agit ■ cette ■ fois ■ que ■ de ■ sentiments, ■ stratégie ■ amoureuse, ■ le ■ cinéaste ■ a ■ brodé, ■ la ■ thème ■ du ■ l'ambiguïté ■ des ■ comporte-

ments. La ■ Rome ■ un ■ décor ■ rêve, ■ un ■ studio, ■ où ■ officie ■ d'hôtel ■ Jean-Claude ■ Dreyfus, ■ un ■ maître ■ ballet, ■ De ■ lieu, ■ le ■ récit ■ s'enlève ■ en ■ une ■ suite ■ retours ■ arrière. Vrais ■ ou ■ faux ? ■ Il ■ possible ■ Lorraine ■ l'épreuve. ■ La ■ mise ■ en ■ crée ■ le ■ person- ■ de ■ l'autre ■ femme, ■ incarnée ■ par ■ Laura ■ Morante, ■ pour ■ fasciner ■ spectateur, ■ jeu ■ du ■ tête-à-tête ■ révèle ■ peu ■ le ■ caractère ■ énergique ■ de ■ Lorraine, ■ petite-bourgeoise, ■ rôle ■ qui ■ un ■ Nathalie ■ Baye ■ à ■ un ■ Frey ■ troublant, ■ inquiétant.

Pierre Granier-Deferre a retrouvé la force du réalisme psychologique qui avait fait son succès dans adaptations ■ Simonon ■ de ■ Jean-Marc ■ Roberts. On ■ ne ■ s'en ■ plaint ■ pas.

JACQUES SICLIER



Nathalie Baye ■ Sami Frey : ambiguïté ■ comportements

## L'empereur et le géolier

L'OTAGE DE L'EUROPE

de Jerzy Kawalerowicz

Les cinq dernières années de la vie de Napoléon I<sup>er</sup> Sainte-Hélène, ■ l'histoire ■ du ■ gouverneur ■ chargé ■ de ■ sa ■ surveillance, ■ qui ■ ne ■ veut ■ plus ■ voir ■ en ■ lui ■ que ■ le ■ général ■ Bonaparte, ■ cherche ■ à ■ briser ■ son ■ orgueil ■ et ■ tout ■ qu'il ■ représenté. Ou ■ le ■ retour ■ d'un ■ important ■ cinéaste ■ polonais ■ de ■ la ■ génération ■ d'après-guerre, ■ disparu ■ depuis ■ plus ■ de ■ vingt ■ ans ■ dans ■ l'ombre ■ de ■ son ■ contemporain ■ Wajda ■ (1).

Cette coproduction franco-polonaise date de 1989. Kawalerowicz y poursuit ■ sa ■ réflexion ■ sur ■ le ■ pouvoir ■ absolu, ■ thème ■ qui ■ l'a ■ hanté ■ particulièrement ■ dans ■ Pharaon ■ (1965). Sa ■ mise ■ en ■ scène ■ systématique ■ reconstitution ■ historique ■ pointilliste ■ mais ■ dénuée ■ de ■ tout ■ pittoresque, ■ utilisation ■ fréquente ■ du ■ plan ■ sensation ■ d'enfermement ■ dont ■ il ■ géolier ■ souffre ■ que ■ le ■ prisonnier ■ dans ■ l'île ■ au ■ climat ■ malsain ■ concentre ■ le ■ conflit ■ du ■ comportement ■ de ■ l'autocrate ■ accroché ■ à ■ sa ■ puissance. En ■ manipulant ■ l'entourage ■ dévoué ■ qui ■ lui ■ reste ■ et ■ en ■ humiliant ■ Hudson ■ Lowe, ■ Napoléon ■ organise ■ sa ■ mort ■ même, ■ sa ■ légende ■ devant ■ la ■ postérité. Loin ■ des ■ imageries ■ habituelles, ■ l'extraordinaire ■ composition ■ de ■ Roland ■ Blanche ■ en ■ personnage ■ vieillissant, ■ malade, ■ gonflé ■ de ■ paroles ■ historiques ■ soigneusement ■ préparées ■ l'adaptation ■ française ■ de ■ Jean-Claude ■ Carrière, ■ qui ■ fait ■ martyr ■ pour ■ vaincre, ■ est ■ passionnante.

J. S.

(1) Il y a quatre ans, une rétrospective avait permis de faire le point ■ les ■ films ■ inédits ■ Kawalerowicz ■ le ■ Monde ■ du ■ 12 ■ février ■ 1988.

## Ballade sentimentale

Une comédie plus proche de la chronique que du conte de fées, par le réalisateur de « Pretty Woman »

FRANKIE ET JOHNNY

de Garry Marshall

Frankie ■ Johnny ■ étaient ■ leur ■ histoire ■ s'est ■ achevée ■ tragiquement. Tous ■ les ■ Américains ■ le ■ savent, ■ qui ■ connaissent ■ l'engaine ■ Frankie ■ et ■ Johnny ■ on ■ entend ■ la ■ chanson ■ au ■ du ■ film, ■ mais ■ les ■ distributeurs ■ n'ont ■ pas ■ cru ■ bon ■ le ■ film, ■ Frankie ■ et ■ Johnny ■ ne ■ sont ■ pas ■ amants, ■ leur ■ histoire ■ se ■ terminera ■ bien. Tout ■ l'objet ■ du ■ travail ■ Garry ■ Marshall ■ (inspiré ■ d'une ■ pièce ■ de ■ Terrence ■ McNally) ■ dans ■ ce ■ parcours, ■ effectué ■ avec ■ une ■ habileté ■ bon ■

Frankie ■ serveuse ■ dans ■ bistrot ■ new-yorkais, ■ est ■ un ■ peu ■ moins ■ jeune ■ qu'elle ■ ne ■ le ■ faire ■ croire, ■ célibataire, ■ et ■ malheureuse. Johnny ■ est ■ divorcé, ■ il ■ sort ■ prison, ■ où ■ il ■ fut ■ apprécié ■ pour ■ ses ■ qualités ■ de ■ cuisinier ■ qu'il ■ va ■ utiliser ■ des ■ professionnelles. Evidemment, ■ il ■ est ■ embauché ■ dans ■ le ■ où ■ officie ■ Frankie. De ■ cette ■ rencontre ■ initiale ■ l'idylle ■ finale ■ gravée ■ dans ■ la ■ pellicule ■ dans ■ le ■ marbre ■ des ■ romances ■ éternelles, ■ il ■ s'agit ■ de ■ semer ■ d'embûches ■ de ■ surprises ■ le ■ prévisible ■ trajet.

Surprises ■ pour ■ les ■ personnages, ■ qui ■ se ■ découvrent ■ peu, ■ et ■ toujours ■ à ■ contre-temps, ■ chacun ■ enfoncé ■ dans ■ ses ■ pulsions. Surprises ■ pour ■ les ■ spectateurs, ■ qui ■ savent ■ que ■ l'histoire ■ se ■ déroulera ■ dans ■ une ■ série ■ de ■ conventions ■ comiques ■ lorsque ■ les ■ sentiments ■ tendent ■ lorsque ■ le ■ gag ■ paraît ■ place, ■ cruel ■ (un ■ peu), ■ sensuel ■ (un ■ soupçon), ■ quand ■ cela ■ semblait ■ exclu ■ par ■ la ■ «distraction ■ tout ■ public» ■ auquel ■ prétend ■ le ■ film. Garry ■ Marshall ■ a ■ la ■ notation, ■ il ■ a ■ le ■ chic ■ pour ■ croquer ■

l'ambiance cosmopolite du bistrot, dessiner en deux plans un personnage secondaire, entrebâiller les portes du monde extérieur, glisser un clin d'œil ■ la ■ sociologie ■ (solidité, ■ peur ■ de ■ l'amour ■ du ■ couple, ■ au ■ temps ■ du ■ mariage ■ kienex, ■ de ■ la ■ galipette ■ l'endemain ■ ni ■ affect, ■ du ■ gida). Surtout, ■ ce ■ est ■ le ■ film ■ se ■ distingue ■ de ■ la ■ quasi-totalité ■ des ■ productions ■ commerciales ■ hollywoodiennes, ■ Frankie ■ et ■ Johnny ■ respecte ■ ses ■ personnages, ■ ne ■ joue ■ jamais ■ tre ■ eux ■ même ■ lorsqu'il ■ leur ■ arrive ■ des ■ ennuis, ■ laisse ■ chacun ■ part ■ d'humanité ■ le ■ stéréotype, ■ donne ■ à ■ chaque ■ figure ■ sa ■ chance ■ d'exister ■ à ■ l'écran ■ sans ■ être ■ seulement ■ l'esclave ■ du ■ fil ■ scénaristique.

En première ligne, Al Pacino s'en tire honorablement dans le registre brave type ■ d'amour ■ durable, ■ même ■ s'il ■ ne ■ trouve ■ toujours ■ le ■ temps ■ la ■ comédie. Mais ■ Michelle ■ Pfeiffer ■ est ■ impeccable ■ en ■ fille ■ blessée ■ par ■ de ■ précédentes ■ aventures. Jouant, ■ en ■ mineur, ■ de ■ charme ■ plutôt ■ que ■ de ■ ses ■ charmes ■ (intacts), ■ elle ■ passe ■ avec ■ brio ■ de ■ la ■ désinvolte ■ à ■ la ■ mélancolie, ■ du ■ sourire ■ à ■ la ■ rogne. Après ■ avoir ■ rempli ■ des ■ fonctions ■ décoratives, ■ celle ■ dont ■ avait ■ déjà ■ entrevu ■ la ■ vaste ■ palette, ■ de ■ l'envie ■ mais ■ pas ■ trop ■ Sue ■ et ■ les ■ Baker ■ Boys, ■ rejoint ■ l'effort ■ apparemment ■ cohérent ■ des ■ véritables ■ comédiennes.

Tout cela fait un vrai bon film de divertissement. Il n'est pas nécessaire d'attendre 2002 pour aller voir dans une petite salle du Quartier latin comment, aux début des années 90, Hollywood savait encore, parfois, troucher une comédie sentimentale.

JEAN-MICHEL FRODON

## La voix du Sud

Le Festival indien du film ■ mis en valeur les productions des régions méridionales du subcontinent

BANGALORE

correspondance

Bangalore, capitale de l'Etat du Karnataka, au sud de l'Inde, accueillait en janvier le 23<sup>e</sup> Festival international indien du film. Contient d'images ■ eux ■ seuls, ■ ciné- ■ telugu (Andhra Pradesh), tamoul (Tamil Nadu), malayalam (Kerala) et kannada (Karnataka) ont fourni en 1991 six cents quelque neuf ■ cinquante ■ films ■ produits ■ dans ■ toute ■ l'Union, ■ plus ■ de ■ 60%. Depuis ■ vingt ■ ans, ■ studios ■ bien ■ équipés ■ de ■ Madras ■ concurrent ■ sérieusement ■ ceux ■ de ■ Bombay ■ le ■ Bollywood ■ pour ■ les ■ intimes ■ et ■ fertiles ■ en ■ talents ■ de ■ Calcutta.

## Mythologies religieuses

Ils constituent donc un apport considérable ■ cinématographique, ■ la ■ première ■ du ■ monde ■ en ■ quantité, ■ dont ■ les ■ salles ■ et ■ les ■ festivals ■ occidentaux ■ rendent ■ bien ■ mal ■ compte ■ malgré ■ la ■ vidéo ■ pirate, ■ la ■ télévision ■ l'importation, ■ peu ■ importante ■ de ■ films ■ hollywoodiens, ■ le ■ cinéma ■ indien, ■ exemple ■ peut-être ■ unique ■ au ■ monde, ■ a ■ encore ■ de ■ beaux ■ jours ■ devant ■ lui ■ (plus ■ de ■ deux ■ milliards ■ de ■ tickets ■ vendus ■ annuellement). La ■ majorité ■ du ■ peuple ■ indien ■ y ■ retrouve ■ les ■ valeurs ■ culturelles, ■ religieuses ■ sociales ■ auxquelles ■ il ■ demeure ■ très ■ attaché.

Au ■ sein ■ de ■ cette ■ production ■ nationale ■ d'une ■ extrême ■ diversité, ■ les ■ «films ■ d'art», ■ c'est-à-dire ■ non ■ «commerciaux», ■ des ■ régions ■ du ■ Sud ■ affirment ■ leurs ■ spécificités ■ culturelles ■ face ■ films ■ hindis, ■ dont ■ le ■ poids ■ domine ■ toujours ■ les ■ écrans ■

du pays. Si ■ productions ■ made ■ in ■ Bombay ■ tendance ■ à ■ privilégier ■ le ■ héros ■ solitaire ■ certaine ■ violence, ■ films ■ du ■ Sud ■ sont ■ souvent ■ axés ■ valeurs ■ spirituelles ■ de ■ la ■ communauté ■ familiale ■ rurale, ■ les ■ mythologies ■ toujours ■ vivantes, ■ la ■ religiosité, ■ la ■ musique ■ et ■ chants.

A Bangalore, ■ remarqua ■ d'abord ■ l'hommage ■ au ■ Kéralais ■ G. Aravindan, ■ géant ■ et ■ espoir ■ du ■ cinéma ■ indien ■ prématurément ■ disparu ■ l'an ■ dernier. Après ■ Kancharana ■ Sita ■ (la ■ Sita ■ d'or, ■ 1977), ■ illustration ■ puissante ■ du ■ Ramayana ■ et ■ l'année ■ suivante, ■ Thampu ■ (la ■ Tenté ■ chronique), ■ superbe ■ chronique ■ en ■ noir ■ et ■ blanc ■ d'un ■ pauvre ■ cirque ■ ambulant, ■ dernier ■ film, ■ Pastuhara ■ (les ■ Déposés), ■ est ■ une ■ purification ■ intérieure ■ par ■ la ■ recherche ■ ses ■ racines, ■ malgré ■ le ■ chaos ■ et ■ l'injustice ■ du ■ monde.

Autres ■ points ■ forts ■ du ■ festival ■ parmi ■ les ■ quelque ■ cinquante ■ titres ■ présentés, ■ les ■ deux ■ films ■ très ■ différents ■ réalisés ■ par ■ le ■ même ■ auteur, ■ Vasudevan ■ Nair, ■ Kadavu ■ (le ■ Bac) ■ s'écoule ■ au ■ rythme ■ de ■ la ■ vie ■ rurale ■ indienne, ■ pour ■ évoquer ■ en ■ images ■ poétiques ■ les ■ déboires ■ d'un ■ adolescent. Alors ■ Perumthachan ■ (le ■ Maître ■ charpentier, ■ 1990) ■ constitue ■ une ■ véritable ■ anthologie ■ des ■ coutumes, ■ la ■ religion, ■ des ■ rites ■ hindouistes ■ à ■ travers ■ les ■ discours ■ professionnels ■ d'un ■ charpentier ■ façonneur ■ de ■ statues ■ divines, ■ personnage ■ légendaire ■ considéré ■ la ■ réincarnation ■ d'un ■ dieu, ■ vivant ■ dans ■ la ■ mémoire ■ malayalam, ■ sur ■ un ■ fond ■ critique ■ la ■ rigidité ■ de ■ la ■ brahmanie.

VIVE THORAVAL

## De la sueur et des larmes

FOR THE BOYS

de Mark Rydell

Au ■ début ■ du ■ film ■ de ■ Mark ■ Rydell, ■ Bette ■ Midler ■ très ■ vieille, ■ grimaçante, ■ ronchon ■ refuse ■ de ■ se ■ rendre ■ à ■ l'hommage ■ qui ■ est ■ consacré ■ à ■ elle ■ finira ■ par ■ s'y ■ rendre, ■ non ■ sans ■ avoir ■ un ■ monumental ■ flashback ■ de ■ heures ■ où ■ elle ■ défiler ■ martialement ■ musicale. ■ Midler, ■ Madelon ■ yankee, ■ le ■ giron ■ généreux ■ la ■ voix ■ inépuisable, ■ a ■ vout ■ existence ■ repos ■ mélodieux ■ guerrier. En ■ de ■ son ■ partenaire, ■ l'animateur, ■ d'abord ■ et ■ puis ■ conquis, ■ bon ■ bon ■ resté ■ malgré ■ tout ■ ami, ■ joué ■ James ■ Caan, ■ elle ■ faire ■ la ■ seconde ■ guerre ■ mondiale, ■ enchaîner ■ respirer ■ la ■ Corée ■ remplir ■ au ■ Vietnam... On ■ tremble ■ soudain, ■ le ■ le ■ qu'il ■ incarne ■ héroïquement ■ le ■ vécu ■ longtemps ■ pour ■ tenir ■ for ■ the ■ boys, ■ jusqu'à ■ le ■ Golié ?

Mark Rydell avait mis en scène, l'efficacité que l'on sait, The Rose, ■ la ■ divine ■ M. M. ■ Il ■ remplit ■ la ■ hache ■ d'abordage, ■ effets ■ ne ■ téléphonés, ■ bombardés, ■ forcément. De ■ la ■ des ■ larmes ■ au ■ programme, ■ des ■ dialogues ■ des ■ corps ■ de ■ garde. A ■ la ■ guerre ■ comme ■ à ■ la ■ guerre... Heureusement, ■ elle ■ chante. Et ■ quand ■ elle ■ chante, ■ elle ■ oublie ■ tout, ■ même ■ le ■ film... Elle ■ chante ■ du ■ bon ■ vieux ■ Hoagy ■ Carmichael, ■ du ■ bon ■ vieux ■ Beatles, ■ chante ■ la ■ remembrance ■ you, ■ food, ■ la ■ bande ■ originale ■ c'est ■ formidable, ■ il ■ n'y ■ a ■ pas ■ les ■ images ■ est ■ gravée ■ sur ■ disque ■ Atlantic ■ 7567-8239-2.

D. H.

## Péché de jeunesse

ESQUIZO

de Ricardo B

En ■ 1970, ■ unique ■ film ■ de ■ Ricardo ■ B. ■ fut ■ projeté ■ qu'une ■ fois, ■ à ■ Barcelone, ■ en ■ se ■ sachant ■ que ■ la ■ Guardia ■ civil ■ franquiste.

vingt ■ et ■ un ■ ans ■ après, ■ cet ■ «essai» ■ un ■ instrument ■ dialectique ■ de ■ mesure ■ du ■ temps. A ■ la ■ fois ■ celui ■ qui ■ s'est ■ libéré ■ depuis ■ la ■ sortie ■ du ■ film ■ et ■ celui ■ qui ■ minute ■ par ■ minute, ■ pendant ■ projection.

Ce ■ qu'Esquizo ■ dit ■ et ■ montre ■ devait ■ être ■ dit ■ et ■ montré ■ ce ■ moment-là, ■ sans ■ doute. Mais ■ la ■ charge ■ subversive ■ s'est ■ évanouie ■ pour ■ ne ■ laisser ■ que ■ la ■ préfiguration ■ des ■ clichés ■ d'aujourd'hui. Ces ■ comédiens ■ qui ■ pull-over ■ sur ■ un ■ fond ■ blanc ■ qui ■ se ■ moquent ■ de ■ la ■ sexualité ■ (souvenir ■ de ■ la ■ sexualité ■ Vincent), ■ on ■ croirait ■ le ■ premier ■ brouillon ■ d'une ■ pub ■ Benetton. Ce ■ discours ■ souvent ■ abstrait, ■ deux ■ voix ■ simultanées ■ (et ■ la ■ voix ■ sous-titres ■ n'arrange ■ rien) ■ sur ■ la ■ folie, ■ on ■ croirait ■ l'avis ■ entendu ■ dizaines ■ d'années ■ après ■ manger ■ ou ■ après ■ boire. ■ Ce ■ est ■ maintenant ■ l'exposition ■ des ■ maisons ■ en ■ Lego ■ que ■ Pedro ■ Almodovar ■ a ■ réalisées ■ avant ■ de ■ lancer ■ le ■ cinéma.

T. S.

## MUSIQUES

## Idir, l'enfant-roi

Le chanteur kabyle revient sur le devant de la scène

IDIR

■ New Morning

Le ■ hasard ■ est-il ■ maître ■ de ■ des ■ destins ? Peut-être. Mais, pour lui permettre d'exercer efficacement ■ jusqu'à ■ infléchir ■ le ■ d'une ■ vie, ■ faut-il ■ l'aimer ■ s'y ■ abandonner ■ avec ■ une ■ secrète ■ volupté. Vivre ■ la ■ complicité ■ des ■ inconnus. Lui ■ parler, ■ comme ■ ces ■ mères ■ kabyles ■ qui ■ prennent ■ les ■ nouveau-nés ■ fragiles ■ Idir ■ («Il ■ vivra») ■ pour ■ lui ■ faire ■ du ■ un ■ allié. Ainsi ■ la ■ carrière ■ de ■ Hamid ■ Cheriet, ■ jeune ■ étudiant ■ en ■ géologie ■ futur ■ prospecteur ■ de ■ pétrole ■ d'eau ■ les ■ régions ■ désertiques ■ du ■ Sud, ■ commence-t-elle ■ soudainement ■ par ■ berceuse.

Le ■ scénario ■ a ■ un ■ air ■ de ■ déjà ■ vu ■ jour-là ■ (en ■ 1973), ■ vedette ■ (Nouara) ■ vient ■ à ■ Radio-Alger). Le ■ producteur, ■ affolé, ■ tombe ■ couloirs ■ deux ■ jeunes ■ qui ■ brochant ■ de ■ jolies ■ mélodies ■ leurs ■ heures ■ perdues. ■ Idir ■ offre ■ une ■ juste ■ ment, ■ Nouara ■ prie ■ chanter ■ le ■ champ, ■ Hamid ■ chanter ■ s'inventer ■ un ■ nom. ■ musique, ■ musiciens ■ chanteurs ■ considérés ■ comme ■ foyers ■ détachés ■ dans ■ son ■ village ■ de ■ Kabylie. L'aveu ■ long ■ et ■ difficile. Comment ■ dire ■ à ■ mère ■ qui ■ ne ■ parle ■ pas ■ l'arabe ■ que ■ le ■ chanteur ■

entendu ■ si ■ à ■ radio ■ le ■ succès ■ immédiat ■ n'est ■ autre ■ que ■ le ■ fils ■ dont ■ elle ■ voulait ■ faire ■ un ■ ingénieur ?

Le ■ destin ■ traduit ■ le ■ succès ■ s'est ■ achevé ■ le ■ mot ■ fin ■ 1973, ■ la ■ veille ■ de ■ deux ■ ans ■ service ■ militaire. Idir ■ enregistre ■ 45-tours ■ d'un ■ côté ■ la ■ fameuse ■ berceuse, ■ de ■ l'autre ■ une ■ nouveauté. A ■ l'ava ■ Inouara, ■ hymne ■ aux ■ neiges ■ des ■ montagnes ■ kabyles ■ «Dehors, ■ la ■ neige ■ habite ■ la ■ nuit... ■ Dedans ■ une ■ voix ■ cassée, ■ la ■ même ■ depuis ■ des ■ siècles, ■ des ■ millénaires, ■ celle ■ des ■ mères ■ de ■ mères... ■ Etrange ■ objet, ■ répandu ■ ondes ■ une ■ trinité ■ de ■ poudre, ■ devenu ■ au ■ fil ■ ans ■ un ■ succès ■ planétaire, ■ que ■ même ■ le ■ FLN ■ ou ■ pouvoir, ■ pour ■ qui ■ parler ■ kabyle ■ était ■ alors ■ un ■ affront ■ national», ■ saluera. ■ Mot, ■ j'étais ■ dans ■ caserne ■ l'ildid ■ j'étais ■ dans ■ ma ■ chanson ■ Radio-France. C'était ■ bizarre.

Et ■ Idir ■ vint ■ à ■ Paris. ■ Je ■ m'étais ■ senti ■ première ■ fois ■ déraciné, ■ lorsque ■ j'étais ■ à ■ l'école ■ des ■ missionnaires ■ jésuites ■ à ■ Alger ■ l'âge ■ de ■ neuf ■ En ■ France, ■ j'étais ■ l'expérience ■ de ■ la ■ démocratie. En ■ Algérie, ■ j'étais ■ un ■ étudiant ■ «système», ■ comme ■ tout ■ le ■ monde. ■ Prisonnier ■ d'un ■ engrenage ■ qui ■ la ■ signature ■ de ■ l'économe ■ l'emprise ■ de ■ la ■ vie ■ jours, ■ c'est ■ résigné ■ qu'il ■ Idir ■ poursuit ■ ici ■ une ■ carrière ■ en ■ demi-

teinte, ■ que ■ qui ■ relatif ■ effacement ■ en ■ rien ■ l'aura ■ qui ■ l'entoure ■ depuis ■ l'ava ■ Inouara.

Enfin ■ libéré ■ de ■ prisons ■ contractuelles ■ après ■ un ■ long ■ procès ■ son ■ ancien ■ producteur, ■ Idir ■ a ■ réenregistré ■ air ■ fétiche, ■ plus ■ quelques ■ titres ■ du ■ seul ■ véritable ■ album ■ qu'il ■ ait ■ réalisé ■ en ■ 1976, ■ et ■ trois ■ nouvelles ■ chansons ■ où ■ règnent ■ la ■ poésie ■ fragile ■ discrète ■ qui ■ marque ■ son ■ style. ■ J'ai ■ été ■ dit-il, ■ l'homme ■ qui ■ allait ■ au ■ qu'il ■ fallait ■ en ■ affirmant ■ identité, ■ celle ■ de ■ l'Algérie ■ et ■ de ■ ses ■ racines ■ multiples, ■ et ■ en ■ bouleversant ■ le ■ paysage ■ musical, ■ où ■ résonnaient ■ des ■ orchestres ■ de ■ cinq ■ à ■ soixante ■ pour ■ les ■ remplacer ■ par ■ deux ■ guitares ■ et ■ deux ■ voix.

Son ■ retour ■ sur ■ la ■ scène ■ parisienne, ■ Idir ■ l'effectue ■ pacifiste. Docile ■ devant ■ une ■ légende, ■ la ■ sienne, ■ qu'il ■ n'a ■ jamais ■ vraiment ■ cherchée, ■ curieux ■ chaos ■ des ■ premiers ■ pas ■ de ■ la ■ démocratisation ■ en ■ Algérie. Mais ■ ce ■ qui ■ mobilise ■ les ■ Algériens, ■ c'est ■ la ■ loi ■ la ■ loi ■ totalitaire, ■ comme ■ celle ■ du ■ FIS, ■ la ■ loi ■ dans ■ son ■ identité, ■ dans ■ ses ■ racines, ■ celles ■ qui ■ casent ■ les ■ tentations ■ de ■ l'uniformité ■ et ■ pour ■ qui ■ de ■ nombreux ■ électeurs ■ du ■ FFS ■ ont ■ voté.

VÉRONIQUE MORTAIGNE ■ Les ■ 7 ■ 8 ■ février ■ à ■ 21 ■ h ■ 30, ■ le ■ 9 ■ à ■ 15 ■ h ■ 30. Tél. ■ : ■ 45-23-81-41.

## URBANISME

## Aubervilliers : la nostalgie de Montparnasse

L'ancien fort d'Aubervilliers va-t-il réussir sa conversion ? Il a manqué devenir un hôpital. Aujourd'hui, M. Jack Ralite, le maire (PC) de la commune, veut bien au ■ d'une ■ nouvelle ■ Cité ■ des ■ arts. Ce ■ terrain ■ de ■ 20 ■ hectares, ■ coincé ■ l'avenue ■ Jean-Jaurès, ■ le ■ cinéaste ■ parisien ■ Pantin-Bobigny ■ est ■ une ■ gendarmerie ■ particulièrement ■ disgracieuse, ■ avait ■ acheté ■ millions ■ de ■ francs ■ (en ■ 1969) ■ par ■ l'Agence ■ foncière ■ technique ■ de ■ la ■ Région ■ parisienne. Il ■ appartient ■ aujourd'hui ■ ministère ■ l'éducation ■ nationale, ■ à ■ celui ■ l'équipement ■ à ■ l'Assistance ■ publique ■ Paris. Sa ■ surface ■ occupée ■ par ■ des ■ jardins ■ ouvriers, ■ un ■ «espace ■ vert» ■ plus ■ moins ■ friche ■ les ■ glaciés ■ de ■ l'ancien ■ ouvrage ■ militaire ■ un ■ vaste ■ dépôt ■ automobiles. Le ■ cirque ■ Zingaro ■ a ■ monté ■ chapiteau ■ dans ■ un ■ angle ■ du ■ terrain ■ vacant.

Cette ■ veste ■ jachère, ■ au ■ four ■ de ■ plusieurs ■ villes, ■ relie ■ Paris ■ par ■ ligne ■ métro ■ qui ■ met ■ deux ■ minutes ■ la ■ sciences ■ La ■ Vilette, ■ à ■ la ■ même ■ distance ■ du ■ Conservatoire ■ de ■ musique ■ la ■ proximité ■ future ■ de ■ la ■ mode. ■ Ralite ■ voudrait ■ profiter ■ de ■ cette ■ occasion ■ pour ■ implanter ■ ici ■ un ■ ambitieux ■ carrefour ■ artistique ■ dont ■ le ■ rôle ■ d'irriguer ■ la ■ banlieue ■ nord-est.

La ■ vocation ■ du ■ site ■ serait ■ d'accueillir ■ les ■ jeunes ■ artistes ■ français ■ ou ■ étrangers ■ pour ■ des ■ séjours ■ de ■ un ■ à ■ deux ■ semaines ■ un ■ esprit ■ comparable ■ à ■ celui ■ de ■ la ■ Médoc, ■ développer ■ un ■ création ■ artistique ■ les ■ nouvelles ■ technologies ■ en ■ rendant ■ accessibles ■ à ■ des ■ artistes ■ les ■ ateliers ■ appropriés ■ d'exposition, ■ collaborations ■ étroites ■ avec ■ les ■ institutions ■ implantées ■ à ■ La ■ Villette ■ des ■ communes ■ avoisinantes ■, ■ indique ■ Pascal ■ Santoni, ■ chargé ■ de ■ présenter ■ le ■ projet.

La ■ CMI ■ proprement ■ dite ■ porterait ■ des ■ logements ■ pour ■ les ■ jeunes ■ artistes, ■ des ■ ateliers ■ de ■ recherche ■ de ■ création, ■ des ■ salles ■ de ■ régie ■ image ■ et ■ son, ■ un ■ hall ■ d'exposition, ■ un ■ amphithéâtre-salle ■ de ■ projection, ■ une ■ bibliothèque-médiathèque. Tout ■ cela ■ un ■ véritable ■ quartier ■ serait ■ bâti ■ avec ■ des ■ logements ■ sociaux ■ (500 ■ HLM), ■ une ■ centaine ■ d'ateliers ■ loués ■ au ■ bon ■ marché ■, ■ des ■ locaux ■ pour ■ étudiants, ■ locaux ■ profession-

nels ■ pour ■ PME, ■ un ■ hôtel, ■ des ■ locaux ■ pour ■ le ■ cinéma, ■ ou ■ plusieurs ■ ateliers ■ jazz, ■ cafés-théâtres, ■ des ■ lieux ■ de ■ jeux ■ vidéo ■ artistiques ■, ■ énumère ■ Jack ■ Ralite, ■ qui ■ s'envoie ■ les ■ bras ■ en ■ l'air ■

Or ■ à ■ elle, ■ rêve-t-il, ■ Aubervilliers ■ peut-être ■ le ■ théâtre ■ ou ■ le ■ Montparnasse ■ de ■ demain. ■ Mais ■ comme ■ il ■ ne ■ que ■ les ■ quartiers ■ ne ■ jamais ■ nés ■ d'une ■ vision ■ administrative, ■ il ■ se ■ contentera, ■ dit-il, ■ d'un ■ gestion ■ de ■ l'inattendu ■ de ■ la ■ ville ■ de ■ Paris ■ ZKM ■ de ■ Cologne, ■ le ■ ZKM ■ de ■ Karlsruhe ■ ou ■ la ■ Cultural ■ de ■ Sheffield ■, ■ veut ■ s'inspirer ■ d'une ■ coopération ■ financière ■ publique ■ privée ■. Côté ■ privé, ■ la ■ CMI ■ postérieure ■ aurait ■ eu ■ des ■ locaux ■ publics, ■ une ■ salle ■ ininterrompue ■ de ■ théâtre ■ de ■ l'Elysée ■ le ■ 17 ■ février, ■ il ■ s'agit ■ d'abord ■ de ■ l'Etat ■ qui ■ peut ■ rétroceder ■ le ■ terrain ■ d'Aubervilliers ■ ou ■ au ■ conseil ■ général ■ (au ■ prix ■ coûtant ■ la ■ municipalité) ■ que ■ l'ampleur ■ du ■ coup ■ de ■ financier ■ donner ■ pour ■ que ■ la ■ de ■ Jack ■ Ralite ■ en ■ début ■ de ■ siècle.

E. de R.

**ZINGARO OPERA**

30 DERNIÈRES REPRESENTATIONS

Individuel : 40 000 000

40 000 000

40 000 000



## CULTURE

### THÉÂTRE

## Il était sur son char

Pour Bernard Sobel, qui met en scène une pièce peu jouée de Shakespeare, Aliénor d'Aquitaine et Boris Eltsine, même énigme...

### VIE ET MORT DU ROI JEAN

« Jean... Terra aura vécu de 1167 à 1216, Shakespeare écrit la pièce, d'après les recoupements des érudits, en 1593. En août 1991, Mikhaïl Gorbatchev est prisonnier dans sa ville de Crimée. Ainsi Bernard Sobel rapproche-t-il les deux mondes, le petit mode d'emploi qui s'emploie-t-il sur scène. Roi Jean, s'emploie-t-il à la fois les contemporains de Shakespeare, comme il dit. (C'est en 1991 que Shakespeare a entrepris la réalisation du Roi Jean.)

Il est de la que le pouvoir du roi d'Angleterre Jean... Terre sont celles d'une déconstruction brusque d'un... politique et géographique. En 1991, la déconstruction de l'Union des républiques soviétiques. Et, aux yeux des témoins - témoins d'une pièce de théâtre comme témoins de l'Histoire, - deux événements - un caractère essentiel en commun : l'enchaînement en entier des faits historiques n'est pas pénétrable.

Reprenez que Shakespeare. En 1152, le reine France, Aliénor, âgée de trente ans, divorce. Le roi VII laisse ainsi échapper plus la moitié du territoire, dont Aliénor, être, par héritage, propriétaire. La même année, elle épouse un homme de dix-neuf ans, Henri Plantagenet, qui est, lui, héritier de Normandie, de l'Anjou. Si que le jeune ménage détient « surface corrigée » qui va de la Maine aux Pyrénées. La prise que, deux plus tard, Aliénor d'Angleterre, et intégrée, le sceptre anglais, continent.

L'action même de la pièce de Shakespeare se situe plus tard : Aliénor a soixante-dix-sept ans, en 1199, c'est elle, cinquième

fil, Jean, qui devient roi. La mère ne peut empêcher le de perdre, par une, possessions « françaises ». Or les France, les ducs de France, français, avec barons d'Angleterre, le légat du pape, d'un enchevêtrement d'un ténébreux que les historiens spécialement branchés époque peuvent faire une des choses : et par ils seuls à l'historien, réduits qu'ils aux « recoupements érudits », dit, le bout doigts, Sobel.

Notons que Shakespeare obscurcit sa saisie de l'Histoire en « tamponnant » des faits qui étaient éloignés, ne défigurant d'autres afin ne froisser certaines pièces à un cli- « pré-protestant » mais l'ami soutien Shakespeare, Southampton, était catholique), si le spectateur tout-venant qui n'a pas des années à bûcher l'Histoire d'Angleterre pendant la seconde moitié du douzième siècle prend rien, mais vraiment rien, la ligne générale de la pièce, le Roi Jean.

### Absence gravitation

Bernard Sobel « joue » résolu du théâtre historique : l'insaisissable. Il contrarie la perception optique du propos. Il brouille les pistes. Le décor n'est ni un lieu laissant l'imaginaire libre, ni la Vilar, la Copeau, ni image plus ou moins définie du lieu et du temps racontés. N'ayant plus le repère pour comprendre si Londres ou Angers, un militaire dans le salon d'un château, voyons plus qu'il, qui parle, chez qui, ne qu'il dit. D'autant plus que les mêmes protagonistes présentent d'abord recouverts de tapis-

ries d'ameublement, nuance imaginaire distancée, puis vêtus comme des officiers de police en civil, années 50, imperméables et solides chaussures (aujourd'hui la tenue est plus jeune, survêtements et tennis).

L'incompatibilité des composés spectacle, par l'anachronisme supposé, objets la vue, l'écoute, c'est la liberté d'action, l'intervention même, le chef d'entreprise : le metteur en scène. Cette pratique consiste à substituer à la perception primaire la pièce, le texte, les idées de perception. Si l'histoire est logique, dans la mesure où les témoins de l'Histoire ne participent, eux aussi, qu'à une idée du réel : les témoins ont droit au « spectaculaire » de Boris Eltsine, le char, et c'est là : ils ignorent les séries de causes qui viennent s'entrechoquer à cette minute, le char.

L'exercice physique et mental auquel s'astreint alors le spectateur du Roi Jean, comparable à d'autres exercices, estimables, profitables, que procurent des disciplines philosophiques, religieuses... Le spectacle est l'accomplissement rigoureux d'un enchaînement d'opérations réflexives auxquelles s'est adonné le metteur en scène parfois savoir à quel point il quitte le ferme pour l'azur du cérébral pur. Absence de gravitation qui n'est, redisons-le, que celle de notre monde réel : « Ce fut si la poussière du passé était d'un seul coup balayée par le de l'Histoire », écrit Bernard Sobel à propos des « journées d'août à Moscou ». Quelle poussière de quel passé ? Shakespeare à Stratford ? Doulanov ? Petrograd ?

MICHEL COURNOT

Centre dramatique national, 41, av. de la République, du mardi au samedi à 20 h 30, dimanche à 17 h. Jusqu'au 1<sup>er</sup> mars. Tél. : 47-93-26-30.

### DANSE

## Déflagrations d'énergie

Héla Fattoumi et Eric Lamoureux présentent à l'hippodrome de Douai le quintette « Si loin que l'on aille »

### BOULI

de envoies spéciales

Héla la brune, au profit de la primitive méditerranéenne, l'ère la blond, plutôt descendant à Vikings, n'ont pas la grosse tête. Un exploit lorsque le petit monde de la contemporaine n'est enflammé un d'écoupe devant vos premiers pas, le garde braqués sur vous, depuis, les diacres projecteurs. On ne peut, d'avantage, accuser de brûler, étapes.

Husou, qu'ils considèrent leur Opus 1 (en réalité, ils s'étaient déjà fait les griffes, de manière confidentielle, dans leur premier « Collectif » recherche chorégraphique), baptisé Urmu Letrouge) lui un duo. Pour le présenter « Rencontres internationales de Bagnolet » dont le règlement exclut les duos, ils nient légèrement et y introduisant un complice, le ténébreux Eric Fattoumi. Le Prix SACD de la première œuvre couronnée d'été (1990).

Sagement, ils restent la formule trio pour Après-midi. Puis, selon le fameux principe de « Alouette, gentille alouette », passent, quatuor pour Rencontres parallèles, une commande « l'inévitable bicentenaire Mozart. Au d'un séjour à l'hippodrome de Douai - qui propose, soit dit en passant, des programmations parmi plus consistantes de l'Hexagone - ils viennent de créer Si loin que l'on aille : quintette. Chiara Bortoli, une vierge préraphaélite, Giuseppe Molino, un loubard sicilien, s'amalgament au noyau Fattoumi-Lamoureux-Affergan.

### Rages suicidaires

Le Si loin que l'on aille n'est pas des plus originaux ces temps-ci : « Cinq personnes qui vivent dans leur état d'étrangers les uns envers les autres... ». On rétorquera justement : il réside dans le façon de dire, choses banales. Ruptures à contrastes entre immobilités et déflagrations d'énergie, entre

frénésie, indifférence furieuses étreintes - merci Bouvier et Obadia - forment la base de cette pièce précédentes.

On plat du dos, quelques jours après avoir vu, Ville Wim Vandockeybus ses danseurs se jeter par terre avec une violence à crever le plateau. On demande, ne signifient, suicidaires la nouvelle génération de chorégraphes. Fattoumi et Lamoureux, nouvelles prouesses spectaculaires, des corps qui tournent au ras du sol en prenant appui, mais.

Les éclairages d'Yves beaux, qui pleurent sur l'avant-scène derrière un gouffre, fond, ou beau visage de Chiara Bortoli. La bande-son de Christophe Séchet, complice que s'arrachent tant créateurs d'aujourd'hui. une fois l'oreille, première plainte d'harmonique ténue,

tenue, ténue. de belles images du tacle, homme horizontal qui se sur une longue chaîne, ou ce couple qui ne peut se rejoindre par, chaîne, tournant lentement, enferme l'homme, un cône invisible, infranchissable, trop silences gestuels vides, regards vagues, d'errances du site - les « tantes à la crème » du site, l'incommunicabilité - affaiblissement la construction. Qu'ils ou non, maintenant, secteur, Fattoumi et Lamoureux doivent dompter deux divinités ennemies auxquelles sont confrontés : chorégraphes, l'espace, le temps.

SYLVIE DE NUSSAC

Si loin que l'on aille repris à Dieppe, au Centre Jean-Renoir, le 7 février, puis à Paris, Théâtre de la Bastille, le 18 au 23.

### ARCHITECTURE

## Briques et pierres

Une savante étude incite à rechercher les traces du Paris de Henri IV et de Louis XIII

La place des Vosges, le palais du Luxembourg, l'hôtel de Sully, mais rue du Temple, rue Charlot, rue Galande, rue Coquillière, rue François-Miron ou rue de la Grande-Truanderie : autant de constructions des règnes de Bourbon, d'Orléans (l'hôtel de Rambouillet), certaines défigurées au Louvre, Bord de l'Eau, la place Dauphine), quelques-unes ont, plus ou moins, retrouvé leur physionomie d'origine (le palais abbatial de Saint-Germain-des-Prés). Les plus « typés », reconnaissables aux jeux contrastés de la pierre et de la brique, grands combles qui coiffent les logis ou à l'abondance de leurs décors sculptés, qui se dénoueront au fur et à mesure de l'avance du siècle.

L'ouvrage de Jean-Pierre permet de repérer les bâtiments mais significatifs. L'auteur, aujourd'hui responsable du musée du Versailles, enfin sur la qualité l'urbanisme qui se met place à époque : quartiers neufs, rues perspectives inédites. Il faut préciser que, après la guerre civile qui culmine la fin du

XVI<sup>e</sup> siècle, Paris en triste état. Surtout après les années de siège, 1594. Les maisons des faubourgs sont rui- La ville, qui comptait plus de 100 000 âmes, a perdu un quart de habitants. Quelques années plus tard, à la supériorité de l'ambassadeur d'Espagne, la capitale

### Spéculation effrénée

Le Pont-Neuf, premier ouvrage d'art à dépourvu de maisons, a achevé, la rue Dauphine percée (c'est alors l'une des voies les plus larges de Paris), la place des Vosges est implantée au d'un quartier qui devient vite la mode. La place Dauphine, l'île de la Cité, le rendez-vous financiers. Le dernier « grand projet » de Henri IV, création d'une place de France semi-circulaire au nord du Marais, vers l'actuelle rue de Bretagne, n'a pas le temps de se concrétiser. Si les formes géométriques simples s'imposent, la symétrie qui depuis la Renaissance est à l'architecture, loin d'être respectée, les architectes prennent à leur logique et la régula-

rité. Ils en tirent d'ailleurs qui nous surprennent.

Sous le règne de Louis la promotion privée prend la relève l'Etat. récupère dans la ville les livres : encintes désaffectées, égouts à ciel ouvert, domaines abandonnés. Les à la cité sont repoussées plus à l'ouest : un espace devenu vacant, Richelieu installera son Palais-Cardinal qui deviendra le Palais-Royal. L'île Saint-Louis, terrain bourbeux, est assaini loti selon un plan régulier. La spéculation est effrénée : l'hôtel se construire Marguerite de Valois sur la rive gauche, du côté de l'Ecole beaux-arts, inachevé à la mort de la princesse, sera immédiatement détruit pour faire place à un lotissement. Les architectes de l'époque, Jacques Androuet du Cerceau, Salomon de Brosse ou Clément Métezeau, aussi des entrepreneurs avisés.

Mais si l'aspect de la ville change, la décoration intérieure des maisons se modifie également. Le mobilier se diversifie, sophistiqué moment où l'architecture extérieure s'essaim, s'orientant vers le classicisme qui triomphera Louis XIV. « L'écrit baroque, écrit

des façades, s'est réfugié dans les maisons, nous Jean-Pierre Babelon. Il anime les escaliers et leurs effets de perspectives et de lumières, les lambris colonés, plafonds polychromes et les trompe-l'œil (...). C'est une étape nouvelle dans l'histoire des demeures. Histoire l'érudition l'auteur - cet ouvrage a mené être - fait parfaitement. La ville le cadre d'une société qui supporte encore le joug de l'absolutisme naissant. Scruon, Saint-Amant, Tallemant des Réaux, Bussey-Rabutin, le jeune Cornille - celui du Cul et Menteur - foulent le pavé de la place Royale, retrouvent, avec les Précieuses, l'hôtel de Ram-

Un index architectes et un inventaire de tous les bâtiments parisiens rescapés de époque, rue le numéro, numéro, rend cet ouvrage (en dépit de son format) indispensable au péon de Paris.

EMMANUEL DE MUIA

Demeures parisiennes sous Henri IV et Louis XIII, par Jean-Pierre Babelon, Hazan éd., 336 p., 111 F.

# ZINGARO

## OPERA EQUESTRE

au Fort d'Aubervilliers  
176, Jean-Jaures  
(Accès : par la Porte de la  
Métro Fort d'Aubervilliers)

**30 DERNIERES REPRESENTATIONS**

Individuels:	Collectivités:
48.04.38.48	45.23.01.92

FNAC, LES FNAC, VIRGIN

Concerts Zingaro, Paris, au Fort d'Aubervilliers, 176, Jean-Jaures, par la Porte de la Métro Fort d'Aubervilliers.

Avec l'aide du Ministère de la Culture et de la Communauté de la Région d'Aubervilliers, avec le concours du Comité de la Région d'Aubervilliers.

# CHATELET

THEATRE MUSICAL DE PARIS

14 février - 15 mars 1992

## Ballett Frankfurt

## William Forsythe

## Artifact

14, 15, 16, 27, 28 et 29 février  
à 20h30

17 mars à 15h

## The Loss of Small Detail

14, 15, 16, 27, 28 et 29 février  
à 20h30

21, 22, 23 et 24 février  
à 20h30

LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE ENCOURAGE LE TALENT

40 28 28 40

MAIRIE DE PARIS







## BILLET

## Les Allemands et leurs salaires

L'accord salarial conclu en extrême, lundi 3 février, dans la sidérurgie allemande a évité une grève. Beaucoup, outre-Rhin, considèrent qu'il s'agit d'un résultat important.

Tout le monde avait présent à l'esprit la grande grève du mai-juin 1984, qui paralysa la sidérurgie durant six semaines. Si la base, elle-même, a décidé de ne pas décevoir, le travail, l'industrie allemande n'aurait manqué d'approvisionnement. Le patronat a montré qu'il voulait éviter un affrontement coûteux pour le pays. Certains estiment même que les avantages ont été obtenus sans trop de peine.

La hausse de 6,3 % des salaires pour la période novembre 1991 - novembre 1992 est un peu trop forte pour l'économie allemande, les prix industriels augmentent de 2,5 % et la productivité de 2 % à 2,5 %. Les salaires dans la sidérurgie ont augmenté de 7 % l'augmentation de 7 % qu'avaient obtenue les métallurgistes pour la période allant du 1<sup>er</sup> mars 1991 au 1<sup>er</sup> mars 1992. Il y a pourtant deux risques. Le premier est celui des négociations qui reprendront dans la sidérurgie puisque l'accord conclu l'année dernière prend fin dans un mois. Cet accord est très important car il concerne, lui, quatre millions de salariés alors que l'accord sidérurgie ne touche que cent mille personnes. Les syndicats de la sidérurgie vont-ils modérer leurs revendications pour tenir compte des revendications des métallurgistes ? Vont-ils écouter les appels de M. Kohl mais aussi de M. Helmut Schmidt qui demandent trois années de rigueur, au cours desquelles les salaires n'augmenteraient plus vite que le prix ? L'autre risque est l'attitude des non industriels, où les progrès de la productivité sont bien plus faibles : les banques, la fonction publique demandent des hausses voisines de 10 %. Le danger est de voir la Bundesbank s'inquiéter de l'évolution salariale et continuer d'augmenter le taux d'intérêt. De son côté, le patronat a prévu des suppressions d'emplois. Avertissement qui devrait réfléchir, à un moment où le chômage vient d'augmenter massivement (+ 305 000 demandeurs d'emploi en janvier) mais également à l'Ouest (+ 140 000).

ALAIN VERNHOLLES

Les chemins allemands transformés en société anonyme. M. Guenther Krause, ministre allemand des transports, a annoncé, mercredi 3 février, qu'une loi créerait, d'ici à 1993, une société anonyme, la Deutsche Eisenbahn, pour coiffer deux sociétés exploitant les chemins : fer (Laender) l'Ouest (Bundesbahn) et l'Est (Deutsche Reichsbahn). Cette holding pourrait ultérieurement permettre une privatisation, après réforme de la Constitution qui classe l'administration propre de l'Etat fédéral. Le ministre s'est dit prêt à ouvrir le réseau allemand d'exploitations européennes de chemins de fer, à réserver la réciprocité. (AFP)

Après l'affaire De Havilland

## La Commission européenne limite les pouvoirs de Sir Leon Brittan

L'affaire De Havilland a laissé des traces. Le refus de la Commission européenne d'autoriser, en octobre dernier, le rachat par l'Acropontale et la société italienne Alenia regroupés au sein du consortium ATR, avait suscité de vives polémiques.

Décidé par la pression de Sir Leon Brittan, commissaire européen à la concurrence, le premier ministre britannique, M. James Delors, était habilité à mener la procédure, seule la décision finale étant prise par le collège des dix-sept commissaires. M. Brittan était même supposé, depuis le 31 décembre dernier, pouvoir conduire seul la procédure.

La Commission européenne a décidé, mercredi 3 février, d'asso-

cier désormais étroitement l'ins-truction des dossiers tous les commissaires concernés par les projets de fusion ou de concentration d'entreprises susceptibles de restreindre la concurrence dans la CEE. Cette décision limite de fait les pouvoirs de Sir Leon Brittan. Jusqu'à présent, en effet, le dernier et le président de la Commission, M. Jacques Delors, étaient habilités à mener la procédure, seule la décision finale étant prise par le collège des dix-sept commissaires. M. Brittan était même supposé, depuis le 31 décembre dernier, pouvoir conduire seul la procédure.

Le collège des commissaires a finalement décidé, d'accord avec M. Delors, de maintenir jusqu'au 31 décembre 1992 le système de la double commande. Les différents commissaires qui estimeront, en outre, qu'un dossier à l'étude relève aussi de leurs compétences devront être systématiquement

associés à son instruction. Sir Brittan devra notamment informer ses collègues des raisons ayant justifié l'engagement de la procédure et de sa suite probable.

Parmi les premiers dossiers que le bouillant commissaire à la concurrence devra étudier dans le cadre de la nouvelle procédure, figure celui du rachat du constructeur automobile Rover par British Aerospace. Sir Brittan a en effet annoncé, mercredi à Bruxelles, vouloir proposer à ses collègues de rouvrir ce dossier. La Cour de justice européenne a en effet annulé, pour des raisons de procédure, une décision de la Commission prévoyant le remboursement par les deux entreprises concernées d'une aide de 44,4 millions de livres qui leur avait été accordée par l'Etat britannique.

En condamnant un cartel néerlandais

## Bruxelles donne un avertissement aux entrepreneurs du BTP

AMSTERDAM

« Dogmatique, inacceptable et ridicule » : un porte-parole des entrepreneurs néerlandais du bâtiment a vivement réagi à la décision prise par la Commission européenne, qui leur a infligé, mercredi 5 février, une amende de 22,5 millions d'écus (157,5 millions de francs) pour constitution d'un cartel.

Contrairement aux apparences, l'exécutif européen n'a fait preuve de clémence. Il aurait pu imposer une amende allant jusqu'à 520 millions d'écus, somme représentant 10 % du montant annuel d'activité contrôlé par le cartel incriminé. Baptisé « BTP », l'organisme en vingt-huit associations coordonnées par une fédération, celui-ci réunit plusieurs milliers d'entrepreneurs des grands noms du BTP des Pays-Bas qui se répartissent les chantiers à l'ambition de l'insu des commanditaires.

Quelle soit la difficulté de son enquête, qui a duré quatre mois, le dépeuplement de quatre-vingt mille dossiers, la commission a choisi la voie de la facilité en prenant dans le collimateur un cartel néerlandais. Ce type d'enquête est en effet l'icône aux Pays-Bas où le ministère des affaires économiques tient un registre officiel des accords déclarés entre entreprises. A la fin de l'an dernier, 455 cartels étaient ainsi enregistrés dans les entreprises économiques qui prennent ainsi le visage de Janus, le credo libre échan-

giste face à la limitation organisée de la concurrence l'autre.

C'est d'ailleurs pourquoi le commissaire à la concurrence, Sir Leon Brittan, a simultanément engagé une procédure pour le gouvernement de La Haye qui avait approuvé la constitution du cartel SPO, contre lequel les entreprises condamnées n'ont pas de se retourner au cas où elles n'obtiendraient pas une suspension de la sanction jusqu'à l'examen de l'affaire par la Cour européenne de justice qu'elles vont saisir. Mais

au-delà du cas des Pays-Bas, qui est bien connu à Bruxelles où tout cartel est soit peu sophistiqué soit de type néerlandais, la commission a sans doute voulu donner un coup de semonce aux entreprises de bâtiment des autres pays de la CEE où des cartels existent aussi mais de façon clandestine. « C'est la première fois que nous intervenons dans ce secteur », dit-on pas la dernière.

CHRISTIAN CHARTIER

Sans attendre la fin de la décennie

## Les Britanniques souhaitent ouvrir totalement leur marché automobile

Les Anglais vont-ils, comme M. Jacques Calvet, président de PSA, qualifier l'accord d'ouverture progressive du marché européen aux automobiles japonaises de « pseudo-accord » ? Ils paraissent disposés à le faire mais pour des motifs radicalement opposés à ceux qu'avance le patron de Peugeot. Ce dernier estime que l'accord, durable, négocié en juillet, fait la part trop aux Japonais en n'incluant pas formellement dans les quotas les véhicules japonais de moins de 1 000 cm<sup>3</sup> de cylindrée, c'est-à-dire les véhicules fabriqués en la zone européenne.

Bien au contraire, rétorquent aujourd'hui les Britanniques. Selon un rapport de la Commission européenne, les fusions (MMC), ces pratiques restrictives rendent les voitures du marché britannique. En conséquence, le gouvernement a étudié l'éventuelle levée des restrictions sur les ventes de voitures japonaises en Grande-Bretagne. Le rapport de la MMC, publié après

deux ans d'enquête environ et alors que les ventes de voitures japonaises ont chuté de 21 % en 1991 en Grande-Bretagne, recommande aussi de revoir le principe de la conduite à gauche, mais le gouvernement immédiatement exclu cette éventualité. La MMC suggère aussi de lever l'interdiction pour un concessionnaire de posséder plusieurs enseignes avec des marques différentes dans la même zone géographique.

Autant de suggestions dont on voit qu'elles pourraient être appliquées. Soit - en ce qui concerne l'abolition des quotas - que la Grande-Bretagne, signataire de l'accord européen-japonais ne peut le dénoncer unilatéralement, soit - en ce qui concerne la distribution des véhicules - parce qu'on voit mal un gouvernement britannique à tout cri pour imposer aux constructeurs leurs pratiques commerciales.

A. K.

A la suite de plaintes d'épargnants

## La COB transmet au parquet de Paris les dossiers de deux sociétés opérant sur les marchés à terme étrangers

La Commission des opérations de Bourse (COB) a annoncé, lundi 3 février, la transmission au parquet de Paris de deux dossiers concernant deux sociétés - Analyses et Méthodes (GCA) (Gold-schmidt Conseil et Associés) - opérant sur les marchés à terme étrangers et marchandises. Cette décision a été prise le 21 janvier.

Analyses et Méthodes, la société

Analyses et Méthodes, qui proposait un logiciel d'aide à la décision, sollicitait le public pour d'intervenir sur les marchés à terme étrangers et marchandises. Cette décision a été prise le 21 janvier.

Analyses et Méthodes, la société qui proposait un logiciel d'aide à la décision, sollicitait le public pour d'intervenir sur les marchés à terme étrangers et marchandises. Cette décision a été prise le 21 janvier.

Avec un déficit de 8,5 milliards de francs

## Dégradation de la balance commerciale du secteur de l'habillement en 1991

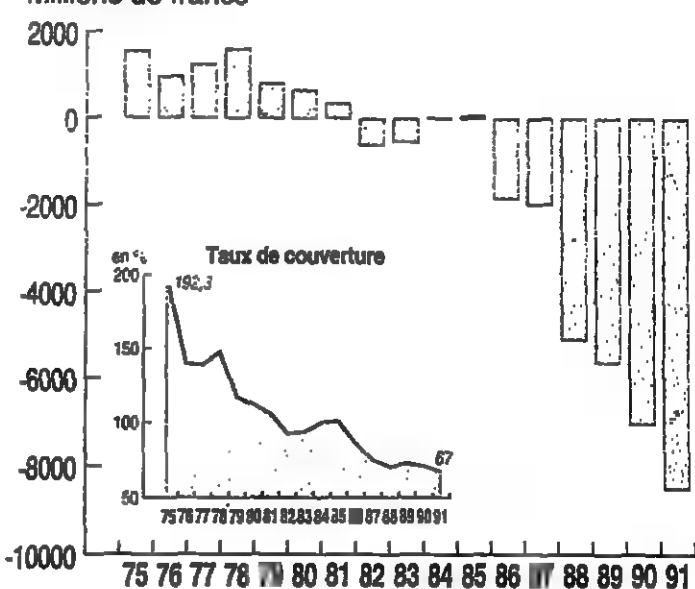
La balance commerciale du secteur de l'habillement s'est détériorée en 1991 pour la sixième année consécutive. Le déficit a atteint 8,5 milliards de francs, 7,1 l'année précédente selon les statistiques publiées, mardi 4 février, par l'Union nationale des industries de l'habillement (UINH). Malgré la morosité du marché de l'habillement en 1991, les importations ont progressé de 8 %, le rythme beaucoup plus rapide que les exportations (17,3 milliards de francs, + 2 %).

Les pays européens (Italie, Allemagne, Belgique, Royaume-Uni) sont les principaux fournisseurs de la France (30,5 % du total des importations, suivis par le Maroc (23,2 % du total). Mais l'an dernier, les livraisons des pays asiatiques ont littéralement explosé. La Chine, cinquième fournisseur, affiche pro-

gression de 84 %, Sri-Lanka de 93 %, l'Indonésie de 92 %, Singapour de 84 %. Seul signe d'espoir : l'excédent traditionnel de la France sur les autres pays industriels s'est accru à 6,4 milliards de francs, 5,1 l'année précédente.

La publication des statistiques devrait encore renforcer la détermination des industriels français. Ceux-ci demandent que de nouvelles règles soient imposées aux pays à main-d'œuvre à l'occasion des négociations du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce). Ils ont aussi décidé d'obtenir en France, un assouplissement du code du travail (modulation des horaires, heures supplémentaires, etc.). Assouplissement qui serait, selon eux, le meilleur moyen de protéger l'emploi et leur permettant de « coller » au marché et lutter contre le travail au noir.

Millions de francs



Les initiatives des assurances et du ministère de l'économie

## Mobilisation en faveur de l'immobilier

« Le marché immobilier doit savoir qu'à partir du 4 février, l'UAP est acheteur ». L'annonce, l'achat par l'UAP du siège de la Barclay's, rue du 4 septembre à Paris, représente déjà un événement en soi, compte tenu du gel persistant des transactions dans l'immobilier de bureaux parisiens. Voir une compagnie d'assurances se porter acquéreur d'un immeuble à 55 000 francs le mètre carré qu'elle espère revendre en 1995 75 000 francs après rénovation, un signe encourageant, compte tenu du poids des investisseurs institutionnels sur le marché.

M. Jean Peyrelevade, président de l'Union des assurances à Paris, le sait. Il n'a pourtant pas hésité à enfoncer le clou en proclamant haut et fort ses intentions : démarche commercialement singulière puisque c'est la meilleure manière de faire monter les prix mais psychologiquement capitale pour redonner le moral à un marché déprimé.

Coincidence ? Quelques heures plus tôt, M. Pierre Bérégovoy avait, lui aussi, fait un petit signe encourageant en direction du secteur en annonçant un renforcement du rôle et des missions de l'épargne-logement dans les prochaines semaines de façon à stimuler l'accès à la propriété. Déclaration à double détente d'une part, le système pris dans

un « effet de ciseaux » entre un ralentissement de la progression de ses dépenses (le Monde du 13 décembre) : d'autre part, les professionnels mal vécus l'an dernier d'un produit d'épargne à long terme alors qu'ils s'inquiétaient déjà des détournements des placements vers d'autres formules que l'immobilier.

De même, le ministre des finances a relancé l'idée - en jachère - de la création d'un « fonds de garantie de l'accession sociale » (financé par les établissements financiers et les banques) pour les prêts conventionnés, il s'inquiète en effet de la « filippine » des banques dans la distribution de ces prêts : catégories sociales défavorisées, attitude qui contrarie son désir de voir - à la place - remplacer les Prêts accession à la propriété (PAP), onéreux pour le Budget. Ce mécanisme va être étudié par les ministres concernés, MM. Paul Quilès et Marcel Debarge, qui réfléchissent d'ailleurs activement à des mesures de relance dans le BTP considéré non inflationniste et créateur d'emplois. Mesures également réclamées il y a quelques jours par M. Laurent Fabius, conscient de l'effet électoral désastreux de l'arrivée d'une crise du logement de plus en plus perceptible en France.

F. V.

## INDICATEURS

FRANCE

● MATIF : 4 342 931 contrats conclus au 1<sup>er</sup> janvier. - Le marché à terme international de France (MATIF) 4 342 931 contrats au 1<sup>er</sup> janvier vient d'enregistrer un record d'activité depuis sa création en 1986. Le volume du MATIF, le notional, a lui aussi un nouveau record pour la même période : 645 111 lots, soit une moyenne quotidienne de 120 lots, en progression de 24 % par rapport à décembre 1991 et 67,9 % par rapport à janvier 1991. Le précédent record datait d'octobre 1987, 2 242 882 lots.

● MONEP : + 14 % au 1<sup>er</sup> janvier. - Avec 14 % de contrats d'options échangés pour le premier mois de l'année, le marché des options négociables de Paris (MONEP) affiche une progression de 14 % par rapport au mois de janvier 1991. Ce volume, toutefois, est en léger recul par rapport au mois de décembre dernier qui avait enregistré une activité record de 915 lots.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde SANS VISA



## ÉCONOMIE

## EMPLOI

Publié au « Journal officiel »

## Un décret clarifie le « statut » du chômeur

Un décret, publié le 5 février au Journal officiel, précise les principes définis dans la loi du 31 décembre 1991, relatifs au statut du chômeur. La liste des demandeurs d'emploi, il s'agit d'une clarification qui, à terme, change les comportements des personnes inscrites à l'ANPE. Jusqu'à présent, l'ensemble des règles et des obligations d'un chômeur étaient consignées dans divers documents internes à l'ANPE, qui n'avaient aucune valeur juridique. Les décrets, inscrits dans la loi, ont été par le décret. Au passage, quelques modifications sont intervenues.

On ne doit désormais que les conditions d'inscription - présenter personnellement, déclarer son identité, - que signifie des « être immédiatement disponible » pour un emploi, par exemple.

Mais le texte renforce aussi la durée de l'inscription qui sera prononcée par l'ANPE, si le chômeur n'accomplit pas « des actes positifs de recherche d'emploi ». Un à trois mois, jusqu'à présent, la période est portée de six mois, pour être mieux appliquée. Appelée à plus de sévérité, l'agence devra cependant « et notifier » décision indiquant pour lesquels refus d'un emploi ou d'une formation lui paraissent « légitimes ». À l'inverse, le chômeur pourra adresser des observations écrites.

Le chômeur sera informé par document, inscription, et, plutôt que demander « en avancement », il devra indiquer le changement de statut dans un

trois jours, particulièrement quand il s'agit d'un emploi. Et l'entreprise ou l'organisme de formation pourront indiquer son embauche ou son entrée en stage.

Sur la possibilité d'exercer des « activités réduites », le décret apporte des éclaircissements qui ont pour l'heure que théoriques. Au delà de 20 heures par semaine, le chômeur est dit de catégorie 1 (à la recherche d'un emploi à temps plein à durée indéterminée) ou 2, comme le chômeur qui, de son inscription, travaille déjà un mois. Mais l'informaticien commun à l'ANPE et à l'UNEDIC ne serait techniquement capable d'accomplir cette directive avant dix-huit mois et la compagnie manuel, hors statistiques pour l'instant.

A. L.

Un bilan de M<sup>me</sup> Aubry ■ conseil des ministres

## L'aide au chômage partiel ■ permis d'éviter 35 000 licenciements en 1991

En conseil des ministres, mercredi 5 février, M<sup>me</sup> Aubry a présenté une communication faisant un bilan des mesures d'aide à l'amélioration des plans sociaux. Soucieuse de l'accompagnement social des licenciés, M<sup>me</sup> Aubry était d'autant plus fondée à mesurer l'impact des dispositions prises que, en 1991, 132 licenciements collectifs ont été évités. Ce rythme ne s'est pas ralenti puisque, au quatrième trimestre, 35 000 licenciements ont été évités par les prochains mois.

Le principal résultat obtenu l'a été avec le chômage partiel, dont la mise en œuvre par l'Etat a permis d'économiser 18 milliards de francs. On estime que, pour un coût budgétaire de près de 500 millions de francs, 35 000 licenciements ont été évités. Le nombre de journées indemnisées a été de 1,8 million en 1989 à 2,5 millions en 1990 et 2,7 millions en 1991.

7,7 millions en 1991. Pendant les périodes de baisse d'activité, des entreprises ont engagé des opérations de formation pour 3 000 salariés, aussi (10 millions de francs) à 50 % ou 100 % selon les conventions de conversion aussi connu une forte baisse du nombre de bénéficiaires, qui était de 400 600 en 1990, est passé à 68 400 en 1991. Cette mesure, améliorée, a été davantage utilisée par les petites et moyennes entreprises. Par ailleurs, un effort a été engagé pour développer les aides au reclassement du Fonds national de l'emploi (FNE), qui a profité à 20 000 bénéficiaires. Les entreprises ont été incitées à créer des cellules de reclassement, qui, en 1992, ont aidé à hauteur de 75 %, et non plus 50 %, du coût de fonctionnement.

## SOCIAL

## L'usine Alcatel de Laval bloquée par un piquet de grève

Les salariés de l'usine Alcatel Radiotéléphone (ART) de Laval (Mayenne) bloquent toujours, jeudi 6 février, la porte principale de l'établissement, à la suite de l'échec, mardi, des négociations entre la direction et l'intersyndicale CFDT-CFPC-CGT. Le plan de suppression de 246 des emplois, le piquet de grève avec un temporaire levé le mardi 4 février.

Le plan intervient à la veille de la mise en œuvre de nouvelles lignes robotisées de fabrication du futur radiotéléphone européen (GSM). Pour rentabiliser les équipements, la direction a proposé un allongement du temps de travail des salariés de la production sur la base de trente-quatre heures hebdomadaires. Les délégués syndicaux devaient être reçus le 7 février au ministère de l'Industrie à Paris.

## INDUSTRIE

Mettant ■ avant leurs bons résultats

## Les dirigeants d'Oris veulent rester dans CEA-Industrie

La filiale CEA-Industrie spécialisée dans les techniques de diagnostic, va-t-elle se rapprocher de la Cogema, du fleuron du holding industriel du CEA ? A l'intérieur de la société, l'idée fait son chemin. Elle pourrait même, aux yeux de certains de ses responsables, constituer une contre-proposition suffisante pour garantir le maintien au sein du nouveau pôle Thomson-CEA.

La sortie d'Oris, le pôle biomédical de CEA-Industrie sera connu dans une semaine. Les dirigeants de la société ont décidé de mettre à profit ce court délai pour défendre coûte que coûte le maintien de la société dans le giron de CEA-Industrie.

A la fin du financement pour boucler le rachat par CEA-Industrie des activités biomédicales de Thomson, M. Jean Syrota, chargé par les pouvoirs publics d'une mission de réflexion, va vendre certaines filiales. En dépit des assurances données par le premier ministre, M. Edith Cresson, lors de son déplacement à Saclay, Oris se sent particulièrement vulnérable.

Cet ancien département de recherche du CEA est devenu une société profitable. En 1991, elle a dégagé un bénéfice net de 30 millions de francs (soit une progression de 200 %) pour un chiffre d'affaires en hausse de 19 % à 1,1 milliard.

La participation 100 % détenue par CEA-Industrie pourrait donc être négociée au prix fort. L'opération a d'ailleurs un précédent. En 1987, le groupe Thomson, cédait la CGR, son pôle biomédical, pour reprendre l'américain General Electric son électronique grand public regroupée dans RCA. Une simple ouverture du capital serait envisageable, a affirmé mercredi 5 février le président d'Oris,

M. Yves Le Gall, devant la presse. Une fois cédée à toute la faveur de la société, la CGR pourrait être reprise par Oris pour être intégrée par la filiale CEA-Industrie. Ce processus permettrait de faire remonter directement à l'argent au niveau du holding, et de financer l'acquisition de Thomson SA.

Il faut savoir si M. Syrota juge l'opération pertinente. L'actuel président de la CGR a annoncé qu'il ne quitterait pas la société, mais qu'il pourrait être nommé à la tête d'une filiale d'Oris. M. Syrota, qui a rejoint la CGR en 1987, a été nommé directeur général de CEA-Industrie, mais il ne peut pas s'occuper de la gestion de la société, car il est déjà engagé dans la gestion de la CGR.

CAROLINE MONNOT

## Quinze propositions pour rendre les entreprises françaises plus européennes

■ place en juillet par M<sup>me</sup> Edith Cresson, le Groupe GEM) et l'Europe. L'Europe, présidée par M. Didier Poincaré-Valentin, PDG du groupe Schneider, a quinze propositions pour que les entreprises françaises affrontent dans les meilleures conditions le marché unique européen.

Un grand effort national est déployé dans les technologies diffuses (électronique, biotechnologies, matériaux...). Au niveau fiscal, le groupe propose de rendre fiscalement déductibles en France les dépenses d'entreprises implantées à l'étranger. Le groupe propose également la création d'un « fonds d'épargne » pour le développement d'entreprises étrangères.

Le groupe propose de rendre obligatoire la maîtrise d'une langue étrangère pour les diplômés et d'inciter les étudiants à passer un an à l'étranger. Il souhaite la mise en place d'un « institut des hautes études économiques européennes ».

## FINANCES

## Le Conseil des Bourses de valeurs oblige Exor à lancer une OPA sur Perrier

Le Conseil des Bourses de valeurs (CBV), réuni mercredi 5 février, a décidé, à l'unanimité, de bloquer la cotation de la société Exor sur le marché de Paris. Le Conseil a également décidé de bloquer la cotation de la société Exor sur le marché de Paris. Le Conseil a également décidé de bloquer la cotation de la société Exor sur le marché de Paris.

Le Conseil des Bourses de valeurs (CBV), réuni mercredi 5 février, a décidé, à l'unanimité, de bloquer la cotation de la société Exor sur le marché de Paris. Le Conseil a également décidé de bloquer la cotation de la société Exor sur le marché de Paris. Le Conseil a également décidé de bloquer la cotation de la société Exor sur le marché de Paris.

## COMMUNICATION

La plainte de M. Jean-Christophe Mitterrand contre « L'Événement du jeudi »

## La Cour de cassation régleme les référés en matière de presse

La Cour de cassation a annulé, mercredi 5 février, l'arrêt de la cour d'appel de Paris qui avait validé la procédure de référé engagée en printemps 1990 par M. Jean-Christophe Mitterrand, conseiller à l'Élysée, contre l'« Événement du jeudi ». La deuxième chambre civile, présidée par M. Jean-Durand, a estimé que l'« Événement du jeudi » avait disposé d'un délai de dix jours pour préparer sa défense. Prévu par la loi de 1981 sur la presse, l'ordre des choses, était jusqu'à présent aux journalistes en l'attente d'un jugement devant un tribunal civil.

La décision de la Cour de cassation satisfait qu'à demi ceux qui avaient souhaité que la procédure de référé soit définitivement bannie de la matière.

plus plus fréquemment utilisée, à la fois en procédure civile et en procédure pénale. Le seul, la faculté de condamner le champ des journalistes à fortes sanctions pécuniaires et même d'ordonner la saisie d'un organe de presse, n'a pas la base d'un simple décret, l'article 809 du nouveau code de procédure civile.

## Une procédure coopérative

L'affaire qui opposait le président de la République à l'« Événement du jeudi » avait justifié dans leurs appréhensions ceux qui dénoncent depuis longtemps un « détournement » de la loi de 1881, censée garantir la liberté de la presse. Le 7 juin 1990, un article signé Pascal Krop avait accusé de corruption - en l'absence à peine volée - M. Jean-Christophe Mitterrand, conseiller à l'Élysée, d'avoir obtenu un contrat de 80 000 F de réparation, à titre de provision, du tribunal civil de Paris (le Monde du 13 juin 1990), une ordonnance immédiatement confirmée par la cour d'appel.

laquelle vient d'être désavouée par la Cour de cassation. Plus que l'accusation de corruption, qui reste à démontrer, ce sont les conditions dans lesquelles la condamnation a été prononcée qui ont envenimé l'affaire. L'« Événement du jeudi » n'avait pas eu trois jours pour préparer sa défense, dont un week-end. Cela alors que l'auteur de l'article était en vacances, en croisière sur le Nil, injoignable.

La Cour de cassation ne définit à cette procédure coopérative. Elle affirme simplement que les journalistes doivent disposer d'un délai suffisant pour produire la preuve de ce qu'ils avancent. La deuxième chambre civile ne tranche pas non plus l'une des autres questions qui lui étaient soumises. Claire Waquet, l'avocate, devant elle, de l'« Événement du jeudi ».

Depuis la loi de 1881, l'hébergement affirme qu'en raison de ses responsabilités à l'Élysée, M. Jean-Christophe Mitterrand avait saisi le tribunal correctionnel et le juge des référés, cela en application d'une disposition de la loi de 1881 qui interdisait

aux journalistes d'une part de l'auteur de l'État de citer un organe de presse devant un tribunal civil.

Lors de l'audience de la Cour de cassation, M. Pierre Dubois du Prieux, avocat général, a estimé que la cour d'appel de Paris donnait satisfaction à M. Jean-Christophe Mitterrand et à son avocat d'alors, M. Georges Kiejan, devait aussi être annulé sur ce point. Ses collègues ne l'ont pas suivi, mais il a tout de même obtenu l'annulation de la procédure relative à cette affaire restant à trancher.

B.L.G.

L'avenir de La Cinq  
Le projet Berlusconi se précise  
sauf sur le futur actionnariat

Le comité d'entreprise de la Cinq, réuni mercredi 5 février, a voté à l'unanimité le projet de loi Berlusconi, sans apporter de révisions sur la reconstitution de la table. Sur les 910 salariés (pigistes et intermittents compris), 613 conserveraient leur emploi. Le passif, estimé à 4 millions de francs, serait repris par le nouvel opérateur mais au quart de sa valeur. Quant aux quotas et autres obligations, M. Berlusconi respectera les règles fixées par la loi de 1986 sur la communication, mais n'entend pas reprendre les engagements contractés par l'ancien opérateur de la Cinq. Une assemblée générale des actionnaires aura lieu le 25 février. C'est elle qui votera l'augmentation de capital de 700 millions de francs (suivie, deux mois plus tard, d'une autre de 800 millions). Le conseil d'administration s'est engagé à l'unanimité à subvenir aux besoins courants de la chaîne. Les salaires de février et mars devraient être payés.

## TABLES D'AFFAIRES

## DÉJEUNERS RIVE DROITE

YVONNE F. 13, rue de Bassano, 16-47-20-98-15. Traite, confit de canard. F. Poisson, Huitres et Co. en saison. Gros. Diplômé Club P. Montargis. CUVET D.M.

## RIVE GAUCHE

DODIN BOUFFANT 43-25-25-14. 12 h 30 - 14 h 30, 20 h - 23 h. Ouvert le samedi. Toujours un bon rapport qualité-prix, dont le menu à 170 F. Poissons, fruits de mer et crustacés toute l'année.

PAVILLON MONTISOURIS 45-38-38-52. Sous verrière 1900. du mardi au dimanche. Réverdi, goûtez les joies d'une cuisine raffinée. Carte. 23 F. Particulier 12 à 40 personnes.

PAVILLON EUROPEEN 60-11-11-17. Sous verrière moderne, au bordure du plan d'eau, goûtez la cuisine classique imaginative au dîner. Carte, menu à 230 F. Salons de 10 à 100 pers. Chânes.

## VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP - 64, rue La Boétie, 45-63-12-88

MINTEL 36.15 CODE A37 puis OSP

Vie au Pal. de Just. de CRÉTEIL, le JEUDI 20 FÉVRIER 1992, à 9 h 30  
**APPARTEMENT à CRÉTEIL (94)**  
5, rue de la République - 94000 CRÉTEIL  
dans le bâtiment B, escalier 5, au 1<sup>er</sup> étage à droite, porte droite : entrée, w.c., cuisine, salle de séjour, chambre, salle de bain, dégagement, placard, balcon. CAVES - Mises à prix : 260 000 F  
S'adresser à Maître Christian LEIPP, avocat au Barreau du Val-de-Marne, 9, rue du Général-de-Lamotte (94000) CRÉTEIL - Tél. : 49-80-06-90, ou sur MINTEL : 3616 JAV.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de Bobigny, le mardi 18 février 1992, à 13 h 30, en un seul lot  
**LOCAL COMM. ET APPARTEMENT**  
local commercial de 110 m<sup>2</sup> env., app. de 4 p., paille, bain, entrée indép.  
**à MONTFERMEIL (93) - boulevard Barge**  
14-16 m<sup>2</sup>, 18, rue de l'Abbaye - Mises à prix : 250 000 F  
S'adr. pour : à la SCP WUILQUE, KNINSKI, BOSQUE, avocats associés, demeurant à Aubrey-sous-Bois, 2, place de la République. Tél. : 48-66-62-47 - M<sup>re</sup> Thierry GRUNDELER, à PARIS. Tél. : 43-87-33-37, au Greffe TGI de Bobigny, sur les lieux pour visiter.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de Bobigny, le mardi 18 février 1992, à 13 h 30, en un seul lot  
**APPARTEMENT DE 3 P. ppales**  
bâtiment B, au premier étage - cave au sous-sol, de 110 m<sup>2</sup> env.  
**LA COURNEUVE (93) - 23 bis, r. E.-Quinet**  
14-16 m<sup>2</sup>, 18, rue de l'Abbaye - Mises à prix : 190 000 F  
S'adr. pour : à la SCP WUILQUE, KNINSKI, BOSQUE, avocats associés, demeurant à Aubrey-sous-Bois, 2, place de la République. Tél. : 48-66-62-47 - M<sup>re</sup> Philippe MOUNIER, avocat à Paris. Tél. : 45-01-29-00, au Greffe TGI de Bobigny, sur les lieux pour visiter.

Vie au Pal. de Just. de CRÉTEIL, le JEUDI 20 FÉVRIER 1992, à 9 h 30  
**PAVILLON D'HABITATION**  
bâtiment B, au rez-de-chaussée : entrée, cuisine, salle à manger, séjour, salon, w.c., 1<sup>er</sup> étage : deux chambres, salle de bain, penderie. Garage pour 2 voitures - sur terrain de 604 m<sup>2</sup>  
**VILLENEUVE-LE-ROI (94)**  
3, rue des Plantes - Mises à prix : 300 000 F  
S'adr. à M<sup>re</sup> Christian LEIPP, avocat au Barreau du Val-de-Marne, 9, rue du Général-de-Lamotte (94000) CRÉTEIL - Tél. : 49-80-06-90, ou sur MINTEL : 3616 JAV.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de PARIS, le jeudi 27 février 1992, à 14 h 30, en un seul lot  
dans un ensemble immobilier à :  
**PARIS 16<sup>e</sup> - 84 et 86, avenue de Versailles**  
dans le bâtiment B, au rez-de-chaussée et rez-de-jardin  
un JARDIN d'une superficie : 189,50 m<sup>2</sup>  
au rez-de-chaussée, sur l'av. de Versailles et le jardin privé, à dr. de la hall  
**APPARTEMENT de 5 P. ppales**  
comp. : antichambre, séjour, 2 dépts., 2 chambres, 2 salles de bain, 2 w.c., cuis. av. placard, débarras av. placard, bureau et biblioth.  
Mises à prix : 5 000 000 de francs  
S'adresser pour renseignements : au cabinet : M<sup>re</sup> SCHMIDT avocat à Paris 17<sup>e</sup> - 76, av. de Wagram - Tél. : 79-55-20-00, et au Greffe du Tribunal de Grande Instance de Paris.

Le Monde















## RELIGIONS

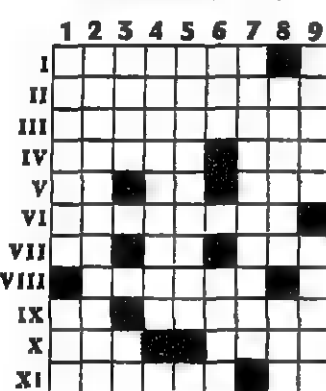
## La tension augmente entre le Vatican et l'Eglise grecque orthodoxe

Mgr Seraphim, archevêque d'Athènes, et le saint-synode de l'Eglise orthodoxe de Grèce ont réaffirmé la rupture des relations diplomatiques de leur pays avec le Vatican, accusé de mener une politique « contraire aux normes de fraternité entre chrétiens ». « Le temps est venu, disent-ils, de condamner la tactique malhonnête de Rome, qui veut renforcer le rôle du pape dans les affaires mondiales. » Le « ni sincère, ni fraternel », disent les autorités de l'Eglise orthodoxe grecque, qui lui reprochent d'utiliser les unités catholiques de rite oriental pour augmenter son autorité dans des pays comme la Roumanie, la Roumanie, l'Ukraine.

« Il s'agit d'affirmations fondées », réplique le porte-parole du Vatican, M. Joaquim Navarro-Valls, qui ne tiennent compte ni des faits, ni des documents du Saint-Siège, ni de l'engagement du pape. De son côté, le gouvernement grec, selon son porte-parole, M. Byron Polydoras, n'a du tout l'intention de rompre avec le Saint-Siège.

## MOTS CROISÉS

## PROBLÈME N° 5711



## HORIZONTALEMENT

1. On peut se reposer sur lui les yeux fermés. — 2. « Niche » dans des endroits humides. — 3. Agents mobiliers. — 4. Abri d'un orchestre. Titre étranger. — 5. Symbole chimique. En entier. Partie du Chili. — 6. Retour sur soi-même. — 7. Conjonction. Vieux plie. Sigle halicynogène. — 8. L'étranger. — 9. Précède un total. Housseuse lorsqu'il y a l'orage dans l'air. — 10. Unité d'économie rurale. Adverbe. — 11. Chêne indigène. Après un Chêne.

## VERTICALEMENT

1. « Entrée » de service. Transport dans un sens dans l'autre. — 2. Domaine de la réaction. — 3. Il leur arrivait de sortir de leur réserve. Quartier d'étapes. — 4. Fonction qui s'exerce suivant règles. — 5. Réparateur de boussoles. — 6. Conseil de détente. N'occasionne aucune bécotie quand l'a l'œil. — 7. Un manque de liquidité lui des problèmes d'écoulement. — 8. Directrices rigides. Sans voix. — 9. Timide. — 10. Peut donner que des pales résul. — 11. Hautes et antiques autorités.

## Solution du problème n° 5710

Horizontalement  
1. Incurie. — 2. Native. Car. — 3. Fureuse. — 4. S. — 5. Ré. TNT. Lu. — 6. Ménérier. — 7. Ion. — 8. Ecolos. Le. — 9. Renan. Pou. — 10. En. Four. — 11. Séateurs.

Verticalement  
1. Infirmités. — 2. Nausée. Cane. — 3. Cane. — 4. Uvite. Lame. — 5. Réaction. — 6. Tros. Fe. — 7. Ecos. In. Pou. — 8. Aile. Leur. — 9. Précurseurs.

B. V. BROUTY

## JOURNAL OFFICIEL

Est publié au Journal officiel du jeudi 6 février 1992 :

## UN DÉCRET

N° 92-117 du 5 février 1992 relatif : demandeurs d'emploi au revenu de remplacement, modifiant le code du travail (2<sup>e</sup> partie : « Décrets en Conseil d'Etat »).

## CARNET DU Monde

## Naissances

M. Fabrice ROGER-LACAN et M<sup>me</sup> née Anne GUTZWILLER

la joie d'annoncer la naissance de Baptiste.

New-York, le 21 janvier 1992.

## Décès

Pierre Allouard.

son épouse.

Les descendants de ses frères et sœurs, enfants de Maurice Bernard et de Marie Kraft.

Jean Bernard.

Amy de Lacoste.

Donnelle Burnier.

Marilyn Engelbach.

toutes trois Bernard.

Amis que les familles alliées des descendants.

Pierre Gschwind.

Et sa famille.

ont la tristesse de faire part du décès, survenu le 4 février 1992, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans, de

Madeline ALLOUARD.

née Bernard.

Les obsèques ont été célébrées le lundi 10 février, à 11 h 30, en l'église réformée des Batignolles, 44, boulevard des Batignolles, Paris-17<sup>e</sup>.

L'inhumation aura lieu au cimetière sud de Saint-Mandé, dans le caveau de famille.

M<sup>me</sup> Jeannette Avram.

M<sup>me</sup> Gérard Chouraqui et M<sup>me</sup> M. Laurent Chouraqui.

M. Jérôme Chouraqui.

M. et M<sup>me</sup> Henri Avram.

M. et M<sup>me</sup> Baruch Gabovitch et leurs enfants.

ont la douleur de faire part du décès du

docteur Michel AVRAM.

leur épouse, père, beau-père, grand-père, frère, beau-frère et oncle.

survenu le 3 février 1992, dans sa quatre-vingt-une année.

Reunion à 10 h 30 à la porte principale du cimetière parisien de Pantin.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

33, boulevard de Courcelles, 75008 Paris.

Sa famille.

Et ses amis.

ont la douleur de faire part du décès de

M. Dominique DALLAYRAC.

écrivain, journaliste.

survenu le 26 janvier 1992, à l'âge de cinquante-quatre ans.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Nicole Bouthrin-Dallayrac.

114 bis, avenue de Versailles, 75016 Paris.

Suzanne et Robert Parizot.

Thérèse et Dan Bret.

Emmanuelle et Jacky Rocher.

Pierre et Colette Guillaumin.

Paul et Françoise Guillaumin.

Jean-B. Guillaumin.

Et Ghislaine.

Jean Guillaumin.

son frère.

ont fait part du décès brutal de

Raymond GUILLAUMIN.

à l'âge de soixante-neuf ans.

30, rue Jean-Baptiste-David, 42100 Saint-Etienne.

40-95-29-94

Les avis peuvent être insérés

LE JOUR MEME

à 150 francs par/annonce 9 h

au siège du journal.

18, rue Falguière, 75018 Paris.

Tél. : 45-66-77-13

Tarif : 100 francs H.T.

Tout les rubriques : 92 F

Abonnés : 80 F

Communications diverses : 95 F

Thèmes étudiants : 80 F

100 lignes en capitales : 100 F

100 lignes en minuscules : 100 F

100 lignes en blanc avec obligatoires

à l'adresse : 18, rue Falguière, 75018 Paris.

Charles-Henri Flammarion,

président des éditions Flammarion.

Le docteur André Piekarski,

directrice de Flammarion Médecine Sciences.

Les professeurs Jean-François Bach,

Jean-Pierre Grünfeld et Pierre Kameau,

conseillers scientifiques de Flammarion Médecine Sciences.

ont la tristesse de faire part de la disparition du

professeur Jean HAMBURGER,

fondateur et directeur scientifique de Flammarion Médecine Sciences.

Le président du conseil d'administration.

Le directeur général.

Et le président de la commission médicale d'établissement de l'Assi-

publique, Hôpitaux de Paris,

ont le regret de faire part du décès,

survenu le 1<sup>er</sup> février 1992, de

professeur Jean HAMBURGER,

grand officier de la Légion d'honneur.

de l'Ordre national du Mérite,

médecin honoraire des hôpitaux,

ancien chef de l'hôpital Necker.

Le conseil d'administration.

Et le personnel du Palais de la découverte.

ont la tristesse de faire part du décès du

professeur Jean HAMBURGER.

Il tiennent à rendre hommage au soutien constant qu'il a apporté au Palais de la découverte. Il a été successivement membre puis président

comité de médecine de 1973 à 1978,

président du comité de biologie-médecine de 1979 à 1984, membre, vice-président puis président du conseil de

direction scientifique de 1976 à 1984,

et président du conseil d'administration de 1985 à 1990.

(Le Monde du mercredi 5 février)

M. Jean JAEGY.

né Yves Rousseau.

survenu des suites de la maladie d'Alzheimer dans sa quatre-vingt-quatrième année, le 31 janvier 1992, à l'hôpital Broca.

L'inhumation a eu lieu le mercredi 5 février, au cimetière parisien de Montmartre, dans l'intimité familiale.

Des dons pourront être effectués à l'ordre de l'association Broca familles.

54-56, rue Pascal, Paris-13<sup>e</sup>.

« Tout au bout de la nuit, on retrouve une autre aurore... »

Georges Bernanos

59, rue Caulaincourt, 75018 Paris.

Nancy.

M<sup>me</sup> Georges Prager.

née Lutz.

épouse,

Isabelle et Jean-Luc Morant,

enfants,

Virginie, Nicolas, Stéphanie,

petits-enfants,

M. et M<sup>me</sup> Henri Prager,

enfants,

M. et M<sup>me</sup> Rudi Prager

et leurs enfants,

M<sup>me</sup> veuve Eva Grivelle

et enfants,

M. Manfred Loyer

et enfants,

M. et M<sup>me</sup> André Coffon

et leurs enfants,

M. et M<sup>me</sup> Daniel Berche.

Les familles Fajerberg, Politzer,

Bonnet, Weinstein, Morant, Weimann,

et leurs amis,

ont la douleur de faire part du décès,

des suites d'une courte et cruelle maladie, de

M. Georges PRAGER,

dit « Jean Pervin » dans la Résistance,

survenu le 1<sup>er</sup> février 1992 dans sa soixante-dix-neuvième année.

Ses obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité familiale.

M<sup>me</sup> G. Prager,

résidence Kennedy,

15, avenue Foch,

Nancy.

M<sup>me</sup> Lucien Tallard.

Le docteur et M<sup>me</sup> Daniel Tallard

leurs enfants,

Michèle Tallard

et Bernard Zarea,

M. et M<sup>me</sup> W. Maurer

et leurs enfants,

M<sup>me</sup> André Mamou

et enfants,

ont la tristesse de faire part du décès du

docteur Lucien TALLARD,

ancien chef de service de l'hôpital Charles-Nicolas à Tunis,

ancien secrétaire général de l'OSE Tunisie,

survenu le 4 février 1992.

Les obsèques ont lieu le vendredi 7 février au cimetière du Montpar-

nasse, à 15 h 15, où l'on se réunira

porte principale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

16, rue Victor-Massé,

75009 Paris.

## Anniversaires

Il y a un an, le 7 février 1991.

Pierre-Yves BOHY.

nous quitte.

Il reste vivant à travers sa famille,

ses amis, tous ceux qui l'ont aimé, et

qu'il aimait.

Gardons son souvenir, et celui de son père.

François BOHY,

décédé le 7 juillet 1987.

« Que ma joie demeure... »

Il y a deux ans.

Joseph Abdallah DAHER,

lieutenant-colonel en chef du bureau d'Interpol (Liban).

quittait les siens au champ d'honneur, à Beyrouth.

Une messe a été célébrée dans l'intimité, le mercredi 5 février 1992, en la cathédrale Notre-Dame-du-Liban.

Ceux qui l'ont connu et aimé ont une pensée pour lui.

Que son souvenir ne s'efface jamais.

15, avenue de Bourdonnais,

75007 Paris.

Il y a dix ans, le 8 février 1982.

Maurice

DYMSZSTEIN-DARTBOIS,

nous quitte.

Il demeure à tout jamais dans nos

Ceux qui l'ont connu, apprécié et aimé se souviendront.

Le 6 février 1989 s'est éteint

HOFFENBERG.

Ceux qui l'ont connu et aimé pensent à lui.

Le 7 février 1987,

Suzan PERKOWSKY

nous quitte.

Une pensée est demandée à tous ceux qui l'ont connue, estimée et aimée.

Son épouse,

16, avenue Emile-Zola,

75015 Paris.

Le 7 février 1990,

Georges Henri SCHMIDT

nous a quitté.

Il reste vivant en nous par le souvenir.

Pompes Funèbres

Marbrerie

CAHEN & C<sup>ie</sup>

43-20-74-52

MINITEL par 11

## MÉTÉOROLOGIE

Dans toute l'Europe occidentale

## La sécheresse continue

Le mois de janvier a été particulièrement sec, les relevés de Météo-France nous font voir la région Ouest a reçu 15 mm d'eau (pour une normale de 79 mm) ; le Nord 10 mm (51 mm) ; le Nord-Est 11 mm (80 mm) ; le Centre-Est 11 mm (77 mm) ; le Sud-Ouest 27 mm (77 mm) ; le Sud-Est 50 mm (68 mm) ; la Corse 22 mm (60 mm). Certes, les sept régions météorologiques n'ont battu records mensuels qu'à l'exception, pour la plupart, depuis 1951 ; pendant 11 mois, il n'était tombé que 8 mm dans le Centre-Est, 7 mm dans le Sud-Ouest, 11 mm dans le Nord-Est, 11 mm dans le Sud-Est.

En Grande-Bretagne, Times du 1<sup>er</sup> février a relaté l'inquiétude des autorités devant la rareté des pluies qui tombent au centre, le sud-ouest et le sud de l'Angleterre de novembre 1991 à janvier 1992 : les régions riveraines de la Manche, la quantité de précipitations n'a même pas atteint la moitié des valeurs normales. La situation actuelle est donc préoccupante dans l'Europe occidentale, où la sécheresse persiste depuis 11 mois.

L'année 1991 avait pourtant commencé en France par des pluies suffisamment abondantes pour, au début du mois de février, faire baisser l'eau jusqu'aux genoux du zodiaque du pont de l'Alma. Actuellement, les pieds du célèbre militaire cours de la Seine. Rappelons qu'en 1910, la barbe du zodiaque trempait dans l'eau.

Au début de l'année 1988, la sécheresse s'est progressive-

ment installée en France elle persiste depuis lors, pendant 11 mois d'hiver dont pluies sont les seules à contribuer à recharger les nappes aquifères, contrairement aux pluies d'été dont l'essentiel, évaporé et transpiré, repart à l'atmosphère avant d'avoir pu être absorbé par le sol. Pour sept régions météorologiques lesquelles nous résumons la situation météorologique, les moyennes annuelles de précipitations sont toutes inférieures aux normales depuis 1989 (sauf pour la Corse en 1991).

Si inquiétante soit-elle pour l'alimentation des foyers domestiques, des industries et de l'agriculture qui exigent de plus en plus d'eau, la sécheresse ne doit pas nous faire oublier le climat. Le Mémorial de la Météorologie nationale, Climatologie de France, publié en 1987, Marcel Garnier cite les années vraiment très sèches 1921 (











# LIVRES • IDEES

## Généalogie de l'Absolu

Où il est démontré que, depuis deux siècles, la philosophie de l'Art méconnaît les arts

**L'ART DE L'ÂGE MODERNE**  
L'esthétique  
et la philosophie de l'art  
du XVIII<sup>e</sup> siècle à nos jours  
de Jean-Marie Schaeffer.  
Gallimard, coll. « NRF Essais »,  
448 p., 150 F.

On dirait, à son titre, à son sous-titre, un traité d'histoire d'idées comme il s'en écrivait jadis, guidé par la philosophie allemande. On s'attend à une collection d'analyses et de résumés de doctrines esthétiques disposées dans l'ordre chronologique, de Kant à Heidegger. Or, ce n'est pas de dire que l'art de l'âge moderne excède un tel projet. La histoire il y a un ouvrage, elle procède en effet par analyses successives, elle s'ordonne en forme de démonstration, de démonstration guerrière.

Ce que Schaeffer ? Provenant comment, par quelles étapes et gauchissements, s'est constituée ce qu'il dénomme « théorie spéculative de l'Art ». Tout importe dans la formule : « théorie », qui suggère une réflexion indifférente aux pratiques artistiques, « spéculative », puisqu'il s'agit d'un projet philosophique qui affirme la capacité de l'artiste à accéder à une « ontologie » que la philosophie elle-même serait incapable de pénétrer ; « Art » enfin, « majuscule », singulier, concept unificateur et simplificateur à la fois qui méconnaît les spécificités et singularités des arts. L'« Art », sacré, deviendrait l'« être », l'« être », retour à une Unité perdue, intelligence d'un au-delà des apparences qui ne pourrait être atteinte par les moyens de la connaissance logique et scientifique. Autrement dit, cette pensée philosophique de l'art en fait le couronnement de la philosophie

elle-même, qui culminerait dans l'illumination, la participation, le poème, le divin.

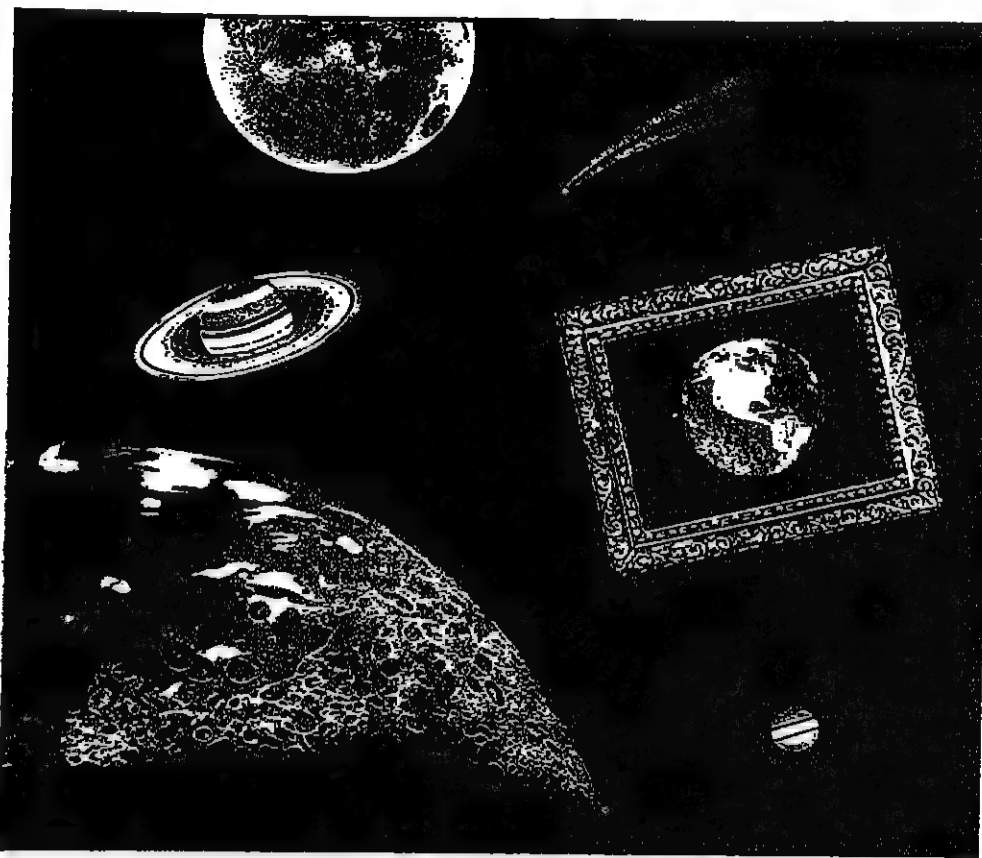
Les premiers signes de cette doctrine apparaissent quand Schlegel et les autres romantiques, avec la réflexion kantienne sur le goût et le jugement, posent la formation, ses fondements, sa variabilité. Elle pose pour principe la vanité de toute doctrine doctrinale. « Chercher un principe du goût, écrit-il, qui

indiquerait par des concepts déterminés le critère universel du beau, est une entreprise stérile, car ce que l'on recherche est impossible et en lui-même contradictoire. » A l'opposé de ce scepticisme, le romantisme d'Iéna postule la nécessité d'un « idéal » — ce qui donne à Novalis : « C'est vers l'intérieur que se dirige le chemin mystérieux. »

L'éternité avec ses mondes — le passé et le futur — est en elle-même

nulle part. Le monde extérieur est le monde des ombres. Il jette son ombre dans le règne de la lumière.

Ces certitudes posées, le système s'ensuit aisément. Le chemin mystérieux, le poète seul le parcourt jusqu'à son terme, la porte du royaume de l'Être, contre laquelle les logiciens tambourinent en pure perte. Novalis, cette poétique sacrée ? Elle pourrait être d'Hölderlin



NICOLAS GUILBERT

### LE FEUILLETON

Michel Braudeau

#### Au grand air

« Derrière le *WMI* insolent, demi fou, qu'on lisait dans un regard alourdi et rougi par les fumées du vin, il avait l'air d'un cuver... sa dernière page. » C'est Montherlant vu par Julien Gracq dans le *Feuilleton* livre mélanges qu'il offre au public la veille de son quatre-vingt-deuxième anniversaire. Un recueil où se mêlent, avec une feinte désinvolture, des voyages, des lectures, rêves, souvenirs. Des fragments qui poursuivent un « grand chemin », passage obligé, depuis la parution du *Château d'Argol* en 1938, à la *Revue de la haute littérature*.

Page 14

### HISTOIRES LITTÉRAIRES

par François Uhart

Ce n'est qu'en 1959, trois ans après la naissance de leur auteur, Robert Challe, qu'on a redécouvert les *Contes* de François. Aujourd'hui volent une nouvelle édition — très soignée — de cette œuvre, dont on a qu'elle était « le premier grand roman de la littérature française ». M. de La Fayette, bien que séduite, jugeait le livre « mal écrit ». Pourtant, quel génie du français, quel charme de quelle musique !

Page 14

### ENQUÊTE

#### Le printemps des écrivains-voyageurs

Outre-Manche et outre-Atlantique, un apprécié, la longue date, le travail *writing*. Voici que la littérature du partir et des grands voyages conquiert, en France, les lettres de noblesse. Les collections se multiplient. Inventaire par Bertrand Le Gendre.

Page 26

## Hector Bianciotti, la liberté et la forme

par Octavio Paz

**CE QUE LA NUIT RACONTE AU JOUR**  
de Hector Bianciotti  
Grasset, 332 p., 115 F.

Jadis on écrivait seulement dans une langue d'un empire ou d'une religion universelle : le latin, le sanskrit, l'arabe. Aujourd'hui, toutes les langues, ou presque, se doublent d'une littérature écrite. La pluralité des littératures entraîne la multiplication des traductions, et ces traductions ont fait de la langue internationale la tradition moderne : nos classiques sont écrits en italien ou en français, en russe ou en anglais, en allemand ou en espagnol, bref, en diverses langues européennes et dans quelques langues asiatiques. Un phénomène moins fréquent, mais aussi caractéristique, est l'apparition d'auteurs qui n'écrivent pas dans leur langue maternelle.

Il y a de grandes littératures, l'anglaise et la française, comptant plusieurs siècles d'origine étrangère dont l'apport est particulièrement riche : Conrad, Santayana, Nabokov, Ionesco, Cioran, Beckett... C'est à ce groupe qu'appartient l'Argentin Hector Bianciotti : bien que la langue latino-américaine lui doive ses œuvres très appréciées, aujourd'hui il écrit exclusivement en français. J'ajoute que son français est naturel, élégant, sans aucun accent ni fami-

liarité, il égale même de l'expressionnisme de la précision, un français qui n'est pas celui de la région, mais celui de la tradition littéraire. Sa prose est régie par la mesure, elle est claire, elle succombe aux évidences, alerte, elle nous surprend par son inattendu, sa vision grotesque, un bond, une rupture : autant d'intrusions, non pas de la langue espagnole, mais du génie. Bianciotti pourrait être de la prose française que Santayana écrivait en français : « J'écris en français, mais mes pensées sont les plus anglaises d'entre les plus anglaises. »

Sous un titre évocateur, *Ce que la nuit raconte au jour*, Bianciotti vient de publier des *Mémoires de jeunesse* qui nous transportent dans la province argentine de Buenos-Aires. Mais passé par le profondément lié à notre langue que se traduit dans un idiome étranger, la fois une découverte avec celui que nous étions en transformant en séparation définitive. La resuscité se voit dans le miroir d'une autre langue ; en voyant, il s'identifie, en s'écoulant, il se reconnaît. Le livre de Bianciotti est le récit du lent éloignement de son natal à celui qu'il fut ; parallèlement, c'est l'annonce

d'une lointaine rencontre : en abandonnant le lieu de sa naissance, l'auteur savait obscurément qu'il allait à la rencontre de soi-même.

En effet, le changement de lieu et de langue s'est progressivement transformé en naissance, car ce que l'on recherche est impossible et en lui-même contradictoire. A l'opposé de ce scepticisme, le romantisme d'Iéna postule la nécessité d'un « idéal » — ce qui donne à Novalis : « C'est vers l'intérieur que se dirige le chemin mystérieux. »

L'éternité avec ses mondes — le passé et le futur — est en elle-même

#### Les ressources de l'ambiguïté

Comme il tire l'Indique, le livre de Bianciotti est une histoire que l'auteur nous raconte de lui-même. La narration n'est pas linéaire ; elle avance, recule, recommence, dévie, elle nous fait l'espace ou dans le temps, poursuit imperturbablement par touches et esquisses, il préfère la suggestion à l'explication, il insinue au lieu de raconter, réduisant chaque

situation à quelques éléments essentiels. Il ne décrit pas : il évoque, convoque. Un mot plus proche de la musique que de la peinture.

L'auteur utilise toutes les ressources du roman, le commentant par l'ambiguïté. Plus qu'un recours, c'est là un attribut que le roman partage avec la poésie. C'est le trait constitutif de l'ambiguïté littéraire : l'ambiguïté nous laisse percevoir la nature double ou triple de tout ce qui est humain. C'est un procédé littéraire qui présente aussi une valeur morale : il nous enseigne que rien, du monde, n'est pas à déchiffrer mais à accepter. Et il l'accepte non par la tricherie de la raison, mais par le sens ou, plus exactement, par une étrange composition d'intelligence et d'instinct qui définit la sensibilité poétique. Il ne lui a pas été donné d'accepter la réalité ; chaque acceptation a commencé par une négation et chaque rupture a entraîné, à son tour, une réconciliation suivie d'une négation plus radicale.

Lire la page 25

Françoise Girod



Marx  
du diable

FRANÇOISE GIROUD

ou la femme du diable

Collection « elle était une »



ROBERT LAFFONT



## CARNETS ■ GRAND CHEMIN

de Julien Gracq.  
José Corti, 208 p., 100 F.

A la veille de ses quatre-vingt-deux ans, c'est un livre de mélanges, de *miscellanées*, que nous offre Julien Gracq, dans le droit-fil de ses fameux recueils d'essais, *Préférences*, *En lisant un écrivain*, *Lettrines* I et II. Avec la liberté que confèrent le grand âge et le sentiment d'une œuvre accomplie, Gracq nous offre un tiroir de pensées recueillies, une feinte désinvolture ses notes de voyage, de lecture, de rêve, de souvenir, le mêle à un désordre organisé, à l'art, en suivant le « grand chemin » qui, depuis la parution du *Château d'Argol* en 1938, lui a permis le passage obligé de l'amateur de haute littérature.

Sous sa couverture saumon, ce n'est pas un massif, une tradition de fidèle éditeur, ami José Corti, ce petit livre d'apparence discrète, sinon modeste, un cadeau somptueux que nous fait Gracq. Certains fragments ont déjà paru dans diverses revues. Pour les fervents qui souhaitent les détails bibliographiques, et pour ceux qui veulent une approche claire, compétente, agréable de l'œuvre du dernier grand écrivain français vivant, on consultera avec plaisir le *Julien Gracq* de Michel Murat (1). Ce spécialiste du surréalisme et de Gracq, excellent pédagogue, nomme l'auteur favori l'« Enchanteur réticent », belle formule où l'on sent l'amour de Chateaubriand et le goût du refus qui caractérisent le tempérament de Gracq.

COMME souvent dans beaucoup des essais de Gracq, on est par un paysage, une promenade au grand air (combien d'auteurs ont donné autant d'oxygène, la même impression d'air cristallin et frais ?), en compagnie d'un magicien qui n'oublie pas que, dans le civil, il est nommé Louis Poirier et qu'il exerce, jusqu'à sa retraite, le métier de professeur d'histoire-géographie au lycée Claude-Bernard, à Paris. On se souvient en France (« Les villages de la Sologne semblent souvent les communs, soignés et bien tenus, d'un château disparu dont on serait perdu jusqu'au souvenir »), dans le Morvan et la Touraine, le Richelieu, la Corse, on passe par Lucerne avec une vision nocturne éblouissante : « Les hautes baies en plein cintre, illuminées, du casino... la haine des grands hôtels battus par les feuillages — plus béantes que les arcades suspendues de Saint-Sulpice qui servent de porche à l'air bleu — donnent des escaliers de marbre, des torchères de bronze, des lustres de Venise, des tentures de velours rouge drapées comme des rideaux de scène ».

Gracq nous intéresse aussi bien à l'architecture de la Salpêtrière qu'aux grands séquoias qui règnent, depuis quatre mille ans, sur la Californie ; il la Suisse, ce petit pays propre pour lequel le mot anglais *cosy* semble avoir été inventé ; il neige en Allemagne ; à la majesté du Palais de Justice à Bruxelles ; au ciel bleu et mai en Normandie ; au parc de Saint-Cloud qu'il tient en une seule phrase merveilleuse, prisonnier d'un sulfure poétique ; au Cachemire... On ne peut que citer. On retiendra néanmoins un développement sur l'identité du Gers réinventée par les *Trois Mousquetaires*, et une évocation de

## LE FEUILLETON

de Michel Braudeau



Gracq, l'« Enchanteur réticent ».

## Au grand air

l'innocence de Londres en 1929, qui témoignent pleinement de cette qualité de sensibilité que relève Gracq chez Jules Verne : le tact culturel.

La silhouette minérale du cyprès, la forme du pin, la fuite des écuries ne sont pas des sujets éloignés de l'homme et de l'Histoire qu'il pourrait le paraître, et c'est l'art de Gracq de nous embarquer au détour d'une phrase dans d'émouvantes considérations sur le communisme sud-finistérien (Gracq fut membre du PCF à la fin 1936 jusqu'à l'annonce du pacte germano-soviétique en 1939, alors qu'il était en poste à Quimper). Les bateaux de pêche d'alors se nommaient aussi bien le *Joseph-Staline* que le *Stella-Maris*, la *Grâce-de-Dieu* que la *Lumière-d'Octobre*. Le communisme des hommes était un dou-

blé du catholicisme des femmes : fétichisme sentimental violent, gris-gris, de la Providence, dévotions bruyantes, capricieuses du péril mer.

Ce sentiment géographique de l'existence renvoie toujours à l'Histoire, celle finissant de la guerre à laquelle il a participé, d'autres époques auxquelles il se réfère volontiers, la révolte vendéenne, l'épopée napoléonienne. Dans ses origines familiales, depuis des siècles dans un étroit périmètre autour de Saint-Florent-le-Vieil, dans le Val de Loire, il voit l'explication de son caractère casanier, du conservatisme, du goût de dire non, bref ce « laissez-moi tranquille dans mon coin et laissez-moi au large » qui est une motivation sociale et religieuse mise à part — le vrai ressort caractériel du soulèvement de 1793. Napoléon le séduit pour son génie des batailles, mais non l'Empereur qui ne peut, comme les grands chefs, que perdre la durée du pouvoir, puisque toute durée est déviation.

Gracq a souvent parlé de ses rapports avec le surréalisme. Il y revient et précise que, s'il reconnaît son égard une immense dette de reconnaissance, ce n'est pas à André Breton et à la *Femme 100* d'Ernst, qui ont ouvert un royaume imaginaire, il n'a jamais eu question pour lui d'entrer dans le groupe ni d'obéir à ses consignes. Toujours le caractère vendéen qui lui fera, en 1951, refuser le prix Goncourt pour le *Rivage des Syrtes*. Il semble du reste qu'André Breton, dont Gracq a parlé qu'avec amitié, n'ait pas beaucoup insisté et ait préféré traiter le jeune sympathisant du mouvement surréaliste qu'il n'eût pas pour d'autres. Lui André Breton dont la mort Gracq comme veut d'un ami, d'un témoin, d'un lecteur surtout. Qui peut lui dire aujourd'hui ce qu'il écrit ? Il aurait même accepté le jugement d'un plus jeune comme Camus, mais il n'y a pas de Camus autrement. Un écrivain n'est bien jugé que par ses pairs, or il n'y a presque personne en France parmi ses confrères [...] dont je pourrais connaître le jugement : c'est un ingrât pour moi, un peu désolant pour l'époque. Un peu ingrat pour l'époque, aussi.

Il faut lire les *Illustres Françaises* que Gracq a écrit avec son ami André Pieyre de Mandiargues, le cher Chateaubriand et le non moins cher adversaire Stendhal ; au milieu des Lumières qu'il n'aime pas, époque de la poésie, la fausse monnaie, qui l'ennuie, la *Quincampoix* ; à la poésie virtuose et vide, inutile, du Voltaire. La liberté d'un tel ouvrage ne peut tirer des fusées dans tous les sens. Des jugements abrupts : après 1789, il n'y a plus un penseur digne de ce nom en France. On a envie de discuter, c'est un peu risqué, il y a un *Untel* (et puis, non, finalement, il n'y a pas grand monde...). Des portraits-éclairs saisissants, tel celui de Montaigne à la fin de sa vie, croisé au Restaurant du Quai Voltaire : « Derrière le *Essai* insolent, à demi fou, qu'on lisait dans son regard étourdi et rougi par les fumées du vin, il avait l'air d'un coureur encore sa dernière joute. Ses impertinences savoureuses sur le pantoufle des écrivains (dans la critique, notamment, l'hygiène), sur le droit d'ennuyer, sur la vérité qui commence avec Musset, par Hugo, explose chez Rabelais. Et une définition irréfutable : « La seule littérature rétrospective est toujours réponse à ce qui n'a pas encore été dit ».

(1) Les Éditions Robert Laffont, 302 p., 120 F.

## LES ILLUSTRÉS FRANÇAISES

de Robert Challe.  
Nouvelle édition  
par Frédéric Deloffre  
et Jacques Cormier.  
Droz (11, rue Massot, Genève),  
710 p., 576 F.

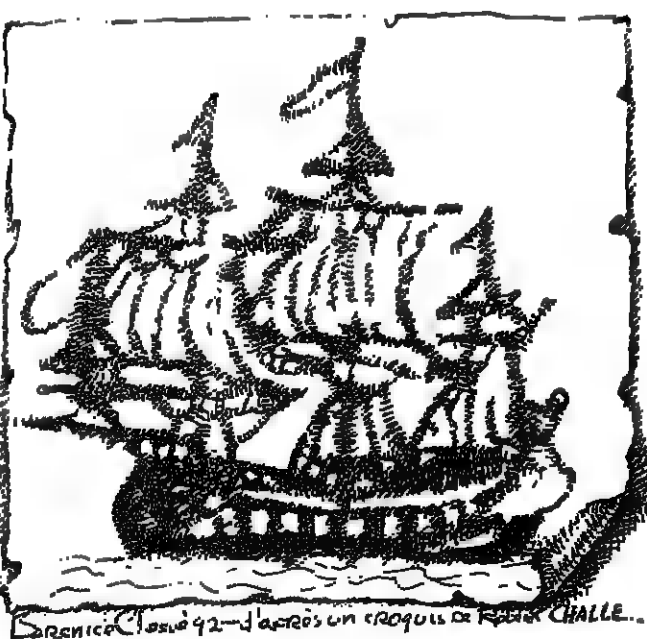
Monsieur DU DEFFAND n'aimait pas la société. Aussi écrivait-elle à Voltaire, le 21 mai 1769 : « Mon Dieu que j'ai été heureux que vous êtes une bonne compagnie, étant seul avec vous-même. » Toutefois, l'impossible marquise n'aimait pas davantage la solitude. Et lorsque elle avait quitté, elle demandait qu'on lui lise la lecture afin de tromper l'ennui que lui inspirait l'existence. Elle jouait presque tout médiocre, sauf son ami Voltaire, M<sup>re</sup> de Sévigné, La Bruyère, La Rochefoucauld, les *Mémoires* de la duchesse de Montpensier, les *Illustres Françaises*. Ce n'était pas rien, figurer parmi ces ouvrages qui réussissaient à distraire la vieille dame. Cela lui faisait mieux que n'importe quel compliment.

Les *Illustres Françaises* avait paru, pour la première fois, en 1713, à La Haye. L'auteur de ce roman s'était pas « fait connaître », M<sup>re</sup> du Deffand ignorait probablement qui l'avait écrit. De son côté, le marquis d'Argenson avait attribué la paternité de ce livre à un « jeune homme » qui avait de mauvaises fréquentations, mais aussi « une passion vive ». Le mystérieux auteur des *Illustres Françaises* s'appelait Robert Challe. Mais elle l'avait connu, ce patronyme n'aurait rien évoqué pour M<sup>re</sup> du Deffand, car Robert Challe n'avait jamais aperçu dans les salons.

Il était né en 1659, dans une famille bourgeoise. Et, bien qu'il eût presque le même âge que Fontenelle, il n'eurent pas l'occasion de se croiser. L'Histoire n'organise pas nécessairement les rencontres qu'il fau-

rait. Elle est remplie de rendez-vous manqués... Robert Challe avait songé d'abord à une carrière religieuse, mais il préféra celle des sciences. La rouge lui tomba mieux que le noir, il douta. Il avait étudié la philosophie, la physique, l'escrime, « la science des fortifications ». Tout cela se complétait assez bien. Et le jeune homme fit entrer dans la guerre. En 1677, il participa à la campagne des Flandres, sans deviner que ses rêves de gloire militaire seraient vite démodés. L'année d'après, les traités de Nimègue le privèrent, en effet, de son emploi. « La paix même qui fit, me dit-on, l'inutilité de ma jeunesse », écrivait-il. Loraqu'on fut découvert après avoir beaucoup espéré, on attrapa une maladie qui s'appelle le romantisme. Mais il était trop tôt, Robert Challe étudia le droit, au lieu d'être un précurseur de Stendhal.

Ensuite, il fut entraîné dans une mauvaise affaire, peut-être l'héritage paternel, qui le suggèrent les éditeurs. Il était préférable s'éloigner. Attiré par le Nouveau Monde, Robert Challe s'embarqua, en 1682, pour le Canada — qui était la Nouvelle-France. Il prit des parts dans une société de pêche acadienne. L'Acadie, c'était un nom plein de promesse quand on avait l'ambition de faire fortune. Aussi, pendant quelques années, le jeune homme ne cessa d'aller à venir en Amérique et l'Europe. Mais les Anglais lui

HISTOIRES LITTÉRAIRES  
par François BottL'étranger du XVIII<sup>e</sup>

SARINCO (1692-1742) d'après un croquis de Robert CHALLE.

volèrent les peaux de bœuf qui représentaient l'essentiel de ses économies. Robert Challe perdit à la fois son argent et ses rêves. Quand il retourna, il avait sûrement la mauvaise mine des aventuriers qui reviennent à leur dernière chimère.

Il se trouva un nouvel emploi : « officier de plume » dans la marine. Comme cela, il continua de voyager. En 1690 et 1691, il découvrit les Indes et signa ses impressions. Il fit alors ses débuts dans la littérature. C'est le rôle des voyages : ils encouragent l'envie d'écrire. L'espèce humaine prend des vacances quand elle se dépayse... Naturellement, Robert Challe resta pas long-

temps « officier de plume ». Il fut exclu de la marine pour une affaire de « détournement » à laquelle il avait été mêlé.

Après cela, sa carrière devint très obscure. Il fut une silhouette anonyme qui traversait les époques. S'il écrivait à ses heures perdues, c'était peut-être pour se consoler de sa malchance. La littérature comme réparation. Pourquoi pas ? De 1700 à 1720, Robert Challe écrivait quelques livres, puis, s'exerçant à tous les genres (la théologie, le libertinage), il allait écrire une suite de *Don Quichotte*, une très longue lettre à Malebranche sur la religion, les *Illustres Françaises*, des *Mémoires* et la dernière version du *Journal de voyage* des Indes orientales.

En 1717, l'irrespect de Robert Challe envers la religion lui valut de passer une partie de l'été à la prison du Châtelet. Mais il fut obligé de s'en aller à Chartres. Il termina son existence dans la « nécessité », sinon dans la misère. Il mourut le 17 janvier 1721, d'une pneumonie clandestine, comme on pour- suivait les frivolités de la Régence et que l'on faisait la fête chez le duc de Maine, à la cour de Sceaux. Fontenelle et M<sup>re</sup> du Deffand s'y trouvaient peut-être. Ils n'appartenaient pas à la même planète que Robert Challe. C'était un étranger dans le monde littéraire. Chartres n'était pas très loin de Sceaux, mais les années-lumière séparaient les deux villes.

Grâce à Frédéric Deloffre, on a redécouvert les *Illustres Françaises* en 1959, trois siècles après la naissance de leur auteur. Aujourd'hui, le même Deloffre et Jacques Cormier présentent une nouvelle édition du roman. Ils nous livrent les résultats de la minutieuse enquête policière qu'ils ont menée sur l'énigmatique Robert Challe. Très soignée, cette édition comporte une étude de la grammaire et du style des *Illustres Françaises*. Bien que séduite par l'ouvrage, M<sup>re</sup> du Deffand jugeait « mal écrit ».

Certes, on y décèle des relâchements ou des inadéquations, mais quel génie du français, quel charme et quelle

musique ! Voici, par exemple, la correspondance d'une jeune femme : « Le moyen cependant de ne pas regarder votre indolence, votre sang-froid dans vos lettres, la longueur de votre absence et votre parfaite santé ; et le moyen de ne pas de présomption sur votre santé qui je puisse m'aveugler moi-même jusqu'au point de ne croire toujours à votre santé ? » La Religieuse portugaise se prépare les larmes dangereuses.

Le roman de Robert Challe est un scénario de film qui se déroule dans les salons de la haute société de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Le vin délie les propos et facilite les amours. Tout y passe : le libertinage, la passion, le mariage, l'adultère, les émois, les ravissements, les déconvenues et les cruautés, sans oublier les questions d'intérêt. Les Français adorent les philosophes à table, sur leurs chaises de boudoir, et y mêlant quelques digressions sur l'argent. On a dit que les *Illustres Françaises* étaient le premier grand roman de la vie privée. Parfois, c'est déjà du Balzac. L'un des personnages, « le vieux Dupuis », pourrait bien figurer dans la *Comédie humaine*, lorsqu'il explique pourquoi il refuse de marier sa fille et pourquoi la mort de son épouse l'a arrangé : « Elle s'est enfin laissée mourir, et franchement m'a fait plaisir. »

Autre nouveauté : l'auteur se préoccupe de la météorologie. Il évoque la pluie, il vent ou il neige, les nuits froides. Chez Robert Challe, malgré les tracas et les tourments de l'amour, on pressent que le beau temps l'emportera. Je m'intéresse à ces détails cyclistes Paris-Nice pour les mêmes raisons. Il y a, par bonheur, des moments où les événements qui annoncent la fin de l'hiver. On finissait par croire qu'il ne terminerait jamais...

Je pense que le *Journal d'un voyage* de Robert Challe a été réédité en France, par les soins de Frédéric Deloffre et de Melahat Menemencioglu (1979 et 1983).



LITTÉRATURE FRANÇAISE

# Pourrat des montagnes

Pendant plus de quarante ans, le romancier arpenta l'Auvergne à la recherche du « Trésor des contes »

**LE SAVOIR ET LA SAEUR**  
Henri Pourrat  
et le trésor des contes  
de Bernadette Bricout.  
Gallimard, coll. « Bibliothèque  
des idées », 444 p., 250 F.

Henri Pourrat, né en 1887, fils d'un commerçant d'Amber, passa quarante-huit ans d'une vie émaillée par la tuberculose. Il « chassa le folklore » dans les fermes, les écoles, les lavoirs, les champs, les presbytères, son Auvergne natale. Avec ses légendes, sa canne, sa chemise de lin et sa musette, il arpenta la campagne. La recherche des contes, qu'il aimait patiemment à parier : cent vingt-six contes, cent trois légendes, cent vingt-quatre « récits de peur », soixante-dix « formulettes de volubilité », quatre-vingt-quatre chansons, trois cent soixante-quinze compositions françaises, composèrent un imposant corpus dont il tira neuf quarante-quatre récits (sans compter les variantes) : treize dans le *Trésor des contes* (1), dont les trois derniers volumes furent achevés quelques jours avant sa mort, en 1959.

Au tout début de sa carrière littéraire, en 1911, il voulut prendre conseil d'Arnold Van Gennep, alors maître de l'ethnographie française ; mais comme le dernier était partisan d'une transcription strictement littérale de la matière populaire, ce que Pourrat savait déjà qu'il donnerait à lire aux générations futures, il se résigna à écrire ses récits qu'il confiait à la plume d'un collaborateur. Quand il commença à publier la florilège de ses travaux après quarante ans d'« herborisation » indépendante, les folkloristes l'accusèrent de légèreté méthodologique : ce n'était pas le folklore, mais la mémoire rurale, leur semblait dénué de toute responsabilité scientifique. Il refusa d'ailleurs d'être classé de livrer ses sources.

Bernadette Bricout (2), ancienne élève de Marc Vernet, enseignante à Paris-VII, a voulu vider l'ancienne querelle : pour cela, elle a dépouillé neuf mille feuillets méthodiquement classés en cinquante-trois dossiers qui recèlent les archives d'Henri Pourrat à Clermont-Ferrand.

Mettant à nu l'architecture du *Trésor des contes*, l'auteur recense les « sources », qui sont bien identifiées : en majorité féminines — comme Marie Visserys (domestique), Alphonse Duprat (couturier), Toinon Chanteleau ou Nanette Chapat



Avec ses leggings, sa canne et sa musette...

(dentellières) ; elle était la cohésion d'une méthode éprouvée ; son livre à une étude ethnographique du travail d'adaptation par l'écrivain, en analysant les « contes-types » (Cendrillon, la Fille au rot, le Charbonnier et le Petit Chaperon rouge).

La précision et la clarté de ces thèses confirment enfin l'habile

de Pourrat, qui renvoyait ses détracteurs à une langue à une culture dont il connaissait les ressources : « Dans le *Forêt*, expliquait l'auteur de *Gaspard des Montagnes*, le pourrat, c'est le pauvre : un homme qui dans les campagnes colportait les nouvelles, chantant les chansons, sorte

de trouver à l'usage des termes et non des châteaux. » Mais il peut demander pourquoi Henri Pourrat, qui écrivait aussi romans et essais, choisit de consacrer son existence à pareille œuvre de trouvère, si monumentale et modeste à la fois. Bernadette Bricout avance que cet homme, cerné par le deuil, n'a cessé de lutter contre l'oubli, la perte, la disparition dans les limbes : la mort prématurée de trois de ses frères, de son meilleur ami à la guerre de 14-18, puis de sa fille aînée, son propre vie longtemps suspendu au souffle de poumons malades, sa nostalgie de l'enfance et du temps d'avant l'expérience du malheur, l'auraient voué à recueillir les ultimes paroles des derniers conteurs de la campagne française.

Ni compilateur orthodoxe ni lettré désinvolte, Henri Pourrat se voulait, avant tout, un « artiste populaire », qui s'efforçait de ranimer et de transmettre, par tous les moyens, y compris ceux d'une littérature de bon aloi, une tradition orale moribonde, mais encore pleine d'images fantastiques et de vocables savoureux.

Claire Paulhan

(1) Publié chez Gallimard de 1948 à 1962. Une nouvelle édition en sept volumes thématiques a été publiée sous la direction de Claire Pourrat, chez Gallimard, en 1977 et 1986.

(2) Bernadette Bricout a déjà publié une édition critique consacrée aux plus importants de la collection de Pourrat, *Contes et récits du Lyonnais*, Ed. Mazonneuve, Larose, 1989.

Signatures que les éditions de la Plume ont publiées : *Le Forêt* (1948), *Le Gaspard des Montagnes* (1949), *Le Petit Chaperon rouge* (1950), *Le Charbonnier* (1951), *Le Fille au rot* (1952), *Le Charbonnier* (1953), *Le Petit Chaperon rouge* (1954), *Le Charbonnier* (1955), *Le Fille au rot* (1956), *Le Charbonnier* (1957), *Le Fille au rot* (1958), *Le Charbonnier* (1959), *Le Fille au rot* (1960), *Le Charbonnier* (1961), *Le Fille au rot* (1962), *Le Charbonnier* (1963), *Le Fille au rot* (1964), *Le Charbonnier* (1965), *Le Fille au rot* (1966), *Le Charbonnier* (1967), *Le Fille au rot* (1968), *Le Charbonnier* (1969), *Le Fille au rot* (1970), *Le Charbonnier* (1971), *Le Fille au rot* (1972), *Le Charbonnier* (1973), *Le Fille au rot* (1974), *Le Charbonnier* (1975), *Le Fille au rot* (1976), *Le Charbonnier* (1977), *Le Fille au rot* (1978), *Le Charbonnier* (1979), *Le Fille au rot* (1980), *Le Charbonnier* (1981), *Le Fille au rot* (1982), *Le Charbonnier* (1983), *Le Fille au rot* (1984), *Le Charbonnier* (1985), *Le Fille au rot* (1986), *Le Charbonnier* (1987), *Le Fille au rot* (1988), *Le Charbonnier* (1989), *Le Fille au rot* (1990), *Le Charbonnier* (1991), *Le Fille au rot* (1992), *Le Charbonnier* (1993), *Le Fille au rot* (1994), *Le Charbonnier* (1995), *Le Fille au rot* (1996), *Le Charbonnier* (1997), *Le Fille au rot* (1998), *Le Charbonnier* (1999), *Le Fille au rot* (2000), *Le Charbonnier* (2001), *Le Fille au rot* (2002), *Le Charbonnier* (2003), *Le Fille au rot* (2004), *Le Charbonnier* (2005), *Le Fille au rot* (2006), *Le Charbonnier* (2007), *Le Fille au rot* (2008), *Le Charbonnier* (2009), *Le Fille au rot* (2010), *Le Charbonnier* (2011), *Le Fille au rot* (2012), *Le Charbonnier* (2013), *Le Fille au rot* (2014), *Le Charbonnier* (2015), *Le Fille au rot* (2016), *Le Charbonnier* (2017), *Le Fille au rot* (2018), *Le Charbonnier* (2019), *Le Fille au rot* (2020), *Le Charbonnier* (2021), *Le Fille au rot* (2022), *Le Charbonnier* (2023), *Le Fille au rot* (2024), *Le Charbonnier* (2025), *Le Fille au rot* (2026), *Le Charbonnier* (2027), *Le Fille au rot* (2028), *Le Charbonnier* (2029), *Le Fille au rot* (2030), *Le Charbonnier* (2031), *Le Fille au rot* (2032), *Le Charbonnier* (2033), *Le Fille au rot* (2034), *Le Charbonnier* (2035), *Le Fille au rot* (2036), *Le Charbonnier* (2037), *Le Fille au rot* (2038), *Le Charbonnier* (2039), *Le Fille au rot* (2040), *Le Charbonnier* (2041), *Le Fille au rot* (2042), *Le Charbonnier* (2043), *Le Fille au rot* (2044), *Le Charbonnier* (2045), *Le Fille au rot* (2046), *Le Charbonnier* (2047), *Le Fille au rot* (2048), *Le Charbonnier* (2049), *Le Fille au rot* (2050), *Le Charbonnier* (2051), *Le Fille au rot* (2052), *Le Charbonnier* (2053), *Le Fille au rot* (2054), *Le Charbonnier* (2055), *Le Fille au rot* (2056), *Le Charbonnier* (2057), *Le Fille au rot* (2058), *Le Charbonnier* (2059), *Le Fille au rot* (2060), *Le Charbonnier* (2061), *Le Fille au rot* (2062), *Le Charbonnier* (2063), *Le Fille au rot* (2064), *Le Charbonnier* (2065), *Le Fille au rot* (2066), *Le Charbonnier* (2067), *Le Fille au rot* (2068), *Le Charbonnier* (2069), *Le Fille au rot* (2070), *Le Charbonnier* (2071), *Le Fille au rot* (2072), *Le Charbonnier* (2073), *Le Fille au rot* (2074), *Le Charbonnier* (2075), *Le Fille au rot* (2076), *Le Charbonnier* (2077), *Le Fille au rot* (2078), *Le Charbonnier* (2079), *Le Fille au rot* (2080), *Le Charbonnier* (2081), *Le Fille au rot* (2082), *Le Charbonnier* (2083), *Le Fille au rot* (2084), *Le Charbonnier* (2085), *Le Fille au rot* (2086), *Le Charbonnier* (2087), *Le Fille au rot* (2088), *Le Charbonnier* (2089), *Le Fille au rot* (2090), *Le Charbonnier* (2091), *Le Fille au rot* (2092), *Le Charbonnier* (2093), *Le Fille au rot* (2094), *Le Charbonnier* (2095), *Le Fille au rot* (2096), *Le Charbonnier* (2097), *Le Fille au rot* (2098), *Le Charbonnier* (2099), *Le Fille au rot* (2100), *Le Charbonnier* (2101), *Le Fille au rot* (2102), *Le Charbonnier* (2103), *Le Fille au rot* (2104), *Le Charbonnier* (2105), *Le Fille au rot* (2106), *Le Charbonnier* (2107), *Le Fille au rot* (2108), *Le Charbonnier* (2109), *Le Fille au rot* (2110), *Le Charbonnier* (2111), *Le Fille au rot* (2112), *Le Charbonnier* (2113), *Le Fille au rot* (2114), *Le Charbonnier* (2115), *Le Fille au rot* (2116), *Le Charbonnier* (2117), *Le Fille au rot* (2118), *Le Charbonnier* (2119), *Le Fille au rot* (2120), *Le Charbonnier* (2121), *Le Fille au rot* (2122), *Le Charbonnier* (2123), *Le Fille au rot* (2124), *Le Charbonnier* (2125), *Le Fille au rot* (2126), *Le Charbonnier* (2127), *Le Fille au rot* (2128), *Le Charbonnier* (2129), *Le Fille au rot* (2130), *Le Charbonnier* (2131), *Le Fille au rot* (2132), *Le Charbonnier* (2133), *Le Fille au rot* (2134), *Le Charbonnier* (2135), *Le Fille au rot* (2136), *Le Charbonnier* (2137), *Le Fille au rot* (2138), *Le Charbonnier* (2139), *Le Fille au rot* (2140), *Le Charbonnier* (2141), *Le Fille au rot* (2142), *Le Charbonnier* (2143), *Le Fille au rot* (2144), *Le Charbonnier* (2145), *Le Fille au rot* (2146), *Le Charbonnier* (2147), *Le Fille au rot* (2148), *Le Charbonnier* (2149), *Le Fille au rot* (2150), *Le Charbonnier* (2151), *Le Fille au rot* (2152), *Le Charbonnier* (2153), *Le Fille au rot* (2154), *Le Charbonnier* (2155), *Le Fille au rot* (2156), *Le Charbonnier* (2157), *Le Fille au rot* (2158), *Le Charbonnier* (2159), *Le Fille au rot* (2160), *Le Charbonnier* (2161), *Le Fille au rot* (2162), *Le Charbonnier* (2163), *Le Fille au rot* (2164), *Le Charbonnier* (2165), *Le Fille au rot* (2166), *Le Charbonnier* (2167), *Le Fille au rot* (2168), *Le Charbonnier* (2169), *Le Fille au rot* (2170), *Le Charbonnier* (2171), *Le Fille au rot* (2172), *Le Charbonnier* (2173), *Le Fille au rot* (2174), *Le Charbonnier* (2175), *Le Fille au rot* (2176), *Le Charbonnier* (2177), *Le Fille au rot* (2178), *Le Charbonnier* (2179), *Le Fille au rot* (2180), *Le Charbonnier* (2181), *Le Fille au rot* (2182), *Le Charbonnier* (2183), *Le Fille au rot* (2184), *Le Charbonnier* (2185), *Le Fille au rot* (2186), *Le Charbonnier* (2187), *Le Fille au rot* (2188), *Le Charbonnier* (2189), *Le Fille au rot* (2190), *Le Charbonnier* (2191), *Le Fille au rot* (2192), *Le Charbonnier* (2193), *Le Fille au rot* (2194), *Le Charbonnier* (2195), *Le Fille au rot* (2196), *Le Charbonnier* (2197), *Le Fille au rot* (2198), *Le Charbonnier* (2199), *Le Fille au rot* (2200), *Le Charbonnier* (2201), *Le Fille au rot* (2202), *Le Charbonnier* (2203), *Le Fille au rot* (2204), *Le Charbonnier* (2205), *Le Fille au rot* (2206), *Le Charbonnier* (2207), *Le Fille au rot* (2208), *Le Charbonnier* (2209), *Le Fille au rot* (2210), *Le Charbonnier* (2211), *Le Fille au rot* (2212), *Le Charbonnier* (2213), *Le Fille au rot* (2214), *Le Charbonnier* (2215), *Le Fille au rot* (2216), *Le Charbonnier* (2217), *Le Fille au rot* (2218), *Le Charbonnier* (2219), *Le Fille au rot* (2220), *Le Charbonnier* (2221), *Le Fille au rot* (2222), *Le Charbonnier* (2223), *Le Fille au rot* (2224), *Le Charbonnier* (2225), *Le Fille au rot* (2226), *Le Charbonnier* (2227), *Le Fille au rot* (2228), *Le Charbonnier* (2229), *Le Fille au rot* (2230), *Le Charbonnier* (2231), *Le Fille au rot* (2232), *Le Charbonnier* (2233), *Le Fille au rot* (2234), *Le Charbonnier* (2235), *Le Fille au rot* (2236), *Le Charbonnier* (2237), *Le Fille au rot* (2238), *Le Charbonnier* (2239), *Le Fille au rot* (2240), *Le Charbonnier* (2241), *Le Fille au rot* (2242), *Le Charbonnier* (2243), *Le Fille au rot* (2244), *Le Charbonnier* (2245), *Le Fille au rot* (2246), *Le Charbonnier* (2247), *Le Fille au rot* (2248), *Le Charbonnier* (2249), *Le Fille au rot* (2250), *Le Charbonnier* (2251), *Le Fille au rot* (2252), *Le Charbonnier* (2253), *Le Fille au rot* (2254), *Le Charbonnier* (2255), *Le Fille au rot* (2256), *Le Charbonnier* (2257), *Le Fille au rot* (2258), *Le Charbonnier* (2259), *Le Fille au rot* (2260), *Le Charbonnier* (2261), *Le Fille au rot* (2262), *Le Charbonnier* (2263), *Le Fille au rot* (2264), *Le Charbonnier* (2265), *Le Fille au rot* (2266), *Le Charbonnier* (2267), *Le Fille au rot* (2268), *Le Charbonnier* (2269), *Le Fille au rot* (2270), *Le Charbonnier* (2271), *Le Fille au rot* (2272), *Le Charbonnier* (2273), *Le Fille au rot* (2274), *Le Charbonnier* (2275), *Le Fille au rot* (2276), *Le Charbonnier* (2277), *Le Fille au rot* (2278), *Le Charbonnier* (2279), *Le Fille au rot* (2280), *Le Charbonnier* (2281), *Le Fille au rot* (2282), *Le Charbonnier* (2283), *Le Fille au rot* (2284), *Le Charbonnier* (2285), *Le Fille au rot* (2286), *Le Charbonnier* (2287), *Le Fille au rot* (2288), *Le Charbonnier* (2289), *Le Fille au rot* (2290), *Le Charbonnier* (2291), *Le Fille au rot* (2292), *Le Charbonnier* (2293), *Le Fille au rot* (2294), *Le Charbonnier* (2295), *Le Fille au rot* (2296), *Le Charbonnier* (2297), *Le Fille au rot* (2298), *Le Charbonnier* (2299), *Le Fille au rot* (2300), *Le Charbonnier* (2301), *Le Fille au rot* (2302), *Le Charbonnier* (2303), *Le Fille au rot* (2304), *Le Charbonnier* (2305), *Le Fille au rot* (2306), *Le Charbonnier* (2307), *Le Fille au rot* (2308), *Le Charbonnier* (2309), *Le Fille au rot* (2310), *Le Charbonnier* (2311), *Le Fille au rot* (2312), *Le Charbonnier* (2313), *Le Fille au rot* (2314), *Le Charbonnier* (2315), *Le Fille au rot* (2316), *Le Charbonnier* (2317), *Le Fille au rot* (2318), *Le Charbonnier* (2319), *Le Fille au rot* (2320), *Le Charbonnier* (2321), *Le Fille au rot* (2322), *Le Charbonnier* (2323), *Le Fille au rot* (2324), *Le Charbonnier* (2325), *Le Fille au rot* (2326), *Le Charbonnier* (2327), *Le Fille au rot* (2328), *Le Charbonnier* (2329), *Le Fille au rot* (2330), *Le Charbonnier* (2331), *Le Fille au rot* (2332), *Le Charbonnier* (2333), *Le Fille au rot* (2334), *Le Charbonnier* (2335), *Le Fille au rot* (2336), *Le Charbonnier* (2337), *Le Fille au rot* (2338), *Le Charbonnier* (2339), *Le Fille au rot* (2340), *Le Charbonnier* (2341), *Le Fille au rot* (2342), *Le Charbonnier* (2343), *Le Fille au rot* (2344), *Le Charbonnier* (2345), *Le Fille au rot* (2346), *Le Charbonnier* (2347), *Le Fille au rot* (2348), *Le Charbonnier* (2349), *Le Fille au rot* (2350), *Le Charbonnier* (2351), *Le Fille au rot* (2352), *Le Charbonnier* (2353), *Le Fille au rot* (2354), *Le Charbonnier* (2355), *Le Fille au rot* (2356), *Le Charbonnier* (2357), *Le Fille au rot* (2358), *Le Charbonnier* (2359), *Le Fille au rot* (2360), *Le Charbonnier* (2361), *Le Fille au rot* (2362), *Le Charbonnier* (2363), *Le Fille au rot* (2364), *Le Charbonnier* (2365), *Le Fille au rot* (2366), *Le Charbonnier* (2367), *Le Fille au rot* (2368), *Le Charbonnier* (2369), *Le Fille au rot* (2370), *Le Charbonnier* (2371), *Le Fille au rot* (2372), *Le Charbonnier* (2373), *Le Fille au rot* (2374), *Le Charbonnier* (2375), *Le Fille au rot* (2376), *Le Charbonnier* (2377), *Le Fille au rot* (2378), *Le Charbonnier* (2379), *Le Fille au rot* (2380), *Le Charbonnier* (2381), *Le Fille au rot* (2382), *Le Charbonnier* (2383), *Le Fille au rot* (2384), *Le Charbonnier* (2385), *Le Fille au rot* (2386), *Le Charbonnier* (2387), *Le Fille au rot* (2388), *Le Charbonnier* (2389), *Le Fille au rot* (2390), *Le Charbonnier* (2391), *Le Fille au rot* (2392), *Le Charbonnier* (2393), *Le Fille au rot* (2394), *Le Charbonnier* (2395), *Le Fille au rot* (2396), *Le Charbonnier* (2397), *Le Fille au rot* (2398), *Le Charbonnier* (2399), *Le Fille au rot* (2400), *Le Charbonnier* (2401), *Le Fille au rot* (2402), *Le Charbonnier* (2403), *Le Fille au rot* (2404), *Le Charbonnier* (2405), *Le Fille au rot* (2406), *Le Charbonnier* (2407), *Le Fille au rot* (2408), *Le Charbonnier* (2409), *Le Fille au rot* (2410), *Le Charbonnier* (2411), *Le Fille au rot* (2412), *Le Charbonnier* (2413), *Le Fille au rot* (2414), *Le Charbonnier* (2415), *Le Fille au rot* (2416), *Le Charbonnier* (2417), *Le Fille au rot* (2418), *Le Charbonnier* (2419), *Le Fille au rot* (2420), *Le Charbonnier* (2421), *Le Fille au rot* (2422), *Le Charbonnier* (2423), *Le Fille au rot* (2424), *Le Charbonnier* (2425), *Le Fille au rot* (2426), *Le Charbonnier* (2427), *Le Fille au rot* (2428), *Le Charbonnier* (2429), *Le Fille au rot* (2430), *Le Charbonnier* (2431), *Le Fille au rot* (2432), *Le Charbonnier* (2433), *Le Fille au rot* (2434), *Le Charbonnier* (2435), *Le Fille au rot* (2436), *Le Charbonnier* (2437), *Le Fille au rot* (2438), *Le Charbonnier* (2439), *Le Fille au rot* (2440), *Le Charbonnier* (2441), *Le Fille au rot* (2442), *Le Charbonnier* (2443), *Le Fille au rot* (2444), *Le Charbonnier* (2445), *Le Fille au rot* (2446), *Le Charbonnier* (2447), *Le Fille au rot* (2448), *Le Charbonnier* (2449), *Le Fille au rot* (2450), *Le Charbonnier* (2451), *Le Fille au rot* (2452), *Le Charbonnier* (2453), *Le Fille au rot* (2454), *Le Charbonnier* (2455), *Le Fille au rot* (2456), *Le Charbonnier* (2457), *Le Fille au rot* (2458), *Le Charbonnier* (2459), *Le Fille au rot* (2460), *Le Charbonnier* (2461), *Le Fille au rot* (2462), *Le Charbonnier* (2463), *Le Fille au rot* (2464), *Le Charbonnier* (2465), *Le Fille au rot* (2466), *Le Charbonnier* (2467), *Le Fille au rot* (2468), *Le Charbonnier* (2469), *Le Fille au rot* (2470), *Le Charbonnier* (2471), *Le Fille au rot* (2472), *Le Charbonnier* (2473), *Le Fille au rot* (2474), *Le Charbonnier* (2475), *Le Fille au rot* (2476), *Le Charbonnier* (2477), *Le Fille au rot* (2478), *Le Charbonnier* (2479), *Le Fille au rot* (2480), *Le Charbonnier* (2481), *Le Fille au rot* (2482), *Le Charbonnier* (2483), *Le Fille au rot* (2484), *Le Charbonnier* (2485), *Le Fille au rot* (2486), *Le Charbonnier* (2487), *Le Fille au rot* (2488), *Le Charbonnier* (2489), *Le Fille au rot* (2490), *Le Charbonnier* (2491), *Le Fille au rot* (2492), *Le Charbonnier* (2493), *Le Fille au rot* (2494), *Le Charbonnier* (2495), *Le Fille au rot* (2496), *Le Charbonnier* (2497), *Le Fille au rot* (2498), *Le Charbonnier* (2499), *Le Fille au rot* (2500), *Le Charbonnier* (2501), *Le Fille au rot* (2502), *Le Charbonnier* (2503), *Le Fille au rot* (2504), *Le Charbonnier* (2505), *Le Fille au rot* (2506), *Le Charbonnier* (2507), *Le Fille au rot* (2508), *Le Charbonnier* (2509), *Le Fille au rot* (2510), *Le Charbonnier* (2511), *Le Fille au rot* (2512), *Le Charbonnier* (2513), *Le Fille au rot* (2514), *Le Charbonnier* (2515), *Le Fille au rot* (2516), *Le Charbonnier* (2517), *Le Fille au rot* (2518), *Le Charbonnier* (2519), *Le Fille au rot* (2520), *Le Charbonnier* (2521), *Le Fille au rot* (2522), *Le Charbonnier* (2523), *Le Fille au rot* (2524), *Le Charbonnier* (2525), *Le Fille au rot* (2526), *Le Charbonnier* (2527), *Le Fille au rot* (2528), *Le Charbonnier* (2529), *Le Fille au rot* (2530), *Le Charbonnier* (2531), *Le Fille au rot* (2532), *Le Charbonnier* (2533), *Le Fille au rot* (2534), *Le Charbonnier* (2535), *Le Fille au rot* (2536), *Le Charbonnier* (2537), *Le Fille au rot* (2538), *Le Charbonnier* (2539), *Le Fille au rot* (2540), *Le Charbonnier* (2541), *Le Fille au rot* (2542), *Le Charbonnier* (2543), *Le Fille au rot* (2544), *Le Charbonnier* (2545), *Le Fille au rot* (2546), *Le Charbonnier* (2547), *Le Fille au rot* (2548), *Le Charbonnier* (2549), *Le Fille au rot* (2550), *Le Charbonnier* (2551), *Le Fille au rot* (2552), *Le Charbonnier* (2553), *Le Fille au rot* (2554), *Le Charbonnier* (2555), *Le Fille au rot* (2556), *Le Charbonnier* (2557), *Le Fille au rot* (2558), *Le Charbonnier* (2559), *Le Fille au rot* (2560), *Le Charbonnier* (2561), *Le Fille au rot* (2562), *Le Charbonnier* (2563), *Le Fille au rot* (2564), *Le Charbonnier* (2565), *Le Fille au rot* (2566), *Le Charbonnier* (2567), *Le Fille au rot* (2568), *Le Charbonnier* (2569), *Le Fille au rot* (2570), *Le Charbonnier* (2571), *Le Fille au rot* (2572), *Le Charbonnier*



## Paris sourire

HAUSMANN N'EMPÊCHE DE DORMIR

de Gilles Carpentier.  
Sécl. 204 p., 85 F.

Se donner un autre soi porteur de sympathie de contradictions, c'est un jeu où l'investisseur peut conduire. Monologues, questions et réponses. Ainsi du de Gilles Carpentier qui s'ouvre un salut aux « catins » de Diderot. Ces catins-là, rebelles à l'ordre, bousculent, chevauchent. Il n'est pas aisé de les aligner, phrases pour qu'elles paraissent avec cohérence. C'est pourtant que réussit l'auteur dans le double promenade où il nous invite, pour notre plaisir, à suivre le cheminement de la pensée d'un itinéraire à travers la capitale voulue par le préfet de la Seine du Second Empire et désormais « promise à tous les avars, refontes, démontrements administratifs, démolitions reconstructions, réhabilitations ».

De boulevard en impasse, le narrateur et double avancent dans un « Paris, nécropole du vingtième siècle » qui n'est pas grand du voyage. Les Parisiens apprécieront, les autres auront

quelques révélations. Et si bien acrobatique la balade n'était jalonnée de néologismes joyeux et élogiques, justement dosés qui font la déambulation une fête permanente. Fête où prend place une Catherine pour un trio qui est doute un quatuor.

Mais on n'aurait rien si on ne s'amusait à style et le rythme. D'une virtuosité constante, tourbillon bien maîtrisé qui fait le lecteur lui faire perdre le fil d'une route laquelle il n'est pas sûr de se tenir sur une piste de danse. Il faut, en effet, belle virtuosité pour, dans la même phrase, évoquer le recadrage professionnel et décrire une scène d'amour d'un Marcus une Catherine à quatre pattes, ayant le dos à République de Platon, cependant qu'une Catherine, que la première carresse, lit des élocutions d'un technocrate de ministère.

Quant à des descriptions comme celles d'une pharmacie, elles réconcilient le sourire à la littérature. Littérature. C'est d'abord de cela qu'il s'agit question avec Gilles Carpentier.

Pierre-Robert Leclercq

## Paris noir

LA FONTAINE DES INNOCENTS

de Max Gallo.  
Favard, 515 p., 140 F.

Le fait divers qui ouvre le nouveau roman de Max Gallo et le crime qui le ferme ne sont pas, pour qui est du support romanesque, négligeables. Mais ils sont surtout deux trépassés pour bondir et rebondir dans le vrai sujet : Paris du 17 décembre 1989 au 17 janvier 1991, un « Paris qui a la gangrène ». Cette chronique met en scène des personnages qui se croisent, s'épient, s'aiment, se haïssent et se juxtaposent ainsi que diverses pièces d'un puzzle dont l'image fait du titre une anthologie pour une vaste fable. Ici, fontaine il y a, « l'imagination d'un auteur qui sait observer et connaît bien des choses », les eaux saumâtres qui en coulant n'évoquent guère l'innocence.

Rollin, ancien haut fonctionnaire de Vichy, responsable du camp de Drancy; Dimet, écrivain familier des alibis du Luxembourg; Rimberg, avocat dont les clients attendent les « moyens de tourner la loi »; Brigitte George, grande dame de télé, avec qui il est indispensable de paraître à l'écran; Tango, employé de voirie qui, de façon rocambolesque, passe au service de Berthier, directeur d'un mensuel crâin des politiques; Hederlich, universitaire révisionniste; l'éditeur Eisen, le journaliste Limet, le commissaire Diebolt, le député Rivière...

Autant de personnages parmi une quarantaine qui sont à la fois les matériaux que l'auteur travaille pour ses études de caractères et les cibles sur lesquelles il tire avec une jubilation qui passe dans l'écriture.

Ces acteurs d'une triste comédie sont-ils imaginaires? Prévenant la question, Max Gallo prend le soin de préciser qu'aucune confusion n'est possible avec eux la réalité. Mais il n'est pas interdit, à la lecture de cet avertissement, d'apercevoir un clin d'œil malicieux. Comment le lecteur ne chercherait-il pas les clés quand on lui dit qu'il n'y a pas de suture?

Toutefois, n'est pas à ce jeu que se limite le roman. Certes, le fameux microcosme des affaires y tient bonne place, les proches du pouvoir y jouent la partition des hypocrisies et des ambitions, mais le romancier sans œillères. Autour de ce Paris où « on étouffe tout », où règne une solidarité entre les élites, il quelque camp qu'elles appartiennent, il en d'autres qu'il n'ignore pas : d'un beau quartier à une rue d'ido, voici aussi bien le Paris des adolescents enthousiastes que celui des immigrés, leur malheur et leurs petits tracas. Tableau, couteau, la Fontaine des innocents, aussi une photographie de la vie de la ville, celle qui voit comme celle que cachent les palais, — un instantané du « Paris d'aujourd'hui ».

P.-R. L.

## Schuster le désinvolte

Ce surréaliste proche de Breton reste un prince du sarcasme

LE RAMASSE-MIETTES suivi de Lettre à un ami de Philippe Soupault

de Jean Schuster.  
Pléine Page-Opales.  
(12, rue Jacques-Cartier.  
32000 Bordeaux).  
158 p., 89 F.

Jean Schuster est en passe de devenir le Docteur Jekyll le Mister Hyde du surréalisme. Proche compagnon, à partir de 1949, d'André Breton et de Benjamin Péret, corédacteur du Manifeste des 121 avec Blanchot et Mascolo, auteur du Quatrième Chant, texte publié en 1969 dans le Monde, par lequel il proclamait la dissolution du groupe surréaliste, on était en droit d'attendre de lui des ouvrages sérieux, pour pas dire de référence. Que nenni! Ce contradicteur ne se contente de vider régulièrement ses tiroirs de constituer ainsi des livres sans que ni tête mais pêtis de talent, d'humour et d'humours.

Hors l'amitié, l'amour et quelques autres sentiments aujourd'hui passés de mode, Jean Schuster ne prend rien au sérieux. S'il n'aimait pas Paris, il serait peut-être déjà retiré au sommet d'une montagne les œuvres complètes de son cher Benjamin Constant. A défaut, il monte la garde devant son poste de télévision afin d'aliéner la réserve sarcasme, distribue, passage, des bons et des mauvais points, multipliant les à-peu-près historiques politiques. Parfois, une phrase ciselée, un poème rappelle que, s'il le voulait, Jean Schuster pourrait poser grand écrivain.

« Les intellectuels français sont d'une exemplaire sagesse et taillés dans le bois dur », fait les choses longues. Cette phrase, cruellement d'actualité, Jean Schuster l'a écrite il y a plus de trente ans. Elle est doute la clé de sa démarche. Sous apparente réjouissante désinvolture, l'auteur du Ramasse-miettes n'en finit pas de traquer la veulerie, cette philosophie de l'époque.

Pierre Drachline

# Le printemps des écrivains voyageurs

Les Français succombent à leur tour aux séductions du « travel writing » : cette littérature du partir et des grands espaces

Le récit de leurs errances bien des romans. Ecrivains voyageurs, d'hier d'aujourd'hui, ils séduisent un public qui va en multipliant. Des collections se créent s'épanouissent, d'avantage qu'il n'en meurt, preuve que les éditeurs français croient à filon qui a acquis lettres de noblesse outre-Atlantique et outre-Manche le genre de travel writing. Des librairies leur ont emboité le pas comme la FNAC de la de Rennes à Paris (6<sup>e</sup>), dont le rayon « Ecrivains voyageurs » occupe désormais une place de choix.

Infatigable propagandiste de mouvement, éphémère directeur de la Cause du peuple (maoïste), converti à la philosophie du partir, Michel Le Bris y voit une revanche de la Littérature, avec un « l » majuscule, une production romanesque en panne de matière première. Tournant le dos aux œuvres « message » façon Sartre, la déconstruction du récit « au nom du Signe-Roi », la littérature, qui d'abord libéré, renouerait, par grâce des écrivains voyageurs, sa vraie vocation.

Toujours est-il que le public, sensible aux charmes d'une littérature goûteuse, « marche ». Ce qui lui vaut désormais, le succès aidant, l'embarras du choix : aventures de corsaires et de découvreurs, récits de ruptures avec l'Occident (1) narrations diverses de globe-trotters, écrivains dans l'âme, sinon toujours déclarés, qui, tous, ont fait leur la métaphysique shakespearienne : « I shall be gone and live or stay and die ». Autrement dit : partir, c'est exister.

La fiction n'est pas le registre de auteurs-là, même si le coussinage avec les poètes et romanciers de la partance, d'Homère à Conrad, est évident. Aux confins du journalisme (Albert Londres, Kessel...), de l'ethnologie et même de la science politique (Tocqueville, Cuvillier...), la littérature voyageuse puise à l'époque où ils semblaient aussi inaccessibles que Lunc.

### Le tour du monde

Patron des éditions Phébus exportés travel writing, Jean-Pierre Sire insiste, jusqu'au paradoxe, sur le fait qu'il s'agit avant de littérature : « Je me fiche des voyages. Ce que je cherche, c'est ton ». La collection « D'ailleurs » de Phébus compte une quarantaine de titres dont la Mémoire du fleuve, de Christian Dedet, 260 000 exemplaires, trouve preneurs de ce livre qui retrace les aventures hâleantes de Jean Michonnet, l'un des derniers coureurs de brousse du continent africain. Plus confidentielle, mais à découvrir en priorité, le même label, la très envoiante chronique de Paul del Peria sur les Tutsi du Rwanda, les Derniers Rois mages. Ou comment les civilisations — celle-là remonte à la plus haute Antiquité — agonisent.

« D'ailleurs » abrite sous-collection, la série « Le tour du monde », reprise des récits d'exploration publiés par Hachette dans la revue homonyme entre 1860 et 1914. Financée par les ministères



de l'instruction publique et de la marine, revue savait choisir « pigistes » : Darwin, Livingstone, Stanley, Burton, Brazza, Amundsen et Co. Jules Verne lui doit énormément. A pas manquant : Aux sources du Nil, de Richard Burton et John Speke, pérégrination dans la région des Grands Lacs à l'époque où ils semblaient aussi inaccessibles que Lunc.

L'omniprésent Michel Le Bris alimente « D'ailleurs » de ses découvertes et coups de cœur, tel la Route de Silverado, sous-titré En Californie au temps des chercheurs d'or, de Robert Louis Stevenson, dont il est un connaisseur passionné. Il dirige surtout chez Payot la collection « Voyageurs », quelque vingt-cinq titres et beaucoup de projets. C'est sous cette étiquette qu'ont paru plusieurs grands classiques de la littérature de voyage, trois livres de Nicolas Bouvier (Chroniques japonaises, le Poisson-scorpion, Journal d'Aran et d'autres lieux), ceux d'Ella Maillart (La Vagabonde des mers, la Vie cruelle...) et de Redmon O'Hanlon (Au cœur de Bornéo, Hôp.).

La Petite Bibliothèque Payot accueille dans un format « demi-poche », et sous le même label (« Voyageurs »), les meilleurs titres de cette collection et d'autres auteurs, publiés ailleurs mais, eux aussi, écrivains vagabonds. Est paru récemment, entre autres, Courrier de Tamarie, de Peter Fleming, qui forma avec Ella Maillart, de la Mandchourie à Karachi, le duo de voyageurs le plus fêté de l'avant-guerre. Son livre à elle, Oasis interdites, qui raconte le même périple, est d'une veine très différente, preuve que le travel writing se nourrit d'abord d'un regard.

### Le grand dehors

Un jugement que fait volontiers sien Marc de Gouvenain, boursier-patenté lui-même, traducteur, auteur d'un Retour à l'Éthiopie et d'un printemps à Sibérie publiés dans la collection « Terres d'aventure » qu'il dirige chez Actes Sud. Sept à huit titres an. Vingt-cinq catalogue dont Méharès, de Théodore Monod, la Mort à Arabie, de Thorild Hansen, récit palpitant et tragique de la première expédition scientifique au Yémen en 1760.

D'autres collections existent ailleurs, qui bénéficient de regain d'intérêt pour la littérature voyageuse : « Les grandes aventures de l'exploration », chez Pygmalion, dirigée par Gérard Watelet ; « Étonnants voyageurs », chez Seghers, que dirige Florence Trystram, auteur à succès du Procès des étoiles (1735-1771). Récit de la prestigieuse expédition des trois savants français à l'Amérique du Sud et des mésaventures qui s'en suivirent.

En raison des difficultés financières de Seghers, collection marque le D'autres éditeurs, malgré tout, lancent dans

l'aventure, comme Hoëbeke qui a confié à l'incontournable Michel Le Bris la mise à flot d'une nouvelle collection, « Le grand dehors ». Trois titres à paraître à la mi-mars dont la Forêt ivre, de Gerald Durrell, le frère de Lawrence, sur un séjour plein d'émerveillements dans le Chaco, cœur du Paraguay.

Enfin, il y a les éditeurs qui publient des écrivains voyageurs sans toujours les estampiller : tels : Grasset, par exemple, chez qui l'on trouve les Henri de Monfreid, les Isabelle Eberhardt, En Patagonie, de Bruce Chatwin, ou la Chine à petite vapeur, de Paul Theroux, des indispensables : Plon, dont la collection « Terre humaine » recèle quelques chefs-d'œuvre de la même eau; Arléa, avec « Lieux dits »; Zulma dont collection « Hors barrière » tout un programme. On passe.

Le mouvement prend. Le festival « Étonnants voyageurs », créé en 1990 par Michel Le Bris, a accueilli 240 000 visiteurs l'année dernière à Saint-Malo. Pour sa troisième édition, festival international du livre d'aventures voyage a invité, du 10 au 10 mai, cent cinquante auteurs. Mille mètres carrés, stands attendent les éditeurs. Une revue, Gulliver, bientôt huit numéros, fondée par Michel Le Bris et financée, sagement, par FNAC et Payot, veut le reflet de effervescence littéraire. Elle se donnerait volontiers des allures de Granta, la revue londonienne du Californien Bill Budford qui n'a pas peu contribué, dernières années, au renouveau du travel writing, un genre que les Français semblent (re) découvrir avec délice.

Bertrand Le Gendre

(1) La vraie vie est ailleurs. Illustrations de ruptures avec l'Occident, de Jean-Michel Belorgey, J.C. Lattès, 1989.

**UN PLAISIR D'ÉCRIRE LE DROIT D'ÊTRE LI**

Si pour vous écrire est une passion, c'est-à-dire une vocation, nous vous offrons, sous la direction de Jean-Pierre Sire, une collection de livres qui vous permettront de publier vos textes, vos essais, vos mémoires, vos récits, vos romans, vos poèmes, vos lettres, vos chroniques, vos articles, vos conférences, vos interviews, vos témoignages, vos souvenirs, vos réflexions, vos idées, vos projets, vos rêves, vos espoirs, vos rêves, vos espoirs, vos rêves, vos espoirs...

**LA PENSÉE UNIVERSELLE**

115 boulevard de la République - 93000 Paris - Tél. (1) 43 25 77 04

**OÙ TROUVER UN LIVRE ÉPUISÉ ?**

Ecrivez, téléphonez : **LIBRAIRIE (service 18)**

**LE MONDE DU LIVRE**

60 RUE ST-ANDRÉ-DES-ARTS  
75006 PARIS  
Tél. (1) 43.25.77.04  
Code Minitel : 3615 MDL

Pour nouvelles littéraires important éditeur recherche

**MANUSCRITS INÉDITS**

Romans - Nouvelles - Poésie - Théâtre

Les manuscrits seront publiés et diffusés et bénéficieront d'une honorable rémunération auprès de tous les médias

Tout ouvrage publié sélectionné de droit à notre Prix littéraire

Les manuscrits sont à adresser à : **L'ACADEMIE EUROPÉENNE DU LIVRE**

17, rue Galilée - 75116 PARIS - Tél. : (1) 47 11 11

**Contre les fausses valeurs de la modernité**

2<sup>e</sup> ÉDITION

Je vous félicite pour cet ouvrage à une époque où le goût de la vérité est en crise.

Un livre que vous devez entre les mains de ceux qui ont le sens de l'humain. Alain Finkielkraut

L'UNIVERSITÉ FRANÇAISE



LIVRES • IDÉES  
ACTUALITÉS

# « Affaire Barthes », suites

Deux revues reviennent longuement sur les aléas de l'« existence posthume » des auteurs

L'affaire Barthes n'est pas finie. La revue la Règle du jeu et son directeur Bernard-Henri Lévy ont interjeté appel du jugement de la première chambre du tribunal de grande instance de Paris qui les a condamnés, le 20 novembre 1991, à payer cinquante mille francs de dommages et intérêts à Michel Salzedo, héritier de Roland Barthes, pour s'être approprié le droit de divulgation qu'il possédait sur l'œuvre de ce dernier (mort en mars 1980). Rappelons qu'« affaire Barthes » il y a depuis la publication, dans le n° 3 de la Règle du jeu, sans l'accord de Michel Salzedo, d'un extrait d'un cours (« Le Neutre ») prononcé en 1977-1978 au Collège de France (1).

Deux revues reviennent longuement sur différents aspects de ce contentieux et sur les problèmes plus généraux dont il est une illustration : difficultés de la gestion posthume de tout ou partie de certaines œuvres littéraires ou intellectuelles ; rôle complexe – et souvent controversé – des héritiers des penseurs ou écrivains disparus.

L'objet, le support en tout cas, du débat, la Règle du jeu, fait plus que persister et signer, dans son n° 6 (janvier 1992) (2). La revue de Bernard-Henri Lévy a constitué un véritable dossier consacré aux « héritiers infidèles » – avec un point d'interrogation, il est vrai – et aux aléas de l'« existence posthume » des auteurs. « N'y a-t-il décidément pas d'autre actualité possible que les procès pour les penseurs qui ont agité, ébranlé les fondements du savoir et du discours jusqu'à l'aube des années 80 ? », se demande Bernard Comment, romancier et auteur d'un essai consacré à Roland Barthes, vers le Neutre : « Comment accepter, demande-t-il encore, qu'à ce jour aucun droit n'ait été effectué des documents sonores relatifs à cet enseignement du Collège de France ? Dix ans, et rien, simplement des rumeurs, des rancunes. Volens nolens, effet de confiscation il y a, que seul peut-être un coup de force était à même de désigner et d'ébranler. »

Au nombre des multiples avis et témoignages collectés d'autre part par la revue, on retiendra le projet de Pierre Bergé, qui s'exprime en tant que président de l'association Les amis de Coteau : « Pour protéger (...) cette œuvre, nous sommes en train de mettre au point les statuts d'une fondation. La plus grande partie des droits d'auteur ira aux enfants (NDLR : des ayants droit), ce qui les mettra à

l'abri du besoin. Une très petite partie ira à la fondation. Pour financer les frais de fonctionnement, les achats éventuels de manuscrits, etc. Mais le « droit moral », de l'œuvre restera à la fondation qui gèrera ainsi tous les problèmes inhérents au destin posthume d'un écrivain. Vous voyez : il s'agit dans notre esprit d'empêcher que des gens, même de bonne foi ou de bonne volonté, mais n'ayant pas la connaissance nécessaire d'une œuvre et de son auteur, puissent légalement d'interdire, bref de gêner la circulation des textes, leur inscription dans le corpus. »



CARNEY

Le cas d'école Brod-Kafka (Max Brod, ami de Kafka, rendit possible après la mort de ce dernier, et en dépit de son ordre de détruire ses manuscrits inédits, la publication de la plupart des œuvres de l'auteur du Château) fournit matière à de nombreuses considérations pour et contre. L'écrivain-penseur Pierre Klossowski rapporte que Gide, à qui il avait jadis demandé son avis, « avait alors répondu : tout doit être publié, absolument tout ! » Il ajoute avec humour : « Et je me range finalement à cet avis que, comme le dit saint Paul, c'est la volonté de Dieu que tout paraisse à la lumière. »

Quant au Collège de France, écrit à propos de Barthes Bernard Comment, le destin de cet enseignement repose en partie sur la bonne volonté ou non de ces personnes qui, sous le simple prétexte d'avoir été là et que leurs enregistrements furent alors gentiment ignorés, confisquent aujourd'hui ces documents et s'arrogent de fait un pouvoir sur des cours qui ne leur appartiennent pas en propre. Une pierre dans le jardin de Thierry Leguy, qui est l'une de ces « personnes » ? Après avoir défendu son

point de vue dans nos colonnes, ce fidèle, détenteur d'enregistrements de tous les cours de Roland Barthes au Collège de France, revient longuement, dans la prochaine livraison de l'Infini (3), sur l'impossibilité de le conduire l'attitude de François Wahl (4). Petit mais troublante curiosité rapportée par l'Infini : Roland Barthes lui-même avait publié, dans son livre Solers écrivain (1979), un passage du cours sur « Le Neutre ».

Dans l'article-manifeste qu'il co-signa dans l'Infini avec Alain Duchesne – « Roland Barthes et le capitaine Nemo » – Thierry Leguy revient avec force sur l'idée d'une « confiscation » et d'une « censure » de fait de la dernière partie de l'œuvre de Barthes, risquant pour finir cette hypothèse : « En fait, le désaccord se situe du côté de l'imaginaire. François Wahl veut imposer son image de Barthes : celle d'un théoricien rigoureux, producteur rigide de concepts. Ce qui cadre mal avec de nombreux textes de Roland Barthes et surtout avec ses derniers travaux. »

Bonne ou mauvaise, cette clef interprétative n'ouvre en tout cas rien du tout : les cours de Barthes au Collège de France doivent jusqu'à nouvel ordre demeurer sous le boisseau ou circuler sous le manteau.

Michel Kajman

(1) Bertrand Poirot-Dolpech a évoqué le contenu de ce texte dans sa chronique du 11 septembre 1991. Les différents aspects de l'affaire ont été traités dans le Monde daté 22-23 septembre, puis les 18 octobre, 22 novembre et 13 décembre 1991. Contrairement à ce que nous avons indiqué à plusieurs reprises, Grasset n'est pas, à strictement parler, la société éditrice de la revue, mais détient 25 % du capital de la SARL qui édite la Règle du jeu.

(2) Au sommaire de ce numéro de la Règle du jeu (98 F), on trouvera notamment des textes de Mario Vargas Llosa (qui va publier son dernier livre, Le Poison hors de l'eau, en feuilleton dans cette revue), de Jean-Toussaint Desautel (« Réflexions sur le temps », de Jean-Paul Enthoven (« L'Amor de Benjamin Constant », ainsi qu'un ensemble « Actualité du XXV<sup>e</sup> siècle ».

(3) Numéro 37, qui sera mis en vente le 13 février (Gallimard, 80 F). Au sommaire de cette livraison figurent notamment des textes de Philippe Sollers (dont celui du film sur la Porte de l'Enfer de Rodin, de l'« Imaginaire », le 21 janvier – voir « Le Monde Radio-Télévision » daté 26-27 janvier), de Milan Kundera (dont une analyse d'une nouvelle d'Hemingway), de Dominique Rolin (« Train de rêves », de David di Noia (« Une adresse irrésistible », ainsi qu'un entretien de Julia Kristeva par Bernard Sicché (« Roman noir et temps présent »).

(4) Un proche de Roland Barthes, auquel le Monde a aussi donné la parole le 13 décembre 1991.

## DERNIÈRES LIVRAISONS

### HISTOIRE

MARIE-PIERRE REY : La Tentation du rapprochement. France et URSS à l'heure de la détente (1964-1974). – Un historique détaillé de la politique de « rapprochement » avec l'URSS entamée par le général de Gaulle et poursuivie par Georges Pompidou. Un constat aussi sur la manière dont cette entreprise fut rapidement dépassée par l'entente américano-soviétique et le rapprochement entre l'URSS et ce qui était alors l'Allemagne de l'Ouest (Publications de la Sorbonne, 355 p., 150 F).

### PHOTOGRAPHIE

PATRICK ROEGERS : L'Œil multiple. 170 entretiens, portraits et critiques photographiques parus dans le Monde. – Un choix de chroniques publiées par le Monde depuis 1985, accompagnées d'une abondante iconographie. En avant-propos, l'auteur explique comment il conçoit son ouvrage, qui ne se veut ni une anthologie ni un panégyrique, mais plutôt un catalogue des diverses façons de voir (Ed. La Manufacture, 541 p., 195 F).

### RÉÉDITIONS

FRANÇOIS MAURIAC : La Pierre d'achoppement. – Un court essai, publié pour la première fois en 1951, dans lequel François Mauriac détermine sa position devant le problème religieux. Le témoignage sans complaisance d'un homme qui juge sa

foi et surmonte les fourvoiements politiques ou autres de l'Eglise (Ed. du Rocher, 80 p., 88 F).

JAMES OLIVER CURWOOD : Bêtes et gens du Grand Nord. – Une douzaine des meilleurs textes du célèbre romancier américain du Grand Nord, de Kazan aux Chasseurs de loups en passant par l'Honneur des grandes neiges, le Piège d'or, etc. Introduction de Paul Gruyer et Louis Postif, également traducteurs de la plupart des romans, publiés pour la première fois au début du siècle (Robert Laffont, coll. « Bouquins », 1 144 p., 130 F).

ANDRÉ CHAMSON : Une éternelle. – Les trois premiers romans d'André Chamson publiés dans les années 20 – Roux le Bandit, les Hommes de la route, le Crime des justes – et qui racontent, dans une langue née de la terre et de la Bible, le pays des assemblées au Désert. Avant-propos original de Frédérique Hébrard, fille de l'académicien (Christian de Barilard éd., 411 p., 150 F).

### POLITIQUE

COLLECTIF : Où va l'Etat, la souveraineté économique et politique en question, sous la direction de René Lenoir et Jacques Lesourne, assistés de Christian Saint-Etienne et Christian Stoffaers. – Ouvrage issu du colloque organisé par le Monde et ENA-Recherche et dont notre journal a rendu compte dans ses éditions du 28 septembre 1991 (Le Monde-Éditions, 393 p., 140 F).

## Passage en revues

Histoire, idées, sociétés

■ « Les débuts des sciences de l'homme », c'est ainsi que *Communications* intitule son dernier numéro. Et les questions surgissent dès l'annonce du titre : si, en effet, il existe bien, dans notre société, un ensemble d'institutions, de cursus universitaires, d'objets de recherche travaillés par une communauté de professionnels aux compétences reconnues et légitimées qui dessine les contours d'une science, celle-ci n'en finit pas de s'interroger sur son propre statut, sur ses propres conditions d'existence. Elle ne parvient même pas à se mettre d'accord sur son propre intitulé : peut-on parler d'une seule science, ou le pluriel doit-il rendre compte d'une impossible unité ? Parlerait-on de « sciences de l'homme », de « sciences sociales » ou encore de « sciences humaines », ces trois termes ne recouvrant jamais exactement des domaines identiques ? Il est en tout cas indispensable, si l'on veut y voir clair dans ces débats, d'interroger l'histoire comme le fait *Communications*.

Benjamin Matalon, qui a dirigé ce numéro avec Bernard-Pierre Lécuyer, explique clairement dans son introduction pourquoi il a choisi le XIX<sup>e</sup> siècle comme temps des « débuts », alors qu'il est patent que les recherches sur l'« homme social », dans toutes ses déterminations, sont souvent antérieures : c'est au XIX<sup>e</sup> qu'a lieu la grande mise en ordre des savoirs, qui cherche à faire entrer l'ensemble des connaissances dans le champ critique des « sciences ». Dès lors on comprend mieux – à la lumière, par exemple, de l'article de Lécuyer sur Le Play, ou de celui de Jean-Claude Chevalier sur les institutions de philologues et de linguistes – comment ces savoirs nouveaux échappent au processus très largement cumulatif qui dirige le développement des sciences dites « dures » pour s'éparpiller dans un bourgeoinement d'institutions spécialisées, enfermées dans leurs frontières, largement ignorantes des recherches et des méthodes voisines, cherchant à obtenir la reconnaissance sociale et institutionnelle – discipline universitaire, centre et crédits de

recherche, revue de publications, légitimation académique, collections éditoriales – qui lui permettra de se poser comme une science à part entière. L'analyse des « débuts » des sciences de l'homme renseigne sur la permanence de leur crise d'identité (*Communications*, n° 54, Seuil, 318 p., 100 F).

■ Le terme même de « sciences de l'homme » a le don d'irriter les féministes les plus modérées : il désigne en effet clairement les intentions d'une démarche qui ignore que la société est, avant toute autre considération, travaillée par le genre. Le numéro de *Genèses* sur le thème « Femmes, genre, histoire » essaie, à travers un certain nombre d'exemples, tirés eux aussi du XIX<sup>e</sup> siècle – la bourgeoisie allemande, l'éducation féminine en Grèce, les syndicats du tissage mécanique dans le Lancashire ou la protection maternelle et infantile –, de montrer comment l'introduction de la notion de genre dans l'analyse sociale oblige à repenser, de fond en comble, les notions de base des sciences humaines. Notamment, la notion de classe sociale, comme le montre superbement Ute Frevert dans son article consacré à la bourgeoisie allemande du XIX<sup>e</sup> siècle et qui commence par cette phrase de Katia Pringsheim, épouse de Thomas Mann : « Mon père était professeur de mathématiques à l'université de Munich, et ma mère était une très belle femme. » Il ne s'agit pas d'écrire une histoire féminine à côté de l'histoire masculine ou contre elle – une *her-story* opposée à l'*his-story* –, mais de tirer toutes les conséquences d'une évidence longtemps occultée, celle d'une société structurée par le genre, terme préférable à celui de différence sexuelle à forte connotation biologique (*Genèses*, n° 6, Calmann-Lévy, 200 p., 85 F).

■ En apparence, la livraison du *Genre humain* qui paraît sous le titre « Fini & infini » obéit à des mots d'ordre de richesse et de dispersion : entre un texte de Calvino sur les métaphores des contes, une méditation de Norbert Elias sur le développement de l'humanité, un dialogue d'Yves Hersant mettant en scène Giordano Bruno, une présentation de la notion d'infini en physique par Jean-Marie Lévy Leblond, une nouvelle de Lydia Flem sur l'improbable « dernière séance » avec un psychanalyste ou un inédit d'Ernst Cassirer sur la philosophie de la religion de Hermann Cohen, quels points communs sinon ceux de l'intelligence critique et de la radicale attention au sens ? Mais un fil rouge, plus subtil, plus profond, court le long de cet ensemble : mettre en échec politique les discours exténués sur la fin de l'histoire, l'inutilité ou la nocivité des utopies, la débâcle du politique, l'universalité du marché et, à travers elle, des valeurs qui y sont attachées (*Le Genre humain*, Seuil, 300 p., 120 F).

Pierre Lepage

## L'AUTRE JOURNAL

### L'homme qui fait trembler l'Eglise

Eugen Drewermann, le plus célèbre théologien allemand, affirme que les miracles de Jésus, sa résurrection, la virginité de Marie... ne sont que des récits symboliques. Partisan du mariage des prêtres, de l'ordination des femmes, il apparaît comme un nouveau Luther. INTERVIEW-DOCUMENT.

### Après Mitterrand, Barre ou Pasqua ?

« Lorsqu'un peuple perd le sens et le goût du politique, vient le temps des stratégies et des complots » Michel Burel.

### Algérie Un pays déchiré entre le père et le FJS.

L'argent des jeunes C'est quoi l'argent quand on a dix-huit ans ?

### Les films que vous ne verrez jamais

Comment disparaissent les centaines de films français qui ne sortiront jamais sur les écrans ?

### MC Solaar, le Don Quichotte de rap

Il est black, français, poète, rendre, drôle, cultivé. Il invente le rap français.

... et des contes, des chroniques, un inédit, l'horoscope...

### L'Autre Journal, si c'est un roman, c'est le nôtre.

L'Autre Journal n° 21. Février 1992. 35 F

DISTRIBUTION **disque** 5, rue de la Tave - B.P. 65 - 28112 LUCÉ

Jacques Darcanges

## Contre les fausses valeurs de la modernité

2<sup>e</sup> EDITION

Je vous félicite pour cet ouvrage à une époque qui a perdu le goût de la vérité.

Jean-Paul ARON

Les Editions de l'Œuvre

Un livre que j'aimerais voir entre les mains de ceux qui ont le goût de l'Avenir. Abel CLARTÉ. « L'UNIVERSITÉ FRANÇAISE »

LES PARADIS PERDUS V

## LES GRANDES FÊTES D'AOUT (1938)



JACQUES DARCANGES

Les Editions de l'Œuvre

Extraordinaire "Saga"... Un écrivain comme on n'en fait plus... Pierre LANCE "L'Ère Nouvelle".



LES conférences de John Austin, *Quand dire c'est faire* (1), sont disponibles en livre de poche. Trente ans après la première édition anglaise, vingt ans après la traduction en français, le progrès est en marche : sans excès notable de vitesse. On s'attend que les représentants des grandes institutions – les juges par exemple – et aussi plusieurs manuels de grammaire offerts aux petits Français tirent profit de certaines audaces dans un avenir raisonnable. Puisqu'il paraît inutile pour une fois de recommander la modération, rien n'interdit de souligner la justesse, et la validité pratique, des analyses défendues par le philosophe du langage ordinaire. Même si elles manifestent quelques idées reçues.

Tout le monde a rencontré lors d'un dîner cet honnête protestant qui l'emploi de l'impératif dans le *Notre Père* indignait : « Donne-nous aujourd'hui... » Pour la raison incontestable qu'il est indécent, ou discourtis, de prétendre donner un ordre au Père sévère. Mais hormis les grammaires scolaires et ce paraître, qui a jamais dit ou cru que l'impératif était réservé à l'expression de l'ordre ?

Austin énumère quelques autres comportements qui ne paraissent pas extraordinaires, ni hors de por-

tée – comme l'invitation : *Prends un siège Cinna* ; la suggestion : *Prenez plutôt l'andouillette au chablis* ; ou l'avertissement : *N'oubliez pas de réciter deux versets ce soir à jeun*.

Le conseil aussi se plaie volontiers à l'impératif, dont Swift joue avec grâce en s'adressant à « une très jeune dame, à l'occasion de son mariage » (2) ; l'avertissement qui suit est alors formulé à l'aide de deux phrases déclaratives au futur : *lesquelles sont d'une correction parfaite et manifestent une grande expérience du monde* comme il allait : « Laissez à votre mari le soin de choisir vos relations masculines, et ne tenez jamais compte des conseils de vos amis, car invariablement elles vous colleront un freluquet ; et ce n'est pas sans patience et sans efforts que vous arriverez à distinguer un sujet de ce genre d'un homme intelligent ».

Et, pour mieux persuader, les conseils ont tôt fait de s'exprimer au conditionnel présent. Tracassé par la mélancolie de sa fille, Sganarelle aurait besoin d'un bon conseil. M. Josselin, l'ami orfèvre, avance : « Si j'étais que de vous, je lui achèterais une belle garniture de diamants », tandis que M. Guillaume n'hésite pas : « Et moi, si j'étais à votre place, j'achèterais une belle tapisserie de verdure (...) pour lui réjouir l'esprit et la vue ». La nièce, Lucrèce, prend alors le taureau par les cornes et utilise, un peu pompeusement, un verbe à emploi performatif (3) selon les termes d'Austin : « Je vous conseille de la mettre dans un couvent » (Molière, *L'Amour médecin* 1.1).

Le conseil, on le voit, n'impose par l'impératif ; ni l'instruction des jeunes gens qui se destinent à certains métiers de proximité que Swift appelait encore vulgairement domestiques ou laquais. Phrases impératives et phrases déclaratives avec l'auxiliaire *Devoir* se suivent sans procurer de malaise particulier : ni vers la fin du repas : « Enlevez les plus grands plats, et portez-les dans une seule main, pour montrer aux dames la vigueur et la force de vos reins » ; ni même après le repas : « Pendant qu'on dit grâce (...), vos camarades et vous devez retirer les chaises de derrière les convives, afin que, lors-

qu'ils voudront se rasseoir, ils puissent tomber en arrière, ce qui les égalera fort (...) ».

La lecture d'Austin et de Swift, l'indignation de l'honnête protestant se calmera d'elle-même : une phrase impérative n'est qu'une forme linguistique qui pourra, selon les situations de discours et le rôle des participants, recevoir la force d'une prière, d'un ordre, d'une supplication, d'un conseil, d'un avertissement, etc. Seule une tradition grammaticale malaisante pousse à confondre phrase impéra-

tive et énoncé d'un ordre ; ou plus généralement phrase et énoncé. La position de ces grammaires plus bornées que complètes est d'autant plus surprenante que « la vie », comme on dit, se charge de nous apprendre sur le tas les façons dont se formulent les ordres : *mange ta soupe ; romps ; tu rentres avant minuit ; vous devez vider les lieux ; ou « je vous ordonne de vider les lieux »*.

Il est rare en outre qu'une formule linguistique se limite à une seule fonction. Le bonheur des cas-

seroles ne s'arrête pas à la queue des chiens et l'infinifinité de se borne pas aux recettes de cuisine : *ajouter un bouquet garni*. Selon les cas, il aura la force d'une demande insistante : *Ne pas toucher* ; ou celle d'une résolution mûrie. Préparant sa retraite, Swift notait entre autres, et dans l'ordre : « Ne pas épouser une jeune femme. Ne pas parler beaucoup ni surtout de soi-même, etc. ».

Voilà qui met en évidence l'importance de la grammaire, contre certains grammairiens. La maîtrise de la langue a pour effet de multiplier les choix que la grammaire reçoit pour tâche d'énumérer, en expliquant les différences.

On savait déjà que les vocabulaires spécialisés fournissent d'aimables métaphores, pour donner vigueur aux injures ou aux menaces par exemple. Comme un linguiste de terrain ou socio-linguiste américain, Swift recueille les cris et les menaces entendus lors de l'exécution d'un vaurien. Les exemples peuvent encore servir si vous êtes cuisinier : *je vais l'assommer ; ou plutôt : qu'on me laisse seule avec lui ; ou même barbare : je vais lui donner une poignée*. Au bout du compte, le marchand de tabac : *je vais le tabasser* est plutôt moins féroce que le banquier : *je vais le liquider*.

Les faits de syntaxe sont à peine plus complexes. Pour l'expression de l'ordre, le futur est réservé à l'autorité absolue : celle du maître d'école ou du Bon Dieu. En effet, il est exclu de commenter un ordre au futur à l'aide d'une excuse comme : *ce n'est pas moi qui vous le dis*. Il faudrait que l'esprit défilât pour souffler : *Tu ne convoiteras pas la femme du voisin, mais ce n'est pas moi qui le dis*. Aucun hérétique n'a jamais soutenu une proposition aussi condamnable.

Au contraire, *devoir* permet de faire référence à une autorité tenue pour supérieure aux deux participants. Si bien que le locuteur peut toujours se « défilier » : *Vous devez payer vos impôts pour le quinze ; et ce n'est pas moi qui le dis*. En raison de ces emplois multiples (conseil, suggestion, invitation, etc.), l'impératif peut entraîner parfois de fâcheuses méprises : que le performatif explicite *je vous ordonne* interdise aussitôt, en

manifestant la relation de pouvoir qui existe entre le je agent et le vous patient. Après le serment du Jeu de paume, Louis XVI n'avait pas grand-choix pour s'adresser au Tiers-Etat ; le futur était trop fort : *devoir* eût été trop faible. L'impératif pouvait se prendre pour une invitation, ou une suggestion. Restait le plus solennel ; et le plus dangereux : « Je vous ordonne, messieurs, de vous séparer tout de suite... » Pour devenir citoyen, il fallait désobéir, une fois de plus.

Il n'est pas toujours aisé enfin de rétablir le performatif explicite : *je vous menace de ; je vous avertis de ; je vous conseille de ;* et des conflits d'interprétation sont prévisibles quand le bon sens et la bonne foi font défaut. Optimiste, Austin ajoute alors : « Un juge devrait pouvoir décider, en entendant ce qui a été dit, quels actes ont été exécutés. » Voici donc une histoire vraie. Un contrat mentionne, manuscrit, le groupe prépositionnel avec un *monte-charge* ajouté à l'insistance du « professionnel ». Lors du déménagement, point de monte-charge, naturellement. Les choses se passent si mal qu'un procès menace. Et l'avocat ami arguement : le juge devra interpréter la valeur (ou la force) de la mention manuscrite. Qui l'empêchera de comprendre *je souhaite* ou *je conseille* un monte-charge ?

Trop risqué, le procès n'eût donc pas lieu. Le quidam naît dut payer, tandis que le savant truant court toujours. Tranquilles, les juges eux aussi devraient lire *Quand dire c'est faire*.

(1) John L. Austin, *Quand dire c'est faire*, « Points », Le Seuil, 1991.

(2) Jonathan Swift, *Œuvres*, Éditions de Maurice Pons, Bibliothèque de la Pléiade, Gallimard.

(3) Voir la Vie du langage du 31. voir 1992.

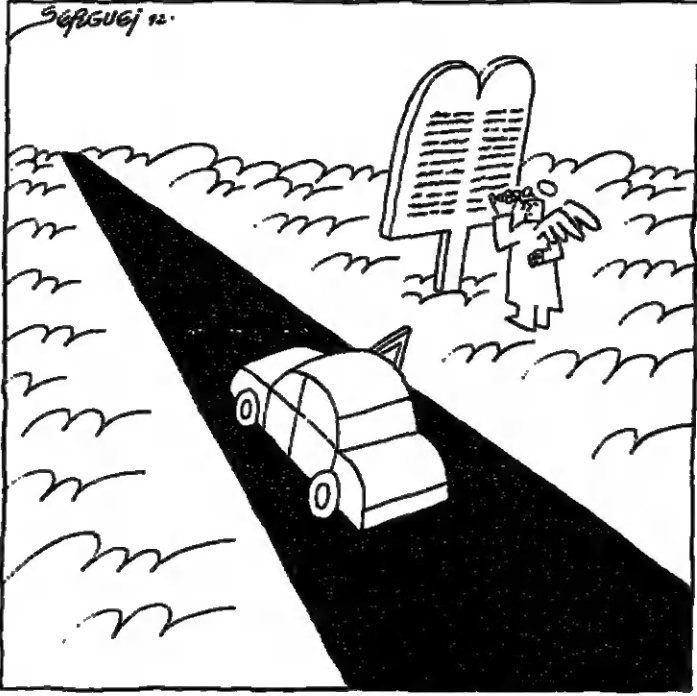
« Signaler la dernière édition, revue et corrigée, de la *Grammaire des français classiques et modernes*, de R.L. Wagner et Jacqueline Pinchon (Hachette, 688 p.). Qui pourrait contester cette remarque de l'avant-propos : « Il y a encore place dans l'enseignement pour des grammaires de type traditionnel » ?

« Signaler aussi une nouvelle revue de linguistique, dirigée par Jean-Claude Coquet, *Sémantique* paraîtra deux fois l'an (Didier-Erudition). Le premier numéro (85 F) a l'intitulé : « Représentation des connaissances et analyse lexicale ».

## LA VIE DU LANGAGE

par Denis Slakta

# Les bons conseils de M. Austin



## La parole au peuple

Arlette Farge a patiemment recueilli, à travers les archives, les « mauvais » discours de la rue, les dits ordinaires de ceux qui ne comptaient pas

**magazine littéraire**

Tous les mois, un dossier consacré à un auteur ou à un mouvement d'idées ; et l'actualité littéraire en France et à l'étranger

FÉVRIER 1992 - N° 296

### 1492, l'invention d'une culture.

L'année capitale, entretiens avec Consuelo Varela, Jacques Attali, Yves Berger. L'expulsion des Juifs d'Espagne, par Béatrice Leroy et Catherine Clément. Lettres inédites de Christophe Colomb. Les voyages de Colomb, par Michel Lequenne. Eduardo Lourenço, Claude Couffon. De Colomb à Kundera, par Pierre Mertens. Le regard des Latino-Américains, par German Arciniegas. Luis Mazon, Eduardo Galeano. Alicia Dujovne Ortiz, Mario Vargas Llosa, Carlos Fuentes.

Entretien : Gabriel García Márquez

Chez votre marchand de journaux : 28 F

### OFFRE SPECIALE

6 numéros : 120 F. Cochez sur la liste ci-dessous les numéros que vous choisissez

- ☐ Littérature chinoise
- ☐ Georges Bataille
- ☐ Littérature et mélancolie
- ☐ Stefan Zweig
- ☐ 50 ans de poésie française
- ☐ La robe des intellectuels
- ☐ Federico García Lorca
- ☐ Flaubert et ses hémères
- ☐ Écrivains arabes aujourd'hui
- ☐ Écrits intimes
- ☐ André Breton
- ☐ Les écrivains de Prague
- ☐ Les suicides de la littérature
- ☐ Gilles Deleuze
- ☐ La Révolution française, histoire et idéologie
- ☐ Jorge Luis Borges
- ☐ Francis Ponge
- ☐ Albert Cohen
- ☐ Umberto Eco
- ☐ URSS, la perestroïka dans les lettres
- ☐ L'individualisme
- ☐ Littératures allemandes d'aujourd'hui
- ☐ Coleridge
- ☐ Les passions fatales
- ☐ Les frères Goncourt
- ☐ Boris Vian
- ☐ Freud
- ☐ William Faulkner
- ☐ Baudelaire

Nom : ..... Adresse : .....

Règlement joint par chèque bancaire ou postal

**magazine littéraire**

40, rue des Saints-Pères 75007 Paris. Tél. : 45-44-14-51

### DIRE ET MAL DIRE L'opinion publique au XVIII<sup>e</sup> siècle

d'Arlette Farge. Seuil, coll. « La librairie du XVIII<sup>e</sup> siècle », 314 p., 130 F.

Qui a aimé la *Vie fragile* ou le *Goût de l'archive* aimera *Dire et mal dire* (1). Dans ce livre comme dans les précédents, Arlette Farge recueille ce qui longtemps a paru sans importance : les pauvres ou terribles mots par lesquels les humbles disent leur souffrance, leur haine ou leur espérance ; les éclats épars d'une pensée « populaire » qui a sa raison propre ; les « faits de rien, oubliés (ou méconnus) par l'historiographie » et pourtant acteurs d'un réel jamais dessiné dans les livres d'histoire. Collecter ces dits ordinaires, sans qualités, et décider s'ils forment une « opinion publique populaire » au XVIII<sup>e</sup> siècle, ce n'est pas chose facile. Il y faut non seulement le goût mais l'intelligence de l'archive. Ou plutôt des différentes archives qui consistent, à des fins très diverses, les mauvais discours de la rue.

Les gazettes de la police secrète, rédigées par les « mouches » du lieutenant général de police, exhibent avec obsession une parole que les autorités tiennent pour insignifiante et que, pourtant, elles ressentent comme lourde de menaces. Les nouvelles à la main, issues de la plume de dizaines de copistes rassemblés dans des *scriptoria* d'un nouveau genre et adressées à une clientèle d'abonnés aisés, sont utilisées ou manipulées par la police, qui s'en sert comme d'une source d'information et comme d'un instrument utile pour répandre de fausses nouvelles. Dans les gazettes policières comme dans les nouvelles à la main, les propos des hommes et des femmes du commun sont rapportés par des témoins (ou prétendus tels) ; en

revanche, les interrogatoires des embastillés accusés d'avoir maudit le roi ou médité du gouvernement permettent une écoute plus directe de leurs voix. Le livre d'Arlette Farge prend appui sur ces trois ensembles documentaires, complétés par la lecture des chroniqueurs (Buvat, le copiste de la bibliothèque du roi, Marais et Barbier, les avocats, Hardy, le libraire) et par l'examen des dossiers constitués par le procureur général du Parlement de Paris, Joly de Fleury, après l'attentat de Damiens en 1775.

Quand un travail patient a su retrouver ces paroles excédées, farouches, brisées, la tentation est forte de s'effacer, de laisser dire ceux qui – pour leur malheur le plus souvent – ont exprimé ce qu'ils pensaient de leur monarchie, de ses ministres et de ses maîtresses. Pudique, respectueuse, l'écriture d'Arlette Farge sait faire entendre les peines et les révoltes de ceux qui ne comptaient pas. Mais ce faisant, elle apporte une contribution majeure et neuve à la connaissance de la culture politique du XVIII<sup>e</sup> siècle.

### Dans les jardins et les cabarets

Archives en main, elle refuse et réfute trois constats trop hâtivement dressés. Tout d'abord, concernant le « public » qui a une opinion, elle montre qu'il n'est pas seulement constitué par les lettrés qui fréquentent les sociétés de pensée, qui lisent les journaux et qui débattent de théorie politique. Dans les lieux qu'il affectionne – les jardins, les promenades, les cabarets – en parlant haut ou en affichant des placards, le peuple parisien entre, à sa façon, en politique et prétend faire reconnaître qu'il sait s'informer et qu'il peut juger. Arlette Farge restitue les deux supports de cette revendication. D'une part, les expériences du quotidien, une sociabilité ordi-

naire faite de promiscuité, font que tous savent – ou croient savoir – comment percer les secrets d'autrui, comment déchiffrer les comportements. Ceux du roi n'échappent pas à cet œil scrutateur. D'autre part, la crise janséniste et la manière dont les *Nouvelles ecclésiastiques*, imprimées et distribuées clandestinement, en appellent contre le pape et le roi à l'opinion des laïcs, persuadent ceux-ci de leur droit et de leur compétence à critiquer et désobéir. Les matières d'Etat deviennent ainsi l'affaire de tous et l'usage public de leur raison par des personnes privées, reconnu par Kant comme constitutif des Lumières, doit être aussi entendu comme une pratique populaire.

La seconde idée contredite par le livre est celle qui décrit les trois dernières décennies du XVIII<sup>e</sup> siècle comme marquées par une progressive et inexorable désacralisation du monarque et de la monarchie. Certains historiens ont daté de l'attentat de Damiens le point de départ de cette montée cumulative des « mauvais discours », donc du détachement à l'égard de la personne du roi. Pour Arlette Farge, c'est là une erreur de perspective due à la « faiblesse malicieuse de l'archive ». L'affaire Damiens ne transforme pas la violence et la fréquence des propos révoltés recueillis par les correspondants de Joly de Fleury, mais persuade les autorités que l'opinion populaire est manipulée par les partis, janséniste ou jésuite, et que réseaux et complots n'ont de cesse de mettre en danger la vie du souverain. D'où, pour la première fois, la mobilisation de tout un appareil policier et administratif qui, plusieurs années durant, interroge pour traquer les propos dangereux – et, en les traquant, contribue à les produire. La conclusion est donc ferme : « Le meurtre manqué de Louis XV arrive dans un « déjà-là » de l'opinion publique ; il révèle un dispositif monarchique

plus qu'une inflexion novatrice et originale des avis populaires ».

Hantés par l'imaginaire du meurtre du roi ou, moins radicalement, habilités par le désir de savoir et de juger, ces « avis populaires » obéissent à une rationalité spécifique. Ils n'en sont pas moins une pensée du politique, que l'on ne peut restreindre aux seuls moments de crise – les émeutes qui jalonnent le siècle par exemple – ni cumuler dans un processus univoque et accéléré dont 1789 serait le nécessaire aboutissement. Pour Arlette Farge – et c'est un troisième ébranlement de nos certitudes – la multiplication des écrits séditieux dans les dernières décennies de l'Ancien Régime, que ce soit les nouvelles à la main ou les « livres philosophiques » exhibés par les travaux de Robert Darnton, ne prouve ni la toute-puissance de l'écrit ni, forcément, un accroissement de la haine ou de la distance à l'égard du roi. « L'opinion populaire ne semble pas résulter d'un processus cumulatif de lectures de pamphlets ou de placards ; elle n'est point linéaire et progressive et ne tire pas ses arguments de la somme ajoutée de tout ce qui lui est donné à lire ».

### Le désenchantement de la monarchie

Ce constat donne force à l'hypothèse selon laquelle le désinvestissement symbolique de la monarchie, privée de toute transcendance et soumise à la critique commune, n'est pas le résultat mais plutôt la condition du succès de tous les textes (libelles politiques, chroniques scandaleuses, pamphlets pornographiques) qui outragent la personne du roi et profanent la symbolique monarchique. C'est donc dans des représentations et des pratiques immédiates, éloignées des discours « philosophiques » quels qu'ils soient, que se formule, dès la fin du règne de Louis XIV – et peut-être aupa-

vant, – le désenchantement de la monarchie.

Explicitement écrit comme un dialogue critique avec le livre, devenu un classique obligé, de Jürgen Habermas, *L'Espace public* (2), l'ouvrage d'Arlette Farge ne paraît entretenir une convergence plus secrète avec un autre auteur allemand, Reinhart Koselleck (3). Le mouvement qu'elle repère est, en effet, celui qu'il a mis en lumière : dans un tout autre horizon social. Comme les membres de la République des lettres ou de la franc-maçonnerie, mais avec leurs ressources propres d'émotions, de douleurs et de mots, hommes et femmes du peuple ont construit, à distance de la puissance du roi, un fort intime des pensées et des sentiments que nulle intrusion ne doit violer. A vouloir soumettre par la force ce champ intérieur des consciences, le monarque s'expose à voir retourné contre lui, contre ses décrets et ses actions, le jugement moral que la raison d'Etat a fait refluer dans l'ordre du privé, du « particulier » comme l'on disait alors. La politique religieuse hostile aux jansénistes et, plus tôt, aux protestants, enclenche ce « règne de la critique » où chacun, même le plus humble, affirme son droit à dire, et mal dire, lorsque le pouvoir touche indûment à l'essentiel : la croyance, la foi, le sacré. A partir de là, l'espace est large où peuvent s'exercer la volonté de savoir et le droit de juger, associés dans les figures multiples et mobiles que déchiffre ce livre important.

Roger Chartier

(1) Arlette Farge, *La Vie fragile, violence, pouvoir et solidarités à Paris au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Hachette, 1986, rééd. Seuil, coll. « Point Histoire », 1982, et *Le Goût de l'archive*, Paris, Seuil, 1989.

(2) Jürgen Habermas, *L'Espace public, archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise* (1962), Payot, 1978.

(3) Reinhart Koselleck, *Le Règne de la critique* (1959), Les Éditions de Minuit, 1979.

**Clotés**

Jacques Lanzmann

LE VOLEUR DE HASARDS

Souvenirs

LANZMANN



BIOGRAPHIE

LETTRES ÉTRANGÈRES

# La comète Nemirovsky

Elle fut la coqueluche littéraire de l'entre-deux-guerres avant d'être abandonnée de tous : Elisabeth Gille nous raconte sa mère en lui prêtant un livre de Mémoires

**LE MIRADOR**  
Mémoires revues  
d'Elisabeth Gille.  
Presses de la Renaissance.  
270 p., 98 F.

La fille cadette d'Irène Nemirovsky nous donne aujourd'hui un livre aussi puissant que sensible, analyse spectrale d'une comète qui a éclairé, entre les guerres, le ciel des lettres françaises, avant que sa fulgurance ne s'évanouisse, aspirée par le trou noir d'un camp d'extermination. Elisabeth Gille, qui se révèle être, à la fois, témoin lucide et écrivain remarquable, a pris un pari audacieux : rédiger les Mémoires d'une mère fabuleuse qu'elle a très peu connue. En effet, la mémorialiste d'Irène Nemirovsky n'avait que trois ans lorsque celle-ci créa l'inoubliable personnage de David Golder partant pour Auschwitz, suivie très vite par Michel Epstein, son époux, le père d'Elisabeth Gille. Ces souvenirs, plus réels que rêvés malgré le titre du livre, s'appuient sur les romans et les récits d'Irène Nemirovsky, les films qu'ils ont inspirés, sa correspondance, son dossier de presse, les témoignages des éditeurs amis et ceux de sa fille aînée, la sœur de l'auteur.

**Dorian Gray**  
et l'asile des « bas-fonds »

Le regard de l'enfant, de l'adolescente et de l'adulte qu'Elisabeth Gille deviendra est cependant toujours là. A la faveur de brefs passages à l'articulation des chapitres, elle s'observe et observe pour mieux évoquer le temps des horreurs passées. Qui était donc cette dame myope, célèbre et distraite, disparue à l'âge de trente-neuf ans, qui ressuscite aujourd'hui sous la plume aussi affectueuse que peu complaisante de son dernier enfant ? Nous faut-il comprendre ses errements, lui faire part de son avenir, lui faire part de son destin ?

par l'influence déléguée de sa propre mère ? C'est, sans doute, le premier objet de la quête d'Elisabeth Gille.

Irène Nemirovsky est née en 1903 à Kiev, capitale ukrainienne héritière de Byzance, chantée par Paustovski et par Victor Nekrasov, et aussi ville de pogroms. Ses parents, juifs fortunés, n'ont rien en commun avec les « autres », vêtus de caftans, visage encadré de papilottes, qui parlent yiddish et font peur à la petite Irène. Elle part pour un court séjour, avec sa mère, en France; ensuite, toute la famille s'installe à Saint-Petersbourg, résidence impériale d'une Russie encore patriarcale qui s'approprie à faire son entrée dans la modernité avant que la Grande Guerre ne réduise à néant toutes ses aspirations. L'univers d'Irène est peuplé d'un père banquier qui la gâte, d'une gouvernante française, d'un essaim de lycéens courtois et d'une mère odieuse, caricature judéo-slave de M<sup>me</sup> Verdurin. Le conflit qui l'opposera toujours à sa fille, futur écrivain célèbre à Paris, dynamise et donne toute sa force au récit.

À Saint-Petersbourg, la Révolution éclate après trois ans de guerre. L'autocratie recule, mais, bientôt, le rouge de l'espérance devient celui du sang des victimes immolées par la Tcheka (1). En pleine guerre civile, partagée entre les plaisirs d'une adolescence sage et des lectures qui le sont peut-être moins, Irène a le choix entre Gorki, Malakovsky ainsi que les grands classiques russes et Oscar Wilde. Elle choisira l'hédonisme du dernier : « Quelle tentation que de tourner le dos à Tolstoï et à ses sermons, à Dostoïevski et à ses remords, d'oublier l'asile des bas-fonds... ces clochards vêtus de guenilles puantes que la Révolution voulait sauver en me sacrifiant, moi. Quel idéal valait la peine que l'on perdît ainsi sa jeunesse et sa vie ? » Irène ne perdit, dans un premier temps, ni sa jeunesse ni sa vie. Malgré les conseils d'une tante gauchiste qu'elle

admire, l'adolescente part avec sa famille en France, par la Finlande, la Suède et l'Angleterre.



Irène Nemirovsky : « Pardonnez-nous nos offenses, comme nous le pardonnons. »

La fortune des Nemirovsky est intacte, personne ne deviendra accompagnatrice ni chauffeur de taxi. A la faveur d'un exil doré où l'argent s'éparpille et se ramasse dans l'attente d'un retour « certain » en Russie, Irène, devenue Irène, entreprend avec succès des études de lettres, contre la volonté d'une mère dominatrice et dévergondée. Entre le Ruhl et le Negresco à Nice en hiver, les vacances au Touquet en été et ses gigolos parisiens, cette mère est ravie de fréquenter les aristocrates minés qui n'auraient jamais reçu une juive dans leurs anciens palais de Moscou et de Saint-Petersbourg.

Nous voici donc entraînés dans le tourbillon des années folles, bal de la rue de Lappe, jazz nègre, cocaïne, fragiles et intenses voluptés qu'Elisabeth Gille nous restitue avec toute la maîtrise de son art. C'est aussi l'époque où une inconnue, Berberova, crève de faim à Paris, et où un certain Nabokov se prépare à émigrer aux États-Unis. Irène lit Victor Marguerite, plonge dans Proust, observe et se cache pour écrire. Son immense talent, le regard impitoyable qu'elle sait poser sur le milieu de ses parents, la sauterne du vertige de ces temps crépusculaires. Accueillie avec

enthousiasme par Bernard Grasset et Albin Michel, encensée dans la presse, Irène Nemirovsky devient bientôt la coqueluche de tout Paris. Cocteau et Paul Morand, la princesse Bibesco et Emmanuel Berl, Harry Baur et Tristan Bernard sont ses amis, alors que le Bal, David Golder, les Mouches d'automne et l'Affaire Country (2), livres inspirés par le monde d'où elle vient, s'épuisent aussitôt imprimés. Qu'elle soit « israéliite » et même pas naturalisée française, personne ne s'en soucie, elle en a encore moins.

Pourtant, l'extrême droite se déchaine contre les étrangers, et, bientôt, les réfugiés commencent à affluer d'Allemagne où Hitler a pris le pouvoir. L'écrivain à succès détourne ses yeux de leurs visages hâves, n'écoute pas ce que racontent ces proscrits. Pour elle, l'antisémitisme demeure toujours un épouvantail frappé de caducité, et cet aveuglement, partagé avec son époux, l'empêche de plier bagages pour fuir avec ses fillettes au-delà de l'océan.

« Israélite étrangère »

Lorsque les lois raciales commencent à être appliquées dans la France de Pétain, ceux qui se disaient ses amis, de Bernard Grasset et Fayard à Morand, Brasillach et Giraudoux, parmi d'autres, abandonnent la juive russe qui les amusait tant autrefois. Bien que tout dernièrement convertie à la foi chrétienne, rien ne pourra lui épargner sa condition d'« Israélite étrangère », ni sa gloire littéraire, ni la lettre suppliante qu'elle écrira à Pétain, ni celle, très humble, que son époux adressera à Otto Abetz, ambassadeur allemand à Vichy. Elisabeth Gille, qui survécut cachée à la campagne avec sa sœur aînée, prête à sa mère, et non sans raisons, ce repentir tardif : « J'ai déjà des instants de vertige où je me demande si, en fustigeant ce milieu qui était le mien et que je détestais tellement, je n'ai pas fourni des arguments aux antisémites, si je n'ai pas fait preuve d'une inconscience suicidaire. » Elle lui prête encore la tentation de la prière blasphématoire que tout juif converti sans foi véritable adresse à Dieu : « Pardonnez-nous nos offenses comme nous le pardonnons. »

Au-delà de l'imprévoyance et de la légèreté certaines de cet écrivain hors pair, surprises avec une tendresse infinie, les vrais-faux souvenirs d'Irène Nemirovsky soulèvent une seconde interrogation : peut-on demeurer Français, juif, Russe ou autre à la fois ? Certainement, à condition que l'avertissement porté par le beau livre d'Elisabeth Gille soit entendu. Afin que plus jamais l'horreur suprême évoquée dans son épilogue ne se répète.

Edgar Reichmann

(1) Police politique communiste, ancêtre du KGB.

(2) Ces livres sont disponibles chez Grasset, dans la collection « Les cahiers rouges ».

# Woodstock blues

Michael Cunningham met en scène un trio candide rattrapé par la réalité

**LA MAISON DU BOUT DU MONDE**  
de Michael Cunningham.  
Traduit de l'anglais (États-Unis) par Anne Damour.  
Presses de la Renaissance.  
353 p., 140 F.

Ses héros, des provinciaux du Middle West, Michael Cunningham, écrivain new-yorkais de trente-neuf ans, réussit à nous les rendre immédiatement familiers. Non pas qu'il propose des schémas psychologiques vrais de tout temps ou en tout lieu, non pas qu'il dessine une épure dépourvue de la vie. Bien au contraire. Avec assurance, justesse, poésie, il s'insinue dans la vie naturelle et prosaïque de deux garçons du même âge, assez semblables pour s'entendre, assez dissemblables pour se séduire.

Ils s'appellent Bobby et Jonathan. Ils habitent Cleveland. On est à la fin des années 60. Bobby fait partie d'une catégorie humaine que les romanciers ont toujours aimée : celle des hommes et des femmes que le destin emporte malgré eux, en bien ou en mal, et qui, en dépit de leurs efforts, ne peuvent pas maîtriser le regard, de réprobation ou d'admiration, de dégoût ou de désir, qu'ils suscitent. Ils n'ont pas pris sur le monde, ils ne comprennent pas les drames dont, pourtant, ils sont le plus souvent les protagonistes. Ils déchainent des passions qu'ils ne parviennent pas à réfréner ni même à éprouver à leur tour. Jonathan, lui, appartient à l'autre catégorie chère aux romanciers : leur double à peine déguisé qui n'est qu'une voix intérieure, un regard toujours tourné vers l'autre, une pensée infiniment employée à vouloir comprendre les mystères du monde.

Jonathan est transparent à lui-même, il a toujours compris ses limites, ses aspirations, ses frustrations. Il a une prescience de son avenir. Mais sa lucidité se dresse devant lui comme un mur. Elle ne lui permet pas de franchir les obstacles : elle en est une elle-même, le plus fatal, celui qui risque de l'empêcher de vivre. Bobby demeure opaque. C'est quand le drame est achevé qu'il lui apparaît. C'est quand les mots ont été prononcés que les rapports prennent tout leur sens à ses yeux.

Jonathan, fils d'un directeur de cinéma, sensible et faible, ayant préféré les rêveries miroitantes d'un écran aux évidences trop grises de sa vie, a assez de conscience pour toute sa famille. Il aime Bobby malgré les maladrotes exaspérantes de son camarade. Il l'aime parce qu'il va de soi, pour lui, de transformer en amour la passion amicale, exclusive que tant d'adolescents inséparables connaissent. Bobby partage ce sentiment exclusif, en accepte même les manifestations sensuelles. Mais une sorte d'apa-

thie le maintient inerte, tout en liant son destin à l'autre.

Jonathan quitte la province. Meilleur élève, il va poursuivre ailleurs ses études et s'installe à New-York, se donnant l'illusion de tourner la page. Bobby s'incruste à Cleveland, voit son père mourir et remplace Jonathan dans le foyer de son ami. Il y resterait volontiers sa vie entière, à la fois loin de son adolescence et l'éternisant.

Homosexuel « libéré », Jonathan partage un appartement avec sa meilleure amie, Clare, qui tente de répondre aux libertés de son compagnon par un style de vie désinvolte, artiste, fantasiste. Jusqu'au jour où Bobby complète le trio.

Le rêve hippie

Quel est l'avenir de ce trio ? Jonathan est encore amoureux de Bobby, mais Bobby est un enfant immature qui n'attend que l'initiation d'une femme. Clare est amoureuse de Jonathan, mais c'est avec Bobby qu'elle couche. Jonathan a un amant, Erich, mais il le trouve « banal ». Jonathan et Bobby n'ont qu'un désir, qui n'est plus profond, plus stable, celui de fixer à jamais leur rapport adolescent. Après des crises, des ruptures, ils forment enfin avec Clare le rêve hippie. Vivre quelque part (pas tout à fait n'importe où, à 8 kilomètres de Woodstock...), à eux trois, formant une cellule familiale utopique, vivant d'un restaurant que fréquentent d'autres nostalgiques de ces années-là.

D'où vient le charme de ce roman ? De l'élégance de son ton, de son absence de prétention. L'auteur, amoureux de ses personnages jusque dans les piques qu'il leur lance, leur donne à chacun la parole, invitant parfois Alice, la mère constamment déçue de Jonathan. De cette succession de points de vue, il ressort une légèreté, un dynamisme, une finesse qui devraient instruire sociologues et psychologues. Une Alison Lurie aurait volontiers « mis en boîte » ces hippies retardataires, elle aurait souligné leurs ridicules, elle nous aurait fait rire de leurs clichés mais, parions-le, non sans tendresse.

Michael Cunningham n'est pas lui-même dépourvu d'humour. Son art du récit intime, soucieux, mais en même temps économe de détails réalistes et qu'il faut bien appeler, déjà, historiques, ponctué d'analyses rapides, qui font mouche, est si frappant que ces personnages deviennent nos amis, avec leurs naïvetés et leurs idéaux. Et que nous avons envie de les présenter à tous nos amis. La sympathie nous emporte dans un élan poétique jusqu'à l'apparition, hélas attendue, à travers Erich, de la maladie qui devait saper à jamais ce rêve candide.

René de Ceccatty

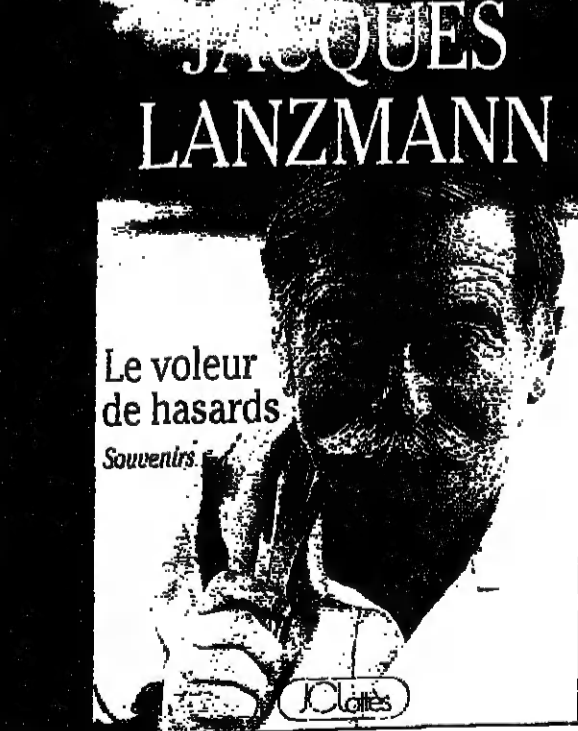
JOLattès

Jacques Lanzmann

LE VOLEUR DE HASARDS  
Souvenirs

350 pages pleines de récits, de portraits, d'anecdotes, de témoignages où on vous retrouve tel que vous êtes, c'est-à-dire avec votre appétit de vivre, votre formidable ardeur, avec vos réussites, vos erreurs, vos courages, vos lâchetés, et puis je dirais aussi vos femmes, vos chats, vos chiens, vos livres.

Bernard Pivot - A2  
Bouillon de Culture



337 p.  
110 F.

# J. M. COETZEE



"Impossible d'échapper au rythme lancinant de cette lettre d'amour et de mort écrite par une vieille femme d'Afrique du Sud à sa fille qui vit en Amérique. Une chronique étrangement métaphorique. Le cancer apparaît comme la concrétisation de la haine accumulée qui ronge le pays. Reste pour survivre, la vertu des mots souples comme l'argile, durs comme le fer. Et cette écriture intense, incantatoire, mystique d'un écrivain qui n'a pas besoin du Nobel pour être le plus grand d'Afrique du Sud et l'un des plus importants de ce siècle".

Michèle Guérier / Télérama

Editions du Seuil



ANTHOLOGIE  
DE LA POÉSIE BENGALIE

Choix de textes  
présentés et traduits  
par Prithwindra Mukherjee,  
Noël Blandin, 300 p., 200 F.

LE CIEL, LA TERRE,  
L'ENFER

de Mani Shankar Mukherjee.  
Traduit du bengali  
par Prithwindra Mukherjee,  
Payot, 308 p., 130 F.

«EST-IL un homme qui ait étudié à fond la grande peinture de Calcutta? Elle est unique. On dirait de l'essence de pourriture qui aurait subi une seconde pourriture (...) et nul moyen de la fuir! Elle souffle à travers le Maitan; elle pénètre par rapides dans les corridors du Grand Hôtel d'Orient. Ce qu'on se plaît à appeler les «palais de Cowringhi» la promène. Elle tourne autour du club du Bengale. Les ruelles la déversent avec une intensité qui vous donne la nausée et la brise matinale en est chargée. On la trouve, cette odeur, en dépit de la fumée des machines, à la gare de Howrah. Elle semble empiéter dans les petites ruelles de Lal-Bazar, où se trouvent les boutiques à saouler, mais elle est presque aussi accentuée en face du palais du gouvernement et dans les administrations publiques. (...) Quand on habite Calcutta assez longtemps, on finit par s'y habituer.» Ainsi Rudyard Kipling décrit-il, en 1888, pour ses lecteurs du *Pioneer*, la capitale politique et économique de l'Empire des Indes dans une série de reportages réunis sous le titre *La Cité de l'épouvantable nuit* (1). Comment ne pas comprendre le sentiment d'horreur, de dégoût, d'indignation de Kipling, comme de l'Européen d'aujourd'hui, qui, lassé ou exaspéré par le pittoresque, le mystère et la misère de l'Inde, se sent anéanti devant le climat terrible, impuissant devant l'image des famines qui ravagent le pays, des épidémies qui tuent les hommes par milliers, des inondations qui engloutissent régulièrement les rues et les habitations au moment de la mousson! Comme au temps de Kipling.

Calcutta, «la plus belle ville à l'est de Suez» disait-on, n'est plus, depuis 1911, que la capitale du Bengale. Un «chancier humain», ose proclamer les guides à l'intention des touristes! Une surpopulation endémique dans une mégapole qui continue de croître, en même temps que la masse des sans-travail et des sans-logis, tandis que son économie décline : 830 000 habitants en 1900, 7 millions en 1970, de 10 à 12 millions, peut-être davantage, aujourd'hui, pour cette ville à l'architecture superbe et pourrissante qui vient de célébrer son trois centième anniversaire et dont tous les clichés,

tous les films (même la remarquable série de Louis Malle, interdite là-bas) ne peuvent exprimer l'absurdité d'un enlèvement humain sans espoir. On rêve, là-bas, sous Teresa dont le *Statesman* publie chaque jour le bulletin de santé à la une; on s'est fait à l'idée que la Cité de la joie soit, à l'instar du temple de Kali ou du Marble Palace, un lieu pour touristes. Mais les manifestations répétées, les protestations contre l'étalage multinational de la misère ont obligé Arthur Joffé, le réalisateur du film tiré du livre de Dominique Lapierre, à recréer ailleurs le décor de la Cité de la joie. A chacun son Pont-Neuf...

Feux de Bengale, tiges du Bengale, bengalis au plumage bleu... On sait que les Bengalis ont la réputation d'être un peuple d'artistes. Doués pour la poésie, la musique, le chant, les spéculations philosophiques, la littérature. Ainsi, le Prix Nobel 1913, Rabindranath Tagore, est aujourd'hui une gloire nationale dont la célébrité dépasse la lecture de l'œuvre, présente en tous lieux, dans les hôtels, les maisons d'édition, les échoppes de bouquinistes de College Street, sur les murs des rues comme dans le bureau du premier ministre : icône d'une Trinité hétéroclite, car étrangement associé, sous les fauilles et les marteaux, à Marx et à Lénine!

Finalement, le bengali est une langue littéraire rare : Lokenath Battacharya, membre de l'Académie du Bengale, est peut-être plus lu à Paris que chez lui; Amitav Ghosh, prix Médicis étranger 1991 pour *Les Feux du Bengale*, écrit en anglais n'est pas traduit dans son autre langue... A signaler cependant pour les curieux l'intérêt de se plonger, comme dans un continent inconnu, dans l'An-

## D'AUTRES MONDES

par Nicole Zand

Le crépuscule  
des feux de BengalePhoto extraite de *Dans Calcutta* de Benoît Lange (éd. Olizane, Genève)

thologie de la poésie bengalie, un choix de textes depuis le dix-neuvième siècle jusqu'à aujourd'hui, dont Tagore est à la fois le cœur et l'absent (pour un refus des droits, semble-t-il). A noter que les très vivants *Souvenirs* de Rabindranath Tagore (2), écrits en 1912 et qu'on vient de rééditer en poche, ont été traduits... de l'anglais! Calcutta, comme un lien avec l'âme de Tagore dont il fut l'élève et à qui il a consacré plusieurs films, c'est aussi Satyajit Ray, le plus grand cinéaste indien, le plus paradoxal aussi dans un pays où le cinéma est une industrie qui cultive surtout la tragédie musicale sirupeuse.

Satyajit Ray, reconnu même par Hollywood qui se prépare à lui remettre un

Oscar pour l'ensemble de son œuvre. Si son cœur lui permet le voyage... Satyajit Ray, dont les remarquables recueils de nouvelles, réalistes et fantastiques à la fois, ont été aussi traduits de l'anglais (3). Issu d'une famille de grands bourgeois cultivant les arts, héritier de la renaissance bengalie du dix-neuvième siècle en même temps que très libéral dans son refus de l'orthodoxie religieuse hindoue, Satyajit Ray, admirateur de Jean Renoir, encouragé par John Huston, célèbre depuis *Pather Panchali* (Prix du «document humain» au Festival de Cannes 1956), est pour nous un maillon essentiel dans notre connaissance de Calcutta.

La publication de *Le Ciel, la terre, l'enfer*, un roman bengali, vendu à plus de cent mille exemplaires, que Ray avait adapté dans un de ses films, *l'Intermédiaire* (1975), sera une rare occasion, pour le lecteur d'approcher l'est-capitale du Raj, par d'autres moyens que le cinéma. L'histoire de Somanath, un jeune diplômé de l'Université (mais dans un rang médiocre) qui, avec son meilleur ami, se met à la recherche d'un emploi. Un premier emploi. Conseillé par un vieux routier du négoce, il va se lancer «dans les affaires», c'est-à-dire monter des sociétés fictives pour vendre et acheter n'importe quoi, à condition de faire des bénéfices. Pour réussir sa première affaire importante et emporter le marché de vente de produits chimiques, il devra fournir une fille consentante au responsable des achats nommé Goenka (le nom de la firme d'un des grands groupes industriels dont Shankar, l'auteur du roman, est vice-président chargé de la communication...). Le jeune homme, malgré une honnête éducation familiale, se trouve acculé à la corruption, trahissant son copain, vendant sa

sœur, rompant avec la morale de sa famille. Dans la jungle de la ville, c'est la fin des illusions de la jeunesse contée simplement, comme dans un roman-photo, avec une sincérité, un souci du détail vécu dans une ville mille fois arpentée, mais où l'auteur a le souci de décrire avant tout le sens de la honte dans une description presque naturaliste du chômage endémique et de ses répercussions sur la morale d'un être simple et pur. Trop pur. Comme dans un film hindi, mais sans musique.

L'auteur de *Le Ciel, la terre, l'enfer* (en bengali, *Jana Aranya*, «la jungle humaine»), Mani Shankar Mukherjee, dit Shankar, est en effet très lu au Bengale. Auteur d'une quarantaine de romans, de récits de voyage en Amérique et en France, traduit dans les principales langues indiennes, ainsi qu'en anglais et en russe, cet autodidacte de cinquante-huit ans, extrêmement populaire, est un chroniqueur de la vie urbaine de Calcutta. Il a fallu d'ailleurs la ténacité d'un Bengali de Paris, un publicitaire de moins de quarante ans, qui s'est juré de la faire connaître et qui, à tout seul, fait traduire le livre, trouver un éditeur, invité à ses fêtes (avec l'aide d'Air India et de l'Hôtel Oberoi, qui recommande chaleureusement, par ailleurs, André Bercoff dans un ouvrage récent) (4) quelques journalistes à rencontrer Shankar sur les lieux de sa vie et de ses romans. Un livre, annoncé comme le premier volume d'une trilogie, que les Editions Payot publient, en somme, ouvertement, «clés en main», inaugurant, à l'instar des musées et des galeries d'art, le mécénat dans l'édition. Il sera intéressant de voir si ce genre d'initiative fait tache d'huile... Ou tache d'encre.

(1) Rudyard Kipling, reportages : *La Cité de l'épouvantable nuit* (Le Bouquiniste, tome 2, 1988).

(2) Viensant de réimpression : *Souvenirs* («Connaissance de l'Orient», Gallimard/UNESCO) et *La maison et le monde* (Payot).

(3) Voir *La Nuit de l'Indigo*, *Autres contes du Bengale* et *Les Fêtes d'or de l'Inde*, de Satyajit Ray (Presses de la Renaissance, puis 10/18). A noter que c'est avec un roman pour les enfants, *Fait et le jongleur de Calcutta*, que le célèbre cinéaste a été publié pour la première fois en français, traduit du bengali par France Battacharya (Bordas, 1981. A partir de neuf ans).

(4) Voir aussi, dans la collection «Connaissance de l'Orient», Gallimard/UNESCO : *Ratha ou l'Inde*, de Tara Shankar Banerjee (1988-1971), avec, notamment, le *Salon de musique*.

(5) La Foire du livre de Calcutta vient de s'ouvrir à la suite du vingt-quatrième congrès de l'Union internationale des éditeurs qui s'est tenu à New-Delhi du 27 janvier au 1<sup>er</sup> février, dans un pays qui, malgré quelque 40 % d'analphabètes, figure avec plus de onze mille éditeurs parmi les douze plus grands producteurs du monde (et le plus important de tiers-monde) avec une production annuelle de plus de vingt mille titres.

## ARTS

## Généalogie de l'Absolu

Suite de la page 23

Schaeffer ne s'en tient pas, en effet, à l'établissement d'une généalogie : son récit est une dénonciation à peine dissimulée. Il n'a de cesse de montrer comment, en le réduisant à une vision extatique, cette pensée appauvrit l'art et le travestit à la fois. L'introduction et le dernier chapitre du livre, également remarquables, opposent à la «théorie spéculative» les ressources d'une esthétique qui refuse de se fonder sur la foi en un au-delà à rêver. Brevement, trop brièvement, quelques pages mettent en rapport «théorie spéculative» et avant-gardisme «visionnaire» selon Mondrian et Malevitch, dont le néo-plasticisme et le suprématisme se veulent des esthétiques métaphysiques teintées de mysticisme. Il y

aurait là matière à un second ouvrage, qui prendrait en compte plus attentivement théosophie, occultisme, symbolisme «fin de siècle» et autres résidus swedenborgiens qui se sont agglomérés à la doctrine post-romantique au cours du dix-neuvième siècle – le tout structuré tant bien que mal par la légende du progrès infini de l'art vers l'illumination finale.

Tel est l'enjeu énorme et insaisissable de l'Art de l'âge moderne : jeter enfin le doute sur les fondements, jamais contestés, des esthétiques contemporaines. Sous ses dehors d'érudition, et grâce à son savoir philosophique, qui agit contre l'ignorance décriée d'aujourd'hui, l'ouvrage inaugure une réflexion critique. Elle est d'autant plus nécessaire que le discours esthétique officiel actuel et la pratique «artistique» qui lui tient lieu de prétexte confinent à la nullité. Qui voudra entendre ces leçons d'acuité et d'intelligence? Qui aura le courage d'en revenir, comme Schaeffer y invite, à l'analyse kantienne et à sa *Critique de la faculté de juger*? On aimerait que nombreux soient les lecteurs de ce traité de désobéissance intellectuelle car, avec ce livre, le conformisme esthétique-mercantile a reçu un rude coup. Bonne nouvelle.

Philippe Dagen

□ Rectificatif. – L'avant-propos du *Traité Haguida du Talmud*, paru chez Verdier, n'est pas du grand rabbin René-Samuel Sirat, comme nous l'indiquions dans «Le Monde des livres» du 31 janvier, mais du grand rabbin Israël Salzer, par ailleurs traducteur de l'ouvrage.

## NO LOVE

de David Garnett.  
Traduit de l'anglais  
par Anouk Neuhoft,  
Julliard, 204 p., 100 F.

TOUTE PASSION ABOLIE  
de Vita Sackville-West.  
Traduit de l'anglais  
par Micha Venaillie,  
Salvy, 232 p., 120 F.

Nés l'un et l'autre en 1892, David Garnett et Vita Sackville-West ont tourné autour de Bloomsbury et de ses phares. Tandis qu'elle inspirait l'*Orlando* de Virginia Woolf, il épousait la nièce de son auteur. Et, surtout, pendant que Virginia Woolf fondait une littérature intérieure novatrice et, roman après roman, construisait une œuvre qui valait peut-être que l'on en meure, ses amis s'en tenaient à des narrations traditionnelles qui n'allaient bousculer aucune convention littéraire sinon peut-être, ça et là, frileusement, quelques idées trop réactionnaires qu'ils battaient en brèche.

On éprouve assurément un grand plaisir à lire ces romans intelligents, humoristiques, légers et nostalgiques, mais en même temps une certaine tristesse : celle que suscite toute littérature mineure, sans génie, dans laquelle, au fond, l'intelligence n'est pas un palliatif suffisant. On lit ces livres comme d'agréables documents sur un milieu qui, en dépit de ses anticonformismes affichés, se complaisait dans les privilèges de classe, c'est-à-dire, avant tout, ceux de l'argent.

Les descriptions sociales, même quand elles se veulent frondeuses, ont des références inchangées, une aune incontestée : grandes demeures, serveurs, études à

Cambridge, mariage ou bien privé d'amour ou fondé sur l'illusion de l'amour. Et les brebis érévées sont prestement ramenées au bercail. Il suffit de lire les *Mémoires* déabusés d'Angelica Garnett (1). Fille de Vanessa Bell et de Duncan Grant, elle raconte son enfance, les relations compliquées de sa mère – la sœur de Virginia Woolf – avec son père et l'amant de ce dernier, David Garnett, qu'Angelica épousa. Tant de bohème n'allait pas sans d'amères contreparties.

Si David Garnett a dû son éphémère gloire à des satires sociales, allégoriques et originales (2), il propose avec *No Love* (quelle idée curieuse de ne pas traduire le titre, qui est du reste la dernière phrase, elle heureusement traduite) un petit roman grave sur deux destins parallèles et ratés. Benedict est le fils cadet d'un pasteur peu ordinaire qui s'installe avec sa femme sur un îlot désert mais non stérile, au sud-est de l'Angleterre, bien décidé à se couper de l'île mère : rêve utopique, à l'image du milieu confortable dont est issu le romancier. Mais la robinsonnade est de courte durée : arrive une autre famille dont le chef est un amiral. Il plante son drapeau et installe sa tribu avec l'assentiment du pasteur.

Benedict se voit alors involontairement flanqué d'un compagnon, Simon, qui sera son témoin et son modèle, son double et son contraire. Qui vaincra l'autre, qui grugera l'autre, qui sera le perdant et qui le gagnant? Leah, la sensuelle maîtresse de Benedict, n'était pas faite pour suivre son amant dans ses recherches médicales et solitaires. Et Cynthia, la ravissante et stupide femme de Simon, l'abandonne pour un autre. Benedict, un instant, a cru pouvoir dérober Cynthia à son ami, mais ils se retrouvent seuls l'un et l'autre et forcés, après la mort de leurs parents, de revendre l'île.

De très belles pages sur des sommeils à la belle étoile ou sur le vent qui frôle la peau nue et éveille chez les adolescents une émotion inconnue, auraient pu sans doute inspirer David Lean ou James Ivory. Mais il manque à ce roman la franchise crue d'un D. H. Lawrence et la vigueur d'un E. M. Forster pour animer les personnages d'une force dévastatrice. La critique de la guerre (l'action se situe avant et pendant la première guerre mondiale) est faible, malgré le personnage ambigu de Simon. David Garnett, qui fut poursuivi, avec Duncan Grant, pour avoir été objecteur de conscience, aurait pu raffiner le personnage de l'amiral, ici trop caricatural et peu crédible.

Un amour  
inaccompli

Vita Sackville-West – on le découvre grâce à la fidélité de Gérard-Julien Salvy, son éditeur français – n'était pas seulement une horticultrice, mot qui ne rend peut-être pas justice à son ambition dans les jardins de Sissinghurst. C'était une romancière un peu sèche et pince-sans-rire, exaspérée par ceux qu'elle côtoyait et dont elle ne se sentait éloignée pour rien au monde. L'héroïne de *Toute passion abolie* avait un demi-siècle de plus que son auteur : à quatre-vingt-huit ans, Lady Slane hérite de son mari et découvre avec horreur, mais une surprise modérée, qu'elle n'a plus rien de commun avec sa famille, et elle satisfait le souhait de ses enfants en revenant dans la demeure familiale. Mais plutôt que d'aller s'incruster chez l'un ou l'autre, elle s'isole dans une vieille maison repérée trente ans plus tôt dans le quartier alors peu huppé de Hampstead.

Elle sympathise avec le propriétaire qui, sans la connaître, semblait l'attendre. Elle accepte même l'amitié de l'entrepreneur. Et avec sa dame de compagnie française, Genoux, elle se souvient. Elle revivait et revit un ancien amour inaccompli. C'était aux Indes, dont son mari était le vice-roi. Il a suffi d'un geste au-dessus d'un balcon, d'une volée soulevée par la brise. Et, comme chez James, ce geste aurait pu faire naître l'amour, a peut-être fait naître l'amour : une bête tapie dans la jungle.

Pour entrer dans l'univers de Vita Sackville-West, il faut savoir dépasser le prosaïsme pesant des détails réalistes, la psychologie un peu appuyée. Et soudain, dans ce monde dont la poésie semble depuis toujours exclue, on entend un appel au seuil de la mort : l'amour aurait pu avoir lieu. Lady Slane qui s'est laissée détruire par son mari parce que «l'homme tue la femme, la femme aime être tuée par l'homme», Lady Slane qui dans son adolescence avait envisagé de se travestir, ou plutôt de devenir «une créature asexuée, pur symbole et émanation de la jeunesse, un être ayant abdiqué à jamais les délices et les droits du sexe pour servir ce qui lui semblait être un plus noble but», apprend avant de mourir qu'il n'est pas de vie qui ne se double de son rêve épanoui.

R. de C.

(1) *Trompense Gentillesse*, Christian Bourgois.

(2) *Lady Into Sex* (1922) : *A Man in the Zoo* (1927).

**THÉOLOGIE HISTORIQUE 86**

**LE VOCABULAIRE DE L'EXPIRIELLE SPIRITUELLE**

DANS LA TRADITION PATRISTIQUE GRECQUE

du IV<sup>e</sup> au XIV<sup>e</sup> siècle

par Dom PIERRE MIQUEL

Un rappel de la tradition pour un monde charismatique

216 pages 195 FF

BEAUCHESNE

72, rue des Saints-Pères - 75007 PARIS

كتاب جديد